

Table des Matières

BARON PAUL HALTER :

Editorial 3

BARON PAUL HALTER ET YANNIS THANASSEKOS :

«Devoir de mémoire» et politique scientifique 9

EDOUARD DELRUELLE :

De la Tolérance à la solidarité 15

SVEN GATZ :

Migratie, integratie en nationalisme 23

JEAN-PAUL WAHL :

Tolérance et liberté 31

CLAUDIO PAVONE :

Caractères et héritages de la « zone grise » 35

DIETER HOFFMANN-AXTHELM :

L'esthétique de l'incompétence 45

PATRICK MOREAU :

L'extrême droite allemande : un bilan 1998-2000 51

FRANK SCHWAB :

Enseigner Mauthausen dans l'Europe d'aujourd'hui à un public scolaire .. 77

*Séance académique de remise
du Prix de la Fondation Auschwitz 1999-2000. Interventions de : 87*

PETER VON BUTLER,
Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne 89

HILDEGARD BOUCSEIN,
Secrétaire d'Etat. Sénateur. Bureau du Land de Berlin à Bruxelles. 90

BARON PAUL HALTER,
Président de la Fondation Auschwitz 92

YVAN YLIEFF,
Commissaire du Gouvernement chargé de la politique scientifique 93

MARKUS MECKL,
Lauréat du Prix 94

DES TÉMOINS RACONTENT :

MARYLA MICHALOWSKI-DYAMANT :
La dernière nuit à Auschwitz-Birkenau 97

BENJAMIN SILBERBERG :
11 avril 1945 99

Informations : 101

- Exposition à la V.U.B. : Présentation de l'œuvre picturale de Jacques Rozenberg par Wim Toebosch, critique d'art.
- Allocution à l'Enclos des Fusillés prononcée le 29 avril 2001 par Victor Malbecq, Président de la Fraternelle des Amicales de Camps de concentration et Prisons nazis
- A propos de l'amnistie. Communiqué de la Fraternelle des Amicales de Camps de concentration et Prisons nazis
- Réunion des membres de la Fondation Auschwitz également membres de l'Amicale d'Auschwitz
- Séminaires
- Concours de dissertation 2000-2001
- Cahier International
- Les archives de la Fondation
- Avis de recherche
- Appel à témoins
- Appel aux rescapés
- Legs et donations
- Site Internet

Nouvelles acquisitions et comptes-rendus 135

Baron Paul HALTER,
*Président **

Editorial

Jusqu'en 1978, l'Amicale assumait toutes les tâches que nous jugions nécessaires afin que notre serment, «plus jamais d'Auschwitz», soit respecté ; cela voulait tout dire. Mais comment nous y prendre pour réaliser cet objectif ? Ces quelques rappels afin que nos nouveaux adhérents se rendent compte du travail accompli depuis la libération jusqu'au moment de leur adhésion et jusqu'à la création de la Fondation Auschwitz-Stichting dont certains événements hâtèrent la réalisation. Entre autre, l'Amicale était une association de fait et ne pouvait alors ester en justice au moment où sévissait un couple de néo-nazis qui publiait et distribuait les écrits de Léon Degrelle qui d'Espagne, où il s'était réfugié avec le trésor de guerre des rexistes, nous narguait et nous menaçait. Il est enfin mort et que le diable l'emporte... Le couple Tarte et De Bodt, grâce à notre intervention et l'aide de Maître Abraham, fut condamné à deux ans de prison ferme. Ces événements coïncidaient également avec la création de l'exposition et

du Mémorial belge à Auschwitz - action menée avec l'aide de nos souverains Fabiola et Baudouin en visite à Auschwitz et à qui j'avais dû avouer que la Belgique - malgré ses 33.000 déportés - ne possédait aucune trace de leurs passages... Le Roi Baudouin en fut tellement choqué qu'il nous promit son plein soutien afin de réaliser ce Mémorial belge conçu à notre demande par notre grand ami l'artiste Serge Creuz. Le Ministère des Affaires étrangères se préoccupa de budgétiser les fonds nécessaires à sa réalisation. Deux ans plus tard avait lieu son inauguration au Palais des Congrès de Bruxelles en présence du Roi, de la Reine et de tous les hauts dignitaires de notre pays. Le Roi Baudouin à qui je posais la question de savoir pourquoi cette inauguration n'avait pas eu lieu en Pologne me fit comprendre que ce n'était pas possible parce qu'il ne pouvait y retourner si tôt après y avoir été reçu officiellement. Néanmoins, une seconde inauguration eut lieu à Auschwitz quelques mois plus tard en présence des

(*) de la Fondation Auschwitz créée en 1978 par les membres de l'Amicale d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie.

plus hautes autorités polonaises et de ministres belges.

«Audentes fortuna juvat» !!

Rendus audacieux par cette réussite, nous demandâmes une entrevue à Sa Majesté le Roi à qui nous fîmes valoir l'impact que pourrait avoir un voyage de jeunes à Auschwitz encadrés par des rescapés. Cela l'enthousiasma et il décida aussitôt de mettre à notre disposition l'avion royal.

Aussitôt dit, aussitôt fait.

Les mass-médias nous assistèrent dans le recrutement. Nous pensions être une centaine mais 657 jeunes ayant répondu à notre appel nous fûmes obligés de procéder à un tirage au sort. Cela se fit en grande cérémonie et 120 noms furent extraits de l'urne servant aux votes du Conseil Communal de la Ville de Bruxelles et cela dans la Salle gothique de ce superbe édifice. Comme l'avion royal ne suffisait pas, nous fûmes obligés d'affréter un charter supplémentaire pour combler le manque de places afin de pouvoir emmener les jeunes, les rescapés, les personnalités, les membres de la presse écrite et audiovisuelle, les membres d'équipes de tournage dont l'une de l'INSAS et l'autre dirigée par Franz Buyens et Lydia Chagoll qui réalisèrent un film intitulé «Un jour les témoins disparaîtront». Sur les dix rescapés présents lors du tournage, quatre sont encore en vie... Les télévisions francophones et néerlandophones étaient également présentes et en rendirent largement compte.

L'impact de ce voyage fut tel que grâce à des sponsors généreux et grâce à différentes actions mises sur pied pour ce faire, nous avons pu récider et organiser ce voyage chaque année. Et il a encore toujours lieu à présent durant les vacances scolaires de Pâques. Il s'est évidemment modifié à travers le temps et tend à présent à se consacrer entièrement à ce qu'est et fut la vie et la survie dans ce monstrueux camp. La totalité

du séjour se déroule sur le site même ce qui nous amena à supprimer la partie touristique.

La Ville de Bruxelles, enthousiasmée par notre dynamisme, mit à notre disposition des locaux au sein des Archives de la Ville de Bruxelles. Reconnue Service Général d'Education Permanente par la Communauté Française de Belgique, nous pûmes recevoir des subsides pour les activités que nous menions. Des «stencils» que nous appelions déjà *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, on en vint rapidement à publier un véritable Bulletin foisonnant de contributions, de recherches scientifiques et d'informations.

La Fondation prit l'initiative de créer une bibliothèque spécialisée qui compte à l'heure actuelle plus ou moins 7.000 livres. Avec l'aide de l'Université de Yale et de l'Université Libre de Bruxelles nous avons alors entamé notre programme audiovisuel d'enregistrement de témoignages. Nous disposons actuellement de plus de 150 interviews audiovisuelles de rescapés des camps de concentration et d'extermination nazis qui varie d'une durée de 5 à 13 heures d'enregistrement.

Nous publions actuellement deux fois par an un *Cahier International/International Journal* consacré aux études sur le témoignage audiovisuel des victimes des crimes et génocides nazis. Y sont publiés les résultats des recherches des différentes autres équipes audiovisuelles dans le monde (États-Unis, Israël, Brésil, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, France,...).

Petit à petit et sous l'impulsion de notre directeur, Yannis Thanassekos, nous prîmes l'initiative d'organiser des Colloques internationaux qui nous firent connaître dans le monde entier.

Nous sommes alors devenus un «Centre d'Etudes et de Documentation» sur l'univers

concentrationnaire qui organise également des cycles de séminaires de formation destinés au corps enseignant intitulés *Questions approfondies d'histoire et de mémoire des crimes et génocides nazis*.

A l'initiative de Monsieur Marcel Foubert, professeur de mathématiques, la Fondation mit sur pied une exposition didactique dont la Première eut lieu à Morlanwelz : «L'Univers concentrationnaire et la politique nazie d'extermination dans leur contexte historique, 1914-1945». Elle eut un tel succès que nous avons décidé de l'améliorer et de la reproduire en plusieurs exemplaires. Nous disposons actuellement de quatre jeux qui tournent dans l'ensemble du pays et même à l'étranger.

Un Concours de dissertation dont le sujet est choisi par les membres d'un Jury composé de rescapés et d'enseignants fut également mis sur pied. Les lauréats : un par Province et plusieurs récompensés par la Fondation Auschwitz reçoivent un chèque de 5.000 francs et une participation gratuite à notre voyage annuel à Auschwitz encadré par des «revenants».

Un dossier pédagogique intitulé *Auschwitz et le IIIème Reich*, réalisé par la Fondation Auschwitz en collaboration avec le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation - Direction générale de l'Organisation des Etudes de la Communauté Française de Belgique, qui connaît avec ses tirages successifs une large diffusion auprès du corps enseignant.

Deux *Bulletins pédagogiques* furent créés ; un en français, l'autre en néerlandais. Ceux-ci sont distribués auprès des enseignants et destinés à approfondir et à élargir nos contacts avec le monde enseignant.

Deux *Commissions pédagogiques* (une francophone et une néerlandophone) composées d'enseignants et d'inspecteurs de l'enseignement furent mises sur pied. Le but est là

aussi de transmettre la mémoire et l'histoire des crimes et génocides nazis aux enseignants et à travers eux, à la jeune génération. Une des tâches des ces Commissions est l'élaboration du *Bulletin pédagogique*.

Et comme top niveau, nous organisons chaque année le Prix Fondation Auschwitz ouvert à tous les universitaires et post-universitaires destiné à récompenser un mémoire de licence ou une thèse de doctorat ou une œuvre originale et inédite. Ce prix d'un montant de 100.000 francs revêt, et cela est essentiel, une importance symbolique incontestable. De plus, pour les travaux qui n'ont pas été couronnés mais qui sont jugés méritants par les jurys, la Fondation, en vertu de l'article 4 du règlement général du Prix, propose à certains candidats une convention de recherche afin qu'ils puissent poursuivre et approfondir leur travail.

Nous avons reçu cette année onze travaux (de Belgique, de France et d'Italie) présentés à des jurys spécialisés composés de professeurs des différentes universités du pays en fonction des sujets traités. L'année dernière le Prix a été remis en grande pompe, lors d'une séance académique à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, à un jeune chercheur allemand, Markus Meckl, pour son travail intitulé *Helden und Märtyrer. Der Warschauer Ghettoaufstand in der Erinnerung*. Circonstance heureuse et symbolique d'autant plus qu'il y a onze ans, Markus Meckl, a effectué son stage en tant que volontaire allemand en notre Fondation.

J'ai essayé tant bien que mal de vous présenter un résumé de nos activités. Il y a évidemment - et cela mériterait d'être spécialement mis en valeur - les rescapés qui vont régulièrement tenir des conférences/témoignages dans les établissements scolaires, qui encadrent nos voyages à Auschwitz, qui inaugurent nos expositions et qui remettent les prix attribués à nos lauréats.

Mais le but de ce bref exposé est de m'en servir en tant qu'introduction pour aborder un grave problème auquel nous nous trouvons de plus en plus confrontés et auquel nous avons du mal à échapper : il s'agit de la « peau de banane » qu'on nous glisse subrepticement à chaque débat : c'est celui d'Israël et des Palestiniens. Et de plus, on nous pose cette question comme si nous devions, nous Fondation Auschwitz, rendre des comptes pour la politique menée par un Etat, celui d'Israël. Que pouvons-nous répondre à de telles questions qui ne cachent pas parfois leur agressivité : comment des Juifs peuvent-ils faire à d'autres ce qu'on leur a fait subir ? Sans vouloir minimiser le moins du monde la tragédie du peuple palestinien, une telle comparaison est plus qu'aberrante. A ma connaissance, il n'y a jamais eu de plan d'extermination systématique de la part des Juifs vis-à-vis des Arabes ni vis-à-vis d'aucun autre peuple. Quant à moi, dès la Libération, j'étais des plus sceptiques quant à la création d'un Etat d'Israël, lequel, dans un milieu particulièrement hostile, risquait de devenir le plus grand ghetto qui ait jamais existé au monde. L'évolution géopolitique depuis lors semble avoir confirmé mon scepticisme d'alors.

Au départ, seuls des liens religieux et historiques auraient pu justifier la création d'un foyer juif à cet endroit. Siège indéniable de la création des trois grandes religions monothéistes, il s'agissait évidemment d'un lieu de prédilection pour des guerres de religions. Ici aussi mon scepticisme semble se confirmer puisque à l'heure qu'il est ce sont précisément les fanatismes de part et d'autre qui dictent la politique.

Mais venons-en à la création d'Israël. 1948 a vu le vote de l'ONU par lequel furent créés conjointement deux Etats : celui d'Israël et celui de Palestine en Cisjordanie. Qui empêcha à ce moment-là l'entente de ces deux Etats qui avaient tout pour établir des

relations de bon voisinage ? Ici aussi les enjeux stratégiques de puissances locales et internationales ont miné les potentialités de toutes attentes et ont conduit à la création d'un climat permanent de menaces et d'agressions. Vulnérabilisé, risquant de se faire rayer de la carte, l'Etat d'Israël a dû prendre toutes les mesures pour garantir sa sécurité et sa survie. Pour la première fois on vit alors un Etat se lancer dans une guerre perdue d'avance, et qui par l'état d'esprit créé par le génocide vécu, fit des vaincus des vainqueurs. Les Juifs, pour la plupart agnostiques à l'époque, s'avèrent être des combattants héroïques. Armés par les Russes et les Tchèques, ils gagnèrent cette guerre avec des sacrifices inimaginables de la part d'un peuple sacrifié par les Alliés.

1967. Le petit pays, la terre promise et conquise, fut remis à nouveau en question et l'on vécut alors « la guerre des six jours ».

En 1968, un nouveau conflit, la Guerre du Kippour. Les impasses des deux côtés conduisent finalement à un espoir de paix avec la signature des accords Sadate-Begin. Curieux constat que celui qui nous montre que dans ces pays c'est la gauche qui fait la guerre et la droite qui signe la paix. Paix fragile toutefois puisque l'évolution ultérieure n'a fait qu'aggraver la situation et conduire aux impasses actuelles. Depuis les années 70 toutefois Israël avait changé d'aspect tant du point de vue de sa population, avec l'arrivée des grandes vagues de migration, que du point de vue de sa politique. Les tensions entre Israël et l'autorité palestinienne n'ont fait que s'aggraver et aussi longtemps que les deux camps seront mis sous la pression et le dictat de leurs fractions fanatiques et intégristes, la paix sera impossible. Les accords d'Oslo avaient certes suscités bien des espoirs mais à présent ceux-ci sont réduits à néant par la folie des hommes.

Pourquoi ne pas concevoir un **Etat laïque** composé d'une fédération des deux Etats, Palestinien et Israélien ? Ils deviendraient certainement la plus grande puissance du Moyen-Orient. Mais que savons-nous en réalité des dessous qui se trament dans l'ombre ? A qui profite le crime ?

Seule une paix juste et équitable pourrait sauver ces deux peuples. N'étant guère prophète, je ne puis qu'imaginer et souhaiter.

Nous avons entrepris un immense travail d'éducation car nous pensons que seule l'éducation peut rapprocher les gens et aplanir leurs différents.

Je vous ai livré ici bien modestement mes pensées et mes pleurs sur toutes ces morts absurdes et inutiles.

BARON PAUL HALTER,
Président
YANNIS THANASSEKOS
Directeur

«Devoir de mémoire» et politique scientifique

Très judicieuse l'initiative du Directeur du Centre d'Etudes et de Documentation - Guerre et sociétés contemporaines (CEGES), de nous livrer ses réflexions¹ sur l'importante question des rapports entre l'histoire et la mémoire vus sous l'angle à la fois de la recherche scientifique et de la pédagogie civique. Certes, le débat n'est pas nouveau, mais la perspective adoptée par Monsieur Gotovitch nous éclaire sur un aspect rarement abordé jusqu'ici : celui, épineux, des choix qu'opèrent les pouvoirs publics dans leurs aides respectives à la recherche scientifique d'une part, et aux turbulents adeptes de la «religion de la mémoire» de l'autre - pour reprendre l'expression du Directeur du CEGES. Ainsi, les enjeux

et les tensions entre histoire et mémoire ne seraient pas seulement de l'ordre des rapports complexes qu'entretiennent ces deux types de représentations du passé - l'une «scientifique», l'autre «mémorielle» - mais trouveraient également un prolongement problématique et non moins conflictuel dans la sphère des choix et des orientations des pouvoirs publics, notamment en matière de subsides. «*Influencés sans doute par la course à la 'rentabilité culturelle' en terme d'audience médiatique*», certains auraient tendance, selon José Gotovitch, à confondre histoire et mémoire et à privilégier la seconde au détriment de la première - au risque même de «l'étouffer». Cette situation préjudiciable à l'historien de métier n'aurait,

¹José Gotovitch, «Mémoire, histoire et pouvoirs publics : quel 'devoir' ?», *Bulletin du CEGES*, n° 35, hiver 2000-2001.

semble-t-il, que trop duré. Aussi, désormais, aux sollicitations pressantes des tenants du devoir de mémoire, « *Le pouvoir politique pourra aisément arguer de sa bonne foi puisqu'il aura 'déjà donné' et parfois beaucoup donné...* ». Ce « conseil » du directeur du CEGES au pouvoir politique nous interpelle au premier chef.

Nul ne saurait contester les contributions du CEGES non seulement dans le domaine de la recherche scientifique mais aussi pour son apport non négligeable aux diverses initiatives visant à informer et à sensibiliser l'opinion publique et plus particulièrement les communautés éducatives sur les questions qui relèvent de ses compétences. Ainsi, on voit mal pourquoi son Directeur se sent obligé d'expliquer - sinon de justifier - l'absence de son Centre de la « Chaîne de la mémoire » et autres « Passages du flambeau ». Une telle absence ne pourrait pourtant faire objet d'aucun étonnement. Son rôle est tout autre et il le remplit pour le mieux et au bénéfice de tous. D'autres se chargent de ce type d'activités et le font, il faut bien le dire, admirablement.

Il nous semble toutefois que le problème majeur que soulèvent les propos du Directeur du CEGES se situe résolument ailleurs. Il faut en effet distinguer ce type d'activités - nécessaires par elles-mêmes et que l'on peut appeler « mémorielles » - d'avec les préoccupations, les projets et les objectifs des Centres, Institutions et Fondations qui, depuis de nombreuses années déjà, ont fait de la mémoire leur objet d'étude, d'enquête et de recherche. Malheureusement, l'article de José Gotovitch pourrait prêter ici à confusion. Il s'agit bien en effet de deux type d'ac-

tivités fort différentes. Si les premières relèvent de l'entretien du souvenir et de la sensibilisation du public et plus particulièrement des jeunes générations, les secondes, en revanche, se consacrent - sans pour autant négliger les aspects pédagogiques - à l'étude de la mémoire et du témoignage comme sources susceptibles de nous aider dans la compréhension de cet événement majeur du XXe siècle que fut la criminalité nazie. « L'ère du témoin » - pour reprendre la formule d'Annette Wieviorka -, a été mise à l'ordre du jour des préoccupations des chercheurs - en grande partie du moins -, grâce précisément à l'action courageuse de ce type de Centres d'Études qui ont fleuri un peu partout en Europe à l'initiative de groupes de survivants des camps de concentration et d'extermination qui, loin de se cantonner dans le « commémoratif », ont voulu associer à leur expérience historique des chercheurs des disciplines les plus diverses. Le phénomène est patent en France (notamment avec le Centre de Documentation Juive Contemporaine), en Italie (notamment avec l'extraordinaire réseau d'Instituts historiques de la Résistance), en Allemagne (avec les nombreux Gedenkstätte) et en Belgique avec, entre autres, la Fondation Auschwitz. Inutile de les énumérer plus avant, leurs nombreuses publications et projets attestent de leur vitalité. Depuis des années, leurs contributions à caractère interdisciplinaire sont venues compléter le paysage conventionnel de l'historiographie en nous permettant une meilleure compréhension de la mémoire et du témoignage comme source capable de nous documenter sur cette période et ces événements.

² Curieuse indication que celle qui récuse la mémoire parce qu'« ancrée dans le présent (...) répond aux interrogations et aux besoins de ce présent ». Pourtant, l'historien de métier et *Le métier de l'historien* nous ont appris, depuis qu'on a voulu s'extraire du corset positiviste, que l'histoire elle-même ne fait pas autre chose lorsqu'elle choisit et formule les problèmes et les questions qu'elle se propose de poser au passé. L'histoire s'écrit toujours au présent et ne peut par conséquent échapper aux questions, aux inquiétudes et aux stimulations de ce présent.

³ Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Gallimard, Folio, Paris, 1992, p. 32.

Cette regrettable confusion est en fait prisonnière du caractère devenu obsolète des termes dans lesquels on posait jadis les rapports entre histoire et mémoire. Selon ces termes, repris par José Gotovitch, la mémoire ne serait - en dehors de ses vertus civiques et éthiques - qu' «une fonction ancrée dans le présent qui répond aux interrogations et aux besoins de ce présent. Elle n'éclaire mais surtout n'analyse en rien le passé. Elle reconstruit obligatoirement la réalité en noir et blanc»². A l'opposé, l'histoire serait la seule à nous livrer une connaissance rigoureuse et vérifiable du passé. Il me semble que les discussions autour de l'histoire et de la mémoire - et sur leur contribution réciproque à la construction de nos représentations du passé -, ont beaucoup évolué depuis quelques décennies, laissant loin derrière elles ce type de considérations «en noir et blanc» précisément. L'histoire et l'historien de métier ne sauraient se réclamer d'aucun monopole, d'aucune exclusivité, sur le «discours vrai» relativement au passé et, singulièrement, pour ce qui est des crimes et génocides nazis. La plupart des historiens s'accordent avec leur collègue I. Kershaw : «Face à Auschwitz, les capacités d'explication de l'historien semblent en vérité dérisoires»³. A côté de l'histoire, d'autres

disciplines - la sociologie, la politologie, les sciences du texte et la psychologie - ont également contribué à faire de la mémoire un objet d'étude digne d'intérêt et susceptible de nous aider dans la compréhension et l'éluclaidation de l'histoire du temps présent. Tel est précisément le sens du travail que réalisent nombre d'institutions et de Fondations en Europe et dans le monde. Et nous ne pouvons que féliciter le pouvoir politique qui, sensible à la pertinence de cette orientation, essaye, dans la mesure de ses possibilités, de leur apporter leur soutien moral et matériel.

Il y va de l'intérêt de notre connaissance du passé et de nos responsabilités face à l'avenir non seulement de dépasser les anciens malentendus entre histoire et mémoire, mais de voir aussi comment oeuvrer intelligemment pour favoriser leur rapprochement dans le respect rigoureux et mutuel de leur spécificité. Il faut surtout éviter que leurs tensions, toujours nécessaires dans tout effort de connaissance, ne dégénèrent en rivalité et à une préjudiciable querelle de subsides. Pourquoi faut-il troubler le pouvoir politique dans ses efforts louables d'aider les uns et les autres ? Le «nerf de la guerre» demeure certes l'argent, mais aussi la conscience et les convictions...

Colloque «De la tolérance à la solidarité»

La Fondation Auschwitz, en collaboration avec le Conseil Académique du Consistoire Central Israélite de Belgique, l'Institut d'Etudes du Judaïsme et le Centre Européen Juif d'Information a organisé, le dimanche 26 novembre 2000, un Colloque sur le thème «De la tolérance à la solidarité», avec le soutien du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique de la Communauté Française, du Ministre de l'Enseignement Secondaire, des Arts et des Lettres de la Communauté Française et du Ministre de la Culture de la Commission Communautaire Française.

La matinée, placée sous la présidence du Professeur Th. Gergely de l'ULB, se composa des interventions du Prof. G. Haarscher, Doyen de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'ULB, du Prof. E. Delruelle, Maître de conférence à l'Université de Liège et de Monsieur M. Abramowicz, Collaborateur au Centre pour l'égalité des chance et de la lutte contre le racisme, auteur de Extrême droite et antisémitisme en Belgique de 1945 à nos jours (EVO, Bruxelles, 159, 1993).

L'après-midi se composa des interventions de Monsieur J. Bauduin, Secrétaire fédéral Ecolo, de Madame A. Van Aelsbroek, ancien Ministre SP, de Monsieur S. Gatz, Membre VU au Parlement bruxellois, de Madame A. Byttebier, Membre Agalev au Parlement Bruxellois, de Madame B. Grouwels, Chef de Groupe CVP au Parlement bruxellois, de Monsieur Ph. Maboux, Président du Groupe PS au Sénat, de Madame J. Milquet, Présidente du PSC, de Monsieur J.-P. Wabl, Président du Groupe PRL-FDF-MCC au Parlement de la Communauté française.

Nous publions ci-après les communications des interventions au colloque de Edouard Delruelle, Sven Gatz, et Jean-Pierre Wabl.

EDOUARD DELRUELLE
UNIVERSITÉ DE LIÈGE
Département de Philosophie

«De la tolérance à la solidarité»

«Nous n'avons pas qu'une morale de marchands»¹

Le langage politique aujourd'hui dominant est celui des droits de l'homme et de l'Etat de droit. Il n'a, en apparence, aucun mal à traduire dans ses propres termes la double exigence éthique de tolérance et de solidarité qui nous occupe aujourd'hui.

A l'exigence de *tolérance* semblent bien répondre les «droits-libertés», c'est-à-dire les pouvoirs d'agir et de penser propres à tout individu qui n'ont eux-mêmes d'autres limites que les pouvoirs équivalents des autres individus («*la liberté de l'un s'arrête là où commence celle de l'autre*»). La fonction de l'Etat est ici «négative» : elle consiste à garantir la tolérance réciproque des

croyances, des opinions et des manières d'agir - ce qui suppose évidemment, au préalable, que lui-même s'abstienne d'imposer quelque croyance ou attitude que ce soit. A l'exigence de *solidarité* semblent répondre les «droits-créances», c'est-à-dire les services que l'individu est fondé à réclamer à l'Etat en matière de santé, d'emploi, de bien-être, de culture, de loisirs. Le rôle de l'Etat devient ici «positif» : il remplit un certain nombre de prestations concrètes qui assurent entre les individus une solidarité sociale minimale.

D'un point de vue historique, il est généralement admis que les libertés constituent

¹ M. Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et anthropologie*, PUF, 1950, p. 259.

les droits dits «de la première génération» énoncés dans les grandes Déclarations de la fin du XVIIIe, auxquels seraient venus s'ajouter les créances, droits de la «deuxième génération» issus des débats autour de la question sociale au XIXe. L'Etat de droit moderne serait ainsi, idéalement, *libéral* et *social*, garant à la fois des droits *formels* (garantie de la tolérance) et des droits *matériels* (garantie de la solidarité). Les deux types de droit apparaissent alors comme les produits d'époques différentes, défendus par des idéologies concurrentes : les libertés et la tolérance par le libéralisme, les créances et la solidarité par le socialisme. La question est alors de savoir comment arriver à une synthèse entre les deux types de droits ².

Une telle présentation (très classique) du problème est juridico-politique. Je ne conteste pas sa pertinence. Mais je voudrais quant à moi poser la question de la tolérance et surtout de la solidarité à un autre niveau, que je qualifierais d'anthropologique. Quel est le type de rapports sociaux qui est impliqué, au niveau le plus fondamental, par la société moderne ? Non pas : selon quelle technique juridique ou politique ces rapports sociaux fondamentaux sont-ils mis en oeuvre, mais : qu'en est-il de ces rapports eux-mêmes ?

D'un point de vue anthropologique, la question essentielle ne porte pas sur la prétendue

opposition entre les droits-libertés et les droits-créances qui relèvent tous deux, de ce point de vue, du même type de rapports sociaux. Car si la modalité institutionnelle est différente ³, la logique politique est la même : il s'agit de réunir les conditions essentiellement juridiques permettant aux individus de coexister les uns avec les autres. Et il ne fait pas de doute que la pensée politique moderne a toujours eu conscience que ces conditions étaient doubles : négative (ne pas empiéter sur les libertés d'autrui) et positive (être solidaire de celui dont l'existence est fragilisée). Historiquement et empiriquement, la société moderne a peut-être échoué -ou très partiellement réussi- dans la mise en oeuvre de ce mécanisme. Il n'empêche qu'il possède une cohérence juridique et politique qui est apparue très tôt dans l'histoire politique moderne.

Ainsi en est-il déjà chez J. Locke - l'un des fondateurs du libéralisme et des droits de l'homme, et auteur des célèbres *Lettres sur la tolérance*. Le pivot de toute la pensée de Locke, c'est l'individu défini comme «*maître et propriétaire de sa propre personne, de toutes ses actions, de tout son travail*» ⁴. Partant de cette prémisse, J. Locke se demande alors comment l'Etat peut faire respecter cette «loi de nature» évidente, à ses yeux, et qui «*enseigne à tous les hommes qu'étant tous égaux et indépendants, nul*

² Par exemple L. Ferry et A. Renaut, *Philosophie politique. III : des droits de l'homme à l'idée républicaine*, PUF, 1986.

³ L'Etat n'a qu'à garantir les droits-libertés qui sont mis en oeuvre par les individus eux-mêmes (la liberté d'opinion, c'est moi qui la mets en oeuvre en m'exprimant), tandis que les droits-créances ne peuvent recevoir satisfaction qu'après la mise en place d'un service public destiné à répondre aux exigences des particuliers : l'école, le théâtre subventionné, la sécurité sociale, etc.

⁴ J. Locke, *Traité du gouvernement civil*, chap. V, § 44, trad. D. Mazel, G-F-Flammarion, 1992, p.176.

⁵ Macpherson, *The Theory of possessive individualism*, 1971, p. 243.

⁶ J. Locke, *Traité du gouvernement civil*, chap. I, § 42.

⁷ De ce point de vue, le libéralisme de Locke se sépare très nettement de celui d'A. Smith ou de Mandeville qui soutiennent que ce sont les vices privés -l'égoïsme, la recherche du profit- qui font les vertus publiques. A l'obligation sociale de solidarité, ils substituent le mécanisme inconscient de la «main invisible» lui-même dérivé, en fait, de la théodicée rationnelle du début du XVIIIe (Leibniz).

⁸ Sur les rapports entre le droit et le temps, cf. F. Ost, *Le temps du droit*, Odile Jacob, 2000.

ne doit nuire à un autre par rapport à sa vie, à sa santé, à sa liberté, à son bien». On ne peut expression plus claire du système juridico-politique dans lequel nous vivons toujours aujourd'hui.

Le philosophe d'inspiration marxiste C.B. Macpherson a voulu montrer que *«tout le discours lockéen sur la propriété n'est qu'un plaidoyer en faveur de l'appropriation individuelle illimitée»*, c'est-à-dire en faveur du capitalisme naissant. Il en conclut que *«la tradition qui assignait au travail et à la propriété une finalité sociale, en soumettant le propriétaire à un certain nombre d'obligations envers la société, est totalement ruinée par Locke»*⁵. Ce dernier, théoricien de l'individualisme possessif, empêcherait ainsi toute solidarité sociale. En fait, il n'en est rien. L'obligation de ne pas nuire à autrui par rapport à sa vie, sa santé, sa liberté, son bien, cette obligation n'est pas seulement négative. Elle ne m'enjoint pas uniquement de ne pas toucher à la propriété d'autrui, mais aussi d'être solidaire de lui s'il se trouve dans le besoin. *«La charité confère à chaque homme une créance potentielle sur les biens qu'autrui possède en abondance, (pour l'aider à) le tirer de l'état d'extrême nécessité où il est»*⁶. Qu'un homme vienne à manquer du nécessaire, et les droits exclusifs de chacun sur ses biens propres doivent s'effacer devant les revendications de l'indigent. Le propriétaire qui refuserait la cession d'une part de ses biens pourrait donc, pour cela, être puni. Comme on le voit, l'individualisme de J. Locke n'est pas possessif, mais fondamentalement *altruiste*⁷.

Mais de quel altruisme s'agit-il ? Quelle est la base anthropologique de la tolérance et de la solidarité telles que les entend la société libérale moderne ? Ce que recherchent les théoriciens libéraux comme J. Locke (ou déjà, avant lui, Th. Hobbes), c'est d'assurer la *prévisibilité* des rapports sociaux.

Les individus se mettent sous la protection de l'Etat (à travers le contrat social) afin d'échapper à l'incertitude et à l'instabilité qui règnent naturellement entre les hommes. La tolérance et la solidarité, pour nous Modernes, c'est avant toute chose l'assurance que le monde dans lequel nous vivons n'est pas aléatoire, arbitraire, mais régi par la règle de la réciprocité et de la symétrie. Je tolère l'opinion d'autrui dans la mesure où il tolère à son tour la mienne ; je suis solidaire de ceux qui sont dans la nécessité, *via* les mécanismes de redistribution organisés par l'Etat, dans la mesure où je suis aussi bénéficiaire de ces mêmes mécanismes. Dans un Etat de droit, l'avenir est prévisible car les positions sociales sont théoriquement (juridiquement) interchangeables. Telle est la signification profonde de l'égalité de droit de tous les citoyens.

Or, je voudrais pointer d'emblée la caractéristique anthropologique fondamentale de notre monde moderne. Elle a rapport au *temps* - à la manière très particulière dont nous inscrivons les relations sociales dans le temps⁸. La condition de toute interchangeabilité des positions sociales, de toute égalité ou réciprocité, c'est je crois la synchronisation fictive des échanges. Quand nous passons un contrat, que faisons-nous, sinon «mettre à plat» le temps, en anticipant les actes que nous aurons à accomplir jusqu'au terme de la relation qui nous lie ? De même quand nous suivons une procédure, ou respectons un règlement. A chaque fois, nous cherchons à assurer la calculabilité de la communication, à en réduire le flou et l'équivoque. De ce point de vue, la tolérance comme la solidarité sont des calculs : je synchronise les moments de l'échange, ainsi je rends le temps de l'échange réversible, et de cette manière je peux fictivement me mettre à la place de l'autre. C'est le mode le plus courant et le plus simple de la tolérance et de la solidarité : *«je me mets à ta place»* ;

«*mets-toi à ma place*» - formules qui ont été théorisées par Kant sous la maxime de la «pensée élargie» : «*penser en se mettant à la place de tout autre*»⁹.

Il ne faut pas croire que ce mécanisme mental (l'interchangeabilité, la synchronisation des moments de l'échange) soit une disposition universelle de l'esprit humain. Il s'agit d'une construction historique et culturelle particulière. C'est précisément pour cela que la question que je soulève est de nature anthropologique. La modernité a réalisé une révolution symbolique considérable en rationalisant au maximum le temps de l'échange, en soumettant en définitive toute activité à la logique du calcul¹⁰. Or, répétons-le, la disposition calculatrice a pour effet de rendre l'échange social en quelque sorte immédiat à lui-même : il est déjà virtuellement clos au moment même de commencer (puisque le terme est toujours-déjà anticipé). Les échanges humains modernes, soumis à la logique du donnant-donnant qui contracte le temps, sont maîtrisés, rendus calculables.

Ce n'est certainement pas un hasard si la question de la nature de l'échange a ressurg

gi au début du siècle, au plus fort de la question sociale et du solidarisme, chez certains juristes comme L. Duguit ou sociologues comme E. Durkheim. Le solidarisme n'est plus connu aujourd'hui que sous l'aspect vieilli des théories de L. Bourgeois et du radical-socialisme de la III^e république. Pourtant, il ne faut pas oublier que, dans le creux de ce programme républicain d'amélioration de la situation des classes ouvrières, il existe une véritable interrogation sur les fondements du droit et de la société. La thèse de Durkheim, *La division du travail social*, fait de l'étude des solidarités l'objet même de la sociologie. Le juriste L. Duguit, de son côté, propose de reconstruire le droit à partir du fait social de la solidarité. De même, l'héritier de Durkheim, l'anthropologue M. Mauss, écrit en 1923-1924 un texte fondamental qui, lui aussi, est directement et explicitement inspiré par la question de la solidarité : l'*Essai sur le don*¹¹.

Dans ce chef d'œuvre de la littérature anthropologique, M. Mauss s'interroge «*sur le régime du droit contractuel et sur le système des prestations économiques (au sein)*

⁹ E. Kant, *Critique de la faculté de juger*, trad. A. Philonenko, Vrin.

¹⁰ P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, p. 234. Il suggère que la disposition calculante atteint même l'activité religieuse à travers, par exemple, la pratique des indulgences ou du moulin à prières.

¹¹ M. Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, in *Sociologie et anthropologie*, PUF, 1950. La place me manque ici pour faire part aux nombreux textes de «sociologie politique» de M. Mauss que l'on trouvera réunis dans les *Oeuvres. 3 - Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Editions de Minuit, 1969.

¹² *Ibid.*, p.147.

¹³ *Ibid.*, p.151.

¹⁴ *Ibid.*, p. 148.

¹⁵ *Ibid.*, p. 162.

¹⁶ C'est l'échange des femmes qui révèle le mieux le caractère à la fois volontaire et pourtant obligatoire (en vertu de la prohibition de l'inceste) du phénomène du don. C'est le point de départ des travaux de Cl. Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, Mouton, 1946.

¹⁷ *Ibid.*, p. 271-2.

¹⁸ *Ibid.*, p. 262.

¹⁹ *Ibid.*, p. 260-1.

²⁰ Cl. Lévi-Strauss opère le même rapprochement entre le phénomène primitif du don et les mécanismes de l'Etat-Providence dans *Tristes tropiques*, Plon, 1955, p. 363.

des sociétés primitives»¹². C'est-à-dire : qu'est-ce qui, dans ces sociétés, joue le rôle du contrat dans notre société ? C'est le don, ou plus exactement les cycles de dons et de contre-dons qui, remarque aussitôt Mauss, sont des phénomènes sociaux *totaux* (à la fois économiques, religieux, artistiques, matrimoniaux) : «*ce qu'ils échangent, ce n'est pas exclusivement des biens et des richesses. Ce sont avant tout des politesses, des festins, des rites, des services militaires, des femmes, des enfants, des danses, des fêtes*». Or, poursuit-il, «*ces prestations et contre-prestations s'engagent sous une forme volontaire, bien qu'au fond elles soient rigoureusement obligatoires*»¹³. Paradoxe, donc : le caractère apparemment libre et gratuit, et pourtant contraint et intéressé, du don. D'où la question : «*quelle est la règle de droit et d'intérêt qui, dans les sociétés archaïques, fait que le présent reçu est obligatoirement rendu ? Quelle force y a-t-il dans la chose qu'on donne qui fait que le donataire la rend ?*»¹⁴.

Allons à l'essentiel : cette force mystérieuse, inhérente à la chose échangée, et que les Maori appellent le «*hau*», l'esprit de la chose donnée, qui poursuit ses détenteurs successifs, cette force, c'est la solidarité. Dans les sociétés archaïques, une triple obligation lie les uns aux autres les membres de la communauté : l'obligation de donner, celle de recevoir et celle de rendre. Refuser de donner équivaut souvent à déclarer la guerre¹⁵ ; de même, refuser de recevoir et/ou de rendre, c'est, selon les circonstances, tantôt mépriser l'autre, tantôt s'aplatir devant lui. Le lien de solidarité procède du cycle de dons par lesquels les clans s'échangent des biens (utiles ou non), des mots (politesses, rituels, récits) et évidemment des femmes¹⁶.

L'analyse anthropologique du don a, chez M. Mauss, un caractère politique explicite. Il s'agit de montrer que l'économisme et le mercantilisme, fondés sur les notions

d'intérêt, de profit et d'individu, ne sont pas du tout des phénomènes primitifs. «*Ce sont nos sociétés d'Occident qui ont, très récemment, fait de l'homme un animal économique (...). Mais l'homme a été très longtemps autre chose*»¹⁷. En dessous de l'*homo oeconomicus*, il y a un «*roc humain*» plus profond, suggère Mauss, avec lequel nous n'aurions pas perdu tout contact : «*les thèmes du don, (...) de la libéralité et de l'intérêt qu'on a à donner, reviennent chez nous, comme reparait un motif dominant trop longtemps oublié*»¹⁸.

M. Mauss voit dans la législation d'assurance sociale alors naissante une façon de renouer avec la solidarité primitive. Il en explique ainsi le principe : «*le travailleur a donné sa vie et son labeur à la collectivité ; ceux qui ont bénéficié de ses services ne sont pas quittes envers lui avec le paiement du salaire, et l'Etat lui-même lui doit, avec ses patrons et avec son concours à lui, une certaine sécurité dans la vie, contre le chômage, contre la maladie, contre la vieillesse, contre la mort*»¹⁹. M. Mauss indique que les mécanismes modernes de solidarité trouvent leur justification, non pas dans le complexe juridico-économique moderne, mais dans une réalité anthropologique bien plus ancienne et bien plus profonde²⁰.

Cette réorientation anthropologique de la question me semble fondamentale. Mais M. Mauss, je crois, n'a pas vraiment perçu toute l'originalité de la structure temporelle du don (et donc peut-être, de la solidarité) que ses analyses permettaient pourtant de mettre au jour.

Qu'il y ait un temps propre au don, évidemment, il l'aperçoit clairement. La nature du don oblige à *terme*. Par définition, un repas en commun, un cadeau qu'on emporte ne peuvent être rendus immédiatement. Rendre trop vite, c'est mépriser le donateur, ou se laisser écraser par lui. «*Le temps est nécessaire pour exécuter toute*

contre-prestation»²¹. M. Mauss est très dur envers les économistes et les juristes qui pensent que les échanges archaïques ne connaissent que la vente au comptant (ou le troc). En fait, le don entraîne nécessairement le crédit - et même une forme sophistiquée de crédit puisqu'on ne sait pas exactement *quand* l'autre rendra ce qu'on lui a donné, ni *ce qu'*il rendra, ni en quelle *quantité* (le montant du crédit n'est pas calculé *a priori*), ni même exactement *qui* lui rendra.

Mais Mauss ne tire pas les conclusions de cette spécificité temporelle du don. Quelle est cette spécificité ? C'est que le temps du don est un temps *ouvert* - ouvert au risque, à l'inconnu, à l'innovation, tandis que le temps de l'échange moderne, comme on l'a vu, est au contraire fermé sur lui-même - contracté (car contractualisé) : calculé, maîtrisé. La différence, ce n'est pas du tout que nous soyons égoïstes, et les primitifs, «*plus généreux, plus donnants*»²². J'ai montré que même J. Locke, théoricien de l'individualisme dit «possessif», fait place à la solidarité. Inversement, on pourrait montrer toutes les stratégies de domination que permet l'économie archaïque du don (le plus connu est le *potlach* où les fêtes somptueuses servent à écraser son adversaire, à le détruire en le mettant dans la situation de ne pas pouvoir égaliser son adversaire²³). Il ne s'agit donc pas d'opposer la générosité naturelle des primitifs à l'égoïsme calculateur des modernes, mais de montrer que les échanges, dans une société, ne peuvent pas se réduire

à une réciprocité simple, et qu'ils doivent continuer à rester ouverts et indéterminés.

Tout à l'heure, j'ai suggéré que la tolérance et la solidarité telles que nous Modernes les concevons reposaient sur la symétrie supposée des positions sociales : être tolérant, être solidaire, c'est se mettre à la place de l'autre. Le rôle de l'Etat, dans cette perspective, c'est d'assurer juridiquement cette échangeabilité (c'est-à-dire l'égalité de droit des citoyens). Mais justement, ce que je voudrais contester, c'est la nature trop exclusivement juridique de cette conception moderne de la solidarité et de la tolérance.

Le droit est évidemment une condition nécessaire de la vie sociale. Je ne crois pas du tout que le droit ne soit qu'un masque des rapports de force ou des rapports économiques. Le droit remplit une fonction anthropologique sur laquelle j'ai beaucoup insisté tout à l'heure : assurer la prévisibilité du temps social. Le droit est une fiction qui suspend l'incertitude temporelle, en transportant artificiellement le passé dans le futur. Le droit fait de l'avenir un présent au futur (ou du présent un passé actuel), ce qui permet aux acteurs sociaux de stabiliser fictivement le monde dans lequel ils vivent.

Mais si la suspension de l'incertitude temporelle est nécessaire, cette incertitude est également nécessaire, et féconde. Que les rapports soient ouverts, indéterminés, c'est ce qu'il ne faut pas oublier, et c'est ce qu'on appelle la *politique*. La tolérance et la solidarité sont, à ce titre, des attitudes profondes

²¹ *Ibid.*, p.199. Cf. Lévi-Strauss a donc tort de reprocher à Mauss d'en rester à une «phénoménologie» du don qui isole l'échange en trois unités discrètes (donner-recevoir-rendre), comme s'il en ignorait l'unité structurale. En faisant de l'échange une totalité structurale, Lévi-Strauss le synchronise ; il en supprime la structure temporelle irréversible. A ce sujet, voir la critique pertinente de P. Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Seuil, 2000, p. 339.

²² *Ibid.*, p. 277.

²³ P. Bourdieu, dans ses premiers travaux sur l'économie traditionnelle kabyle, montre également que l'intervalle temporel entre le don et le contre-don permet toutes les stratégies (lanterner, faire espérer, ou au contraire précipiter, prendre de court).

²⁴ J. Derrida, *Donner le temps. 1. La fausse monnaie*, Galilée, 1991, p. 59.

dément politiques, irréductibles au dispositif juridique des droits-libertés et droits-créances, et dont la logique échappe précisément à l'échangeabilité formelle des positions sociales.

La tolérance n'est-elle pas d'abord la liberté de ne pas appliquer une règle, afin de laisser sa chance à un mode d'être, de penser, d'agir qui est nouveau ? Non pas le laxisme dans l'application de la loi, mais l'acte de donner le temps à l'autre de vivre ou de penser autrement. C'est aussi l'acte de pardonner (ce n'est pas ici que je vais expliquer l'importance du pardon, et l'importance du temps dans le processus du pardon).

Et la solidarité n'est-elle pas d'abord l'acte de rompre avec toute symétrie programmée dans l'échange, avec tout calcul économique en termes de créances réciproques ? Non pas le laxisme dans la gestion des ressources, mais à nouveau l'acte de donner le temps à celui qui est *pressé* (à tous les sens du terme) par les difficultés ?

Ici, tolérance et solidarité ne consistent donc plus simplement à «se mettre à la place de l'autre» (à échanger fictivement nos places), mais à laisser à l'autre le temps de parler, de répondre, d'agir. C'est ici qu'il y a un intérêt politique à renouer avec le don comme réalité anthropologique fondamentale. Car justement, comme l'a bien montré J. Derrida, «*la différence entre un don et toute autre opération d'échange pure et simple, c'est que le don donne le temps. Là où il y a le don, il y a le temps*»²⁴ - il y a délai, intervalle, temporisation, et finalement différance (l'acte de différer, d'attendre, de retarder). Le don ouvre le rapport social à l'indétermination, il le rend en partie imprévisible. Et qu'est-ce que la politique, à nouveau, sinon l'acceptation de cette imprévisibilité, de cette incertitude de demain ?

Or, s'il y a bien quelque chose qui est en péril dans notre civilisation, c'est bien le temps, et donc la politique au sens le plus

noble du terme. Comment quelqu'un de pressé peut-il être solidaire et tolérant ? Une société qui vit dans l'immédiat, le court terme, l'impatience, est-elle encore capable d'une réelle solidarité et d'une réelle tolérance ? L'hospitalité (c'est-à-dire la solidarité avec l'étranger) n'est pas réellement possible sans une politique à long terme. L'éducation (c'est-à-dire la solidarité avec l'enfant) exige aussi un temps long, incompatible avec les critères de fonctionnalité et de rentabilité actuels. On peut multiplier les exemples : le déclin de la protection sociale au profit des systèmes d'assurance privées, la stratégie judiciaire de la «tolérance zéro», le conformisme des opinions, la gestion le plus souvent cynique des flux migratoires sont autant de signes qu'il y a de moins en moins de place pour une réelle *politique* de la solidarité et la tolérance. Et par politique, je le répète, j'entends ici non pas simplement la régulation juridique des rapports sociaux en termes de droits-libertés ou créances, mais la manière dont une société s'ouvre à elle-même, et assume cette vérité anthropologique fondamentale que le temps est nécessaire à l'élaboration de rapports humains authentiques.

SVEN GATZ

*Vlaams en Brussels**Volksvertegenwoordiger VU&ID*

Migratie, integratie en nationalisme

Inleiding

De Auschwitz foundation organiseerde in november 2000 een debat «Van tolerantie tot solidariteit». Na afloop van het debat vroeg de foundation de deelnemers aan het panel hun bijdrage schriftelijk te bezorgen. Ik werk zelden of nooit met een schriftelijke voorbereiding. Dus kon ik van nul af aan alles op papier gaan zetten. Ik heb van deze gelegenheid gebruikgemaakt om enerzijds mijn bijdrage wat ruimer op te vatten in de zin van uitgebreider en doordachter, en anderzijds wat specifieker door mij tot één thema te beperken : kan nationalisme de electorale voedingsbodem van extreem-rechts bestrijden ?

Ik zal achtereenvolgens ingaan 1) op wat een beleid tegen extreem-rechts kan/moet

inhouden, 2) op de redenen waarom nationalisme volgens mij een gegeven is waar politiek rekening mee moet houden. 3) Ik zal vervolgens aan de hand van het programma van het Vlaams Blok een voorbeeld geven van een exclusief nationalisme en 4) aan de hand van het VU&ID programma een mogelijk voorbeeld van een inclusief nationalisme geven dat m.i. een strategie tegen extreem-rechts kan zijn. Dit laatste is niet vanzelfsprekend, maar is een uitdaging voor VU&ID.

Waarom in een bijdrage over extreem-rechts vooral schrijven over de eigen partij ? Is dit navelstaarderij, een teken van een gewetensprobleem ? Het tweede misschien, maar ik denk dat gezien het succes van extreem-rechts in heel wat Europese landen, en in Vlaanderen in het bijzonder, een bezinning over de eigen partij, en dit geldt voor elke poli-

ticus uit alle democratische partijen, niet enkel gerechtvaardigd is, maar ook noodzakelijk.

1. De strijd tegen extreem-rechts

Het is een dooddoener om te stellen dat het beste beleid tegen het oprukkende rechts-extremisme in Europa en in België, een beleid is dat de voedingsbodem waarop het gedachtegoed van deze partijen kan gediën weg te nemen. Wat is die voedingsbodem? Om maar enkele voorbeelden te noemen: de sociale achterstelling, de criminogene sfeer en de criminaliteit in de steden, het algemeen onbehagen dat er in de maatschappij aanwezig is, de moeilijke verhouding t.a.v. het vreemde en het ontspoorde nationalisme.

Toch ben ik een van diegenen die geloof dat niet enkel de voedingsbodem, maar ook de onaangepastheid van de democratische mechanismen aan het (rechts-)extremisme moet worden aangepakt. De voedingsbodem wegwerken moet gepaard gaan met het verfijnen van de juridische instrumenten om de fundamentele vrije meningsuiting van de democratie te beschermen tegen het onverdraagzaam discours van (rechts-)extremisten.

Op dit tweede element wil ik hier niet ingaan. Ik beperk mij met de stelling dat ik bij regelmaat klacht indien bij de Procureur des Konings te Brussel met de vraag te onderzoeken of bepaalde publicaties en uitspraken van extreem-rechtse mandatarissen niet een inbreuk vormen op de racismewet. Ik stel vast dat er een stap is gezet door het correctionaliseren van dergelijke delicten. Maar dat deze grondwetswijziging in de praktijk nog niet heeft geleid tot concrete maatregelen tegen rechts extremistische partijen, verklaar ik niet door er dan maar vanuit te gaan dat er geen dergelijke partijen zijn zolang ze niet veroordeeld zijn, maar dat de wetgeving ter zake nog niet afdoende toepasbaar is. Om een ander voorbeeld te geven: het is niet omdat

er in land Y geen afdoende milieuwetgeving is, dat er daar geen milieuvervuiling zou zijn. De wetgeving moet verfijnd worden. Liefst moet er een grondwettelijk hof komen, liefst zelf op Europees niveau, die partijen toetst aan de fundamentele rechten waarop onze democratieën gestoeld zijn. Er valt hier nog een lange weg af te leggen.

Wat het eerste punt betreft, de voedingsbodem, daar onderscheid ik een aantal thema's die een uitdaging vormen voor alle democratische partijen (het herstellen van het vertrouwen in de overheid, de politiek en de democratie, de strijd tegen het cynisme, de verbittering en de door Minister Steve Stevaert aangehaalde «zuurtegraad» in de samenleving) en een aantal thema's die een uitdaging zijn voor de progressieve zijde van het politiek spectrum waartoe ik mezelf ook graag reken (de sociale achterstelling, de gettovorming en criminogene omgeving, het aanreiken van gelijke kansen, ja zelfs het afdwingen van kansen door positieve actie t.a.v. benadeelde groepen).

Maar ook op deze uitdagingen wil ik in deze bijdrage niet ingaan. Ik zal ingaan op de uitdaging van het democratisch nationalisme t.a.v. extreem-rechts (de angst voor het vreemde en het ontspoorde nationalisme).

2. Waarom nationalisme?

Kiezen tussen het individu of de groep?

Een voor de hand liggend antwoord t.a.v. nationalisme is het kosmopolitisme en de *Global Village*. Nationalisme is achterhaald in een wereld waar alle mensen, over de grenzen en culturen heen, met elkaar communiceren en samenleven. Discriminatie is achterhaald als de universele rechten van de mens nageleefd worden. Dit kosmopolitisme is de uiterst vorm van geloof in een spontane liberale wereldordering.

Het klinkt aannemelijk, toch zijn er bij nader denken zeker twee belangrijke bezwaren tegen deze vooronderstelling.

(a) Individuen zijn niet enkel dragers van individuele rechten, ze zijn ook dragers van een taal, cultuur, identiteit. De denkers en politici die in het verleden dit discours van de universele verklaring van de rechten van de mens hebben uitgedacht en gedragen hebben dit vanuit hun voorstelling van homogene gemeenschappen gedaan. Dit discours heeft een zeer groot succes gekend, met als apotheose de VN en andere internationale verdragen en instellingen. Ook ik denk dat de verwezenlijkingen van dit discours niet onderschat kunnen worden. Ze zijn een internationale toetsteen voor de rechten van de mens, waar dan ook. Maar ze zeggen spijtig genoeg niets over de minderheden. Het recht om je eigen taal te spreken zegt niets over de taal waarin het bestuur en het onderwijs moet gebeuren. Dat talen en culturen zich niet vanzelfsprekend als gelijken verhouden weet iedere linguïst of antropoloog : de geschiedenis is één grote opeenvolging van processen van acculturatie (en niet steeds vredevol en spontaan). Om de Canadese filosoof Jean Laponce te citeren : «Hoe vriendschappelijker mensen met elkaar omgaan, hoe brutaler hun talen zich tot elkaar verhouden». Een mens is dan misschien niet altijd een wolf voor de mens, en taal is wel degelijk in vele gevallen een wolf voor een andere taal. Hetzelfde geldt voor cultuur en alle mogelijke identiteits bepalende kenmerken van groepen.

(b) Een tweede bezwaar, nauw verbonden met het eerste is dat de lokale variant van het kosmopolitisme veelal gemodelleerd is op de bestaande verhoudingen en dus het status-quo. Er is een zekere vooringenomenheid t.a.v. de bestaande afbakeningscriteria (impliciet of expliciet). Zo zijn de grootste principiële tegenstanders van het nationalisme vaak vorige verdedigers van de bestaande situatie en dus van een heimelijk nationalisme. Afbakeningscriteria op welk niveau ook blijven afbakeningscriteria. De tegenstelling

in België is hier een goed voorbeeld van. Ook België heeft haar grenzen, haar nationaliteitsbepalingen en de toekenning van rechten op basis hiervan. Opteren voor meer België i.p.v. meer Vlaanderen is dus geen kwestie van voor of tegen nationalisme, maar van het niveau waarop het nationalisme zich toespitst.

Grosso modo kunnen uit het antwoord op deze kritieken twee vormen van nationalisme ontstaan.

(a) Het is inderdaad in het antwoord op deze kritieken dat vele nationalist in de fout gaan. Aangezien de fundamentele universele en liberale politieke principes geen antwoord bieden op hun frustraties of eisen, gaan zij deze principes over boord gooien en het primaat van de groep als uitgangspunt naar voor schuiven (impliciet of expliciet). Nationalisme krijgt een culturele of identitaire invalshoek. Ze vertrekken vanuit de gedeelde waarden in een gemeenschap, de culturele eigenheid van de groep, van een volk.

Hoe goed een dergelijk nationalisme ook tracht de verhouding te regelen met de mensen die binnen de groep een ander taal, cultuur, waarden of identiteit dragen, ze herleidt deze steeds tot uitzonderingen. Het potentiële gevaar voor ontspoord nationalisme neemt enkel maar toe.

(b) Een ander antwoord, een liberaal-nationalistisch antwoord, is in de logica van de moeilijk verworven liberale principes ook principes in te bouwen die rekening houden met de gevoeligheden van taalgemeenschappen en verschillende culturen. Principes die individuen als dragers van taal, cultuur, identiteit... beschermen : recht op zelfbeschikking en andere politieke rechten, onderwijs, bescherming tegen acculturatie, taalwetgeving...

Minderheden versus meerderheid.

Er heerst ook een vooroordeel dat stelt dat de meerderheid vaak de drager van de uni-

versele logica is en minderheden zich veelal op etnische argumenten beroepen. Meerderheid hoeft niet noodzakelijk numeriek opgevat te worden, maar kan ook zoals in België historisch opgevat worden : de oorspronkelijk dominante gemeenschap.

Vanwaar komt dit vooroordeel ? Een deel van het antwoord zit vervat in de eerste kritiek op het universeel liberalisme hierboven en haar soms heimelijk nationalisme. Het referentiekader van de meerderheid wordt als maatstaf gehanteerd. Men identificeert het automatisch met een civiel of burgerlijk discours (in tegenstelling tot etnisch), haar potentiële particularistische verzuchtingen zitten reeds in die algemeen burgerlijke rechten vervat. Waarom opkomen voor het gebruik van het Spaans in het economisch leven in deelgebieden van Spanje, als het Spaans al algemeen als voertaal beschermd wordt en spontaan aanwezig is door een lange traditie van achterstelling van bijvoorbeeld het Baskisch en het Catalaans ?

De aanspraken van de minderheden worden vaak als etnische aanspraken beschouwd omwille van, en hier komen we tot de kern van dit artikel, hun angst en argwaan t.a.v. migranten en de meerderheid. Omwille van hun reflex om zich af te schermen tegen «het andere». Een reflex die omwille van hoger vermelde redenen van acculturatie meer dan begrijpelijk is.

Vele historische en actuele voorbeelden spreken dit vooroordeel tegen : het nationalisme van nazi-Duistland was én een meerderheidsnationalisme en toch duidelijk etnisch. Duidelijker kan haast niet. Terwijl Quebec en Catalonië bijvoorbeeld vormen van minderheidsnationalisme kennen én toch steunen op een actieve niet-etnische immigratiepolitiek.

Er bestaan dus vormen van etnisch meerderheidsnationalisme en van liberaal meerderheidsnationalisme, zoals er ook vormen van etnisch minderheidsnationalisme en van

liberaal minderheidsnationalisme bestaan. Wat dit minderheidsnationalisme betreft denk ik dat we best oordelen op basis van het type maatregelen die ze nemen om zich te beschermen (interne bescherming : actieve politiek om de eigen taal of cultuur te promoten enz... of externe mensen verbieden hun eigen cultuur die van de minderheid verschilt te beleven) en daarmee gepaard gaande hun houding t.a.v. immigratie (streven naar inburgering of streven naar afscherming en terugkeer).

Zoals zo vaak zijn dergelijke categorieën duidelijker op papier te herkennen dan in de realiteit. Voor velen blijft al het nationalisme één potje nat. Aan de hand van het Vlaams Blok-programma en het VU-politiek discours wil ik toch proberen 1. het onderscheid duidelijker weer te geven, 2. te tonen dat een liberaal nationalisme een uitdaging is voor het nationalisme van de VU en dat 3. het zelfs een concrete strategie tegen extreem-rechts is.

3. Nationalisme als uitsluiting : het Vlaams Blok

De argwaan en zelfs angst voor wat vreemd en nieuw is, is niet nieuw en niet ongewoon, maar daarom niet rationeel. Op het gevaar af enkele algemeenheden te verkondigen, meen ik dat niet die angst als dusdanig een probleem is, maar de wijze waarop de politiek ermee omgaat : het vreemde buiten houden, afzonderen (getto's en afzonderlijke politieke rechten), het al dan niet (subtiel of gedwongen) assimileren tot het aanwenden van de angst als politiek instrument voor andere doeleinden (discriminaties allerhande...). Het beste voorbeeld van alle mogelijke houdingen is de geschiedenis van het westen t.a.v. de joden. De afzondering, verdrijving, discriminatie, gedwongen assimilatie, bekering van de joden, de pogroms, het aanwakkeren van haat gevoelens, belasting met alle zonden van Israël en de uitzuiveringspolitiek lagen dan ook vanaf het

einde van de XIXe eeuw aan de basis van het Joods nationaal bewustzijn en het zionisme. Voor Theodor Herzl, de vader van de staat Israël was het de Dreyfus-affaire die de concrete aanzet was voor zijn streven naar een eigen Joods nationaal tehuis.

Angst is de ideale voedingsbodemp voor extreem-rechts. Door het voortdurend inspelelen op de angstgevoelens gaan die gevoelens een eigen leven leiden die niet meer in verhouding staat tot het aanvankelijk probleem dat het nieuwe of andere bij de bevolking oproept. Het neemt zoals in het geval van de joden een mythisch karakter aan dat het westen zo tekent dat het zelfs nu nog verdoken terugkomt in oordelen over het Israëlo-Palestijns conflict, zelfs bij mensen die helemaal die bedoeling niet hebben. In die zin blijven de Holocaust en de eeuwen van jodenhaat een spiegel voor het westen. Zelfs al zijn alle vormen van populisme en rechts-extremisme niet steeds daad per daad, woord per woord vergelijkbaar met de waanzin van de tweede wereldoorlog, het herinnert er ons steeds aan waar het toe kan leiden. De Holocaust heeft welgeteld drie jaar geduurd, maar had een zeer geleidelijke en lange aanloop.

De argwaan t.a.v. immigranten neemt bij minderheden nog een extra dimensie aan. Zij vrezen dat de nieuwkomers vooral aange-trokken zullen worden door het prestige van de meerderheidscultuur en de minderheid verder zullen minoriseren.

Het inspelelen op die angst is ook vandaag de voedingsbodemp van extreem-rechts (in België : het Front National en het Vlaams Blok, in Frankrijk : het Front National of in Oostenrijk : de Freiheitlichen van Jörg Haider).

Om ons een idee te vormen van het Vlaams Blok programma hoeven we maar naar het veel besproken 70-puntenprogramma van die partij te kijken.

Punt 8. afwijzing van de integratiepolitiek. Punt 19 (en 63). Oprichting van een apart onderwijsnet voor Islamitische vreemdelingenkinderen (met het oog op de reïntegratie in en terugkeer naar hun landen van herkomst). Punt 23. werk voor eigen volk eerst. Punt 24. sociale huisvesting voor eigen volk eerst. Punt 25. herinvoeren van de nationaliteit door afstamming (ius sanguinis). Punt 49. splitsing van de sociale zekerheid in een sociale zekerheid voor Europeanen en voor niet-Europeanen (met het oog op de reïntegratie in de landen van herkomst). Autonome financiering zodat onze bevolking niet langer zal moeten opdraaien voor het onderhoud, via de sociale zekerheid, van een al te grote groep niet-actieve vreemdelingen (niet te verwonderen gegeven punt 23 hierboven !). Punten 54 en 55. verminderen van kinderbijslag en werkloosheidsuitkeringen voor niet-Europeanen. Punt 59. beperken van het eigendomsrecht voor niet-Europese vreemdelingen. Punten 50, 51, 56, 69 en 70 geven beleidsmaatregelen aan gericht op de terugkeer van niet-Europese vreemdelingen (tot in de derde generatie).

Dit is een kort overzicht van die punten uit het 70-puntenprogramma die specifiek wijzen op een exclusieve maatschappijopvatting.¹ Zelfs het principe van dit exclusivisme wordt samengevat in punt 8. Het Vlaams Blok is gekant tegen integratie. Zij willen geen inburgering, maar uitburgering. Vreemdelingen vormen een bedreiging voor de eigen identiteit. Filip Dewinter vat het als volgt samen in *Immigratie : de tijdbom tikt* (Tyr, 1996) : «Het uitgangspunt van het Vlaams Blok bij

¹ Daarnaast zijn er nog een aantal punten waar we ons de vraag mogen stellen of ze niet internationaal aanvaarde rechtsbeginselen schenden : *Punt 30. beëvaluering van de reeds toegekende naturalisaties. Punt 32. afschaffing van het systeem van familiebereiniging. Punt 36. Inschrijving van het territorialiteitsprincipe in de conventie van Geneve. Het statuut van politiek vluchteling kan enkel worden toegekend aan Europeanen*

het bepalen van zijn standpunt over het vreemdelingenprobleem is duidelijk : het behoud van de culturele eigenheid en identiteit van ieder volk. (...) De aanwezigheid op West-Europees grondgebied van meer dan 12 miljoen niet-Europese vreemdelingen - illegalen niet inbegrepen - vormt dan ook een wezenlijke bedreiging voor onze identiteit» (blz. 9).

Voor het Vlaams Blok bestaan er drie mogelijkheden van politiek beleid t.a.v. vreemdelingen : assimilatie, integratie en terugkeerbeleid. Integratie wijzen ze af. Dit zou inhouden dat de vreemdelingen hun eigenheid zouden kunnen behouden in onze samenleving en dit zou een blijvende bedreiging zijn van de eigen identiteit. Assimilatie, de totale absorptie van de vreemdeling in de eigen cultuur, is maar in zeer beperkte mate mogelijk. Dus blijft er enkel een actief terugkeerbeleid mogelijk.

Door dit algemeen vreemdelingendiscours, dat niet verschilt van het discours van het Front National of Front Nouveau de Belgique in België nog eens te koppelen aan de reeds bestaande minderheidsreflex t.a.v. de verfransing, verhoogt het Blok enkel haar electoraal potentieel. Toch bestaat er in de publieke opinie een reflex om het Vlaams-nationalisme als dusdanig te vereenzelvigen met deze politiek van uitsluiting.

4. Nationalisme en integratie.

In 1978 stelde staatssecretaris Vic Anciaux de eerste migrantennota op voor de toenmalige Belgische regering. Uitgerekend een politicus van een nationalistische partij, de Volksunie, bond de kat de bel aan en zag in dat we dringend werk moesten maken van een serieus integratiebeleid. Een duidelijk inclusief discours en geen exclusieve nationalistische reflex dus. In het debat over het verlenen van stemrecht aan niet Europese inwoners in België - een debat dat terecht of ten onrechte symbool is komen te staan

voor de hele immigratieproblematiek in de jaren '90 - was het weerom de Volksunie die als tweede partij in Vlaanderen (na Agalev) koos voor het verlenen van stemrecht, gekoppeld aan integratiebevorderende maatregelen (taalonderricht). Weerom een duidelijke inclusieve houding.

We hoeven enkel maar een aantal VU- en VU&ID-programmateksten en -voorstellen te doorbladen om die teneur terug te vinden :

VU-ID21, een alliantie voor vernieuwing (29 november 1998) : *«In elke grootstad komt een onthaalcentrum voor nieuwkomers, met geïntegreerd aanbod aan juridische begeleiding, vertalers-tolkendienst, psychomedische bijstand, taalcursussen. De prioriteit in sociaal en woonbeleid gaat uit naar grootste probleemwijken. Ontmoeting tussen mensen i.p.v. aanpassing van de ene aan de andere is een brug die de alliantie slaat tussen de bevolking en de samenleving. Allochtonen willen zich thuis voelen in onze Vlaamse gemeenschap, maar dan moet die gemeenschap zich ook door hen mee laten inkleuren. Wederzijds onbegrip en verkeerde beeldvorming kunnen maar uit de weg geruimd als allochtonen en autochtonen elkaar vinden op basis van wederzijds aanvaarden. Deze ontmoeting kan er pas komen als de zelforganisatie van de allochtonengemeenschap ten volle kan spelen. Ook het verlenen van gemeentelijk stemrecht voor hen die langer dan vijf jaar op ons grondgebied verblijven, geeft hen die interesse betonen in onze Vlaamse gemeenschap de kans zich hier thuis te voelen».*

VU&ID-verkiezingsprogramma 13 juni 1999 : *«Een verdraagzaam Vlaanderen voor al haar inwoners.*

De alliantie VU&ID wil naar morgen toe een nuchter beleid dat de mogelijke samenlevingsspanningen tussen allochtonen en autochtonen wegwerkt. Voor de Alliantie VU&ID is de leidraad daarbij inburgering, zelfs integratieplicht en niet assimilatie of

uitsluiting. (...) Vanuit democratisch volks-nationalistische gedrevenheid en vanuit de bekommernis voor integrale democratie is kennis van de taal voor de Alliantie VU&ID een absolute noodzaak voor gelijke behandeling, gelijke toegang tot informatie, cultuur, gewoonten, verenigingsleven van de plaatselijke leefomgeving. Een en ander veronderstelt meer Vlaamse middelen voor meer en nog beter taalonderwijs voor allochtonen, ook binnen Brussel.

Verder stelt dit verkiezingsprogramma dat de drempelvrees bij allochtonen t.a.v. bestaande maatschappelijke voorzieningen (sport, cultuur, welzijn) moet worden weggevoerd door een opendeurbeleid mits bewaking van de taalhomogeniteit van deze instellingen; dat op de arbeidsmarkt de vicieuze cirkel moet worden doorbroken waardoor allochtonen blijven steken in de laagstgeschoolde jobs o.a. door gerichte selectieve aanwerving van allochtonen in de openbare diensten; dat via afspraken tussen overheid en huisvestingsmaatschappijen de gettovorming moet worden tegengegaan om bewoning door allochtonen en kansarmen mogelijk te maken en evenwichtig te spreiden.

In de toelichting van het voorstel van decreet dat Herman Lauwers (VU) reeds in 1998 indiende in het Vlaams Parlement m.b.t. inburgeringstrajecten en dat ikzelf in de Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie in Brussel indiende als resolutie staat er: *«Immigratie is duidelijk geen tijdelijk verschijnsel. Het is realistisch er ook in het komende decennium rekening mee te houden. Om nieuwkomers die zich hier blijvend wensen te vestigen een toekomstperspectief te bieden, is een krachtdadig ondersteuningsbeleid nodig. De immigranten moeten zich zo snel mogelijk in onze samenleving kunnen redden. Dat is trouwens ook in het belang van de gemeenschap zelf»*. Het voorstel voorziet in taallessen,

lessen maatschappelijke oriëntatie en oriëntatie op de arbeidsmarkt voor nieuwkomers in Vlaanderen en Brussel.

In 1999 diende Annemie Van de Casteele een wetsvoorstel in, in de Kamer m.b.t. de regularisatie van illegalen. In de toelichting staat te lezen: *«De bedoeling is zoveel mogelijk personen uit de illegaliteit te halen, op wijze die voor hen hun integratie bevordert en die voor de samenleving draaglijk en aanvaardbaar is»*. Om een definitieve verblijfsvergunning te krijgen moet de vreemdeling een inburgeringstraject volgen zoals hierboven beschreven. *«Ten overstaan van de vreemdeling gaat het om een aanbod en een expliciete vraag, naargelang de voorwaarde beschouwd wordt als een kans die de gemeenschap biedt aan de vreemdeling, dan wel als een verwachting van de gemeenschap t.o.v. de vreemdeling. Taalverhoudingen zijn in België zeer belangrijk. Daarom hecht dit voorstel veel belang aan de verwerving van de taal door de vreemdeling. Dit wetsvoorstel wil ook vermijden dat deze eenmalige maatregel de taalevenwichten in Brussel voorts verstoort.»*

Programmatorisch is er in Vlaanderen dus wel degelijk een nationalistische stroming die de gevoeligheden van de minderheid (in de betekenis zoals hoger aangehaald) tracht te verzoenen met het nieuwe multiculturele gegeven. Een nationalistische partij die zich afzet tegen uitsluiting en assimilatie en toch vanuit een politieke visie, die rekening houdt met identiteit, inspeelt op de bezorgdheid en de angst bij de bevolking. Het biedt een alternatief en werkt als dusdanig een voedingsbodemp van extreem-rechts weg.

Of de Volksunie en nu VU&ID steeds en in alle omstandigheden dit ook heeft uitgedragen laat ik in het midden. Dat zoals de voorbeelden aantonen, deze houding in ieder geval al lang en ruim aanwezig is binnen de Volksunie kan men niet ontkennen. Het is m.i. de uitdaging van de Volksunie (binnen

VU&ID) om dit liberaal en inclusief concept van nationalisme uit te dragen en zodoende het nationalisme te dedouaneren van een uitsluitend exclusieve extreem-rechtse perceptie. Standpunten van de partij over migranten zijn dan geen marginale thema's meer om het maatschappelijk luik wat in te vullen naast het staatkundig programma, maar de essentie van ons programma, de essentie van ons nationalisme.

De hele discussie over inburgering, positieve discriminatie, stemrecht... is geen modeverschijnsel voor een partij als VU&ID. Het is niet zoiets als even meezingen in het koor van de politieke correctheid in zwarte tijden. Het is een volwaardig onderdeel van de wijze waarop we de historische en actuele Vlaamse aanspraken in een (in historisch opzicht) door Franstaligen gedomineerd België en in een toekomstig veeltalig Europa kunnen waarmaken rekening houdend met de bestaande en toekomstige migraties en intense culturele uitwisselingen.

Dit houdt voor mij twee belangrijke consequenties in voor het nationalisme van de Volksunie binnen VU&ID :

a. Zij zal veel nadrukkelijker haar migranten-stadpunten moeten uitdragen om Vlaamse redenen, naast de even evidente sociale en ethische redenen die we met andere progressieve partijen delen.

b. Zij zal voornamelijk een institutioneel nationalisme moeten uitdragen dat gericht is op het wegwerken van spanningen en affirmeren van identiteit. Dus niet een nationalisme dat stoelt op gedeelde nationale of gemeenschapswaarden. Dit wil niet zeggen dat de VU niet mag ijveren voor een sterkere promotie in Vlaanderen en daarbuiten van de Vlaamse cultuur. Iedere gemeenschap (minderheid of meerderheid) mag haar cultuur promoten. Bovendien verhoogt een sterk cultuurbeleid het aanzien van een cultuur en dus ook de integratie van nieuwkomers in een minderheidscultuur.

Toch is de essentie van nationalisme niet zozeer wat het denkt over de eigen natie, de eigen identiteit, maar hoe het denkt over de anderen en hoe het zich tot anderen wenst te verhouden.

JEAN-PAUL WAHL

Chef de Groupe PRL-FDF-MCC

au Parlement de la Communauté française

Tolérance et liberté

Les partis extrémistes ne sont pas l'apanage de notre époque. De tous temps ont émergé des idées intolérantes, qu'elles soient de gauche ou de droite : elles se sont cristallisées sur des peuples, des religions, des lieux ou des catégories sociales ou sur la réunion de divers éléments.

Ces dernières années, l'Europe occidentale s'est crue débarrassée de ses vieux démons. En effet, des progrès considérables ont été accomplis dans de très nombreux domaines, et nos pays sont désormais considérés comme un modèle par les démocrates de nombreux Etats. Cela se concrétise en Belgique par le projet d'Etat social actif.

Cependant, il faut rester vigilant car le risque existe encore de nos jours de succomber à des idées non-démocratiques.

Le vote ne se base pas toujours sur des données rationnelles et expliquées, et le sentiment est un élément dont il faut tenir compte dans le choix des électeurs.

Depuis que Louis Michel¹ est Ministre des Affaires Etrangères, la Belgique a retrouvé une place visible au sein de la communauté européenne et internationale. La position de pointe que notre pays a adopté face à certains événements qui se sont déroulés en Autriche peut être mentionnée lorsque nous parlons de lutte contre l'extrémisme.

¹ Président de la Fédération PRL-FDF-MCC.

«L'incompréhension, voire le choc provoqué par l'arrivée au Gouvernement du parti de M. Haider ne procèdent pas tant de l'importance que peut prendre un parti d'extrême droite à relents fascistes dans un pays européen démocratique, - l'Autriche n'a, en effet, malheureusement pas l'exclusivité de ce phénomène ; en Belgique, la Flandre n'est pas du tout épargnée par le problème - mais ce qui a bouleversé, c'est le précédent dangereux que constitue une alliance d'une formation traditionnelle avec ce genre de parti... Une telle alliance n'a rien d'anodin, et ses conséquences dépassent le cadre autrichien, car elle constitue un message d'encouragement pour les extrémistes d'Europe, quels que soient les oripeaux de démocratie desquels ils se parent pour séduire le peuple et arriver au pouvoir.»

«Ce qui se passe en Autriche nous concerne, nous Belges et nous Européens, parce que nous partageons tous et toutes aujourd'hui une citoyenneté européenne commune, qui a été définie par le Traité de Maastricht en 1992... Participer à l'Europe, c'est adhérer à un certain nombre de valeurs, et à un certain nombre d'obligations ; c'est participer à des débats, c'est avoir droit au respect, mais c'est avoir droit aussi à la contradiction.»

«Chaque pays devrait faire l'effort de saisir le point de vue de ses voisins, et comprendre ainsi que la vision et la perception que nous avons des événements est déterminée, pour une large part, par le vécu collectif des événements.»²

Sans doute un des éléments d'explication en ce qui concerne l'Autriche est un travail sur la mémoire qui ne s'est pas effectué de façon adéquate. Tout pays doit assumer son

passé pour reconstruire son identité, quitte à reconnaître une certaine responsabilité si nécessaire. Occulter l'Histoire, son histoire, n'aboutit qu'à un report du problème (si celui-ci était déjà présent auparavant). Il ne faut jamais perdre de vue le passé des peuples et des frontières, il permet souvent d'éclairer les problèmes auxquels les Etats sont confrontés.

Pour en revenir à la Belgique, la présence de l'extrême droite semble assez différente au nord ou au sud de notre pays. En simplifiant, nous pourrions dire qu'en Wallonie, elle est divisée, sans leader charismatique, régionaliste ou nationaliste et qu'en Flandre, elle est hiérarchisée et régionaliste.

Aux élections législatives de 1999, le Front National de M. Féret a obtenu 1,5 % des suffrages, le Front nouveau de Belgique de Mme Bastien 0,4 %. Ces chiffres peuvent apparaître minimes lorsqu'on les compare au score du Vlaams Blok lors du même scrutin : 9,9 %. Toute généralisation ou simplification hâtive doit être évitée mais nous pouvons néanmoins en conclure que les partis démocratiques néerlandophones ont une obligation bien plus pressante de se positionner par rapport à l'extrême droite. Ce problème nous concerne pourtant tous et il ne faut pas l'occulter sous quelque prétexte que ce soit.

De très nombreuses questions doivent être posées : faut-il nier l'existence de l'extrême droite ? dialoguer avec elle pour la démystifier ? Le cordon sanitaire³ installé autour du Vlaams Blok a-t-il correctement fonctionné ? Une extension du droit de vote est-elle la solution ? Faut-il leur laisser une place dans les médias ?

² Extraits de «L'image de l'Autriche en Belgique : des Pays-Bas autrichiens à l'Union européenne», discours prononcé par M. Hervé Hasquin lors d'une conférence à l'Université de Vienne le 16 mars 2001.

³ Il s'agit d'un protocole imaginé en 1989 dont les signataires s'engagent à ne pas négocier ou conclure d'accord avec le Vlaams Blok ni pour des élections ni dans des assemblées.

⁴ Cfr. Elections communales du 08 octobre 2000. Résultats officiels, Ministère de l'Intérieur, Bruxelles, 2001, 192 p.

Le vote en faveur du Blok est-il le reflet d'un rejet d'une uniformisation de la pensée politique ? d'un rejet des partis traditionnels ? d'une réaction nationaliste ? d'une réaction face à une insécurité réelle ou ressentie ? d'un refus de l'altérité ?

Nous assistons actuellement à un glissement : d'un vote en réaction à une situation socio-économique problématique (Allemagne de Hitler) à un vote dans un environnement socio-économique plutôt favorable (Flandre du Vlaams Blok). Dans la même logique, il nous faut arrêter de considérer l'électorat du Vlaams Blok comme urbain et défavorisé. Les élections communales d'octobre dernier ont démontré combien le Blok recueille désormais des voix issues de quartiers résidentiels, qui ne sont pas confrontés à des problèmes d'immigration. Citons quelques chiffres : Anvers : 32,95 % ; Malines : 25,58 % ; Gand : 19,54 % ; Tirlemont : 10,96 %⁴. Ils doivent nous faire réfléchir...

Le nombre d'élus communaux se calcule en fonction de la population totale et non sur la base des listes d'électeurs. En 1999, 89 % de la population est de nationalité belge et 5,4 % sont des ressortissants européens.

Lorsque nous parlons d'immigration, d'insécurité, il est toujours utile de relativiser les discours alarmistes en se basant sur des données chiffrées disponibles et fiables.

L'extrême droite a tendance à utiliser des idées simplistes et démagogues : «les partis traditionnels sont pourris, la justice est lente, il y a de graves dysfonctionnements dans la structure de notre société, les institutions ne fonctionnent pas de la même façon pour tous,...»

Les préjugés et les a priori constituent souvent des freins solides à une vision réaliste de notre environnement habituel. Il faut les dépasser.

Le politicien ne doit pas craindre d'expliquer ses prises de position aux citoyens. Relais entre le pouvoir et le citoyen, il doit pouvoir prendre ses responsabilités.

La relation individuelle entre l'électeur et le mandataire politique a tendance à disparaître au profit d'une responsabilité collective. On peut citer l'effet dévolutif de la case de tête qui retirait au citoyen sa faculté de choix. C'est pourquoi la Fédération PRL-FDF-MCC a combattu pour supprimer cet effet dévolutif. En effet, une plus grande transparence de la vie politique est nécessaire pour réconcilier le Belge avec les partis démocratiques traditionnels.

Le système proportionnel que nous connaissons dans notre pays a pour conséquence une plus grande dispersion des voix et la composition de gouvernements de coalition, ce qui implique toujours des compromis. Le citoyen ne situe plus alors les responsabilités de chacun. La sérénité de la vie politique s'en ressent. L'opportunité d'instaurer un scrutin majoritaire avec un mécanisme de représentation proportionnelle peut être envisagée.

En dehors des échéances électorales, le citoyen n'a que peu l'opportunité d'orienter les choix fondamentaux de la société belge car les grands débats idéologiques restent souvent confinés au sommet de l'Etat. Une des conséquences en est le désintérêt de l'homme de la rue pour la gestion des affaires politiques. Une autre en est le déficit de contrôle démocratique. Lorsque des décisions concernant l'avenir de notre pays doivent être prises, pourquoi ne pas essayer de donner la parole au citoyen ? Par le biais d'un référendum ? d'une consultation populaire ?

Tous ces thèmes généraux peuvent se discuter. Le fossé existant entre le citoyen et le pouvoir politique doit être comblé et une réflexion saine sur nos institutions est bénéfique pour notre démocratie. C'est pour-

qu coast, en janvier 2000, une commission parlementaire destinée à réfléchir sur la manière d'améliorer la participation démocratique voyait le jour. Il s'agit d'une commission commune à la Chambre et au Sénat, et co-présidée par M. Armand De Decker.⁵

A côté de ces réflexions d'ordre général, il existe également des mesures plus ponctuelles à prendre pour répondre à l'émergence de partis extrémistes en Belgique.

Lors de la dernière législature, à l'initiative de parlementaires, certains textes ont été adoptés, qui vont dans la bonne direction. Citons en deux :

la possibilité de priver un parti de sa dotation publique s'il montre de manière manifeste

son hostilité envers les droits et libertés garantis par la Convention des Droits de l'Homme.⁶

le fait que les délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie ne sont plus de la compétence de la Cour d'Assises, mais bien du tribunal correctionnel.⁷

D'autres sont encore à l'examen. Par exemple, une proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale et la loi provinciale en vue d'interdire l'exercice des fonctions de bourgmestre, échevin ou député permanent aux candidats ne répondant pas aux exigences de la démocratie, déposée en février 2000 par Philippe Monfils⁸ au Sénat.

⁵ Président PRL du Sénat.

⁶ Loi du 12/02/1999 insérant un article 15ter dans la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques et un article 16bis dans les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

⁷ Modification du 7 mai 1999 de la Constitution (l'article 150).

⁸ Chef de Groupe PRL - FDF - MCC au Sénat.

CLAUDIO PAVONE *

Caractères et héritages de la «zone grise»

Nous avons le plaisir de présenter ici la contribution de l'historien Claudio Pavone, auteur d'une brillante étude sur la question du concept de «zone grise» qui par delà son origine chez Primo Levi, suscite des débats fondamentaux sur l'Histoire italienne. Nous espérons que la publication en français de cet article enrichira le débat sur ce concept fondamental qui nous intéresse tout particulièrement. Le texte a été publié pour la première fois dans la revue Passato e Presente (n° 43, gennaio-aprile 1998, anno XVI). Nous tenons à remercier à la fois Claudio Pavone et la Revue italienne pour leur autorisation. Nous tenons également à remercier vivement notre Collaborateur scientifique, Massimo Ianetta, qui a bien voulu traduire ce texte de l'italien.

1. La «zone grise» (*zona grigia*) est en passe de devenir un sujet d'importance croissante dans le débat sur le rapport fascisme-guerre-Résistance-République. Deux éléments concourent à déterminer cette nouvelle tournure. Le premier, plus strictement historiographique, participe de l'exigence d'élargir sur tous les champs la recherche sur l'histoire de l'Italie, celle des années cruciales qui virent l'effondrement du régime fasciste et la formation de l'Italie républi-

caine : non plus seulement les comportements des minorités actives, le processus de formation des partis, la naissance de la Constitution, les continuités et les ruptures institutionnelles, mais la prise en considération de l'ensemble de la population, au Nord et au Sud, et de ses attitudes. Ce qui veut dire mener non seulement une discussion sur l'histoire politique, mais en liaison étroite avec elle, sur l'histoire sociale, culturelle, sur celle des mentalités et des moeurs.

* Historien de renom, Claudio Pavone est né à Rome en 1920. Il a participé à la Résistance. Durant plusieurs années il fut fonctionnaire des Archives de l'Etat et Professeur associé en Histoire contemporaine à l'Université de Pise. Il est Membre du Conseil directeur de l'Institut National pour l'Histoire du mouvement de libération en Italie, de la direction de la «Revue d'Histoire contemporaine» et du Conseil national des biens culturels. Ses recherches portent principalement sur deux aspects : l'histoire institutionnelle de l'Italie post-unitaire et la problématique fascisme-guerre-Résistance. Il est l'auteur d'un ouvrage capital dans l'historiographie contemporaine italienne, *Une Guerra civile, 1943-1945*, (Bollati Boringhieri, 1991).

Dans ce cadre, bienvenue est donc l'introduction, dans une vue d'ensemble et renouvelée de l'histoire d'Italie, de secteurs de la population qui, jusqu'à présent, n'ont été l'objet que d'une insuffisante attention.

Le deuxième élément, surtout présent dans le débat des publications italiennes d'aujourd'hui, est le fait qu'on ne se limite pas à la demande légitime d'étudier de ce qu'on a convenu d'appeler la *zone grise*, mais qu'on la place de manière idéologique au centre de l'histoire italienne, faisant glisser la «grisaille» (*grigiore*) d'un élément indexé négativement à celui d'une quasi-valeur, et comme un fait avéré qui caractérise l'ensemble du contentieux des années en question. La *zone grise* s'est ainsi vue élevée à *sanio et maior pars*¹ du peuple italien, qui - au-dessus ou au-dessous des querelles politiques - a assuré la survie de tous, et presque, à en croire certains, la continuité de l'essence profonde de la lignée.

La *zone grise* s'est ainsi retrouvée au centre d'un débat qui la dépasse largement, parce qu'il aspire à s'élever à un jugement global sur l'histoire d'Italie, sur le caractère des Italiens, et, en définitive, sur son identité nationale même. Pietro Scoppola, par exemple, a englobé la *zone grise* dans une vision oecuménique, articulée et soucieuse, du tourment qu'a traversé, pendant toutes ces années, le peuple italien entier, sans toutefois renier la valeur du «maximalisme éthique», qu'il considère lui-même comme un élément caractérisant la Résistance (25 *aprile. Liberazione*, Ed. Einaudi 1995). Rocco Buttiglione a, par contre, lancé l'annexion de la Résistance passive à la *zone grise*, sous l'aile protectrice de l'Église catholique, revenue exercer, en des temps si tumultueux,

le rôle de *defensor pacis* et de sauvegarde du système solidariste de la société italienne (*Ma dalla Resistenza passiva è nata la convivenza civile*, «Avvenire», 8 octobre 1992). Alors que deux factions se livraient féroce bataille au-dessus de sa tête, toutes deux s'appuyant sur des armées étrangères, la bonne majorité du peuple italien, selon ce point de vue qui risque de devenir un sens commun, sauvait le futur de la nation en se désengageant vertueusement.

D'autre part, la *dilatation* de la *zone grise* au-delà des données historiographiquement analysables, a porté à voir en elle une nouvelle preuve des vices traditionnels du peuple italien, et de son piètre sens civique : comme s'il y s'agissait de sa version spéculaire. Celle-ci a trouvé une heureuse synthèse dans la formule «*morte della patria*», comme le donne à penser le titre du livre de Galli della Loggia (Ed. Laterza, 1996). On croirait parfois réentendre les critiques adressées au Risorgimento, en tant qu'oeuvre d'une petite minorité qui ne réussit pas à défaire l'homme de Guicciardini², que chaque italien porte en soi. Mais ce sont là des critiques dépourvues du souffle et de la force d'argumentation d'un Gobetti, d'un Rosselli, d'un Gramsci, et éventuellement plus proches de celles que dictait la rage nationaliste à un Oriani, ou le cynisme hautain à un Prezzolini. Il semble donc que soit de nouveau à la mode l'ancienne et stérile diatribe, entre la rhétorique de la nation et l'indignation pour l'*antiquissima italorum insipientia*³. Étant donné le degré, incontestablement élevé, de l'usage public qu'on fait de l'histoire du temps présent dans les débats sur ces sujets et dans lesquels sont intervenus des chercheurs comme Bobbio,

¹ *Sanio et maior pars* : la meilleure et plus saine partie.

² Francesco Guicciardini (en français, François Guichardin) : Historien et homme politique italien, né à Florence (1483-1540), conseiller de Clément VII et de Laurent de Médicis, auteur d'une «Histoire de l'Italie». (N.d.l.r.)

³ *Antiquissima italorum insipientia* : antique absence de sagesse italienne.

Renzo De Felice, Galli della Loggia, Paggi, Rusconi, Scoppola, il est difficile de garder séparé les deux aspects esquissé ci-dessus. Il est toutefois utile de procéder à certaines distinctions et de poser certains points de références nécessaires.

2. Il est avant tout opportun de rappeler l'origine de l'expression «zone grise» (*zona grigia*). Celle-ci a été élaborée par Primo Levi dans *Les Naufragés et les Rescapés (I sommersi e i salvati)* qui, à une distance de quarante ans, réélabore la mémoire d'Auschwitz. Pour Levi la *zone grise* est une zone «aux contours mal définis, qui à la fois sépare et unit le camp des maîtres et celui des esclaves» : c'est, dans le camp, la zone de la *protekcia* et de la collaboration des déportés, des kapos, avec les SS. Par contre, dans l'historiographie sur la Résistance et sur la collaboration, l'expression *zone grise* a été utilisée (et pas seulement en Italie) pour désigner non pas la courroie de transmission du pouvoir des geôliers ; mais bien cette partie de la population qui ne se rallie ni aux opprimés ni aux oppresseurs et qui, en toute passivité morale et matérielle, traverse les grands événements qui bouleversent le monde, et en marque son proche avenir.

Cependant, certains passages du texte de Levi peuvent donner quelque raison à ce glissement de sens. Levi parle de «bande grise» (*fascia grigia*) pour «cette zone d'ambiguïté qui irradie des régimes fondés sur la terreur et sur l'obséquiosité», et qui est «fatalement provoquée par l'oppression». C'est donc à la «Structure même de l'Etat totalitaire» qu'il faut faire remonter la possibilité de recruter ces «personnes grises, ambiguës, prêtes au compromis», qui existent «dans le camp comme au-dehors». Levi invite à ne pas «s'empresse d'émettre un jugement moral», face à ces cas limites du comportement humain. Il affirme que «plusieurs signes indiquent que le moment serait venu d'explorer l'espace qui sépare

(pas seulement dans les camps nazis !) les victimes des persécuteurs».

Dans ce changement de sens, la *zone grise*, bien plus vaste que celle à laquelle se réfère Levi, a fini par désigner non seulement ceux qui ne voulurent être ni victimes ni persécuteurs, mais aussi ceux qui ne voulurent pas être rebelles à l'oppression et à la persécution. L'ampleur et les particularités de cette *zone* varient d'un pays à l'autre. A l'intérieur d'un cadre commun, la guerre et l'occupation, les *zones grises* des différents pays tirent leur particularité de facteurs de longue durée - l'histoire des peuples, des Etats, des cultures -, ainsi que des diverses façons dont ces pays étaient entrés dans la Seconde Guerre mondiale, la place qu'ils y occupaient et comment ils étaient intégrés à la stratégie des occupants.

En France, par exemple, le comportement allemand vis-à-vis de la zone Sud, d'une part, ne peut être isolé de celui envers le pays dans son ensemble ; et d'autre part, doit amener à une considération différenciée entre la *zone grise* du territoire sous occupation directe et celle du territoire soumis au régime de Vichy. La situation de l'Italie est plus particulière encore. Si la recherche d'une *zone grise*, au sens propre, doit évidemment se limiter au territoire soumis à la domination des Allemands et du fascisme de la République Sociale Italienne ; certains traits de cette *grisaille*, dans son acception plus large, sont à rechercher aussi dans le Mezzogiorno, si l'on veut prendre en considération l'héritage qu'il a laissé à la République italienne. Il existe aussi une ligne de séparation différente qui place, d'un côté la France et l'Italie, de l'autre les pays balkaniques, la Pologne, les zones occupées de l'Union Soviétique. Comme on le sait, le régime nazi d'occupation fut plus féroce dans les pays d'Europe orientale que dans ceux d'Europe occidentale. Cette différence, de même qu'elle a marqué d'accents dif-

férents les collaborations des divers pays, a aussi différencié les *zones grises* respectives, puisque, comme le faisait observer Primo Levi, celles-ci dépendent de la dureté des régimes d'oppression.

3. Pendant longtemps, la majorité de la population qui ne participait pas à la Résistance armée et qui ne collaborait pas ouvertement avec l'occupant a été désignée par les termes, assez éloignés, de «Résistance passive» et d'«attentisme». Le premier terme plaçait sur un échelon inférieur à celui des combattant ceux qui n'avaient pas pris les armes, mais reconnaissait le rôle qu'avaient joué ces derniers (la mer dans laquelle peuvent nager les poissons partisans, selon la fameuse expression de Mao Tse Tung) ; le second terme était clairement péjoratif et équivalait au sarcasme que les fascistes réservaient à ceux qui, comme ils disaient alors, «étaient à la fenêtre». En France, par exemple, Henri Frenay écrivait dans *Combat* d'Alger, le 2 octobre 1943, que les cadres de l'ancienne structure nationale s'étaient dispersés «dans les camps de l'attentisme, de la trahison ou de la libération» : à savoir que l'attentisme était l'unique point de vue à partir duquel regarder la masse, mêlée aux collaborateurs et aux résistants.

Aujourd'hui, on a acquis la conviction que même la grande majorité des gens «ordinaires» doit être l'objet d'une considération historiographique spécifique. «France ordinaire» est, conformément à cette position, l'expression utilisée par Pierre Laborie dans la communication - «Les résistants et la société : l'opinion est-elle un enjeu stratégique ?» - présentée au colloque *La Résistance et les Français* qui s'est tenu à Cachan en 1995. Un tel acquis élargit le champ de la recherche, en même temps qu'il le complique, car il contraint de faire des distinctions plus attentives en décomposant ce qui passait pour une masse indifférenciée. L'usage approximatif et fréquent des

mots «zone grise» par les publications italiennes d'aujourd'hui, est par contre régressif parce qu'il risque d'étendre un nouveau manteau d'uniformité sur ce que l'on commençait à peine à dissocier.

Une contribution fondamentale à l'enrichissement de l'analyse est venue de l'élaboration de la catégorie de «Résistance civile», grâce surtout au livre de Jacques Sémélin (*Senz'armi di fronte a Hitler. La Resistenza civile in Europa 1939-1943*, Ed. Sonda, 1993). Que cette catégorie complexe s'impose, ce qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de Résistance non-violente, rend indispensable une redéfinition de la *zone grise*, pour la soustraire à la dichotomie entre la Résistance civile, d'une part, et la collaboration passive, d'autre part. Il s'agit enfin de voir si, dans le nouveau cadre analytique, il reste à la *zone grise* une spécificité propre, et laquelle.

Il a été justement remarqué qu'il y a une contiguïté entre *zone grise* et Résistance civile, car souvent les deux comportements naissent du même contexte social et ont une «partie de parcours commun», mais tout comme il existe entre elles une différence radicale (voir, par exemple, Anna Bravo, pour sa contribution au livre dirigé par Paggi, *Storia e memoria di un massacro ordinario* - Ed. Manifestolibri, 1996). Lors d'un récent congrès à Aix-en-Provence, on a discuté le lien entre *porter assistance* (assistenza) et Résistance : une thèse soutenait la différence essentielle entre les deux expériences (*aut-aut*), une autre les considérait parallèles (*et-et*), une troisième qualifiait simplement cette assistance de Résistance. Nous sommes justement sur le terrain d'une possible contiguïté, mais aussi de ce qui est différent de la *zone grise*. La radicalité de la différence vient du fait que la Résistance civile est le fruit d'un choix, le plus souvent risqué, en tant que prise de responsabilité dans une situation d'urgence ; tandis que la

zone grise apparaît habitée d'êtres humains qui se sont soustraits à la responsabilité de choisir.

La Résistance civile comporte un acte de transgression, la *zone grise* se base sur le conformisme. Celui qui se domicilie en *zone grise* veut, et dans ce sens lui aussi choisit, mettre entre parenthèses le caractère exceptionnel des événements dans lesquels il se trouve projeté. Il veut seulement se défendre d'eux, dans le souvenir d'une normalité dont il souhaite le prompt retour, en faisant payer le prix à d'autres : aux soldats alliés et aux résistants, armés et civils et, si les choses prenaient une autre tournure, aux Allemands et aux fascistes, pourvu que les uns et les autres soient le plus loin possible. Et si la désobéissance et la rébellion en venaient à prendre un caractère social, plus que jamais la *zone grise*, elle, s'en sentirait lointaine, voire même hostile.

La *zone grise* est donc confrontée au pouvoir dans un rapport opposé à celui de la Résistance, et de toute façon elle en est l'attribut. La Résistance désavoue la légitimité du pouvoir, celui des occupants comme celui des collaborateurs, contre lequel elle se mobilise ; la *zone grise*, au contraire, accepte le pouvoir de droit ou de fait existant, car elle ne conçoit pas que l'ordre, qui est ce qui lui tient le plus à coeur, puisse subsister sans un pouvoir qui l'impose et le protège. Elle accepte de toute façon le pouvoir en place, soit pour la force qu'il est capable d'exercer, soit à cause de la viscosité du pouvoir précédent : phénomène important que ce dernier, dans un pays comme l'Italie, habitué pendant vingt ans à servir le pouvoir fasciste. Le corollaire en est la disponibilité à se soumettre, avec évidence et presque avec candeur, à n'importe quel pouvoir qui finit par triompher.

Différent est aussi le rapport du public et du privé, entre la *zone grise* et la Résistance civile. Si dans la Résistance civile on a affai-

re, surtout concernant le rôle exercé par les femmes, à une «politisation des rôles familiaux» et à une «déprivatisation de la sphère privée» (Anna Bravo), c'est le contraire qui se passe dans la *zone grise*. Ce qui prévaut dans cette dernière est le soin porté à son propre «particulare» individuel et familial : à savoir qu'on y rencontre, de façon prononcée, ce «familialisme amoral», théorisé par Banfield comme trait essentiel de la société du Mezzogiorno. C'est pourquoi la *zone grise* contredit aussi bien le sentiment de macrocommunauté, implicite dans plusieurs comportements propres à la Résistance civile, que celui de la microcommunauté, applicable sous divers points de vue au groupe de partisans, groupe au sens de la définition connue de Quazza, à savoir microcosme de démocratie directe. Les communautés touchées par les représailles suite aux actions des partisans et qui revendiquent, dans le cadre de l'apparition des fractures de la mémoire (mises en lumière par les récentes recherches de Battini, Contini, Paggi, Pezzino et bien d'autres), leur extériorité au conflit, se mettent par ailleurs elles-mêmes, bien que sans préméditation, dans une position proche de la *zone grise*.

Il semble évident, après tout ce qui a été dit jusqu'à maintenant, que ce qui fait nettement contiguïté à la *zone grise* est la collaboration passive, sans connotation idéologique. Collaboration passive prise comme catégorie homologue à celle de Résistance passive. Une grande part de la bourgeoisie qui accepta de rester en service, sous le gouvernement de la République de Salò, est à inscrire dans cette catégorie, pas seulement applicable d'ailleurs au cas de l'Italie. Renzo De Felice semble de la même opinion (*Rosso e Nero*, Ed. Baldini & Castoldi, 1995) quand il voit, dans la *zone grise*, un réservoir à consentements pour la République Sociale Italienne. Mais, sous-évaluant la Résistance civile, il compte dans

la zone grise, comme on procédait auparavant avec les attentistes, tous ceux qui ne faisaient pas partie des deux minorités armées, dont une d'elles, de manière analogue à la zone grise, avait les arrières protégés par l'Etat, exerçant de fait la souveraineté sur le territoire.

Il serait toutefois erroné, justement en raison de ce qu'on a rappelé ci-dessus, d'articuler de manière plus analytique la discussion sur la population «normale», sans tenir aussi compte d'autres éléments. Avant tout, on n'appartient pas à la *zone grise* une fois pour toutes. L'on peut en sortir, par quelque acte individuel de solidarité humaine envers les persécutés - des soldats en fuite après le 8 septembre, des prisonniers alliés évadés, des juifs, des partisans blessés, des déserteurs fascistes et même des Allemands -, et ensuite la réintégrer. D'un autre point de vue, la *zone grise* est un terrain où l'on cultive diverses formes de jeu double, et où se retrouvent de préférence ceux que Guido Quazza a placé dans la catégorie de l'«antifascisme des fascistes», à savoir ceux qui se préparent à changer de front quand se profile assurément la défaite des puissances de l'Axe. Cela non plus n'est pas un phénomène exclusivement italien, étant donné que l'on rencontre dans tous les pays occupés, vers fin 1942, une augmentation de toutes les formes de Résistance et de jeu double. Si l'on se déplace ensuite sur un terrain qui n'est pas immédiatement politique, il saute aux yeux un impérieux besoin de survie, un désir élémentaire de se défendre des adversités et des souffrances, qu'entraîne une guerre qui s'est trop longtemps prolongée et transformée en une dure occupation. Les comportements où prédominent des besoins de cette nature, bien réels et

vitaux, sont considérés, par les sublimations que l'on fait aujourd'hui de la *zone grise*, comme l'unique fondement solide du salut italien. En réalité, ces besoins restaient, dans la *zone grise*, comme repliés sur eux-mêmes et enfermés dans une dimension individuelle et familiale. Des besoins analogues acquerraient, au contraire, dans les grandes grèves qui se déroulèrent sous l'occupation allemande, une dimension collective qui les déplaçait vers le cadre de la Résistance, et ensuite sur le terrain politique, ou même militaire («lutte contre le froid, la faim et la terreur nazifasciste» était le mot d'ordre de beaucoup de petits manifestes communistes, italiens et français).

Le discours serait encore différent si on analysait toutes les nuances des comportements de ces intellectuels qui se débattaient entre l'engagement et le non-engagement, et dont la «tentation de la maison sur la colline», de Pavese, est devenue un symbole (à consulter, l'essai de Raffaele Liucci, in *Studi e ricerche di storia contemporanea*, juin 1997, n° 47). La complexité et mutabilité de la *zone grise* a conduit un des protagonistes majeurs de la Résistance à conclure (avec un reproche implicite aux forces politiques de la Résistance) que, dans cette *zone*, «il y avait des milliers de choses diverses» et «aussi de larges espaces (au fur et à mesure, toujours plus nombreux) de disponibilité envers l'avant-garde» (V. Foa, *Questo Novecento*, Ed. Einaudi, 1996, pp. 171-172).

4. Quels sont les comportements de la population italienne, sous le fascisme, que l'on peut considérer comme les prémisses de la *zone grise* qui s'est manifestée pendant la Résistance ? Et quel héritage a laissé la *zone grise* à la République ? Répondre pleinement et correctement à la première ques-

⁴ Shifting involvements : nous avons traduit par «les participations changeantes» (N.d.l.r.)

⁵ «*Diciotto e firma*»: «dix-huit et signe» signifie que le professeur était sommé d'indiquer une cote de dix-huit à l'examen de l'étudiant s'il ne voulait pas subir de représailles (N.d.l.r.)

tion implique d'approfondir la discussion sur le consentement donné par les Italiens au régime fasciste, sur sa nature et sur ses limites, qui dépasse la polémique désormais stérile entre ceux qui n'iaient l'existence d'un tel consentement et ceux qui, au contraire, le considèrent comme général et uniforme.

Il faut tout d'abord rappeler que la majorité de la classe moyenne avait surtout vu dans le fascisme un élément d'ordre, une assurance face aux incertitudes, aux inquiétudes et aux peurs de l'avenir, découlant - tant sur le plan social que culturel - de la Première Guerre mondiale. Pour obtenir cette assurance, on pouvait bien payer le prix de la suppression des libertés politiques et civiles. Les aspects subversifs du fascisme, ses velléités expansionnistes, ses prétentions «révolutionnaires», avaient été considérées, dans ce contexte, comme de simples manifestations folkloriques, que le savoir-faire du *duce* réussissait, à la fois, à utiliser et à réfréner. Ce type de consentement entre en crise à la fin des années trente et sombre avec la guerre et la défaite. Il en reste une trace dans le regret que l'on peut entendre aujourd'hui encore : «Ah ! si Mussolini s'était arrêté à l'Éthiopie !». C'est un regret que l'on retrouve aussi, de manière symptomatique, dans les journaux de l'Espagne franquiste qui commentent l'exécution de Mussolini.

Suite à la crise, deux parcours vont se dessiner, tous deux issus des classes de la petite et de la moyenne bourgeoisie. L'un mena à l'acquisition progressive d'une conscience politique antifasciste, et bien des milieux résistants d'origine bourgeoise, même si très différents, y tirent leur origine. L'autre n'engendra que frustrations, que l'on peut ramener d'une certaine façon à ce que Albert O. Hirschman (dans l'ouvrage traduit sous le titre *Felicità privata e felicità pubblica*, Ed. il Mulino, 1983) a appelé *shifting involvements*⁴. Les classes qui avaient été les *incu-*

nables et les soutiens du régime totalitaire en révélèrent aussi les limites. Au colloque de l'Institut Gramsci de Rome, en 1995, sur «Antifascismes et Résistance» (dont les actes ont été publiés en 1997 par la Nuova Italia Scientifica), Mariuccia Salvati parla des *Illusions et désillusions de l'Italien moyen face au fascisme*. Au moment où il fallut rendre des comptes, à part les quelques-uns qui adhérèrent par conviction à la RSI (Repubblica Sociale Italiana), les Italiens qui avaient traversé le fascisme de façon disciplinée révélèrent combien ils avaient peu intériorisé ce rôle d'agent volontaire de l'autorité dans lequel Gino Germani a reconnu une des caractéristiques de l'État totalitaire. Les étudiants universitaires qui, au moment de l'entrée en guerre, demandaient à voix élevée «dix-huit et signe» («*Diciotto e firma*») ⁵, et qui se voyaient satisfaits, ne sont que la pointe de cet énorme *iceberg*.

C'est dans ce genre de bourgeoisie que la *zone grise*, de la période de la résistance, possède son principal vivier de recrutement. Et l'on peut tenir un discours analogue pour la petite et moyenne bourgeoisie du Mezzogiorno qui n'eut pas à subir, si ce n'est très peu, le traumatisme de l'occupation allemande et du fascisme de Salò ; mais dont la majorité n'adhéra qu'avec fatigue, ou n'adhéra pas du tout, aux efforts déployés pour la mobiliser dans la nouvelle guerre antiallemande et antifasciste.

La *zone grise* italienne se manifesta une première fois et de façon évidente en 1938 lorsque le régime promulgua les lois raciales. Comme l'a écrit Delio Cantimori dans la *Préface* à la première édition de *Storia degli italiani sotto il fascismo*, de Renzo De Felice (Ed. Einaudi, 1962), la réaction italienne à ces lois enregistre «beaucoup d'actes de solidarité humaine : mais combien peu de conscience politique et civile». Ce jugement a été essentiellement confirmé par les recherches plus récentes, dont celles de

Michele Sarfatti et du Centro Furio Jesi de Bologne. Récemment, un recueil d'interviews a été intitulé, de façon significative, *La zone grise* ; des interviews de « personnes qui ont assisté à cette période en restant, pour la plupart, au second plan, dans cette «zone grise» intermédiaire, entre les deux extrêmes du drame», c'est-à-dire des personnes à travers lesquelles il est possible d'étudier «le comportement humain normal dans une situation anormale ; confrontés au fait qu'un groupe de concitoyens était privé, par arbitraire idéologique et calcul politique, des droits communs de citoyenneté, pour être ensuite déportés vers l'extermination» (S. Levi della Torre dans la *Préface* à une «recherche réalisée par des étudiants et enseignants du lycée A. Volta de Milan» en 1995). On est frappé dans ces interviews par deux types de réponses : le souvenir de l'indifférence avec laquelle, en général, furent accueillies les lois raciales par ceux qui n'avaient pas de connaissances ou d'amis juifs (mais souvent même par les autres) ; la tendance à attribuer la promulgation de ces lois non pas à 1938, mais à une période ulté-

rieure au début de la guerre, ou carrément à l'occupation allemande : ce qui est une nouvelle preuve de la tendance de beaucoup d'Italiens à attribuer les infamies du fascisme à l'imposition allemande («nous, nous ne sommes pas les Allemands», déclare l'un des interviewés). Et c'est de la zone grise que sortent, sans doute, les partisans les plus convaincus du mythe de la « bonté des Italiens ».

La *zone grise* fut un terrain privilégié, surtout pour beaucoup de membres de la petite et moyenne bourgeoisie, pour passer, que ce soit par la République de Salò ou par le Regno del Sud⁶, du fascisme à la République démocratique avec le moindre mal, et en écartant tout examen en profondeur de leur propre responsabilité. En particulier pour les catholiques non engagés dans la Résistance qui trouvèrent dans la *zone grise* un lieu qui leur consentait à ne pas devoir se poser le problème de la compatibilité entre le fait d'être catholiques et d'avoir été fascistes. Ainsi, la *zone grise* fut-elle l'un des canaux de la continuité à l'échelon le plus bas, fournissant à cette dernière un substrat de masse

⁶ Regno del Sud : «La zone au sud de la ligne la plus avancée atteinte par les troupes alliées en novembre-décembre 1943, traverse les Appennins. Toute la partie de l'Italie au sud de cette ligne est complètement libérée au moment de l'armistice ou peu après. Le gouvernement du roi est à Brindisi, et se transfère ensuite, en 1944, à Salerno. En février 1944, les autorités alliées restituent à notre administration toute l'Italie méridionale, au sud des provinces de Foggia et de Naples, excepté les îles de Pantelleria et de Lampedusa. Dans les régions passées officiellement sous l'administration du gouvernement italien, les alliés continuent du reste à exercer un contrôle de fait. Il existe donc un gouvernement légitime italien. Le 16 novembre 1943, le roi renouvelle au maréchal Badoglio la charge de constituer un nouveau ministère (le deuxième), à la place du précédent gouvernement militaire (1er octobre). L'administration italienne fit des miracles, dans une situation extrêmement difficile. Voilà le soi-disant règne du Sud» (Federico Chabod, in *L'Italia contemporanea, 1918-1948*, Ed. Einaudi, 1961, pp. 119-120). (N.d.l.r.)

⁷ L'Uomo qualunque : «Le plus dangereux des nouveaux partis était sans doute le «Fronte dell'Uomo Qualunque» (Front de l'Homme Quelconque), qui obtint plus d'un million de voix, surtout au Sud, et 30 députés. Le Front avait été créé par un dramaturge grivois et exubérant, Guglielmo Giannini. Dans son journal, «L'uomo Qualunque», il engageait sans cesse des batailles contre toute chose qui aurait menacé l'«italiano qualunque» : le gouvernement de coalition antifasciste, les Alliés, les décrets sur l'épuration, etc. Le soutien financier au Front provenait principalement d'hobereaux locaux du Sud, ex-fascistes qui n'avaient pas été admis au parti libéral et s'étaient tournés vers Giannini pour avoir un débouché politique. Sa popularité provenait, au moins en partie, du «désapprentissage» (diseducazione) politique, fruit de plus de vingt années de fascisme, et de la haine méridionale traditionnelle du gouvernement central. Dans la politique italienne, une nouvelle épithète méprisante en serait née, du nom même du Front, celle de «qualunquista» (Paul Ginsborg, in *Storia d'Italia dal dopoguerra a oggi. Società e politica 1943-1988*, Ed. Einaudi, 1989, pp. 130-131). (N.d.l.r.)

assez répandu. On en retrouve les traces aujourd'hui dans l'attitude de bien des Italiens qui, critiques indignés de la dictature allemande, en oublient la leur : ce qu'a rappelé justement un chercheur allemand, Klinkhammer, lors du colloque romain de juin 1997 intitulé «politique de la mémoire». Le mouvement politique dans lequel, après la Libération, la *zone grise* se reconnut le plus nettement fut celui de l'Uomo qualunque (*L'Homme quelconque*)⁷. Celui-ci exprimait un refus particulièrement adapté à la mentalité de cette petite et moyenne bourgeoisie qui avait alimenté la *zone grise* et qui redécouvrait un individualisme élémentaire et agressif dissocié du cadre éthique de la liberté. Le fascisme était surtout perçu comme un étatsisme gênant et une politisation forcée. C'est pourquoi le refus de la politique et le manque de sens civique vis-à-vis de l'Etat, même de l'Etat démocratique, furent pour l'Uomo qualunque les traits distinctifs d'un antifascisme apocryphe qui visait justement les antifascistes militants en tant qu'acteurs d'un passage différent du régime fasciste à la République.

La mentalité qui était à la base du succès de l'Uomo qualunque (500.000 copies de journaux vendues, 1.211.000 votes - soit 5,3 % - en 1946), n'était du reste pas circonscrite à un mouvement qui se limita essentiellement à Rome et au Mezzogiorno. Il existait une «majorité silencieuse» disposée à se laisser intégrer au bloc modéré, mais qui (comme l'a rappelé aussi Rusconi) fuyait l'«extrémisme de centre» de l'Uomo qualunque (je tire l'expression de l'interview de Giovanni De Luna, dans l'*Unità* du 11 août 1997, concernant la Ligue du Nord (Lega Nord), au sein de laquelle on peut remarquer l'héritage des aspects agressifs et rustres du qualunquismo. C'est de cette majorité silencieuse que la Démocratie Chrétienne (DC) se fit l'interprète pondéré et vers laquelle refluent, outre les formations d'extrême droite,

les votes *qualunquisti*. La liberté de choix laissée par le congrès du parti, en avril 1946, concernant le référendum institutionnel, fut le moyen imaginé pour consentir au parti l'afflux de votes monarchiques et «gris». Récemment, à propos du résultat du référendum, Pombeni a affirmé que «plus de dix millions de votes monarchiques se révélèrent être des votes de paresse et de faible conviction» (in *Storia dello Stato italiano dall'Unità a oggi*, sous la direction de R. Romanelli, Ed. Donzelli, 1995). Ce jugement semble trop radical puisqu'il faut plutôt réfléchir - dans le cadre de la Démocratie, même au prix de contorsions (*aborto collo*) et avec des réserves mentales et émotives - sur les limites - qui paraissent évidentes dans l'actuelle crise de l'Etat - du travail de canalisation de la majorité silencieuse, héritière du fascisme passif et de la *zone grise*. On a attribué le mérite de cette opération aux deux grands partis et à leurs leaders, De Gasperi et Togliatti. En effet, même le PCI devait compter avec la *zone grise*, s'il voulait devenir un parti de masse. Ce qu'il fit en cherchant à conjuguer un maximum de pragmatisme à un maximum d'intransigeance idéologique affichée. Du côté de la DC (Démocratie Chrétienne) et, en général, de la droite antifasciste, l'image d'une Résistance rassurante et exclusivement, ou presque, patriotique et militaire, capable de circonscire et d'ensuite repousser les pénétrations rouges, fut un moyen pour réconcilier une partie au moins de la *zone grise* avec une Résistance à laquelle elle n'avait pas participé.

Si ce sont là les conséquences politiques directes de la *zone grise*, le sujet deviendrait encore plus complexe si l'on cherchait à connaître l'héritage moins apparent qu'elle a laissé dans les moeurs, dans la mentalité, dans la conscience civile de l'Italie républicaine. En ce sens, la mémoire qu'a gardé d'elle-même la *zone grise* nous fournit un

indice. Il s'agit d'une mémoire beaucoup moins élaborée que celle des personnes qui s'engagèrent dans les événements. Les survivants et les héritiers de la *zone grise* ont tendance à considérer la guerre, le fascisme, la Résistance, comme une parenthèse à refermer, au nom d'une réconciliation générale. Ils se souviennent de préférence de leurs malheurs personnels, même minimes, en leur prêtant parfois ce ton «épique» qui fit défaut à l'expérience qu'il vécurent réellement. Ces derniers temps, cet arrière-bruit de souvenirs en est venu à s'activer, profitant des fractures apparues entre la mémoire des partisans et celle des parents des victimes des représailles. Trop longtemps tu, le souvenir des souffrances subies a été utilisé, par

celui qui avait souffert peu ou rien, par un processus précipité d'appropriation et de généralisation.

Toutes ces discussions sont peut-être traversées par une contradiction : plus on cherche à se servir de la *zone grise* comme ciment d'une identité nationale en reconstitution et comme axe d'une *histoire-patrie* commune qui élimine la mémoire des conflits, plus elle met en lumière les conceptions différentes, et parfois opposées, que les Italiens ont d'eux-mêmes et de leur propre histoire. Comme si la réalité se vengeait du manteau d'indifférence et d'oubli dont on voudrait la recouvrir.

Traduction de Massimo Ianetta (c)

DIETER HOFFMANN-AXTHELM

*Ecrivain - Urbaniste*¹

L'esthétique de l'incompétence

Cet article, traduit de l'allemand par Jacques Aron et Franz-Peter Van Boxelaer, est issu du recueil Der Wettbewerb für das «Denkmal für die ermordeten Juden Europas» (Le concours pour «le Monument aux Juifs d'Europe assassinés»), Verlag der Kunst, Neue Gesellschaft für bildende Kunst, Berlin, 1995.

En juin 1999, le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder décida d'avaliser le choix du projet de Peter Eisenman (un champ de 2.700 stèles de béton auquel sera adjoint un centre d'information) dont la mise en chantier devrait débiter, à Berlin, prochainement.

Ce projet de monument est déjà vieux de dix ans, dix ans pendant lesquels il a amplement prouvé sa résistance aux critiques et aux suggestions. Celui qui a suivi l'affaire pendant ces dix années donne inévitablement des signes de lassitude. De ma propre initiative, je ne me serais plus prononcé sur le sujet. Mais à présent, la Nouvelle Association des Arts plastiques (NGBK) a émis le souhait de récolter des avis, afin que cet accouchement tardif d'idées dépassées ne se déroule pas aussi paisiblement. Vétéran du travail du souvenir, je ne pouvais vraiment pas me soustraire à cette demande.

Evidemment, le projet est une exigence politique, intellectuelle et esthétique irréflicie.

Il en était déjà ainsi il y a dix ans. Voilà bien pourquoi il s'est imposé, grâce à bien des alliances douteuses. Il faut donc maintenant le resituer par rapport à son propre mode de penser. Nul ne ressent l'utilité de ce travail du souvenir. Ce que l'on demande, c'est une commémoration massive, approximative, qui n'appelle personne par son nom, - à l'exception des victimes qui ne sont plus là pour se défendre.

Le travail du souvenir est celui que j'ai qualifié en son temps (1975) de recherche des traces. Dans la reconstruction de Berlin, dépourvue de mémoire, des deux côtés du «Mur», la recherche des traces m'avait conduit exactement vers le terrain occupé

¹ Auteur allemand né en 1940. A rédigé entre autre *Der dritte Stadt* (La troisième ville), Suhrkamp, 1993.

jadis par la Gestapo. Quand s'ouvrit la discussion publique, la métaphore se transforma en projets de construction, en monuments, fouilles, visites guidées, etc., mais on parvint cependant à maintenir le terrain comme sujet, au lieu d'en abuser comme support de monument.

Le monument qui ne fut pas construit sur le terrain de la Gestapo, après le concours contesté de 1983, commença alors à migrer. Aujourd'hui, à peu près intact esthétiquement, il semble apparemment arrivé à bon port. Non seulement le désir de monument, mais aussi l'esthétique triomphante de ceux à qui il n'est pas permis de s'exprimer, se sont imposés, douze ans après et un kilomètre plus loin. Mais tandis que les quelque trois cents participants au concours de 1983 eurent encore la chance de réaliser les raisons de l'échec de leurs projets, la génération actuelle s'en tient si fermement aux fausses positions improvisées à l'époque qu'elle n'est même pas consciente de l'échec.

Ne simplifions cependant pas trop les choses. Il ne suffit pas de s'en prendre au « grand monument » et à la curieuse combinaison de politique, d'orgueil et de mauvaise conscience, aux fortes convictions qui s'entremêlent dans le besoin d'un monument. Les eaux tranquilles sur lesquelles le grand vaisseau se dirige vers la haute mer ont été culturellement aplanies. Par quelles évidences insuffisamment questionnées, voilà ce qu'il serait intéressant de faire ressortir.

Nous avons affaire là à l'imbrication de trois facteurs au moins : la mémoire et ses problèmes, l'érection de monuments comme congélation sociale du souvenir et la mission dévolue à l'art.

Se souvenir et commémorer.

Ces remarques préliminaires devraient suffire à indiquer la difficulté à se remémorer une histoire, dont la monstrosité est presque inaccessible au souvenir. Pour la commé-

moration, les jours de fêtes, les dépôts de gerbes, les monuments et mémoriaux, l'art et les Affaires étrangères sont incontournables. Sauf à supporter quotidiennement à titre privé la tristesse du souvenir, aussi insatisfaisante qu'inévitable. Ces deux voies se déroulent séparément. Le souvenir n'a besoin ni de l'art ni du mémorial, il ne doit pas s'apaiser en un objet, au contraire, il devient sans cesse plus inquiet. Il peut cependant tirer profit de l'art et des monuments, il peut également leur être utile.

D'où les créateurs de monuments tirent-ils leur confiance dans des compositions homogènes ? Leur incompréhensible confiance doit s'interpréter comme une méfiance : à l'intérieur du débat sur la manière de représenter le souvenir commun, le projet de monument part du point de vue selon lequel on doit en donner une interprétation bien établie. En aucun cas, il ne faut laisser au peuple la faculté de dire ce qu'il pense de la chose. Et avant tout, il ne faut pas laisser à la faculté de perception le soin de ce dont il faut se souvenir, et la manière de le faire ; au contraire, il faut prescrire de manière non équivoque ce que le monument commémore et ce qu'il ne commémore pas.

Le monument, comme condensateur social de la mémoire, n'est qu'un cas particulier d'une méfiance généralisée. On ne fait pas confiance aux morts pour assurer leur souvenir, ni aux vivants de s'en préoccuper quotidiennement. Il faut donc de façon didactique diriger autoritairement les consciences par des images et des discours attestés. La vérité, cependant, réside dans les lapsus et les images fortuites, révélatrices de l'opinion populaire souterraine.

Représentation ou affliction.

Mais à présent toute l'action tend à se légitimer par le fait qu'on en transfère la réalisation aux artistes et qu'on s'assure d'emblée de leur complicité en organisant l'action par

concours public. Ainsi le mauvais rôle revient à l'art, que l'on est donc aussi contraint de considérer avec méfiance.

Le transfert de la commémoration à la représentation artistique n'est pas une mauvaise chose en soi ; il faut cependant savoir à quoi l'on s'engage. L'art tend à rester dans son domaine, et à revenir à lui-même à partir de tout objet, aussi éloigné soit-il. Dès que l'on accepte l'intervention de l'art, on accepte aussi cette ultime auto-référence. Si celle-ci n'existait pas, l'art serait entièrement abandonné, bien au-delà de l'abandon actuel ; on n'en aurait plus besoin. En faisant appel à l'art (qu'il s'agisse de littérature, de théâtre, de peinture ou de toute autre forme), on fait appel, avec et dans son auto-référence, à sa capacité de réconciliation. Toute transposition artistique contient, qu'on le veuille ou non, cette part de réconciliation. Si on ne la désire pas, il ne faut pas impliquer l'art.

Il est toutefois permis d'adopter un autre point de vue, selon lequel l'action d'oublier n'est pas si aisée. Si l'on conçoit la société allemande comme absolument désireuse de trouver le chemin de l'oubli, alors il n'est pas convaincant de le lui baliser par de gigantesques panneaux de signalisation. D'astucieuses déviations, des obstacles quotidiens seraient plus indiqués. Mais là n'est pas l'essentiel à partir du moment où l'on admet que dans la volonté d'oublier, ce qui est à oublier est puissamment à l'œuvre. Cette volonté est-elle vraiment victorieuse ? L'oubli s'obtient-il si aisément ? Je crains qu'il ne faille y regarder de plus près.

En tout cas, je suis persuadé qu'il n'y a pas moyen d'échapper à l'affliction des victimes - et pas de monument qui puisse nous en débarrasser. Comme toutes les destructions qui restent inscrites dans l'image de la ville ou dans le paysage, il en va de l'anéantissement de ceux qui n'avaient pas les bons ancêtres.

Cela ne se guérit pas, cela vous rattrape toujours.

Ce n'est pas un problème de représentation. La réalité est aujourd'hui plus loin que l'art et tend les pièges où se prend le désir d'oublier, précisément là où il se croit le plus en sécurité.

Le sublime auto-proclamé.

Si l'on se place du point de vue de la compétence de l'art, il faut au moins procéder à la critique des armes, à savoir, de l'esthétique qui sera mise en œuvre. Si l'on regarde les projets, cette esthétique est l'une des ambitions excessives du programme. Tous ces innombrables projets veulent nous faire éprouver la monstruosité de la chose, en cherchant une expression qui lui corresponde. Le résultat saute aux yeux : mise sous tutelle, incompetence, participation subreptice à l'identité des victimes.

Cet équivalent expressif, à son tour, n'a rien d'intemporel ou de totalement neuf, mais il a également son histoire, avec laquelle on ne peut pas ruser. Les metteurs en scène de l'expression se servent d'un procédé que leurs prédécesseurs ont déjà sollicité jusqu'à l'épuisement, depuis le siècle des Lumières, depuis qu'ils ont remplacé par le sublime la beauté qui leur semblait devenue trop banale. L'esthétique du sublime est une esthétique qui cherche à en imposer. Elle recherche la forme suprême, l'expression ultime. Quelle autre forme serait-elle adéquate, lorsque tout est en jeu : l'humanité, la liberté, la patrie, l'infini du monde et de l'esprit ? C'est l'esthétique - en idées et sur papier - de Boullée, l'esthétique comme politique du grand décor et de la mise en scène de masse de la Révolution française et de la Terreur.

Et depuis Boullée, il n'y a plus qu'un seul thème : le grand réceptacle, le tombeau gigantesque, le cénotaphe. Ce thème, sous quelque variante qu'il apparaisse, entraîne

obligatoirement avec lui les cinq liaisons suivantes :

- 1°) Il s'agit d'un espace creux avec un intérieur fictif, plutôt souterrain, qui ramène l'extérieur (au-dessus, à la lumière du jour) à un simple lieu d'espérance pétrifiée ;
- 2°) Il n'y a pas de rapport d'échelle, vérifiable par l'œil, pas de médiation, pas de gradation entre ce volume et l'environnement ;
- 3°) L'objet, pour être implacable, doit éviter tout rapport à la quotidienneté, tout ornement, tout matériau appréhendable et familier ; surfaces dures, lisses, nues et rien d'autre ;
- 4°) Il doit être aussi grand que possible ; de l'architecture, de l'architecture en puissance ;
- 5°) Il est inaccessible - si tous pouvaient y accéder, le sublime disparaîtrait instantanément.

Si l'on examine de plus près les projets primés (et les autres) du concours pour le mémorial à l'Holocauste, ou le 1er prix du concours de 1983 sur le terrain de la Gestapo, ou l'un ou l'autre projet pour l'exposition «Topographie de la Terreur», il est évident que tous ces projets vont visiblement au devant des compromis des jurys qui espèrent une réinvention du cénotaphe. Où que l'on regarde, on aperçoit aux premiers rangs les tombeaux gigantesques, les dalles funéraires, inclinées, droites, au niveau du sol ou enfouies : fosses, cours, murs aveugles, en acier de préférence, réfléchissant de surcroît, et puis, de grandes surfaces, l'angle droit, des inscriptions.

Mais entre temps, il s'est produit un changement : la capacité d'expression sociale de l'art, qui a atteint avec l'art révolutionnaire sa plus grande généralisation, et ainsi les limites de ses possibilités, est aujourd'hui épuisée. Le sublime n'est plus une catégorie

pensable, l'expression ne se conçoit plus que dans la sphère privée où elle n'engage à rien. Cette évolution a été accélérée par l'abus que les nazis ont opéré, de l'esthétique des masses et du sublime. Leur esthétique promettait la sépulture de masse, et ils ont tenu parole. Et le peuple n'est d'ailleurs pas sorti de son rôle, il s'est battu jusqu'aux derniers mètres, il a défendu désespérément les villes déjà ruinées ; celui qui ne suivait plus était exécuté militairement.

Celui qui a longtemps eu à faire avec l'expression la plus extrême se trouve, lorsque celle-ci échoue, bien embarrassé à s'exprimer. L'expression est aujourd'hui une ressource limitée, presque moribonde. Il ne paraît plus possible de s'en servir de façon directe, tout au moins en Allemagne ; il faut alors procéder à une mise en scène. La combinaison de Hölderlin et des blocs de glace du «Naufrage» de Caspar David Friedrich, sur la scène du *Schaubühne*, au début des années quatre-vingts, représenta une tentative éclairante de renouer avec l'expression suprême : froideur mortelle, engourdissement dans le sublime, banquise de l'histoire, verbe congelé. Le Mouvement de la Paix représenta un autre champ d'expérimentation : comment rendre la menace de mort comme absolue nécessité ? Ces tentatives de représentation ne pouvaient qu'échouer ; il s'agissait d'une forme de kitsch politique, mais indispensable, et non dénuée d'effets. Dans le même temps, nous pouvions suivre à la source le douloureux travail : les descriptions par Anselm Kiefer de la manière dont nous, Allemands, avons perdu toute capacité d'expression dans la forêt, la terre et les lettres majuscules. Et puis, nous en eûmes la variante dépouillée, affirmative de Gérard Merz.

Le concours de 1983 - l'année de l'installation des fusées Pershing - pour l'aménagement du terrain de la Gestapo, en constitua la mise à l'épreuve. Comme membre du

jury, mon argument contre le 1er prix fut à l'époque cette mise en scène du gigantisme, de la domination, c'est-à-dire précisément la poursuite de cette esthétique par laquelle les bourreaux s'assurèrent de la loyauté du peuple et des troupes, l'esthétique des S.S. pour ainsi dire.

Et nous voici, en 1995, revenus au même point, avec le choix entre deux nouvelles variantes de la rigidité totale et de l'acier gravé. L'expression est produite à partir du rapport entre l'architecture des bourreaux et l'architecture commémorative.

Double bind.

Si, en raison de leur histoire, les monuments parlaient jusqu'ici principalement de celui qui les avait érigé, où se situe aujourd'hui l'espace public à l'intérieur duquel ils pourraient propager le nom de leur auteur ? Cet espace n'existe plus. Où est alors l'avantage subjectif des concepteurs ? Que se disent-ils et que veulent-ils nous dire, si ce n'est ce mot qui immobilise : commémoration ?

Personne ne veut dire au juste ce qu'il s'agit d'exprimer : les victimes ou les exécuteurs allemands. Ceci prouve que les deux ne sont déjà plus les données du problème. Les lieux d'extermination n'étaient absolument pas pathétiques ; ils étaient techniques et sordides. Ce n'est que l'esthétique des petits-enfants qui les ont transformés en métaphore de l'horreur archaïque. Les victimes étaient de petites gens ordinaires, comme nous. On ne peut pas davantage se les représenter dans ces corps creux du monument commémoratif, que dans ces listes de noms qui sont les instruments des exterminateurs. Tout ce qui subsiste, c'est l'esthétisation de la violence. Après tout ce que nous savons, il ne suffit pas de prétendre qu'en elle s'exprime précisément la culpabilité.

Ce dilemme se trouvait déjà dans l'appel du concours : on ne désirait pas faire allusion à un lieu particulier d'extermination, ni à

des gens ordinaires ; on désirait au contraire la représentation abstraite de la culpabilité historique, en un lieu central et quelconque. En lançant un concours international, on généralisait la gêne et l'on réduisait la mission à une question de transposition : comment traduire l'Holocauste dans le langage de l'art ?

La question de la traduction, qui se loge déjà dans le concept de l'Holocauste, renvoie à la disparition des moyens : transformer les actions meurtrières allemandes, rationnellement organisées pendant des années sur de grandes étendues, avec leurs ordres d'intervention, leurs indicateurs de chemin de fer et leurs insuffisances techniques, en une espèce de destin archaïque, qui apparaisse équivalent à la Genèse ou à l'Exode. Cela pourrait s'admettre d'autres peuples, mais pas de nous, le peuple meurtrier ; nous n'avons aucun droit à l'usage de ces mots. Nous devons être plus précis. Nous n'avons pas droit à un musée de l'Holocauste, nous vivons parmi les lieux du drame, voilà ce dont nous devons nous soucier.

A moins qu'il ne s'agisse pas d'un monument allemand ? Serait-ce un monument juif, le monument des initiateurs judéo-allemands, le monument de Lea Rosh ? il aurait alors fallu le dire clairement et le montrer, montrer que ce monument est élevé et financé par des fonds privés. Tout ceci nous aurait évité l'actuel *double bind*. Pour des raisons financières, on en a fait une affaire d'Etat et, qu'on le veuille ou non, nous devons décider s'il s'agit de notre Etat et de notre action.

Professionnalisation.

Enfin, il est étonnant de constater cette disponibilité massive à traiter de ce thème impossible. Ceci permet de supputer pour quelles raisons ce projet est parvenu aussi loin. Cette tâche impossible a été consommée comme une drogue. A la fois la tâche et

les moyens mis en œuvre, cette course à gagner à tout prix, rend compte d'un état de besoin, d'un besoin de dépassement, un besoin encore impossible aujourd'hui, de transcender ses propres actes. Il s'agit manifestement plus d'une crise de l'art et de l'architecture que du besoin d'un monument pour une communauté nationale incapable de se souvenir.

C'est à cela que correspond une professionnalisation évidente. Nous n'avons pas seulement une effroyable culture de la commémoration - pardon, mais c'est ce que j'ai vu imprimé - nous avons aussi une professionnalisation de la chose. Il y a des professeurs de commémoration et une politique culturelle et une politique partisane de la commémoration ; les artistes ont été les précurseurs de cette professionnalisation, eux qui, les premiers, par les associations pro-

fessionnelles de plasticiens, ont découvert ce moyen de commande publique.

Cela n'est pas encore bien grave, mais cela le devient quand cela se traduit en obligation professionnelle dans le climat de commémoration qui traverse cette fin de siècle. La culture de la commémoration marque la fin de la pensée et du souvenir, l'abandon dans une mélancolie gratuite de ceux qui ont appris qu'il est politiquement plus sage de se reconnaître d'emblée coupables en le clamant suffisamment souvent - une culture des fronts plissés et des voix feutrées de ceux qui ont renoncé à toute souffrance et à toute inquiétude.

Cette bigoterie de la commémoration est insupportable. Je ne suis pas un artiste, personne ne m'enlève rien. J'aspire à l'air frais, à des processus réels et pas aux rituels ou aux cultures de l'ersatz politique.

PATRICK MOREAU *

Historien. Chercheur au CNRS.

Enseigne dans plusieurs universités

L'extrême droite allemande : un bilan 1998-2001

I. Le champ extrémiste de droite : approche globale

A la différence d'autres démocraties européennes comme la France et l'Autriche, les partis populistes de droite et extrémistes de droite n'ont pu percer sur le plan électoral national, même si des consultations régionales ont montré l'existence d'un capital électoral important mobilisable par de telles formations. Les raisons de cet échec relatif

sont connues : Les crimes du national-socialisme sont une sorte de contrepoison naturel immunisant (partiellement) la société allemande. Les activités d'extrême droite sont observées constamment et font l'objet d'une mobilisation «antifasciste» de la société civile et de la classe politique. De surcroît, les partis démocratiques ont toujours refusé de céder aux sirènes d'une alliance avec les formations d'extrême droite et ont été les moteurs, en coordination avec de

* Né en 1951 à Wetzlar (R.F.A.). Etudes de philosophie et d'histoire à l'université de Paris I - Sorbonne. 1978 : Doctorat de IIIe cycle d'histoire intitulé «La communauté de Combat Nationale-Socialiste Révolutionnaire et le Front Noir. Action et Idéologie en Allemagne, Autriche et Tchécoslovaquie 1930/1935, Paris 1978, 2 volumes, 818 pages.» Etudes de mathématiques, puis de sciences politiques à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. 1984 : Doctorat d'Etat intitulé «Le Parti National-Démocrate d'Allemagne dans la vie politique de la R.F.A. : études organisationnelle, sociologique et électorale d'une formation de l'opposition nationale 1964-1976, 2 volumes plus annexes, Paris 1984, 1.244 pages.» Ancien boursier de la Fondation Alexander von Humboldt et de la Deutsche Forschungsgemeinschaft. Ancien membre de la commission d'enquête du Bundestag «Überwindung der SED-Diktatur». Chercheur CNRS et enseignant dans plusieurs universités.

Il a notamment publié : Nationalsozialismus von links (*Le nazisme de gauche*), Deutsche Verlagsanstalt, Munich 1984, 260 pages. Die PDS. Anatomie einer postkommunistischen Partei (*Le PDS. Anatomie d'un parti post-communiste*), Schriftenreihe Extremismus und Demokratie, Bouvier Verlag, Bonn 1992, 465 pages. (Avec Uwe Backes), Die extreme Rechte in Deutschland, Geschichte - gegenwärtige Gefahren - Ursachen - Gegenmaßnahmen (*L'extrême droite allemande. Dangers, causes, contre-mesures*), Akademischer Verlag, München, 1994, 281 pages. Les héritiers du IIIe Reich. L'extrême droite allemande de 1945 à nos jours, Seuil, Paris 1994, 509 pages. Les partis communistes et postcommunistes en Europe occidentale, problèmes politiques et sociaux, La Documentation française, n° 830-831, Paris 1999, 160 p.

nombreuses associations et les médias, d'une résistance collective aux activités de ces partis ou formations extrémistes.

Sur le plan technique, c'est à dire policier, juridique et constitutionnel, la démocratie allemande apparaît bien armée. L'appareil d'Etat a recours aux autorités de protection de la constitution, chargées d'observer partis ou organisations en vue de les classer ou non dans le champ extrémiste. Sur plan constitutionnel, la loi fondamentale a opté pour le principe de «démocratie combative». Il s'agit d'un concept qui tire les leçons de l'histoire de la République de Weimar, qui n'avait pas eu les moyens politico-juridiques de résister aux coups de boutoir de ses ennemis antidémocratiques. Le principe de la démocratie combative est le suivant : le libre jeu des forces politiques s'arrête dès lors qu'un acteur politique cherche à éliminer la démocratie avec les moyens de la démocratie. Pour ces raisons, la loi fondamentale prévoit la possibilité d'interdire des partis politiques, qui veulent porter préjudice au système démocratique - on songe à l'interdiction demandée à la cours constitutionnelle de Karlsruhe du NPD. Les Länder comme les autorités du Bund ont aussi un droit de dissolution des formations - non organisées en parti - le dernier exemple étant en avril 2001 l'interdiction d'une organisation skinhead en Saxe. Le contexte social et économique, malgré les énormes difficultés dans les nouveaux Bundesländer, apparaît globalement favorable (on observe une sortie de crise lente) et réduit de facto les chances des partis extrémistes. Enfin, la mise en place d'une politique de l'immigration contrôlée, s'appuyant sur des normes de droit claires en ce qui concerne le droit d'asi-

le - a retiré aux formations extrémistes une partie de leur argumentaire. Ultime ligne de défense : la justice semble choisir depuis quelques mois la voie de la fermeté en condamnant lourdement les coupables de crimes et agressions diverses.

Avons-nous donc à faire au meilleur des mondes ? La lecture de la presse ces dix huit derniers mois, qui relatent la multiplication d'actes de violences d'extrême droite, à caractère antisémite ou non, qui évoquent pour les nouveaux Bundesländer l'apparition de «zones libérées» par les néo-nazis «débarrassées de leurs étrangers, des punaises de gauche et des démo-crasseux» (citation www.widerstand.org) montrent que la société civile, malgré sa mobilisation, a fort à faire encore, que les instruments policiers sont souvent insuffisants, que la répression est trop limitée et la justice parfois trop laxiste.

1. Repères empiriques

Il est nécessaire, pour comprendre l'ampleur de la menace, mais aussi ses limites, de faire un état des lieux organisationnels.¹

En fin 2000, les autorités estimaient le potentiel extrémiste/radical de droite/national-populiste à 50.900 personnes, le parti des Republikaner y compris, tous les adhérents de cette formation n'étant à qualifier stricto sensu d'extrémiste.² Un total de 114 organisations/structures de toute nature était cité. En début 2000, les autorités évoquaient le chiffre de 52.400 extrémistes de droite, ventilés entre 134 organisations/structures.

¹ Pour une analyse de la période 1949-1994, se reporter à Patrick Moreau, Les héritiers du IIIe Reich. L'extrême droite allemande de 1945 à nos jours, Seuil, Paris 1994, 509 pages.

² Bundesministerium des Innern, Verfassungsschutzbericht 1998 (dans la suite des notes VSB), Bonn 1999, p. 18.

Organisations/structure RFA (1996-2000)

	1996		1997		1998		1999		2000	
	ORG	NA								
ORG = Nombre d'organisations; NA = Nombre d'adhérents										
Organisations										
Extrémistes de droite militants, en particulier Skinheads	5	6.400	3	7.600	5	8.200	5	9.000	3	9.700
Néo-nazis ¹	48	2	450	40	2.400	41	2.400	2.200	60	2.200
Partis (dont)	3	33.500	3	34.800	3	39.000	3	37.000	3	36.500
* Deutsche Volksumion (DVU)		15.000		15.000		18.000		17.000		17.000
* Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD)		3.500		4.300		6.000		6.000		6.500
* Die Republikaner (REP)		15.000		15.000		15.000		14.000		13.000
Organisations diverses	52	3.700	63	4.300	65	4.500	77	4.200	77	4.200
Total	108	46.020	109	49.100	114	54.100	134	52.400	134	52.600
Nombre des adhérents après soustraction des doubles appartenances		45.300		48.400		53.600		51.400		50.900

¹ Après soustraction des doubles appartenances

Ce qui frappe à la lecture de ces chiffres est la croissance, lente mais réelle, entre 1996 et 1998 du nombre des extrémistes et le léger déclin intervenu en 1999. La seconde évidence est que l'insuccès électoral des partis comme les Republikaner n'est pas restée sans conséquence. Ce que l'on appelle la «scène violente» (surtout des skinheads) se renforce de plus en plus (6.400 en 1996,

9.700 en 2000, tendance croissante cette année). Les néo-nazis organisés (ceux que l'on qualifie de «soldats politiques») restent par contre à niveau d'étiage constant. Il faudra s'interroger, bien sûr, sur la pertinence de la différence idéologique à faire entre les Skinheads White Power et les activistes des «groupes de camarades autonomes» - les idéologèmes communs étant très nombreux.

Tableau synoptique simplifié des organisations d'extrême droite

Parti (y compris structures intégrées); date de fondation; siège

Organisation	Nb. d'adhérents	Publication
Die Republikaner (REP) 26.11.1983, Berlin	13.000	Der Republikaner mensuel, 20.000
Organisations liées aux REP Republikanische Jugend (RJ) Republikanischer Bund der öffentlich Bediensteten (RepBB) Republikanischer Bund der Frauen (RBF) Republikanischer Hochschulverband	Intégré dans le chiffre des REP	Bulletins divers
Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) 28.11.1964, Stuttgart	6.500	Deutsche Stimme (DS) mensuel, 10.000 Deutsche Stimme EXTRA mensuel, 80.000
Organisation liée au NPD: Junge Nationaldemokraten (JN)	500	Der Aktivist irrégulier, 1.000
Organisation liée au NPD: Nationaldemokratischer Hochschulbund (NHB) 1967, Nürnberg	Groupe de cadres	
Deutsche Volksunion (DVU) 05.03.1987, München	17.000	(voir DSZ-Verlag)
Deutsche Volksunion e.V. y compris structures liées 16.01.1971, München		(voir DVU)
2. Néonazis		
Kameradschaften	150 groupes semi-informels	
Hilfsorganisation für nationale politische Gefangene und deren Angehörige e.V. (HNG)	550	Nachrichten der HNG mensuel, 600
Kampfbund deutscher Sozialisten (KDS)		
Vandalen – Ariogermanische Kampfgemeinschaft 1982, Berlin	15	
NSDAP-Auslands- und Aufbauorganisation (NSDAP-AO) 1972, Lincoln/USA		NS Kampftrup irrégulier, 500
3. Organisations skinheads		
Blood and Honour (avec son groupe de jeunesse White Youth)	200	Fanzimes/Internet
Hammerskins	100	Fanzimes/Internet
Skingilrs-Freundeskreis Deutschland (SFD)		Internet

4. Organisations diverses

Bund für gesamtdeutschland 1990		
Deutsche Liga für Volk und Heimat (DLVH) 03.10.1991, Berlin	Plus de 300	(Organe non-officiel: voir Nation Europa Verlag GmbH)
Gesellschaft für Freie Publizistik e. V. (GFP) 1960, München	450	Das Freie Forum trimestriel, 1.500
Freundeskreis Ulrich von Hutten e.V. février 1982, Starnberg	280	Huttenbriefe - für Volkstum, Kultur, Wahrheit und Recht tous les deux mois, 4.000
Die Arbeitsgemeinschaft - Germanische Glaubensgemeinschaft wesensgemäßer Lebensgestaltung (Artgemeinschaft) 1951; Berlin	120	Nordische Zeitung (NZ) trimestriel, 300
Schutzbund für das Deutsche Volk e.V. (SDV) septembre 1981, München	200	
Deutsches Kolleg (DK) 1994, Berlin	Groupe de cadres	
Vereinigung für Gesamtdeutsche Politik e. V. (VPG) 1984; Remscheid		Deutschland-Schrift für eine neue Ordnung tous les deux mois
Deutsch-Europäische Studiengesellschaft (DSEG) 1972, Hamburg	70?	DESG-inform Junges Forum irrégulier
Sinergon Deutschland 1995	Groupe de cadres	
Freiheitliche Deutsche Volkspartei (FDV) 2000, Oscherlebend	Moins de 200	
Ab jetzt... Bündnis für Deutschland 1997	Moins de 150	
Vereinigte Rechte 1997	50	
Thule-Seminar – Forschungs- und Lehrgemeinschaft für die indoeuropäische Kultur e.V. 1980, Kassel	Groupe de cadres	Metapo –Metapolitik im Angriff zur Neugeburt Europas irrégulier
5. Maisons d'éditions, publications diverses		
Druckschriften- und Zeitungsverlag GmbH (DSZ-Verlag) München		Deutsche National- Zeitung (DNZ)/Deutsche Wochen-Zeitung, hebdomadaire, 45.000
Nation Europa Verlag GmbH 1953, Coburg		Nation & Europa - Deutsche Monatshefte mensuel, 14.500
Verlag Hohe Warte - Franz von Bebenburg KG 1949, Pähl		Mensch und Maß deux fois par mois, 2.000
Denk mit!-Verlag Nürnberg		Denk mit! irrégulier, 1.000
Odal-Verlag Rodach		Der Scheinwerfer mensuel, 600

VGB Verlagsgesellschaft Berg mbH 1998		Deutsche Geschichte tous les deux mois, 10.000 remplacé par Opposition – Magazin für Deutschland 1.400
Castel del Monte Verlag Munich		Staatsbriefe mensuel, 1.000
Die Freunde im Ausland		National Journal
Junge Freiheit Verlag GmbH & Co. Berlin		Junge Freiheit hebdomadaire, 10.000
Verlag der Freunde (VdF) 1995, Berlin		Spleinir – Zeitschrift für Kultur, Geschichte und Politik tous les deux mois, 1.800
Europa vorn Verlag, Verlag Manfred Rouhs 1987		Signal trimestriel, 5.000
XGrabert Verlag		Dutschland in Geschichte und Gegenwart, trimestriel, 3.000
RK Druck und Betrieb Hagen		
Unabhängige Nachrichten (UN) 1969		
Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung 1963, Vlotho		Historische Tatsachen
Verlag der Schlesier 1948, Recklinghausen		Der Schlesier hebdomadaire; 8.500/10.000
5. Edition musicale		
Verlag und Agentur Werner Symanek Diffusion de CD	46 entreprises	Style: Dark Wave-Musik
6. Entreprises de diffusion et de reproduction		
Roland Faksimile – Roland Versand KG		
Buchdienst Roland Antiquariat		
Verlag für ganzheitliche Förschung und Kultur		
7. Publication néo-nationale socialiste à diffusion nationale		
Zentralorgan Hambourg		Trimestriel
8. Moyens de communication modernes		
320 à 370 sites internet 1999, 800 en 2000		
3 sites Radio-Internet		
13 Nationale-Info-Telephone		

³ Se reporter à : Ministerium des Innern des Landes Sachsen-Anhalt, Verfassungsschutzbericht 1997, Magdeburg 1998, p. 40.

⁴ Se reporter à : Richard Stöss/Oskar Niedermayer, Rechtsextremismus, politische Unzufriedenheit und das Wählerpotential rechtsextremer Parteien in der Bundesrepublik im Frühsommer 1998, Arbeitspapiere des Otto-Stammer-Zentrums, Nr. 1, Freie Universität Berlin, Berlin 1998, p. 12.

⁵ Everhard Holtmann, Protestpartei am rechten Rand. Die DVU in der Wählerlandschaft Sachsen-Anhalts. Individuelle Beweggründe und gesellschaftliche Hintergründe der Wahlentscheidung vom 26. April 1998, Magdeburg 1999, p. 37.

⁶ Se reporter à : Statistisches Landesamt Sachsen-Anhalt, Wahl des Landtags von Sachsen-Anhalt am 26. April 1998. Ergebnisse der repräsentativen Wahlstatistik, Halle 1998, p. 24.

2. Partis nationaux-populistes et extrémistes de droite

En 2000 et au cours des derniers mois, les partis politiques situés à la droite des formations conservatrices démocratiques CDU-CSU n'ont pas réussi à trouver d'accord stratégique ou électoral : La *Deutsche Volkunion* (DVU), le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* et *Die Republikaner* (REP) continuent de se combattre avec énergie, même si des voix de plus en plus nombreuses chez les Republikaner plaident pour un rapprochement électoral, au moins ponctuel, avec la DVU et qu'une convergence stratégique se dessine entre la DVU et les REP. L'échec de ce parti aux élections en mars 2001 de Bade-Wurtemberg risque d'accélérer les choses en ce domaine.

La DVU

La Deutsche Volkunion (DVU) est le parti qui a connu les succès électoraux les plus évidents ces dernières années. Ce parti fondé en 1987 par le riche éditeur munichois le Dr. Gerhard Frey (qui publie les hebdomadaires «*Deutsche National-Zeitung*», «*Deutsche Wochen-Zeitung*» ; depuis septembre 1999 réunis sous le titre : «*National-Zeitung. Deutsche Wochen-Zeitung*») a connu un triomphe à l'occasion des élections au Landtag de Saxe-Anhalt en avril 1998. Ce parti qui ne disposait dans le Land que d'une trentaine de militants environ³, obtenait 12,9 % des voix et 16 députés à la chambre.

La DVU avait donc réussi à mobiliser non seulement le potentiel extrémiste de droite localisé dans la population électorale du Land, mais aussi à mordre sur des électors démocratiques ou post-communiste. Les politistes Oskar Niedermayer et Richard Stöss qui ont en 1998 réalisé une étude natio-

nale estimaient le potentiel extrémiste de droite à environ 13 % de l'ensemble de la population allemande. Ce dernier était le plus faible en Sarre (4 %) et le plus fort en Brandebourg (19 %). Le Land de Saxe-Anhalt avec 18 % était dans le groupe de tête, ceci en parallèle avec les autres nouveaux Bundesländer, qui concentrent l'essentiel du potentiel extrémiste.⁴ Les résultats exceptionnels de la DVU n'avaient pas pour seule cause la canalisation du potentiel autoritaire et xénophobe, particulièrement fort dans cette société post-communiste. Les déterminants idéologiques ne jouaient en effet qu'un rôle secondaire pour la plupart des électeurs de la DVU. Les motifs économiques allaient être décisifs pour la préférence DVU : «Le mécontentement né des conséquences économiques et sociales de la réunification ainsi que l'incapacité de tous les autres partis à y remédier politiquement, a amené (les électeurs) à rechercher une souape d'échappement, trouvée dans le vote pour la DVU, (une formation) qui se plaçait en situation d'opposition fondamentale au système des partis établis.»⁵ La sociographie des préférences électorales (se reporter au tableau synoptique ci-dessous) était classique : les électeurs DVU étaient surreprésentés dans les groupes d'âge moyen et jeune, étaient en majorité des hommes, des ouvriers ou des jeunes en formations. Leur mécontentement vis à vis du système se traduisait par un pessimisme personnel, économique et social exacerbé, qui ressemble à celui des électeurs du parti post-communiste PDS. Ceci explique qu'un quart des secondes voix (les électeurs ayant deux suffrages) exprimées par des électeurs DVU se soit porté sur le PDS.⁶

Qu'est donc ce parti ? La DVU est qualifiée par de nombreux observateurs de parti «fantôme». Il ne connaît en effet pratiquement pas d'activités organisationnelles et ne dispose d'aucune implantation régionale.

Ses adhérents sont inactifs politiquement sur le terrain et n'ont de lien avec la DVU qu'à travers leur abonnement à la presse Frey ou l'adhésion à une multitude sous-groupes spécialisés (tous aussi inactifs, par exemple le Ehrenbund Rudel, Initiative für Ausländerbegrenzung, Aktion Oder-Neiße...)

Après son succès en Saxe-Anhalt, le parti a connu une vague d'adhésion : il passe de 15.000 en fin 1997 à 18.000 en fin 1998. Ce mouvement était aussi partiellement dû au soutien accordé à la DVU par des personnalités du camp extrémiste comme Franz Schönhuber, ancien président des REP. En 1999, la DVU retombait à quelques 17.000 adhérents et stagnait à ce niveau en 2000. Ce déclin relatif avait un certain nombre de causes organisationnelles et médiatiques. La fraction DVU du Landtag de Saxe-Anhalt offrait une image navrante, allant au-delà de la totale inexpérience politique des élus. Le président de la fraction Helmut Wolf (né en 1948), se répandait ainsi en menace contre les autres partis.⁷ Dès la constitution de la fraction, des signes de dislocation appa-

raissaient. Eberhard Lehnert abandonnait son mandat, en dénonçant les perspectives de coopérations politique de la DVU.⁸ En novembre 1998, on découvrait que l'élu DVU Jörg Büchner avait été un informateur de la police politique de RDA.⁹ Le 15 février 1999, Büchner et trois autres élus (Werner Kolde, Torsten Miksch et Horst Montag) démissionnaient de la fraction. Franz Schönhuber faisait aussi faux bond à la DVU et refusait de prendre la tête de la liste DVU aux Européennes. Le feuillet parlementaire allait continuer avec la démission en décembre 1999 de Wolfgang Buder et Rudi Czaja¹⁰, puis en janvier 2000 du président de la fédération DVU du Land Kannegießer. En février 2000, la chef de la fraction DVU Wiechmann et son vice-président Wolf étaient exclus du parti sous la pression de Frey.¹¹

Wiechmann et Wolf décidaient en réponse la fondation d'un nouveau parti, resté groupusculaire : le *Freiheitliche Deutsche Volkspartei* (FDVP), qui prenait pour modèle le FPÖ de Jörg Haider.¹² Aujourd'hui, il existe dans le Landtag de Saxe deux groupes

⁷ Redebeitrag des Fraktionsvorsitzenden Helmut Wolf zum verbalen Angriff von Frau Sitte auf die DVU, <http://www.dvu-1sa.de/Archiv/doc/reden/rede2.htm>.

⁸ Se reporter à : Jürgen Hoffmann/Norbert Lepszy, Die DVU in den Landesparlamenten : inkompetent, zerstritten, politikunfähig. Eine Bilanz rechtsextremer Politik nach zehn Jahren, = Interne Studien, Nr. 163, hrsg. von der Konrad-Adenauer-Stiftung/Bereich Forschung und Beratung, Sankt Augustin 1998, S. 48.

⁹ Se reporter à : Rainer Wenning, Ein „schwarzes Schaf« an der Stasi-Leine, in : Mitteldeutsche Zeitung du 10 nov. 1998.

¹⁰ Se reporter à : Michael Bock, Magdeburger DVU will sich von Frey-Zentrale abnabeln, in : Volksstimme Magdeburg du 16 déc. 1999.

¹¹ Se reporter à : Stefan Kruse, DVU zerfleischt sich selbst, in : Stuttgarter Nachrichten du 14 fév. 2000.

¹² Se reporter à : Dieter H. Michel, Neue Partei in Haider's Fußstapfen, in : Das Parlament du 25 fév. 2000, p. 9.

¹³ Se reporter à : Landeswahlleiter/Landesamt für Datenverarbeitung und Statistik Brandenburg (Hrsg.), Landtagswahl 1999. Ergebnisse der repräsentativen Wahlstatistik, Potsdam 1999.

¹⁴ Ministerium des Innern des Landes Brandenburg (Hrsg.), Verfassungsschutzbericht Land Brandenburg 1998, Potsdam 1999, p. 50.

¹⁵ Se reporter à : Florian Kain, Startvorteil mit 60.000 Plakaten, in : Die Welt du 6 sept. 1999.

¹⁶ Se reporter à : „Frey-Partei pleite ?«, in : Der Spiegel Nr 47 du 22 nov. 1999.

¹⁷ Se reporter à : Thomas Pfeiffer, Bye-bye, Herr Frey, in : Die tageszeitung du 20 nov. 1999.

¹⁸ Sur l'histoire du NPD jusqu'en 1976, se reporter à Patrick Moreau, Le Parti National-Démocrate d'Allemagne dans la vie politique de la R.F.A. : études organisationnelle, sociologique et électorale d'une formation de l'opposition nationale 1964-1976, Doctorat d'Etat de Sciences Politiques, 2 volumes plus annexes, 1984, 1.244 pages.

parlementaires extrémistes, ainsi que d'anciens députés DVU, se classant comme indépendants. L'étalage médiatique de ces querelles a bien entendu partiellement ruiné la crédibilité de la DVU dans les nouveaux Bundesländer.

Le succès électoral de Saxe-Anhalt ne s'est pas répété lors des consultations suivantes. En Mecklembourg-Poméranie (27 septembre 1998) la DVU, qui opérait pourtant dans un contexte semblable à celui de Saxe-Anhalt, n'obtenait que 2,9 % des voix (et 1,9 % seulement aux élections au Bundestag qui avaient lieu le même jour). Une curiosité du droit électoral du Land de Brême a fait que la DVU, le 6 juin 1999, obtenait à Bremerhaven 5 élus (avec 5,3 % des voix), alors que dans l'ensemble du Land, il ne réunissait que 3 % des suffrages. Les indicateurs statistiques sont là encore classiques de l'extrême droite allemande : une surreprésentation masculine et une forte préférence chez les moins de 25 ans. Les reports première/deuxième voix étaient intéressants : 34,5 % des électeurs DVU donnaient leur première voix à la CDU, 19,5 % au PDS et 12,0 % au SPD.¹³

Sur le plan technique, la DVU utilisait des méthodes de propagande tenant compte de son absence d'implantation locale (environ 200 adhérents dans le Land)¹⁴. Elle menait une bataille de matériel (60.000 affiches, des mailings multiples atteignant par poste tous les foyers), les coûts de l'opération étant estimés à 1,5 million de DM payés de la poche de Gerhard Frey.¹⁵ En Thuringe, une semaine plus tard (12 septembre 1999), la DVU n'obtenait que 3,1 % des suffrages, ce parti étant toutefois en situation de concurrence avec le NPD et les REP. La DVU renonçait enfin à se porter candidate en Schleswig-Holstein le 27 février 2000. Les raisons étaient de nature financière : Frey trouvait que les sommes engagées de sa poche depuis 1998, et qui aboutissaient à

des dettes de 15 millions de Mark que lui doit - juridiquement - la DVU, commençaient à excéder ses possibilités financières.¹⁶ Ce retrait de Frey avait aussi un arrière plan stratégique, la CDU ayant à l'époque - nous sommes avant l'affaire des dons au parti - le vent en poupe et qu'en conséquence un transfert d'électeurs protestataires vers la DVU n'était guère prévisible. Cette décision allait conduire à une crise interne limitée de la DVU. Le vice-président de la fédération de Schleswig-Holstein, le Prof. Klaus Sojka, connu aussi de par ses activités dans le mouvement écologique/antinucléaire, réclamait en septembre 1999 la démission de Frey. A peu près au même moment, le publiciste et propriétaire de la petite maison d'édition «Kyffhäuser-Verlag», Rolf-Josef Eibicht, démissionnait de la DVU en dénonçant le style dictatorial de Frey.¹⁷ Aujourd'hui, néanmoins, comme depuis deux décennies, Frey qui tient les cordons de la bourse, contrôle une DVU, dont la fonction se réduit à être une provocation médiatique permanente et à fonctionner comme de masse taillable et corvéable à merci par un «affairiste national» préoccupé de vendre sa bimbeloterie nationaliste et ses abonnements au National-Zeitung.

Le NPD

Le plus ancien des partis d'extrême droite encore actif de nos jours, il a été fondé en 1964, est le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands* (NPD). Après avoir été un grand parti de rassemblement dans les années 60 et n'avoir raté que de peu le franchissement de la barre des 5 % en 1968, il avait connu dès le début des années 70 une très longue phase de déclin, marquée par une réduction massive du nombre ainsi qu'un vieillissement de ses adhérents, de multiples scissions ainsi qu'un épuisement théorique évident.¹⁸

Le nouveau président du NPD - Udo Voigt (né en 1952), élu en remplacement en mars

1996 de Günther Deckert condamné à une lourde peine de prison pour révisionnisme, tirait des conclusions drastiques de la situation catastrophique du parti. Il accentuait la dimension anticapitaliste du parti, choisissait une stratégie militante activiste et faisait du NPD une structure de cadres. Il décidait aussi l'ouverture du parti aux militants et responsables issus de la scène néo-nazie. Ce fut l'organisation de jeunesse du parti, les Junge Nationaldemokraten (JN) qui allait servir de platte-forme d'accueil à de nombreux militants néo-nazis à la recherche d'un point d'encrage organisationnel, de nombreuses formations néo-nazies ayant été interdites par les autorités.

La liaison entre l'anticapitalisme et le nationalisme - qui a une longue tradition idéologique en Allemagne et a fleuri dans les rangs des conservateurs-révolutionnaires de la période weimarienne - a abouti à des curiosités idéologiques, comme l'adhésion de l'avocat et ancien membre de la Fraction Armée Rouge Horst Mahler, qui anime un petit cénacle d'intellectuels issus du mouvement de 68 le Bürgerbewegung Für Unser Land. Sur le plan théorique, Mahler se réclame de l'hégélianisme, mais plusieurs rencontres avec lui, nous ont convaincu de sa fixation antisémitique, principal moteur de son engagement politique actuel.¹⁹ Mahler est aujourd'hui la figure centrale d'intégration de l'extrême droite dure et peut être soupçonné de rester intimement attaché à la voie terroriste.

Néanmoins, ces nouveautés stratégiques et en personnel n'ont pas porté leurs fruits

électoraux. A l'occasion des élections européennes du 13 juin 1999, le NPD gagnait 0,2 % des suffrages par rapport à 1994 et atteignait péniblement 0,4 % des suffrages exprimés. Cet échec lui coûtait cher, le remboursement des frais électoraux par l'Etat commençant avec 0,5 % des voix. Le parti se consolidait toutefois sur le plan militant : le nombre des adhérents atteignait 6000 en 1999, contre 4300 en 1997. Voigt nous a déclaré que depuis le début de la campagne d'interdiction du parti, il aurait enregistré une vague d'adhésion «par solidarité». Si le chiffre avancé de 500 nouveaux adhérents reste incontrôlable, les sondages montrent que l'extrême droite, créditée de 3 % d'intentions de vote - toute sensibilité confondue - a progressé de 2 points depuis le début de la campagne anti-extrémiste et passe la barre des 5 %. En Saxe, un Land dans lequel le NPD compte 1400 adhérents, le NPD a marqué un point électoral en atteignant en septembre 1999 1,4 % des voix. Les élections à Berlin en octobre 1999 se passait toutefois moins bien, le parti restant à moins de 1 % des suffrages (0,8 %), avec toutefois un déséquilibre est-ouest remarquable : 1,6 % à l'Est de la ville, 0,4 % à l'Ouest.

La stratégie de Voigt conduisait à l'apparition de tensions internes entre la vieille base politique du parti, blanchie sous le harnais NPD historique, et les activistes venus de la scène néo-national-socialiste. Enfin, il est évident que depuis quelques mois, un nombre grandissant de membres du NPD sont persuadés que le parti va être interdit. Des conflits

¹⁹ Horst Mahler, *Der Globalismus als höchstes Stadium des Imperialismus erzwingt die Auferstehung der deutschen Nation*, in : <http://www.unser-land.de/archiv/redemahlernpd.html>.

²⁰ Se reporter à : Armin Pfahl-Traughber, *Der „zweite Frühling“ der NPD*, in : Uwe Backes/Eckhard Jesse (Hrsg.), *Jahrbuch Extremismus & Demokratie*, vol. 11, Baden-Baden 1999, p. 146-166.

²¹ Se reporter à : Eckhard Jesse, *Wahlen 1998*, in : Uwe Backes/ Eckhard Jesse (Hrsg.), *Jahrbuch Extremismus & Demokratie*, vol. 11, Baden-Baden 1999, p. 99-112.

²² REP-Pressemitteilung Nr. 82 vom 23. Nov. 1998. Vgl. auch Dieter Stein, *Interview : Rolf Schlierer rechtfertigt Gespräch mit DVU-Chef Frey*, in : *Junge Freiheit* du 27 novembre 1998.

entre différents cadres du parti sur la politique à suivre se multiplie, à un moment où les néo-nazis - jusqu'alors des alliés sûrs du parti commencent à reprendre leur autonomie.

Le slogan NPD de la conquête de la rue et de l'action électorale et intellectuelle à mener en parallèle reste - si l'on tire un bilan - un échec partiel, même si le NPD a parfois été capable de réaliser des coups médiatiques étonnants, comme la grande manifestation de Leipzig réunissant 6000 skinheads/néo-nazis et autres activistes.²⁰ Dans les anciens Bundesländer, le parti ne progresse guère comme le montre le résultat des élections au Landtag de Schleswig-Holstein le 27 février 2000. Alors qu'il était sans concurrence à droite (DVU et REP ne présentant pas de listes), le NPD n'obtenait que 1 % des suffrages. Ces chiffres montrent que le NPD n'est pas un concurrent électorale sérieux de la DVU.

Les REP

Le parti *Die Republikaner* (REP ; en fin 1998 15.000 adhérents, fin 1999 14.000, fin 2000 13.000) a perdu sa position de leader de l'extrême droite. Ce trend devrait se poursuivre, la perte du dernier bastion électorale de Bade-Wurtemberg en mars 2001 étant un indicateur de la crise contemporaine des REP. Le chef actuel du parti, l'avocat et médecin Rolf Schlierer (né en 1955) est aujourd'hui menacé sur sa droite par de nombreux cadres du parti qui plaident pour un durcissement idéologique.

Les résultats électoraux des REP sont, en effet, décourageants. Les élections au Bundestag le 27 septembre 1998 voyaient le parti se maintenir à peu près à son niveau de 1994 (1994 : 1,9 % ; 1998 : 1,8 %). Si Schlierer avait la satisfaction de dépasser le score de la DVU de 0,6 %, il subissait le même jour aux élections du Mecklembourg-Poméranie un

échec, la DVU devançant les REP de 0,5 %.²¹

Devant la montée des mécontentements internes, Schlierer se décidait à rencontrer le 17 novembre 1998 Gerhard Frey, président de la DVU. De cette rencontre naissait un pacte de non-agression, destiné à limiter la concurrence électorale entre ces deux partis.²² Schlierer justifiait son geste en insistant sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'une alliance électorale. Sur le plan pratique, pour en faire la preuve, il allait exclure des REP des adhérents qui se portaient candidats sur les listes communales ou régionales DVU ou NPD. Il n'en reste pas moins que DVU et REP multipliaient leurs accords. Ainsi, en 1999, la DVU ne présentait pas au profit des REP de liste aux élections de Hesse. A Brême, les REP laissaient le champ libre à la DVU. En Brandebourg, c'était la situation inverse. En retour, la DVU laissait la voie libre aux REP à Berlin.

Ces accords n'apportaient pas de réel décollage électorale des REP. Une seule exception : aux élections de Hesse en février 1999, les REP progressaient (ils obtenaient 2,7 % des voix contre 2% en 1995). A l'occasion de son congrès national de Deggendorf le 28 mars 1999, les REP décidaient le début d'une campagne contre le projet SPD-B'90-Die Grünen de double nationalité. Un des axes de la propagande choisi par les REP - et il s'agit d'un thème commun à l'ensemble de l'extrême droite européenne - était une agitation anti-Otan (on parle de «Guerre d'agression contre la Serbie») et un soutien prononcé à Milosevic. Les résultats de cette offensive restaient pour le moins limités : les REP, sans concurrence de la DVU - obtenaient aux Européennes de juin 1999 1,7 % des suffrages contre 3,9 % en 1994. Les élections de Thuringe (0,8 % contre 1,3 % en 1994), de Sarre (1,3 %, 1,4 % en 1995) étaient elles-aussi des échecs.

En Saxe, les REP en septembre 1999 passaient toutefois de 1,4 % en 1995 à 1,5 %. A Berlin, les REP maintenaient leur score antérieur (2,7 %). Un des signes les plus évidents du déclin des REP peut être trouvé dans leur Land bastion du Bade-Wurtemberg. Les élections communales d'octobre 1999 furent en effet une catastrophe : les REP faisaient 0,8 % en moyenne et perdaient dans des communes phare comme Pforzheim (de 8,4 % à 4,3 %) ou Heidenheim (de 8,5 à 5 %), presque la moitié de leurs voix. Ces échecs donnaient une nouvelle impulsion à la ligne dure des REP qui appelle à une coopération ouverte avec le NPD et la DVU.

Les autres acteurs

D'autres (minis)acteurs politiques plaident aussi pour un rapprochement de toutes les forces du camp national. Un des acteurs les plus intéressant est l'ancien député Vert - le Dr. Alfred Mechtersheimer - fondateur du *Deutschland-Bewegung*. Ce groupe de cadres organise des rencontres stratégiques, par exemple celle tenue le 18 septembre 1999 à Neustadt-Glewe (Mecklembourg-Poméranie) qui a réuni l'ancien élu européen REP Harald Neubauer, le «paysan écologiste» Baldur Springmann, le vice-président des REP Christian Käs et le président de l'association «Nation Europa Freunde», Peter Dehoust. Si une solution n'était pas trouvée à la «crise du camp national», ces discussions n'en sont pas moins symboliques. Les activités d'un autre groupe «à stratégie unitaire» la *Deutsche Liga für Volk und Heimat* (DLVH) ont par contre continué de diminuer en intensité.

Les partis d'extrême droite en RFA sont-ils, en conclusion, condamnés à l'impuissan-

ce ? La réponse est difficile : il existe incontestablement dans la population allemande un potentiel électoral mobilisable ou remobilisable. Toutefois, les dimensions négatives nous semblent dominer : une amélioration de la situation économique et la baisse du chômage, une extrême division et une hostilité des chefs vis à vis des autres, l'absence de leader charismatique à la Haider, la mobilisation de la société civile et la pression de l'appareil d'Etat.

L'idéologie des REP, de la DVU et du NPD

LES THÈSES COMMUNES

Des traits idéologiques communs à ces partis existent et ressemble à ce que l'on trouve presque partout en Europe. On trouve d'abord le nationalisme (et la germanité). Il s'agit d'une vision du peuple allemand présenté comme une communauté d'origine et de destin, dont il convient de préserver la nature culturelle (et biologique). L'identité nationale est jugée menacée, en particulier par l'immigration, les mélanges raciaux et la décadence des mœurs (homosexualité, sida, pédophilie). Un axe idéologique central est donc la xénophobie, mais aussi le rejet du processus d'unification européenne et un discours sécuritaire/moraliste. La presse Frey peuple ainsi son hebdomadaire de commentaires négatifs sur les étrangers présentés comme une menace criminelle. REP et NPD dénoncent aussi l'invasion venue du tiers-monde et peuplent leurs programmes de mesures discriminatoires à prendre en cas de prise de pouvoir politique. Des champs idéologiques secondaires apparaissent à l'occasion dans la presse REP ou NPD : ils sont empruntés au corpus idéo-

²³ Horst Mahler/Günter Maschke/Reinhold Oberlercher, Kanonische Erklärung zur Bewegung von 1968, in : Staatsbriefe 1999, No. 1, p. 16.

²⁴ Horst Mahler, Der Globalismus als höchstes Stadium des Imperialismus erzwingt die Auferstehung der deutschen Nation, in : <http://www.unser-land.de/archiv/redemahlernpd.html>.

logique des nouvelles droites européennes : ethnopluralisme différencialiste, antiimpérialisme/anti-américanisme, paganisme/anti-christianisme. Le révisionnisme est, pour des raisons juridiques, limité au champ historique (non culpabilité de l'Allemagne et relativisation des crimes du III^e Reich).

Les juifs et leurs institutions, comme l'Etat d'Israël, ne se voient pas mieux traités. Ce qui frappe en effet par exemple à la lecture du *Deutsche National-Zeitung*, qui s'en est fait une spécialité, c'est son antisémitisme à peine voilé sous un antisionisme d'une particulière agressivité. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une stratégie nouvelle. En 1968 déjà, la publication d'un article intitulé «L'Etat criminel israélien veut nous faire la morale», provoquait une demande du gouvernement allemand adressée au Tribunal Constitutionnel de Karlsruhe, visant à priver Gerhard Frey de ses droits individuels à la liberté d'expression et de presse (article 18 de la Loi Fondamentale). La décision négative du Tribunal Constitutionnel tomba en 1974 seulement, les juges ne parvenant pas à établir le délit d'opinion. Depuis cette époque, Gerhard Frey a poursuivi sa double offensive révisionniste et antisémite, de nombreux articles diffamatoires étant consacrés aux institutions de représentation juive ou à l'Etat d'Israël, sans juridiquement violer aucune loi. Cette habile violence journalistique l'a longtemps rendu très populaire dans le camp extrémiste de droite, ceci malgré sa réputation d'affairiste.

LE CAS MAHLER

L'extrême droite allemande, dans sa version la plus extrémiste et la plus ouvertement antisémite, a connu un «enrichissement» inattendu. Des transfuges venus de l'extrême gauche ont rejoint le NPD ou ont constitué des cercles intellectuels tentant une synthèse de nombreuses traditions idéologiques : nationalisme révolutionnaire, marxis-

me, antisémitisme. L'avocat et ancien membre de la Fraction Armée Rouge, Horst Mahler a ainsi été l'auteur avec les anciens activistes du «Sozialistischer Deutscher Studentenbund» (SDS) Günter Maschke et Reinhold Oberlercher d'une «déclaration canonique sur le mouvement de 1968». Ses auteurs tentaient de réinterpréter le mouvement étudiant en en faisant une révolte sociale et nationale-révolutionnaire dirigée contre les valeurs occidentales et le communisme d'inspiration russe. Le mouvement de 68 était, après le national-socialisme, la «seconde tentative de révolution contre la domination mondiale du capital».²³

Lors du congrès NPD de Bade-Wurtemberg en 1998, Mahler, à l'époque dirigeant d'un groupuscule intitulé «Pour notre pays», appelait les allemands à se mobiliser. Il prophétisait en effet l'effondrement prochain de la République Fédérale et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle élite : «Cette démocratie devenue anarchie ne pourra être dirigée que par une main de fer. Il faut qu'un nombre suffisant d'hommes et de femmes se rassemblent, et qu'ils soient capables et décidés, dans cette phase d'interrègne, à prendre des mains d'un système épuisé le gouvernail qui lui aura échappé.»²⁴ «Le globalisme comme stade suprême de l'impérialisme force la nation allemande à se relever». Mahler qui a adhéré en 2000 au NPD et fondé, dans le contexte de la discussion sur l'interdiction de ce parti, une initiative «Pour l'Allemagne, Oui au NPD» s'est vu chargé par la direction de ce parti de défendre le NPD lors du procès d'interdiction qui va se dérouler devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe. Il est aujourd'hui une figure centrale d'intégration de l'extrême droite la plus dure, son principal défaut étant son discours trop intellectuels pour l'immense masse des néo-nazis.

Mahler, que nous avons souvent rencontré et très longuement interviewé, s'est révélé à

cette occasion d'un antisémitisme/antisio- nisme quasi pathologique. Un de ses textes accessible sur Internet ne laisse aucun doute sur ce point : «L'antisémitisme est une forme atrophiée de l'anti-judaïsme. Ce dernier est un phénomène millénaire - au plan mondial - et dans sa nature une réaction de rejet intellectuelle nécessaire des peuples non juifs contre la conscience méprisante pour l'hu- manité du judaïsme, qui se figure que Yahvé a donné aux juifs les païens, en clair les Gojims, pour qu'ils les abattent, et que ce même Yahvé a donné aux juifs la domination sur le monde en conduisant les peuples à devenir des esclaves de leurs dettes. Cette folie de la nature élue n'est pas le passé, mais un présent sanglant. Elle est la force motrice tenue secrète sur le plan culturel pour l'en- dettement des nations ainsi que leur destruction par un globalisme détruisant tout, qui nous est vendu comme un immense bonheur par des médias tenus par les juifs.»²⁵ De manière révélatrice, Mahler a longuement insisté dans ses interviews sur son adhésion actuelle aux «thèses centrales du marxisme» (l'anticapitalisme), mais aussi aux positions antisémites exprimée par Marx dans la «Question Juive».

Mahler nous semble aujourd'hui une per- sonnalité en marge (mais de plus en plus proche) du champ terroriste, ce que montre le congrès (interdit par le gouvernement libanais) qui devait se tenir à Beyrouth en mars 2001 où de nombreux extrémistes de droite voulaient débattre d'une stratégie antisioniste offensive et (re)nouer avec les élé-

ments palestiniens partisan de la guerre tota- le contre Israël.

3. Les organisations néo- national-socialistes

En fin 1998, les autorités dénombraient environ 2.400 néo-nazis actifs au sein de 41 structures plus ou moins stable.²⁶ En fin 1999, 49 organisations regroupaient 2.200 personnes. Ce chiffre est resté stable en 2000 avec 60 organisations connues. Aujourd'hui, la scène NS ne ressemble plus sur le plan organisationnel à ce qu'elle était pendant la décennie 90. Un total de 15 organisations ont été en effet interdites parmi lesquelles des structures très anciennes comme la «Wiking Jugend» en 1994, mais aussi des groupes régionaux comme la «Nationale Liste» (NL ; 1995) ou le mini-parti «Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei» (FAP ; 1995). Devant cette répression, les néo-nazis se sont réorganisés sur le mode autonome. Les groupes inscrits dans le registre d'une asso- ciation sont devenus rares. Ils ont été rem- placés par des «camaraderies» informelles (80 en 1998, 150 en 1999 et 2000, tendance sta- tionnaire), qui regroupent de 10 à 15 mili- tants en moyenne.²⁷ Ces groupes, reliés entre eux par Internet, des téléphones-répon- deurs et des cellulaires sont en état de se mobiliser très vite ou de préparer - en utili- sant le droit de manifestation que leur garan- tit la constitution allemande - des marches de mobilisation, objets de toutes les attentions médiatiques. Ce concept, élaboré par le néo- nazis hambourgeois Thomas Wulff, per-

²⁵ Horst Mahler, Was sind die Tatsachen ? Wie ist die Lage ? Was ist zu tun ?, Berlin/Karlsruhe, 12. August 2000 (<http://www.heimatschutz.org/npd/kampagne/mahler.htm>), p. 12.

²⁶ VSB 1998, p. 18.

²⁷ VSB 1999, p. 30 ; VSB 2000, p. 45.

²⁸ Se reporter à : Patrick Moreau, L'extrême droite et Internet, in : Pouvoirs, N° 87, automne 1998, pages 129 à 144.

²⁹ Se reporter à : Bundesamt für Verfassungsschutz, Rechtsextremismus in der Bundesrepublik Deutschland. Ein Lagebild, akt. Aufl., Köln, September 1999, p. 9 et suiv.

³⁰ Se reporter à : Frank Jansen, Rechtsterroristen zunehmend aktiv, in : Der Tagesspiegel du 30 décembre 1999.

met aux néo-nazis de multiplier les actes de «résistance nationale».

Internet est, bien sûr, devenu le médium principal de l'extrême droite.²⁸ En fin 1998 les autorités dénombraient déjà plus de 200 sites ou pages Web, en 1999 le cap des 350 était atteint, en fin 2000, les 800 ; en mars 2001 une estimation parle de 1000 sites (je n'évoque que les pages allemandes, ce chiffre comprenant aussi les sites/pages skinhead). Le site *Nationaler Widerstand*, qui publie des extraits d'une sorte d'organe national de liaison des néo-nazis (la revue «*Zentralorgan*») est très visité pour son «calendrier de mobilisation». Les très nombreux liens de ces sites allemands vers les sites révisionnistes (implantés en Australie, Canada et USA) ou skinheads assurent aussi une large diffusion de la littérature et de l'argumentaire révisionniste, mais aussi une popularisation de la musique skinhead. Les autorités sont, comme partout, impuissantes devant Internet, même si l'on relève des mesures policières à l'encontre de la revue *Zentralorgan* dont le numéro 8 de novembre 1999 a été saisi. Sa première page, présente aussi sur Internet, s'intitulait «Les juifs hors d'Autriche».

Encore une fois, le phénomène le plus important est l'intégration d'une large frange du potentiel militant NS par le NPD, même si en 2000, les chefs néo-nazis pensent que l'interdiction probable du NPD leur offre une chance de récupérer les jeunes du NPD. En dehors de ce cadre, les néo-nazis ne sont engagés que dans quelques projets organisationnels spécialisés. Un d'entre eux - qui se veut une sorte d'«amnistie nationale» se consacre à l'aide aux prisonniers «politiques». La structure *Hilforganisation für nationale politische Gefangene und deren Angehörige e. V.* (HNG) existe depuis 1979. Elle est dirigée par Ursula Müller et compte plus de 500 adhérents. Son bulletin *Nachrichten der HNG* (tiré en 2000 à envi-

ron 500 exemplaires) n'est qu'un long réquisitoire contre la répression menée par l'État allemand contre les «meilleurs de ses enfants». On peut s'épargner, en conclusion, la description des groupuscules à courte durée de vie, une étude sur le long terme permettant néanmoins de repérer une réelle continuité du groupe des dirigeants locaux/régionaux, mais aussi de la base. A ce jour, les différents «Führer» locaux restent incapables de s'entendre durablement, ce qui réduit leur capacité d'action politique.

Il faut, avant de continuer, s'inscrire en faux contre une idée reçue. Les actes de violence perpétrés au quotidien ne sont pas le fait, dans leur immense majorité, des néo-nazis organisés, qui connaissent les dangers de telles pratiques. Les groupes de camarades sont, malgré leur absence de structure, relativement disciplinés. Le modèle vers lequel ils tendent est celui du soldat politique, attendant l'heure X du début de la lutte armée pour le pouvoir. Certes, il ne s'agit que de fantasmes, mais ils nous amènent à poser la question de la tentation terroriste NS. Une fraction armée brune est-elle en train de naître dans les forêts de Thuringe ou les caves hambourgeoises ? Autant la réponse était claire et négative jusqu'en 1998²⁹, autant la situation actuelle semble plus complexe. Ce qui a changé, c'est la qualité des armements découverts depuis deux ans, ainsi que la preuve de la constitution de mini-cellules réfléchissant à une doctrine d'emploi d'un terrorisme ciblé (p. e. en Thuringe).³⁰ Ce qui manque encore à une hypothétique Fraction armée brune, c'est un plan d'ensemble, mais aussi un milieu favorable, même si les nouveaux Bundesländer offrent parfois les premiers signes de l'émergence de tels milieux. En 1998-1999, l'essentiel du terrorisme néo-nazi s'est résumé aux attentats à l'explosif contre la tombe de Heinz Galinski (l'ancien porte-parole de la communauté juive, le 19 décembre 1998) ou contre l'ins-

titut hambourgeois Hamburger Institut für Sozialforschung, détesté par la scène néo-nazie pour l'organisation de son exposition ambulante sur les crimes de la Wehrmacht (9 mars 1999 à Sarrebruck).

Ce qui me semble possible à moyen terme est non l'émergence d'une véritable génération terroriste, mais des actes terroristes non-coordonnés et spontanés dirigés contre des cibles traditionnelles. Là encore, le mythe Horst Mahler est un élément de radicalisation de la scène néo-nazie.

4. Violences d'extrême droite et culture skinhead

En 1998, on dénombrait 708 actes de violence extrémistes de droite, racistes ou anti-sémites. En 1999, le chiffre de 746 était cité par les autorités, ventilé entre un assassinat,

13 tentatives de meurtre, 630 coups et blessures, 35 incendies volontaires, 2 attentats à l'explosif et 65 cas de violation de la paix publique. 9.291 délits divers s'y ajoutaient, en particulier menaces, diffamations, port d'insignes interdites. Pour l'année 2000, on a assisté à une croissance rapide des délits graves (assassinats, coups et blessures), l'intensité de ces pratiques suivant celle de la montée en puissance de la campagne sur l'interdiction du NPD.³¹ La constitution d'un nouveau groupe spécialisé sur le rassemblement de données sur les actes extrémistes de droite laisse penser qu'une relative sous-estimation a peut-être existé dans les années passées. Quoiqu'il en soit, les chiffres 2000 sont impressionnants, mais ne doivent en aucune manière suggérer que les autorités ne sont plus maîtres de la situation.

Les actes criminels commis par l'extrême droite (comparaison 1999-2000)

Actes de violence	1999	2000
Assassinat	1	3
Tentative d'assassinat	13	15
Coups et blessures	630	874
Incendies volontaires	35	41
Attentats à l'explosif	2	7
Total	746	999
Autres actes criminels		
Destruction de biens	373	704
Menaces	220	320
Diffusion de propagande et port d'insignes interdits	6719	10435
Profanations de sépultures	47	56
Autres délits, dont incitation à la haine raciale	1932	3438
Total	9291	14954
Ensemble	10037	15952

³¹ Se reporter à : VSB 2000, S. 23.

³² Se reporter à : Helmut Willems/Roland Eckert/Stefanie Würzt, Analyse fremdenfeindlicher Straftäter, hrsg. vom Bundesministerium des Innern, Dezember 1994 ; Wilhelm Heitmeyer/Joachim Müller, Fremdenfeindliche Gewalt junger Menschen. Biographische Hintergründe, soziale Situationskontexte und die Bedeutung strafrechtlicher Sanktionen, Bonn 1995.

³³ Landesamt für Verfassungsschutz Baden-Württemberg, Aktuelle Information du 16 février 2000.

Il existe un certain nombre de sociographie des coupables de délits. Les trends statistiques repérables dans les études effectuées à la fin des années 90 sont clairs : plus de la moitié des acteurs avait moins de 20 ans et étaient dans leur immense majorité des hommes. Leur niveau scolaire était inférieur à la moyenne et ils se retrouvaient pour la plupart dans la catégorie «chômeur/n'ayant jamais travaillé». La majorité d'entre eux n'appartenaient pas à un groupe organisé. L'alcool jouait un rôle majeur lors du passage à l'action violente. Parmi les moteurs psychologiques, on trouvait une fixation contre les étrangers, le fait d'avoir subi des vexations personnelles, la volonté de se profiler au sein d'une bande avec les implications sexuelles habituelles (conquête d'une partenaire). La spontanéité du passage à la violence était aussi une constante.³²

Les acteurs étaient presque tous membre du courant skinhead. Ce dernier, qui est devenu une véritable culture de masse dans les nouveaux Bundesländer, a imposé le style bien connu des crânes rasés, des «bombers» et des rangers. En dehors des deux structures «Blood and Honour»/White Youth, qui viennent d'être interdites et de quelques représentants de la tendance «White Power» constitués en mini-groupes, les skinheads ne sont pas organisés. La vie des skins se concentre autour de la musique d'une centaine de groupes - à durée de vie très variable (1999 : 93) et de leurs concerts pour la plupart clandestins (1999 : 109 ; 2000 : 829, de la lecture des fanzines (une 50 de titres sont diffusés de manière irrégulière), d'Internet et des beuveries collectives.

Les structures sociales du mouvement skinhead sont à peu près inconnues. En 1999, une enquête des autorités de Bade-Wurtemberg (un Land à l'ouest de la RFA)

avançait le chiffre de 650 activistes noyaux avec un groupe de sympathisants de 700 personnes. On relevait un renouvellement par la base avec l'arrivée de jeunes de 16 à 17 ans. Le groupe des plus de 25 ans se renforçait par rapport aux années antérieures, ce qui indiquait que «la durée de vie moyenne du skin» augmentait.³³ Ces indicateurs plutôt vagues ne sont vraisemblablement pas valables pour les nouveaux Bundesländer où se concentre au moins les 2/3 des 9000 skinheads extrémistes de droite.

Ce qui frappe en effet, lorsque l'on se rend dans les nouveaux Bundesländer, est la domination absolue dans les écoles du type rangers/crane rasé, ceci pour des tranches d'âges commençant à 12-13 ans. Ce qui frappe aussi est l'adhésion de nombreuses (très) jeunes filles au style skin. On peut se demander, si derrière ce phénomène de mode, on assiste bien à une politisation d'extrême droite. Les sociologues et les observateurs n'ont pas encore apportés de réponses claires à la question, le port d'un bomber n'impliquant pas nécessairement l'adhésion aux thèses «White Power».

Antisémitisme et antisionisme dans le champ néo-nazi et skinhead

La fluidité actuelle de la scène néo-nazie des «camaraderies» rend une analyse idéologique difficile au delà d'un certain nombre de référents traditionnels. Le juif est bien sûr l'objet de toutes les haines, mais dans deux types de contexte idéologique différent. Le premier lié aux «hitlériens» traditionnels est un reflet de la fascination de ces activistes pour le IIIe Reich compris comme le seul modèle politique de référence. Le second, localisé chez les militants nationaux-socialistes révolutionnaires et anticapitalistes, présente les juifs comme les

moteurs du capitalisme apatride et de la globalisation. L'Etat d'Israël à travers son paladin américain domine le monde et est une machine à tuer les peuples blancs. L'antisémitisme, l'antisionisme et l'anti-américanisme sont donc présentés comme des aspects de la lutte anti-impérialiste et de la guerre raciale planétaire en cours. Les néo-nazis se découvrent dans ce conflit des alliés très divers, par exemple les populations islamiques.

Les skinheads ont un discours bien moins formalisé. Une illustration contemporaine nous est fournie par la publication en fin mars 2001 d'un CD intitulé «Noten des Hassen» (Mélodie de la haine) tiré à 1000 exemplaires et chanté par le groupe «White Aryan Rebell». Les textes appellent à liquider des hommes politiques, les homosexuels et les noirs. Sur la liste, on trouve, en autres, les enfants de Boris Becker, le présentateur de télévision Biolak (homosexuel), Hella von Sinnen (lesbienne) et Michael Friedman, vice-président du conseil central des juifs de R.F.A.. Ce CD n'est en rien une exception. La lecture des fanzines, des bandes dessinées comme l'écoute de plusieurs centaines de titres skins du même genre montre que les positions «White Power» désignent toujours les mêmes ennemis : démocrates, juifs, non-blancs pour lesquels ils n'existent qu'un avenir : le massacre de masse. Les références à l'Etat d'Israël sont par contre très rares.

Il existe néanmoins une différence importante, partagée avec les structures néo-nazies, d'avec les positions des partis d'extrême droite classique. Les skins comme les néo-nazis ont abandonné pratiquement toute argumentation négationniste. Au contraire, c'est l'inachèvement de l'extermination des juifs par le IIIe Reich qu'ils regrettent.

5. Presse et maison d'édition de l'extrême droite allemande

En 1998 les autorités comptaient 110 périodiques avec un tirage global de 6,9 millions d'exemplaires par an. En 1999, on en dénombrait 116, le tirage tombant à 6,5 millions. 57 d'entre eux ont une périodicité au minimum trimestrielle. En fin 2000, 122 périodiques avec un tirage global de 5,3 millions d'exemplaires (dont 50 au moins trimestriels) viennent alimenter les organisations d'extrême droite et leurs sympathisants en informations diverses. Il existe aussi 45 maisons d'édition ou service de vente par correspondance. Enfin, la plupart des périodiques disposent aujourd'hui d'un site Internet, ce qui augmente leur capacité de diffusion. Une analyse détaillée de ces publications révèle qu'elles couvrent toutes les variantes idéologiques classiques : du néo-national-socialisme au révisionnisme historique, de la Nouvelle Droite au paganisme nordique, du nationalisme révolutionnaire à la sorcellerie d'extrême droite, de l'écologie politique au New Age.

6. Le champ électoral

Les résultats électoraux sont un bon indicateur de la place d'un courant politique dans la société.

Elections : données empiriques

(voir tableau pages 70 et 71)

Une sociographie des élections de l'année 1999 permet de repérer des tendances lourdes. Le vote d'extrême droite est avant tout masculin. Les 18-24 ans des deux sexes, mais encore plus nettement les jeunes hommes sont très réceptifs au choix extrémiste. Celui-ci décroît en fonction de l'âge. Plus le niveau de formation des sondés est bas, plus le vote extrémiste est fréquent. Le

fait d'être ouvrier est en corrélation positive avec le choix extrémiste. L'appartenance ou non à un syndicat ne joue pas de rôle déterminant ; il en va de même pour l'appartenance confessionnelle. La déchristianisation est un facteur légèrement favorable à la radicalisation. Sur le plan géographique, les différences sont énormes entre les Länder de l'Est et de l'Ouest. Dans les premiers, une culture de la protestation caractérise le système politique et l'extrême droite y a ses meilleures chances.

Les élections de Bade-Wurtemberg reflètent la situation de l'extrême droite dans les anciens Bundesländer. La défaite des REP aux élections au Landtag de Bade-Wurtemberg en mars 2001 est un échec important pour ce courant politique, qui perd son seul véritable bastion électoral en R.F.A.

Les résultats sont extrêmement révélateurs. La CDU est depuis 47 ans la force politique dominante du Land et allait le rester en mars 2001. Elle était concurrencée par le SPD qui progressait fortement alors que les REP ne franchissaient plus la barre des 5 % (CDU : 4,80 %, 63 élus, un gain de 3,5 % des voix) ; SPD : 33,30 %, 45 élus, + 7,2 % ; REP : 4,40 %, 0 élus, - 4,7 %).

Trois chiffres sont essentiels : 80.000 votant REP en 1996 ont choisi de s'abstenir en 2001. Ceci montre leur non réintégration dans le système des partis et laisse supposer une possible remobilisation protestataire à l'occasion de consultations futures. Le second chiffre clé est la récupération par la CDU de 74.000 électeurs REP. Néanmoins, le SPD profite de l'effondrement de l'extrême droite avec 32.000 électeurs REP 96. Ceci est un indicateur de la complexité de l'électorat d'extrême droite en Allemagne, avec ses doubles racines conservatrices-nationales et ouvriériste protestataire.

Les échanges électoraux entre partis en 2001

(voir tableau page 72)

D'autres indicateurs statistiques sont révélateurs. Les REP sont les plus forts dans les zones les moins urbanisées à fort taux de chômage. Les grandes villes sont des biotopes hostiles aux REP.

Sociographie du vote en Bade-Wurtemberg (Partie 1)

(voir tableau page 72)

Les REP ont un profil confessionnel traditionnel de l'extrême droite allemande depuis quatre décennies avec une concentration dans les régions protestantes. Le catholicisme reste une barrière à l'extrémisme de droite.

Sociographie du vote en Bade-Wurtemberg (Partie 2)

(voir tableau page 72)

Les REP obtiennent leurs meilleurs scores dans les régions industrielles. Enfin, les villes universitaires, où se concentrent les milieux alternatifs et la jeunesse de gauche sont des secteurs très hostiles aux REP.

Sociographie du vote REP (Partie 4)

(voir tableau page 73)

La sociographie du vote REP 2001 montre des tendances lourdes valables pour l'ensemble du champ d'extrême droite. Une surreprésentation masculine, une concentration du vote REP dans les tranches d'âges moins de 34 ans et surtout hommes de moins de 25 ans. Un niveau de formation élevé est un barrage pour le choix REP. Ouvriers et chômeurs sont les catégories professionnelles sympathisantes de l'extrême droite et l'on voit que la barrière syndicale n'a pas ou plus de fonction «anti-

Elections : données empiriques

Elections	Europ. 99	Brême 06-99	Sarre 09-99	Thuringe 09-99	Saxe 09-99	Brandebourg 09-99		Berlin 10-99	
						DVU	REP	DVU	REP- Ouest
Partis	REP	DVU	REP	DVU	NPD	DVU	NPD	REP- Ouest	REP- Est
Résultat global	1,7	3,0	1,3	3,1	1,4	5,3	0,7	2,6	2,8
<i>Sexe</i>									
Hommes	3	4	2,2	4,2	2,0	7		3,4	4,3
Femmes	1	2	1,0	1,9	0,9	3		1,8	2,5
<i>Ensemble des sondés par groupe d'âge</i>									
18-24 ans	3	9	3,7	9,7	8,5	11		4,0	5,1
*18-21 ans					7,2				
25-34 ans	2	5	1,8	4,1	2,7	10		4,3	5,6
35-44 ans	3	3	1,8	4,3	0,9	6		2,6	4,4
45-59 ans	2	1	1,0	2,7	0,6			2,2	2,1
60 ans et plus	1	3	1,2	0,6	0,7	2		1,3	2,0
<i>Hommes par groupe d'âge</i>									
18-24 ans		14		13,4	11,6			3,6	5,8
*18-21 ans					9,4				
25-34 ans		5		5,4	3,5			3,8	7,1
35-44 ans		4		5,4	1,3			3,8	5,5
45-59 ans		2		3,5	0,9			3,1	3,2
60 ans et plus		4		0,8	0,9			2,9	1,5
<i>Femmes par groupe d'âge</i>									
18-24 ans		4		5,4	5,0			4,4	4,4
*18-21 ans					4,1				
25-34 ans		5		2,7	2,0			4,8	4,2
35-44 ans		2		3,0	0,6			1,5	2,9
45-59 ans		0		1,8	0,4			1,3	0,8
60 ans et plus		2		0,3	0,5			0,3	2,2
<i>Votre plus haut niveau de formation</i>									
Pas de diplôme	4		9,0	2,0	0,0			1,9	3,9

Ecole primaire, brevet	2		1,9	2,4	0,9			3,6	5,7
Cours complémentaire/10. classe POS	2		1,1	5,7	2,3			2,0	1,8
Bac	*		1,2	1,3	1,4			*	*
Etudes universitaires	*2		1,4	0,8	0,7			*1,4	*2,0
<i>Vous êtes?</i>									
Actif professionnel (plein temps/t. partiel)	2								
Chômeur/à la recherche d'un emploi	3	4	1,2	6,9	1,5	9		3,9	3,2
Retraité/pensionné	1	3	1,2	0,8	3,4			1,9	5,9
Homme/femme à la maison	2		1,4	1,5	0,7				
En formation, écolier, lycéen, étudiant	2	5	1,9	5,5	3,4	8		1,9	1,6
<i>Profession actuelle/passée</i>									
Ouvrier	4	7	3,9	6,0	2,3	11		6,7	8,4
Employé	2	2	0,9	2,3	1,7			2,4	2,5
Fonctionnaire	2	2	0,5	0,8	0,0			2,3	4,5
Indépendant ou profession libérale	1	1	0,7	2,1	0,6			0,9	3,1
Payсан ou membre d'une coopérative	2		25,7	6,2	0,0				
N'a jamais eu d'activités professionnelles					1,6				
<i>Membre d'un syndicat</i>									
Oui	2	3	1,8	2,4				3,0	3,3
Non	2	3	1,6	3,3				2,4	3,5
<i>Ouvriers+syndicat</i>									
Oui		3							
Non		9							
<i>Employé+syndicat</i>									
Oui		2							
Non		2							
<i>Votre religion</i>									
Catholique		3	1,2	2,5				2,2	3,2
Protestant		3	1,8	1,8				1,8	3,6
Sans religion		4	4,5	3,7				3,4	3,3

Sources : Infratest-dimap, fondation Konrad-Adenauer

Les échanges électoraux entre partis en 2001

	CDU	SPD	Grüne	FDP	REP	Autres
CDU	-	+12.000	-26.000	-39.000	-74.000	-23.000
SPD	-12.000	-	-186.000	-39.000	-32.000	-25.000
Grüne	+26.000	+186.000	-	-4.000	-5.000	+3.000
FDP	+39.000	+39.000	+4.000	-	-5.000	-8.000
REP	+74.000	+32.000	+5.000	+5.000	-	+7.000
Autres	+23.000	+25.000	-3.000	+8.000	-7.000	-
Abstentionnistes	-89.000	-103.000	-48.000	-24.000	-80.000	-12.000
Nouveaux électeurs, décédés	-41.000	-2.000	+17.000	-9.000	-18.000	+5.000
Nouveaux habitants du Land/ habitants ayant quitté le Land	+36.000	+122.000	+7.000	+10.000	-17.000	-7.000

Sociographie du vote en Bade-Wurtemberg (Partie 1)

	Fort taux de chômage	Taux de chômage moyen	Faible taux de chômage	Forte densité de population	Densité de population moyenne	Faible densité de population
SPD	38,00 %	33,79 %	29,63 %	36,68 %	33,59 %	29,54 %
CDU	42,80 %	44,30 %	47,15 %	40,12 %	44,91 %	49,38 %
FPD	6,94 %	8,12 %	8,69 %	8,27 %	7,67 %	8,50 %
GRÜNE	6,60 %	7,90 %	7,93 %	9,43 %	7,67 %	6,14 %
REP	4,21 %	4,30 %	4,59 %	4,21 %	4,34 %	4,55 %
Divers	1,30 %	1,41 %	1,88 %	1,11 %	1,65 %	1,74 %

Source Infratest-Dimap

Sociographie du vote en Bade-Wurtemberg (Partie 2)

	Grandes villes	Régions agraires	Régions industrielles	Villes universitaires	Régions catholiques	Régions confession- nelles	Régions protestantes
SPD	37,46 %	30,17 %	32,93 %	36,31 %	31,01 %	36,78 %	32,72 %
CDU	37,34 %	47,64 %	45,80 %	38,15 %	49,18 %	41,04 %	42,84 %
FPD	7,90 %	9,04 %	8,50 %	7,65 %	6,63 %	7,69 %	10,60 %
GRÜNE	12,24 %	6,80 %	6,08 %	12,81 %	7,77 %	8,61 %	6,74 %
REP	3,60 %	4,19 %	5,16 %	3,46 %	3,63 %	4,36 %	5,40 %
Divers	1,33 %	2,04 %	1,29 %	1,51 %	1,67 %	1,36 %	1,47 %

Source Infratest-Dimap

Sociographie du vote REP (Partie 4)

Elections	Bade-Wurtemberg Mars 2001	Bade-Wurtemberg Evolution 96-01
Partis	REP	REP
Résultat global	4,4	-4,4
<i>Sexe</i>		
Hommes	6	-6
Femmes	3	-4
<i>Ensemble des sondés par groupe d'âge</i>		
18-24 ans	9	-1
25-34 ans	5	-4
35-44 ans	4	-5
45-59 ans	3	-6
60 ans et plus	4	-6
<i>Hommes par groupe d'âge</i>		
18-24 ans	11	-3
25-34 ans	8	-5
35-44 ans	5	-6
45-59 ans	5	-8
60 ans et plus	5	-5
<i>Femmes par groupe d'âge</i>		
18-24 ans	7	+2
25-34 ans	3	-2
35-44 ans	2	-4
45-59 ans	2	-4
60 ans et plus	2	-6
<i>Votre plus haut niveau de formation</i>		
élevé	2	-2
moyen	6	-4
bas	5	-8
<i>Vous êtes?</i>		
<i>Profession actuelle/passée</i>		
Ouvrier	9	-9
Employé	3	-4
Fonctionnaire	4	-3
Indépendant ou profession libérale (comprend les paysans)	2	-4
Homme/femme au foyer	2	-4
Retraité	4	-7
En formation	5	+2
Chômeurs	9	-9
<i>Membre d'un syndicat</i>		
Oui	6	-8
Non	4	-4
<i>Votre religion</i>		
Catholique	4	-4
Protestant	4	-6
Sans lien religieux	6	-5

Source Infratest-Dimap

extrémiste». La déchristianisation est un facteur favorisant le vote REP.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de cette défaite de mars 2001. L'interprétation avancée par Rolf Schlierer, président des REP, que les électeurs avaient été trompés par une campagne de dénonciation sans précédent des REP ne tient pas. Si le climat politique était effectivement mauvais pour l'extrême droite, la société civile s'étant mobilisée durablement contre l'extrémisme, l'échec des REP est avant tout dû à une campagne électorale tournant à vide, les thèmes traditionnels (chômage, politique d'asile, immigration) n'étant plus prioritaire dans l'esprit des électeurs. La focalisation d'un vote protestataire en faveur de l'extrême droite a besoin d'un contexte favorable, qui n'était pas donné ni au plan national, ni régional. Les électeurs étaient en effet largement confiant dans l'avenir et ne croyaient pas à une crise économique prochaine. En clair, les partis démocratiques avaient fait leur travail et ils allaient profiter de cette aura positive. Toutefois, les REP sont restés dans certaines régions du Bade-Wurtemberg des acteurs politiques locaux encore puissants et rien ne permet d'affirmer qu'à l'occasion d'autres élections l'extrême droite ne pourrait revenir à un niveau d'étiage électoral bien supérieur.

En synthèse sur les perspectives électorales de l'extrême droite au niveau national, cinq types principaux d'électeurs extrémistes se rassemblent derrière les REP et la DVU, marginalement derrière le NPD.

- Les néo-nazis et extrémistes de droite pragmatiques, qui considèrent les Republikaner ou la DVU comme le moindre mal, les autres formations extrémistes de droite étant estimées sans aucune chance de succès et les partis de l'Union (CDU, CSU) jugés trop mous et trop antinationaux.

- Des membres des classes moyennes, dont le statut était/est menacé, en particulier des paysans croyant que la politique de la Communauté Européenne allait les condamner à la disparition.

- Des citoyens percevant l'arrivée d'étrangers comme une menace pour leur style de vie et leur environnement, et qui avaient perdu confiance dans les grands partis démocratiques de représentation.

- Des ouvriers surtout sans qualification ou à faible niveau de qualification, menacés ou frappés par la crise économique et déçus par l'absence de solutions proposées par les Sociaux-démocrates et les syndicats (ceci à l'Est comme à l'Ouest). S'ajoutent à ce groupe, de jeunes ouvriers à la personnalité autoritaire, à la philosophie hédoniste («on vit pour jouir»), sans liens syndicaux, hostiles aux étrangers perçus comme une menace pour le monde du travail et les prestations sociales.

- Les couches les plus défavorisées de la société (salaires minima, vivant de l'aide sociale, chômeurs de longue durée ou sans droits), qui estimaient injuste la protection sociale dont jouissent les étrangers et les perçoivent comme les principaux acteurs de leur déclassement. Les politiciens et les fonctionnaires étaient/sont considérés par ces électeurs extrémistes comme les responsables de la dégradation de la situation économique et sociale.

Sur le long terme, on voit que l'extrême droite est un courant politique phénix, qui renaît constamment de ses cendres politiques. Chaque décennie a connu un paroxysme électoral et organisationnel. Ce qui nous semble nouveau est la situation dans les nouveaux Bundesländer où une véritable hégémonie culturelle de l'extrême droite commence à s'imposer chez les jeunes. Sur le plan électoral, l'extrême droite reste faible, mais elle progresse de manière

re évidente chez les moins de 25 ans. Les nazis d’hier et d’avant hier laissent la place à une nouvelle génération de sympathisants, dont nul ne sait jusqu’où ils iront politiquement. Néanmoins, si l’avenir n’est écrit nulle part, la solidité de la démocratie allemande est évidente et l’immense majorité des Allemands définitivement convaincue des vertus de son système politique. En ce sens, on peut être optimiste.

FRANCK SCHWAB*

Professeur d'histoire-géographie

Enseigner Mauthausen dans l'Europe d'aujourd'hui à un public scolaire

Ce thème a fait l'objet de la présente communication prononcée dans l'un des ateliers du colloque «Mauthausen, de la mémoire à la conscience européenne» dont l'université de Linz a accueilli les travaux les 29, 30 et 31 octobre 2000. Le colloque, organisé par l'amicale de Mauthausen-France, s'est adressé prioritairement à de jeunes enseignants francophones, mais il s'est voulu aussi très européen tant par son intitulé que par l'origine de ses participants qui ont représenté, pris ensemble, une bonne demi-douzaine de nationalités du continent.

L'intervention que vous allez entendre est celle d'un professeur du cycle secondaire qui enseigne, depuis maintenant une dizaine d'années, l'histoire et la géographie à des adolescents de 14-15 ans dans un établissement de la banlieue de Nancy.

C'est aussi celle d'un citoyen de base qui n'a pas été directement touché par la deuxième guerre mondiale, ni dans sa personne - puisque je suis né en 1960 - ni dans sa famille - puisque celle-ci ne comporte aucun résistant ou déporté, comme non plus aucun autre acteur ou aucune autre victime de la période - mais qui croit profondément que l'enseignement de cette guerre est lourd

d'enjeux civiques pour l'Europe de demain, et qu'il est par conséquent nécessaire d'y apporter tous ses soins auprès des jeunes à qui nous nous adressons.

C'est ce que j'essaye de faire depuis mes débuts dans la carrière enseignante, même s'il aura fallu, au demeurant, des circonstances particulières pour me décider à lancer mes élèves dans des travaux précis sur le sujet : la première aura été ma participation à l'un des nombreux voyages au camp que l'Amicale de Mauthausen organisa naguère pour les professeurs d'histoire ; la seconde aura été ma rencontre avec d'anciens déportés dans le cadre du concours départemental de la

* Collège Montaigu de Jarville-la-Malgrange (Meurthe et Moselle). Membre du comité national de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (France).

Résistance et de la Déportation, à la correction duquel j'ai été plusieurs fois associé.

Ces circonstances, et quelques autres - sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici - furent à l'origine des deux projets que j'ai conduits avec mes classes de Troisième, l'un, en 1994-1995, qui a tenté d'expliquer le système concentrationnaire nazi à travers la description et l'analyse du camp de Mauthausen ; l'autre, en 1996-1997, qui a voulu faire comprendre l'engagement dans la Résistance à travers la biographie exemplaire d'une résistante et déportée de ma région qui passa, avec Mauthausen, par les camps de Ravensbrück et de Bergen-Belsen.

Mon intervention s'appuiera, pour l'essentiel, sur les observations que la mise en oeuvre de ces deux projets m'ont inspirées et sur les leçons que j'en ai, au bout du compte, retirées.

Dans un premier temps, j'évoquerai les objectifs que l'on peut se fixer mais aussi les problèmes que l'on risque de rencontrer lorsqu'on aborde avec des adolescents l'étude de la déportation en général, et celle du camp de Mauthausen en particulier. Je parlerai, ensuite, des méthodes que j'ai employées et des réalisations que j'ai cherchées à obtenir dans mes classes.

Avant de commencer, il me faut cependant donner un rapide aperçu du collège dans lequel j'enseigne, et des élèves avec qui j'ai pu travailler : en simplifiant à l'extrême, il s'agit plutôt d'un « bon collège » qui, de par sa situation dans une banlieue résidentielle « favorisée », accueille plutôt de « bons élèves ». On y trouve, comme partout, des jeunes en grande, voire en très grande difficulté, mais on n'y rencontre pas, comme souvent ailleurs, des classes entières en situation d'échec ; d'autre part, tous les adolescents que j'ai dirigés savaient, dans l'ensemble, maîtriser passablement bien la langue écrite, ce qui, il faut l'avouer, facilite grandement la tâche

lorsqu'on souhaite se lancer avec eux dans un projet au caractère historique affiché.

Enseigner Mauthausen signifie, de mon point de vue, chercher à atteindre trois objectifs principaux : transmettre une mémoire des faits, transmettre des valeurs, initier à une certaine pratique et à une certaine conception de l'histoire.

Transmettre une mémoire des faits, car l'histoire, c'est d'abord cela : des faits, des lieux, des dates, des noms, en bref des connaissances. Celles-ci peuvent, a priori, s'acquérir par différents canaux et de différentes façons, mais on est bien obligé de constater que le cours d'histoire est devenu aujourd'hui - si l'on excepte les familles qui ont été directement meurtries par la guerre et qui conservent, en leur sein, cette mémoire douloureuse - la seule vraie occasion pour un adolescent ordinaire d'apprendre ce qui s'est produit en Europe de 1939 à 1945, et de l'apprendre de manière structurée, ce que fait rarement la télévision, et ce que ne fait jamais le cédérom qui favorise au contraire, lorsqu'il est utilisé sans véritable encadrement pédagogique, une approche beaucoup plus linéaire et discontinue du savoir.

En outre, dans un pays comme la France où les programmes sont par nature nationaux, l'enseignement de l'histoire permet de transmettre chaque année la mémoire des faits à l'ensemble d'une classe d'âge. Ce phénomène apparaît d'autant plus important lorsqu'on se place dans l'optique d'une construction européenne qui a voulu, dès l'origine, miser sur l'éducation pour atteindre ses buts. Faire passer demain l'enseignement de l'histoire à la trappe ou le vider de son contenu pour privilégier une version rose-bonbon de la mémoire du continent - au motif inavoué de ne déranger personne par l'évocation de vieux souvenirs particulièrement désagréables - aboutirait, en fin de compte, à priver l'Europe du nouveau

millénaire d'une part essentielle de son sens pour les jeunes que nous voulons former.

On se trouve déjà, ici, de plain-pied sur le terrain de la transmission des valeurs, car cette Europe que le cours d'histoire veut contribuer à construire n'est bien sûr pas un quelconque assemblage d'Etats réunis par le seul hasard de la conjoncture économique, mais une union volontaire de pays qui se reconnaissent, avant tout, politiquement dans la démocratie, et dont les idéaux proclamés empêchent l'enseignant de rester «neutre» ou prétendument «objectif» face au passé qu'il a la charge de transmettre. Le vouloir, malgré l'évidence, conduirait inévitablement à placer, un jour ou l'autre, sur le même plan le déporté et le S.S., ce qui serait proprement scandaleux. Le vouloir encore, conduirait aussi à avaliser l'opinion, entendue une fois sur Arte, selon laquelle le procès de Nuremberg aurait été un procès «politique». Avancer aujourd'hui ce type de reproche, au nom d'une prétendue «objectivité», m'apparaît d'autant plus inconséquent ou malhonnête que le procès de Nuremberg ne pouvait, par nature, être que «politique», puisque la seconde guerre mondiale avait été avant tout une guerre «politique» qui avait dressé l'une contre l'autre deux visions «politiques» de l'Homme et de la société.

A l'enseignant donc de se positionner clairement face aux enjeux civiques qu'implique sa confrontation, et celle de ses élèves, avec le passé du continent. A lui également d'user de son enseignement pour développer, à destination de la jeunesse, une sorte de pédagogie pratique des Droits de l'Homme qui puisse montrer, par l'exemple, à quelles dérives criminelles le rejet de ceux-ci avait pu conduire l'Europe d'hier. On se retrouve engagé là, entre passé et futur, dans un véritable processus d'élaboration d'une citoyenneté européenne pour le XXI^{ème} siècle, dont le cours d'histoire se place manifestement au coeur.

L'acquisition des connaissances et la formation civique s'inscrivent enfin dans une perspective plus large que je désignerais comme l'initiation à une certaine pratique et à une certaine conception de l'histoire.

L'initiation à l'histoire consiste d'abord à mettre, chaque fois que possible, les élèves en contact direct avec les sources - nous verrons lesquelles un peu plus loin - pour les inciter à découvrir, par eux-mêmes, le plus grand nombre de faits. Cette première étape assurée, il s'agit ensuite de les amener à établir des relations de causalité entre les faits pour dégager, avec eux, différents éléments d'explication qui permettront d'approcher, dans un ultime stade, de la vérité historique.

Parallèlement à ce travail sur les sources, on doit également introduire, devant les élèves, la question du choix politique et de la responsabilité individuelle, en tentant de faire percevoir les motivations qui animaient les différents acteurs de l'histoire - grands et petits, célèbres et inconnus - dans le contexte particulier de l'époque, ainsi que les conséquences conscientes ou inconscientes que leur choix a entraînées.

Enfin, dans une dernière approche, il s'agit de relier le passé au présent pour montrer aux élèves que l'histoire doit pouvoir fournir des leçons utiles à notre temps, quand bien même elle serait aussi à l'origine d'une pluralité de mémoires qui sont parfois fortement antagonistes les unes aux autres. Sur ce point, il faut bien reconnaître que les mémoires allemande et française de la seconde guerre mondiale ne se ressemblent pas toujours. Mais, comme l'a dit de manière très émouvante, à l'issue de la première journée, l'un des participants allemands à ce colloque : «il y a une mémoire qui divise, et il y a une mémoire qui unit.» A nous, enseignants, de trouver les moyens pour que jeunes Français et jeunes Allemands s'unissent demain dans une mémoire commune de Mauthausen, quitte, pour y parvenir, à vider

nos vieilles histoires nationales des suspicions, des jalousies ou des rancœurs qui peuvent peut-être, encore parfois, les encombrer.

Si les objectifs semblent ambitieux et difficiles à atteindre, les écueils apparaissent, au contraire communs et très faciles à rencontrer. J'en distinguerais, pour ma part, encore trois : l'émotivité, la réflexion «philosophique» et la démonisation.

Quand on travaille sur Mauthausen avec des jeunes, l'émotion est un sentiment auquel on ne peut ni ne doit chercher à échapper, parce que l'histoire du camp - comme celle de toute la déportation - est marquée, de bout en bout, par la souffrance et la mort ; parce que également, ainsi qu'il a déjà été dit, nous ne sommes pas neutres, mais engagés, en tant qu'enseignants, dans une logique de formation citoyenne qui suppose de chercher aussi à former un tant soit peu la sensibilité des élèves ; et parce que, de surcroît, enseigner, c'est vivre son métier tout autant avec son cœur qu'avec sa raison.

Si l'on ne doit donc pas essayer de se soustraire à l'émotion, il m'apparaît cependant presque impératif, dès lors que l'on souhaite se montrer vraiment utile à la formation civique de ses élèves, comme à la mémoire des victimes, de pouvoir contrôler ses réactions afin de ne pas se laisser aveugler par l'affect et d'échouer, finalement, à faire comprendre ce qui s'est produit.

S'il ne me fallait prendre qu'un exemple, j'ai dernièrement pu assister à une manifestation organisée en la mémoire d'un grand poète yiddish assassiné à Auschwitz. Au cours de celle-ci, l'une des personnes qui aurait dû évoquer la vie du poète fut soudain tellement envahie par l'émotion qu'elle se retrouva incapable de prononcer un seul mot. Il s'est agi là d'un cas limite. Mais si l'émotivité ne va pas, à chaque fois, jusqu'à rompre la communication, elle brouille toujours la compréhension des faits et laisse,

en définitive, l'auditeur sur un très regrettable sentiment d'impuissance.

Pour cette raison, et parce qu'il représente, en plus, le monde adulte face aux jeunes, l'enseignant se doit absolument d'éviter ce travers et de dominer son émotion. Mais, il n'est pas si facile d'y parvenir. Travailler sur Mauthausen implique, en effet, quasi obligatoirement, une immersion plus ou moins longue et plus ou moins profonde dans le sang et dans l'horreur, qui demande, pour être supportée, une maturité et un équilibre que tous les professeurs et que tous les adultes n'ont pas.

Je sais, quant à moi, qu'il m'est impossible de rester en permanence dans l'univers de la déportation, et que j'ai besoin, à certains moments, de modifier radicalement mes centres d'intérêt pour m'investir dans d'autres projets, ainsi, par exemple, de «L'Art Nouveau à Nancy» ou de «La vie d'un soldat de la Révolution et de l'Empire» que j'ai pu conduire récemment en classe de Quatrième.

Si l'enseignant ne doit pas être la dupe de son émotion, il ne doit pas non plus, dans une autre variante, jouer avec ou sur elle, au risque de heurter un nouvel écueil qui a pour nom le voyeurisme.

L'histoire de Mauthausen, on le répète, est celle de la violence et de l'horreur, violence et horreur qui sont des données centrales et permanentes de la vie dans le système concentrationnaire nazi. Refuser d'aborder ces réalités avec les élèves conduirait en conséquence très vite à ne plus rien comprendre ni au fonctionnement du camp, ni au comportement des individus à l'intérieur de celui-ci. Quelque chose d'essentiel à la vérité historique échapperait en dernier ressort. Mais, à l'inverse, trop insister sur ces réalités ne pourrait, de mon point de vue, que générer une émotivité malsaine qui entraînerait inmanquablement des effets pervers, car, la raison cédant le pas aux sensations,

l'émotivité limiterait encore une fois la compréhension, et risquerait, en outre, de susciter une fascination morbide pour l'horreur, comparable à celle que devait ressentir autrefois le public des exécutions capitales, ou à celle qu'éprouvent toujours aujourd'hui les lecteurs d'une certaine presse de caniveau.

La solution, qui permet d'échapper à cet écueil tout en restant fidèle à la vérité historique, passe, je le crois, par une étude de la violence circonscrite à quelques cas. Dans le travail que j'ai dirigé sur Mauthausen, l'un des rescapés du camp avait ainsi livré, à mes élèves, le récit d'une tentative manquée d'évasion, et avec elle, de la manière abominable dont les SS s'y étaient pris pour mettre à jour toutes les complicités à l'intérieur du kommando où elle s'était déroulée. Hors ces quelques cas qu'il faut étudier sans fard pour marquer l'imagination des élèves et leur faire clairement saisir l'atrocité de la vie dans le camp, je pense que, d'une manière générale, l'horreur doit être beaucoup plus suggérée que montrée. C'est ce à quoi je tente d'arriver, lorsque j'aborde, par exemple, chaque année en classe, la libération des camps. Je projette alors une diapositive qui montre l'un des charniers de Bergen-Belsen, mais je ne laisse l'image sur l'écran qu'une fraction de seconde, laissant les élèves se former leur propre image mentale à partir du peu qu'ils ont pu distinguer. Libre à eux d'en retenir ce qu'ils veulent, ou ce qu'ils peuvent, en fonction du niveau de maturité qu'ils ont atteint.

Si l'émotivité pose de multiples problèmes, une trop grande distanciation par rapport à l'événement conduit aussi à en poser tout autant. C'est ce que j'appelle la «réflexion philosophique», que je reconnaîtrais, en premier lieu, par une volonté excessive d'objectivité et de rationalité face au sujet d'étude. En plus de ce qu'elle peut présenter de blessant, voire d'insultant pour les victimes, cette «froide raison» qui comptabilise les

morts comme on comptabiliserait, par ailleurs, le nombre d'élèves mangeant à la cantine, aboutit à désincarner et déshumaniser un événement qui perd, dès lors, tout sens véritable dans une optique de formation à la citoyenneté.

En second lieu, la «réflexion philosophique» se reconnaîtrait également par la tentation intellectuelle d'utiliser l'événement comme prétexte ou comme point de départ à une dissertation sur le bien, le mal et la nature humaine. Outre que ce type d'approche dépasse de beaucoup les capacités de nos élèves - au collège, en tout cas - elle conduit à faire sortir l'étude de son objet. Le professeur d'histoire, en effet, n'a pas, de mon point de vue, à poser la question de ce qu'est l'Homme mais plutôt de ce qu'ont été les sociétés qu'il a construites et dans lesquelles il a vécu. A ce titre, le camp de Mauthausen aura été une vraie société - une contre-société certes, mais une vraie société - avec ses codes, ses règles, ses lois non écrites, ses puissants et ses misérables. Pour cette raison, il constitue un vrai champ d'étude de l'histoire. A chacun, après cela, d'en tirer, pour lui-même, les enseignements qu'il désire sur la nature humaine.

Dernier écueil enfin, et non le moindre : la démonisation qui consiste à présenter les SS comme des êtres fantastiques, mi-hommes mi-bêtes, des monstres de nature qui devaient déjà être, dès leur naissance, habités par une sorte de génie du mal. Lorsqu'elle existe, cette démonisation s'accompagne souvent, en parallèle, d'une certaine idéalisation des victimes que l'on a alors parfois tendance à évoquer en bloc comme autant de purs esprits ayant été travaillés en permanence par la passion du bien à l'intérieur du camp. Dans les deux cas, on fait fausse route, et sur le plan de la vérité historique, et sur celui de la formation civique : sur le plan de la vérité historique, d'abord, parce que procéder ainsi conduit à faire bon marché de la fameuse

«zone grise» définie par Primo Levi dans *Naufragés et rescapés* et des quelques cas de comportements humains qu’Hermann Langbein a relevé chez une poignée de SS dans *Hommes et femmes à Auschwitz* ; sur le plan de la formation civique ensuite, parce que les cas de résistance, de solidarité et de bravoure de la part des détenus, de cruauté, de barbarie et de sadisme de la part des SS sont suffisamment nombreux sans qu’il soit besoin de chercher à en rajouter pour honorer l’humanité des uns et stigmatiser la vilénie des autres.

Enfin et surtout, en transformant les protagonistes du système concentrationnaire nazi en anges et en démons, on en vient à oublier qu’ils étaient avant tout des hommes, et ce faisant, on retire à l’élève tout moyen de pouvoir se mesurer ou s’identifier à eux : «Ce déporté est formidable, mais ce n’est pas moi, ce ne sera jamais moi ; cet SS est abominable, mais ce n’est pas moi, ce ne sera jamais moi ; cette histoire est terrible mais ce n’est pas la mienne et ce ne sera jamais la mienne, parce que je n’ai rien de commun avec ceux qui l’ont vécue, et parce qu’elle appartient à une époque que je ne peux pas dater.»

À l’inverse, si on réussit à ancrer Mauthausen dans la temporalité et à en montrer le caractère profondément humain, tout change, car l’élève prend alors conscience que ce que des hommes ont fait hier, d’autres hommes peuvent le refaire demain. Il devient, dès lors, facile de le sensibiliser aux notions de défense des droits de l’Homme et de vigilance civique, comme il devient facile, également, de le sensibiliser à celles de liberté et de responsabilité, car enfin, si certains «hommes ordinaires» sont devenus des bourreaux tandis que d’autres sont devenus des victimes, l’élève peut être amené à penser que le choix d’accepter le premier état ou de risquer le second se posera peut-être à lui aussi un jour.

On entre ainsi au cœur d’un questionnement, qui n’est certes pas exprimé devant le professeur, mais qui s’avère néanmoins essentiel dans le processus d’éducation à la citoyenneté que l’on cherche à entreprendre.

Il existe enfin une dernière variante à la démonisation qui, dans la plus pure veine de l’immédiat après-guerre, consiste à appliquer une lecture strictement «nationale» au phénomène des camps. D’après cette lecture, le peuple allemand serait, en son entier et de toute éternité, animé par le démon du mal, tandis que le peuple français serait *a contrario*, en son entier et de toute éternité lui aussi, animé par l’amour du beau, du bien du bon et du juste.

Inutile de dire que l’on ferait fausse route si l’on en restait, aujourd’hui encore, à cette vision partisane de l’histoire européenne, aussi bien pour ce qui est de la vérité historique - car comment alors expliquer les oeuvres de la résistance allemande et les exactions de la Milice française ? - que pour ce qui est de la formation civique - car comment alors rapprocher jeunes français et jeunes allemands dans une Europe désirée fraternelle et unie ?

Que la tentation de démoniser le voisin puisse encore exister, traduit cependant bien la réelle difficulté qu’il y a à se mettre en cause soi-même et à s’imaginer, ne serait-ce que furtivement, dans la peau d’un bourreau potentiel.

Les méthodes que j’ai mises en oeuvre pour atteindre les objectifs précédemment définis ont été le travail sur dossiers, l’accueil de témoins et le voyage sur les lieux de mémoire. Mais il a fallu, auparavant, procéder à une sensibilisation des adolescents.

Cette sensibilisation vise, comme son nom l’indique, à éveiller l’intérêt de l’élève sur un sujet qu’il ne connaît pas ou qu’il connaît peu. C’est un moment délicat car, ou la démarche atteint son but, et l’élève assurera

ensuite sans rechigner, et parfois même sans vraiment s'en rendre compte, une charge de travail forcément plus importante qu'à l'habitude ; ou elle échoue, et le professeur devra alors déployer d'énormes efforts pour obtenir, avec un soin minimum, et dans les délais impartis, des travaux qui seront, de toute façon, fort médiocrement réalisés.

Plusieurs canaux peuvent, bien sûr, être utilisés pour faire naître l'intérêt souhaité. L'un des plus efficaces m'apparaît être le cours dit «magistral» ou dialogué, car il permet de fournir aux élèves les repères et les connaissances minimums dont ils auront besoin dès la mise en route de leurs recherches ; car il permet aussi, par la problématique qu'il pose, d'amener immédiatement les «bonnes questions» et de cadrer le travail à venir.

Je me suis, pour ma part, systématiquement appuyé sur ce vecteur au début de chacun de mes projets, mais on peut aussi chercher à s'appuyer sur un film, une conférence ou sur un cédérom, ainsi *Mémoires de la déportation* qu'a récemment édité la fondation pour la mémoire du même nom.

D'une manière générale, tous les moyens sont bons à l'enseignant, dès lors qu'ils contribuent à éveiller la curiosité intellectuelle de l'élève et qu'ils réussissent à lui donner envie de s'investir activement dans le projet qu'on lui propose.

Le travail sur dossiers nous introduit maintenant au coeur de la «cuisine» pédagogique. Contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, les sources écrites sur la déportation, qui forment le matériau de base de ces dossiers, sont très nombreuses. Il s'agit, le plus souvent, de témoignages individuels dont certains - ceux de Primo Levi, de Charlotte Delbo, de Robert Antelme notamment - sont très célèbres, dont d'autres le sont beaucoup moins, mais qui tous sont extrêmement utiles à l'enseignant par la variété des parcours qu'ils retracent, par la diversité des sensibilités qu'ils

expriment et par la très grande humanité qu'ils dégagent presque toujours.

En plus de ces témoignages, l'enseignant peut également s'appuyer sur les nombreux ouvrages réalisés par les amicales de camps et par les associations de déportés - la FNDIRP et la FNDIR au premier chef - ouvrages très sérieux sur un plan historique et souvent très bien conçus sur un plan pédagogique. Pour ce qui me concerne, j'ai ainsi pu utiliser, sur Mauthausen, la plupart des livres et des plaquettes que l'amicale du camp avait édités (*Des pierres qui parlent*, *Plus jamais ça*, etc...) et qu'elle a eu la gentillesse de me faire parvenir lorsque je l'eus avertie de mon projet.

Après avoir réuni ses sources, le professeur se doit ensuite de les rendre accessibles à ses élèves en les taillant - afin d'en réduire la longueur ou d'en atténuer la dureté - en les ordonnant et en les redistribuant à l'intérieur de dossiers qu'il confectionne pour l'occasion. J'en ai, pour ma part, réalisé neuf sur le camp de Mauthausen, dont chacun fut consacré à un thème particulier (l'arrivée au camp, le travail dans le camp central, les kommandos, la vie quotidienne, les hiérarchies, le bunker, les femmes, la résistance, l'histoire du camp) et qui, tous, étaient composés de quinze à vingt documents de natures différentes (textes, mais aussi photos, dessins, cartes, plans, etc...).

Une fois mis au point, le dossier est ensuite confié à un groupe de trois ou quatre élèves qui ont obligation de suivre un plan-questionnaire détaillé, fourni avec les documents, pour en retirer la «substantifique moelle» et la restituer de manière cohérente.

Si le sujet d'étude est particulier, on emploie donc, dans le domaine de la méthode, les techniques habituelles à la pédagogie de l'histoire, même si, au demeurant, la réunion des sources, la confection des dossiers et la rédaction des plans-questionnaires deman-

dent à l'enseignant un très lourd temps de préparation.

L'accueil de témoins dans la classe est, avec ou après le travail sur dossiers, la deuxième méthode que l'on peut mettre en oeuvre pour chercher à atteindre ses objectifs. On doit d'autant moins hésiter à l'employer qu'elle est très complémentaire de la première et qu'elle donne souvent beaucoup de profondeur à un projet : elle est complémentaire d'abord, parce que les élèves sont confrontés aux sources orales après l'avoir été aux sources écrites ; elle donne de la profondeur ensuite, parce que ces mêmes élèves obtiennent un contact direct avec l'histoire, à travers l'un de ses acteurs qu'ils peuvent voir et entendre.

De surcroît, l'intervention du déporté dans la classe joue sur trois registres de valeurs qui sont tous très riches de signification civique pour les jeunes : un registre de proximité temporelle, puisque voir un déporté prouve déjà à l'élève, que la seconde guerre mondiale ne remonte pas à l'antiquité gréco-romaine ; un registre de familiarité spatiale, puisque entendre un déporté qui pourrait appartenir à son environnement quotidien prouve encore à l'élève que l'histoire est loin d'être uniquement faite par les «grands hommes» mais qu'elle est le produit de toute une société dont, selon toute occurrence, il sera lui-même, un jour, partie prenante ; un registre d'exemplarité puisque rencontrer un déporté qui a vécu le pire mais qui ne se plaint en aucune façon et se tient toujours très droit devant les autres prouve enfin à l'élève que l'on peut traverser des épreuves très dures sans, pour autant, rien abdiquer de soi-même.

Dans le prolongement de cette intervention, il est aussi possible d'organiser, ultérieurement, des interviews menées par de petits groupes d'élèves. Celles-ci permettent aux jeunes de poser les questions qu'ils n'avaient pas osé formuler la première fois ou

qui sont nées depuis lors dans leur esprit. Elles créent aussi un contact plus intime qui permet au déporté de s'exprimer plus librement que devant un public très large. Afin que tout le monde puisse cependant profiter de ce qui est alors dit, les interviews sont enregistrées sur vidéo, puis diffusées, en tout ou partie, devant les classes.

Le voyage sur les lieux de mémoire est enfin, la troisième méthode que l'on peut mettre en oeuvre avec ses élèves. Elle complète les deux autres et présente, elle aussi, son intérêt pédagogique propre.

Elle complète les deux autres car, après les sources écrites et les sources orales, elle permet d'aborder les sources matérielles. J'ai, pour ma part, effectué deux voyages de ce genre - le premier à Mauthausen, le second au Struthof - dans le cadre de chacun des projets que j'ai eu à conduire. A chaque fois, il s'est agi de répondre à la demande des élèves, car, à travers le travail sur dossiers et l'accueil des témoins, ceux-ci avaient fini par se familiariser avec des lieux qu'ils souhaitaient découvrir de visu.

Dans les deux cas, d'autre part, les traces matérielles sont particulièrement riches : à Mauthausen où elles sont très nombreuses en raison des dimensions du camp et de la place gigantesque qu'y a tenu le granite dans sa construction ; au Struthof où elles sont plus modestes mais où elles ont été, pour l'essentiel, très bien conservées.

Le voyage permet donc, d'abord, de mettre les élèves en contact avec ces traces après qu'ils l'ont déjà été avec les documents écrits et les témoignages oraux, mais il présente aussi, comme on l'a dit, son propre intérêt. Ces lieux de mémoire, en effet, sont avant tout des lieux de souffrance, et même s'il ne restait plus rien à voir, même si toutes les traces avaient disparu, je suis persuadé qu'ils évoqueraient quand même encore quelque chose : «Les pierres parlent» dit-on à Mauthausen ; elles transmettent, en tout cas,

des impressions et des sentiments que ni l'écriture ni la parole, ni les documents ni les hommes ne peuvent transmettre de la même manière ; elles prouvent aussi, par leur aveuglante matérialité, que tout a bel et bien existé. Ne serait-ce que pour cette seule raison, le voyage sur les lieux de mémoire s'impose de lui-même.

Les réalisations effectuées dans les classes ont donné lieu à des exposés et surtout à des mémoires. Elles ont été soumises, comme nous le verrons aussi, à différents types d'évaluation. Les exposés furent le produit du travail sur dossiers. Tous les groupes ont dû, en effet, présenter le résultat de leurs travaux devant les autres, à l'occasion de séances spécialement organisées dans cette intention. Chaque exposé devait, pour être effectué, s'appuyer sur les documents inclus dans les dossiers, dont une partie avaient été, au préalable, reproduits sous forme de transparents, afin de favoriser, au maximum, l'emploi du rétroprojecteur par les élèves.

Outre la mise en oeuvre des aptitudes orales qu'ils ont impliquées et l'échange quasi naturel entre les jeunes qu'ils ont entraînés, les exposés ont joué également un rôle très important pour établir, au niveau de chaque élève, une continuité dans l'acquisition du savoir. Jusque là, en effet, les connaissances n'étaient obtenues que de manière segmentée, puisque les différents groupes n'avaient de compétences réelles que sur le thème dont chacun avait été chargé. Avec ces séances désormais, ils accèdent tous progressivement à une vision d'ensemble du sujet, en ayant de surcroît l'impression de ne l'acquérir que par le seul échange avec leurs camarades. Une dynamique naît alors qui s'alimente d'elle-même, et le professeur, qui a fait le gros du travail en amont, qui doit encore, en aval, corriger ou recadrer les propos tenus, n'a plus, sur le moment, qu'à s'effacer. Les élèves apprennent aux élèves,

en quelque sorte, même si, réalisme oblige, l'enseignant doit, malgré tout, se garder de ne jamais rester trop loin derrière eux.

Si les exposés ont été le résultat du travail sur les sources écrites, on peut considérer les mémoires, qui ont conclu chacun des projets, comme le résultat du travail sur l'ensemble des sources : sources écrites encore, puisque après avoir exposé le fruit de leurs recherches devant leurs camarades, les différents groupes ont entré sur ordinateur le texte de leur intervention pour qu'il figure, à sa place, dans le mémoire de fin d'année ; sources orales également, puisqu'on aura aussi intégré, dans ce même mémoire, après transcription des bandes vidéo, les interviews réalisées par les élèves et les témoignages fournis par les déportés ; sources matérielles enfin, puisqu'on y trouvera encore des relations de voyage et des photos prises sur les lieux de déportation.

En raison de son caractère totalisant et de son aspect final, le mémoire apparaît comme la réalisation la plus importante et la plus ambitieuse que l'on peut chercher à obtenir dans ce type de projet. C'est la plus importante parce qu'il ordonne, met en relation, donne un sens à des travaux divers qui ont été effectués tout au long de l'année, et qui sont, pour la première fois, ramassés, regroupés dans ce mémoire où ils trouvent, avec leur place, leur unité définitive ; c'est la plus importante aussi parce qu'il permet de faire le bilan de ce qui a été accompli et parce qu'il est ce qui reste, une fois l'année achevée et les élèves partis vers d'autres horizons. Il joue alors le rôle de témoin, dans les rayons du CDI, d'une aventure pédagogique et humaine qui aura été, pour moi, à deux reprises, mémorable.

Reste, pour terminer, à dire un mot sur le mode d'évaluation qui a été appliqué. Tout au long de chaque projet, j'ai évalué les élèves sous forme de notes qui ont été, au fur et à mesure, intégrées dans leurs moyennes

trimestrielles. Les notes s'imposent car, qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, les élèves sont habitués depuis le primaire, sinon le berceau, à travailler «pour la note». Aussi comprendraient-ils mal de ne pas être évalués en conséquence, dès lors qu'ils sont intéressés par un sujet et qu'ils fournissent, à son propos, un travail personnel important. Je distribue donc, sans vergogne, les bonnes notes en appliquant une sorte de prime à l'effort quasi systématique.

Dans le même esprit, l'évaluation me permet de donner un coup de pouce à des élèves habituellement médiocres au regard des canons scolaires traditionnels, mais qui révèlent, à l'occasion de tels projets, des qualités de responsabilité, de débrouillardise et de travail en équipe qui seraient restées autrement largement cachées. A l'inverse, d'excellents élèves peuvent, sur ces mêmes points, se révéler un peu courts, voire même carrément décevants.

Enfin, les élèves se sont exercés à l'évaluation dans le cadre des séances d'exposés. Chaque groupe a, en effet noté la prestation des autres par le moyen d'une grille qui avait été spécialement préparée pour la circonstance, et qui distinguait soigneusement une dizaine de critères se rapportant soit à la forme, soit au fond de l'exposé. Les élèves devaient, dans ce dernier cas, attendre, avant toute notation effective, une première appréciation de ma part, délivrée sur le vif, mais j'ai dû constater, à l'usage, et non sans un certain amusement, qu'ils étaient souvent, sur le fond comme sur la forme, bien plus sévères entre eux que je ne l'étais moi-même à leur égard.

En conclusion, je dirais qu'enseigner Mauthausen aux jeunes européens d'aujourd'hui m'apparaît comme une nécessité absolue dans une triple perspective mémorielle, historique et civique.

Il est manifeste, en effet, que la Seconde Guerre mondiale a été le fait central de l'histoire du XXème siècle, et qu'à l'intérieur

de celle-ci, la déportation dans les camps de concentration et d'extermination nazis a marqué une rupture totale avec la pensée et l'oeuvre des Lumières qui avaient été, et qui sont encore, aujourd'hui, à la base de notre «maison commune» européenne.

Il est manifeste, aussi, que le système concentrationnaire a été le produit d'une idéologie de la haine que les nazis ont poussée, seuls, à son dernier degré, mais qui avait des racines très profondes dans l'ensemble du continent, et qui a su, pour commettre ses forfaits, se trouver partout les complicités nécessaires.

Il est manifeste, enfin, que dans toute l'Europe, et en Allemagne également, des citoyens se sont dressés pour défendre, avec la justice et la liberté, une certaine idée de l'Homme et de la civilisation. Beaucoup d'entre eux sont morts, ici, à Mauthausen, et les monuments nationaux qui se dressent, à l'entrée du camp en témoignent à jamais.

Pour toutes ces raisons, il faut «apprendre» Mauthausen aux jeunes européens.

En même temps, il est inutile de le nier, enseigner le camp constitue un authentique défi pédagogique, car les pièges, comme on l'a vu, sont nombreux et redoutables ; car surtout, on doit bien le constater, cet enseignement repose sur un paradoxe : comment, en effet, enseigner la vie, l'amour et la fraternité à partir de ce qui aura été leur négation absolue ? Comment faire naître ou renaître une conscience européenne, que les rescapés de Mauthausen appellent de leurs vœux, à partir des abysses de cette même conscience ?

Le défi, en tout cas, se doit absolument d'être relevé, car il est gagnable : les jeunes avec qui j'ai travaillé, et qui ont vingt ans aujourd'hui, seront là demain, j'espère, pour le prouver, en aidant à construire, par leur engagement de citoyens, une Europe enfin fraternelle.

Séance académique de remise du Prix de la Fondation Auschwitz 1999-2000

Le 5 décembre 2000.

Salle gothique de l'Hôtel de Ville
de Bruxelles.

Quatorze travaux d'étudiants et de chercheurs provenant d'Universités belges, françaises et allemandes ont été déposés durant l'année académique 1999-2000 en vue de concourir au Prix de la Fondation Auschwitz. Parmi l'ensemble de ces travaux, la thèse de doctorat de Monsieur Markus MECKL intitulée *Helden und Märtyrer. Der Warschauer Ghettoaufstand in der Erinnerung* (Héros et Martyrs. L'insurrection du ghetto de Varsovie dans la mémoire) ayant rencontré la faveur du jury, s'est vue attribuée le Prix de la Fondation Auschwitz (100.000 BEF). Déposée en août 1999 à la Technische Universität Berlin, Zentrum für Antisemitismusforschung, en vue de l'obtention du grade de docteur en philosophie, la thèse fut réalisée sous la direction du Professeur Dr. Wolfgang Benz

(Section «Communication et Sciences historiques»).

Le Jury en charge de l'analyse de ce travail et de sa délibération fut constitué des Professeurs et spécialistes suivants :

- Baron Paul HALTER
Président de la Fondation Auschwitz
- Prof. Dr. J. FRÜHLING
Université Libre de Bruxelles
- Prof. Dr. Werner GOEGEBEUR
Vrije Universiteit Brussel
- Prof. Dr. Silvain KEULEERS
Docent - Vrije Universiteit Brussel
en Koninklijke Academie Antwerpen
- Prof. Dr. Albert MINGELGRUN
Université Libre de Bruxelles

- Prof. Dr. Didier POLLEFEYT
Katholieke Universiteit Leuven
- Prof. Dr. Dietrich STURM
Directeur du Goethe-Institut de Lyon
- Maître Nathan WEINSTOCK
(Auteur, entre autres, de «Du fond de l'abîme. Journal du ghetto de Varsovie» par Hillel Seidman. Plon, 1998)
- Prof. Dr. Maurice WEYEMBERGH
Vrije Universiteit Brussel
- Prof. Dr. Yannis THANASSEKOS
Politologue, Sociologue,
Directeur de la Fondation Auschwitz,
Coll. scientifique à l'U.L.B.
- Anne VAN LANDSCHOOT
Historienne, Coll. scientifique de la
Fondation Auschwitz.

La séance académique débuta par le discours d'accueil du Bourgmestre délégué de la Ville de Bruxelles, Monsieur Henri Simons. Il fut suivi des interventions de l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, Monsieur Peter von Butler, de Madame Hildegard Boucsein, Secrétaire d'Etat représentant le Land de Berlin auprès de l'Union européenne, du Président de la Fondation Auschwitz, le Baron Paul Halter, et du lauréat qui présenta brièvement sa thèse. Le Prix, un chèque de 100.000 bef, a été remis au lauréat par Monsieur Yvan Ylief, Commissaire du Gouvernement Fédéral chargé de la Politique Scientifique. La réception fut suivie d'un verre de l'amitié dans la salle des mariages de l'Hôtel de Ville de Bruxelles. Nous publions ci-après les interventions prononcées à l'occasion de la remise académique du Prix.



Vue partielle de la salle. On distingue, de droite à gauche, Hildegard Boucsein, Secrétaire d'Etat du Land de Berlin, Peter von Butler, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, le Baron Paul Halter, Président de la Fondation Auschwitz et son épouse, la Baronne Paule Halter, membre du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz.

Intervention de Monsieur Peter von Butler, Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne.

Assister ici, dans la salle gothique de l'hôtel de Ville, à cette séance académique solennelle à l'occasion de la remise du *Prix de la Fondation Auschwitz* de cette année est un plaisir particulier pour moi. Je suis très heureux que ce prix soit attribué pour la première fois à un jeune chercheur allemand.

Monsieur Markus Meckl par sa thèse de doctorat intitulée «Helden und Märtyrer. Der Warschauer Ghettoaufstand in der Erinnerung» contribue de la sorte de manière substantielle à maintenir la mémoire.

Cet objectif de tenir vivante la mémoire des atrocités qui se sont produites en Allemagne pendant la dictature barbare du Troisième Reich est pour nous Allemands une préoccupation importante, et nous sommes très conscients de notre responsabilité. Et pour l'Allemagne démocratique il continuera d'être une obligation.

L'antisémitisme, le néo-nazisme et le racisme ne doivent plus jamais avoir une chance, en tout dernier lieu en Allemagne démocratique. Les phénomènes de rejets que nous avons malheureusement dû constater à maintes reprises ces derniers temps dans notre pays sur des immigrés, des minorités et des personnes moins favorisées, sont condamnés avec répulsion et indignation par la forte majorité des Allemands. Le Gouvernement fédéral prend toutes les initiatives pour faire perdre pied à l'extrême droite, et nous voyons apparaître, heureusement, partout dans notre pays un grand nombre d'initiatives populaires dirigées contre l'extrême droite et le racisme.

La responsabilité morale pour l'histoire allemande a incité le Gouvernement fédéral à prendre aussi des mesures en faveur des victimes et des survivants du travail forcé au sein du Troisième Reich. Comme vous le savez, le Gouvernement et le Parlement ont créé, cet été, la Fondation *Erinnerung, Verantwortung und Zukunft* («Mémoire, responsabilité et avenir»), destinée à reconnaître l'injustice commise contre ces personnes et à aider les survivants.

Permettez-moi de citer notre Ministre des Affaires étrangères, Monsieur Fischer, qui, en septembre de cette année, s'est adressé au *World Jewish Congress* à New York en disant : «Au début du nouveau siècle le «Plus jamais» continue d'être la leçon de notre histoire, un principe élémentaire de la politique allemande : dans notre pays, en Europe, vis-à-vis d'Israël et des communautés juives, dans notre engagement pour la paix et le respect des droits de l'homme dans le monde entier. Ceci est en même temps l'obligation morale et le vœu politique de la génération sur les épaules de laquelle pèse la charge de l'histoire allemande. Maintenir la mémoire et assumer la responsabilité - ceci doit être notre message à nos enfants et petits-enfants».

Notre respect et notre encouragement s'adressent donc en particulier aux personnes et institutions qui s'engagent à transmettre ce message à la prochaine génération. Là je pense à des exemples comme :

Le groupe belge *Mémoire et Paix* qui organise des rencontres entre des jeunes venant de Belgique, d'Allemagne, et de France dans des lieux commémoratifs de l'histoire sombre pour assurer que la mémoire soit maintenue et des amitiés transfrontalières puissent être créées en même temps ;

Ou à la manifestation *Stille Rebellen*, le mois dernier, initiée par le *Goethe-Institut* avec la coopération des institutions juives, incluant la Fondation Auschwitz et d'autres

institutions, et présentant un discours impressionnant de témoins de l'époque, à laquelle a assisté un grand nombre d'étudiants belges et allemands.

Je pense à Ignatz Bubis, l'inoublié Président du *Conseil national des Juifs en Allemagne*, décédé l'année dernière, qui s'est adressé à des milliers de jeunes Allemands au sujet de l'horreur de la période nazie et a discuté avec eux sur les leçons du passé. Dans une de ses dernières interviews, il a exprimé sa préoccupation primordiale : «Nous devons apprendre, apprendre, apprendre».

Et bien sûr, cher Baron Halter, cher Monsieur Thanassekos, je pense à votre Fondation Auschwitz qui, tant par ses colloques, conférences, témoignages audiovisuels que par des bulletins pédagogiques et des publications adressés aux professeurs, étudiants, historiens et autres multiplicateurs, met à la disposition de ces derniers depuis plus de vingt ans, et - avec un grand engagement - les moyens qui permettent de tenir informé en particulier la jeune génération.

Je vous souhaite à l'avenir tout le succès pour cette tâche si importante visant à encourager la tolérance, la solidarité et la coexistence paisible des citoyens de nos pays.

**Intervention de Madame
Hildegard Boucsein,
Secrétaire d'Etat.
Sénateur.
Bureau du Land de Berlin
à Bruxelles.**

*(Texte traduit de l'allemand par
Regine Schröer)*

Monsieur le Baron Halter, Monsieur le Ministre Picqué, Madame le Bourgmestre Marion Lemesre, son Excellence Monsieur

l'Ambassadeur, Monsieur le Dr. Meckl, Mesdames et Messieurs,

J'ai été très heureuse de recevoir votre invitation et c'est avec joie que je suis venue à Bruxelles pour participer à la remise du prix. Nous avons donc appris avec plaisir que le titulaire du prix de cette année recevant une reconnaissance de cette ampleur est un jeune chercheur doctorant de l'Université Technique de Berlin.

Il est encore exceptionnel que des thèses de doctorat soient reconnues publiquement et récompensées. Le doctorant est d'habitude un travailleur diligent et laborieux, peu sous les feux de la rampe dans ces domaines tels que ceux de la recherche, en raison de l'évolution actuelle tendant à une spécialisation accrue du choix des thématiques étudiées, lesquelles ont par conséquent peu d'impact auprès du public.

Ce qui n'est pas du tout le cas du sujet de la recherche du Dr. Meckl. L'insurrection du ghetto de Varsovie, en tant que tentative désespérée d'hommes placés dans une situation sans issue tentant de résister à l'opresseur, nous émeut et nous préoccupe en tant que tel. Il s'agit du courage et du respect de soi d'hommes ayant posé une résistance extrême en s'insurgeant avec peu d'armes contre leur déportation et leur anéantissement en signe de leur volonté de vivre et de leur estime de soi.

Le sujet de l'insurrection est un thème fascinant, pas seulement pour la personne intéressée ou pour l'historien, en raison de la grandeur humaine et de la tragédie qui s'y exprime. Il ne s'agit pas de questions abstraites, mais de questions existentielles, pas de constructions, mais de situations de vie fondamentales. Il s'agit d'un sujet qui a une importance pour tout le monde - hier, aujourd'hui et demain - s'agissant de clarifier ce qui s'est passé dans la période la plus noire de notre histoire.

On attend du chercheur et de l'analyste qu'ils gardent une distance par rapport à leur sujet en dépit de tout facteur émotionnel. Le destin des hommes doit être enregistré d'une manière claire. Au delà, le regard objectif qui interprète précisément les événements en les incluant dans un contexte plus grand ne doit pas se perdre.

Apparemment le lauréat a réussi cela d'une manière exceptionnelle.

Pour lui, en tant que rédacteur du Journal des sciences historiques et collaborateur du Centre de recherche sur l'antisémitisme de l'Université Technique, le sujet porte une importance pratique. Le Centre, fondé en 1982 à Berlin, a élaboré des critères portant au-delà du cadre national. La recherche interdisciplinaire sur l'antisémitisme relève d'une institution publique qui accomplit un travail d'information, d'éducation et de mémoire au-delà de l'université.

Le Dr. Meckl s'est occupé de la question de savoir comment l'insurrection du ghetto de Varsovie est présente dans la mémoire collective et dans les commémorations. Il ne s'agit donc pas d'un travail supplémentaire sur l'histoire des événements, mais sur l'histoire des effets, sur la forme et le contenu de la mémoire. C'est ainsi que le livre est à lire comme une contribution à la question de savoir comment et de quelle manière la commémoration a lieu et doit avoir lieu.

Et il faut qu'elle ait lieu !

Finalement, il s'agit, avec le ghetto de Varsovie, du droit fondamental de l'homme à la liberté.

Du point de vue, si je puis dire, des années berlinoises d'une berlinoise, nous avons fait dans notre ville - dans les parties qui étaient autrefois Berlin-Est et Ouest - des expériences spécifiques sur le thème de la liberté.

Certes les conditions historiques et politiques étaient toutes différentes. Je le dis en

connaissance de cause, car nous avons commémoré il y a peu le dixième anniversaire de la réunification. Nous nous sommes souvenus comment, à Berlin et dans d'autres villes de l'ex-RDA, des hommes ont résisté à l'oppression. Aucun de nous ne pouvait être sûr que ce processus serait non-violent. Dieu merci, il s'est effectué sans que le sang ne coule, ce que nous reconnaissons avec une profonde gratitude.

Si vous regardez le Berlin d'aujourd'hui par rapport au Berlin d'il y a 10 ans - du point de vue des grandes mutations de la société, du développement de la ville et de la vie quotidienne -, tous ces changements arrivant avec une grande rapidité, vous devez avoir l'impression que l'avenir se réalise directement sous nos yeux.

Indépendamment de toute référence à l'avenir, il y a place - et cela je veux le dire aussi personnellement - pour la mémoire et la prévention.

Le Musée Juif, cet édifice impressionnant de Daniel Liebeskind qui, sans objets d'exposition, se manifeste, insistant, tel un avertissement dans le «vieux» nouveau centre-ville, juste à côté de la «ligne de mort» que rappellent la «Villa Wansee», le «Centre Topographie des Terror» situé sur le terrain du siège de la Gestapo, et le futur Monument National de l'Holocauste, parle de soi.

L'éducation et la formation, mais aussi la recherche et l'information sont importantes. Elles représentent la base intellectuelle sur laquelle les nouvelles générations grandissent. Cette distinction qui est aujourd'hui attribuée à Mr. Meckl est dans ce sens une confirmation et une reconnaissance.

Mes félicitations au lauréat et merci à la Fondation Auschwitz pour avoir permis l'organisation de cette soirée.

Intervention du Baron Paul Halter, Président de la Fondation Auschwitz

Vos Excellences et Conseillers,

Messieurs les Ministres et
Représentants,

Messieurs les Secrétaires d'Etat
et Représentants,

Monsieur le Commissaire du
Gouvernement fédéral,

Madame le Gouverneur,

Monsieur le Vice-Gouverneur,

Monsieur l'Echevin Simons,
représentant Madame le Bourgmestre
délégué de la Ville de Bruxelles,
Marion Lemesre,

Mesdames et Messieurs les Echevins
et Conseillers,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Cette année, la remise du Prix de la Fondation Auschwitz a un caractère tout à fait exceptionnel dans la mesure où notre Prix est attribué à Monsieur Markus Meckl, de nationalité allemande (date de naissance : 22 janvier 1967).

Ce qui est également remarquable, c'est que nous avons eu le plaisir de faire connaissance avec Markus Meckl il y a plus de dix ans alors qu'il effectua à la Fondation Auschwitz, en tant que jeune Allemand, son service civil dans le cadre de l'association «*Aktion Sühnezeichen Friedensdienst*», association de réconciliation et du repentir qui tente par tous les moyens de rapprocher les gens qui seraient tentés de succomber au désir de vengeance ou de haine. A l'époque, personne n'aurait pu songer que dix ans après, nous accueillerions à nouveau Monsieur Markus Meckl et ce pour lui remettre le Prix de la Fondation Auschwitz.

C'est son séjour parmi nous d'avril 1989 à août 1990 et l'expérience qu'il a vécue en notre Fondation qui l'ont conduit non seulement à entamer des études d'histoire à l'Université Technique de Berlin, mais à consacrer aussi sa thèse de doctorat à un thème qui est au centre des intérêts de notre Fondation, à savoir l'histoire et la mémoire de la révolte du Ghetto de Varsovie. En effet, sa thèse de doctorat consacrée par l'Université Technique de Berlin et, aujourd'hui par l'attribution du Prix de la Fondation Auschwitz, porte le titre «*Helden und Märtyrer. Der Warschauer Ghettoaufstand in der Erinnerung*». Il y a donc cette année une série d'éléments symboliques tout à fait exceptionnels : tout d'abord la nationalité allemande du récipiendaire, ensuite son rôle de jeune Allemand dans l'une des Associations allemandes pour la réconciliation et enfin le fait qu'il ait collaboré aux activités de notre Fondation.

Son mérite est d'autant plus important que cette année académique, quatorze personnes ont postulé pour concourir au Prix de la Fondation Auschwitz et ce sur des thèmes variés. Aussi, les jurys qui ont délibéré ces travaux ont eu la tâche particulièrement difficile et nous leur en sommes particulièrement reconnaissants. Je tiens à souligner que ces jurys sont totalement indépendants et sont composés de professeurs d'universités et de spécialistes compétents dans les matières et les études qui sont soumises au Concours. Je précise que ce Prix n'est pas attribué si la qualité des travaux ne le permet pas, ce qui donne d'autant plus de valeur à son attribution.

A l'époque où malheureusement les négationnistes poursuivent leur œuvre destructrice, il est fondamental qu'un travail aussi brillant sur la mémoire restitue et conforte la terrible vérité du génocide.

Sur les tombes juives, on ne dépose pas de fleurs mais on dépose de petits cailloux qui

sont autant de symboles de la mémoire des hommes.

Le travail que nous récompensons aujourd'hui est l'une des pierres qui fera que la Mémoire ne s'effacera pas et que le souvenir des martyrs ne disparaîtra jamais de nos cœurs.

Intervention de Monsieur Yvan Ylieff, Commissaire du Gouvernement chargé de la politique scientifique

C'est évidemment un très grand plaisir et un réel honneur pour moi d'être parmi vous ce soir et de pouvoir ainsi répondre à votre invitation.

Plus d'un demi-siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale et des tragédies qu'elle a engendrés, l'action de la Fondation Auschwitz reste plus que jamais indispensable.

Elle remplit en effet un double rôle :

D'une part, sauver de l'oubli ceux qui ont souffert dans leur chair ou payé de leur vie la défense des libertés démocratiques ;

Et d'autre part, éduquer à la citoyenneté responsable et aux valeurs démocratiques les jeunes générations.

Aussi par ma présence, je tiens à rendre à nouveau hommage à la Fondation Auschwitz. A l'heure des révisionnismes en tout genre, la vérité historique doit être plus que jamais recherchée. Il faut pouvoir réfuter les faux arguments point par point. L'historien est, à côté du témoin direct, la personne la mieux à même d'assumer cette fonction de vérité.

Vos recherches ont donc une portée exceptionnelle, dans un contexte où les anciens se font de moins en moins nombreux et où le discours négationniste trouve de nouvelles tribunes, internet par exemple.

Je salue à cet égard le soutien apporté par la Fondation Auschwitz aux chercheurs. Grâce à elle, la vérité historique s'affirme et la démocratie consolide ses fondations.

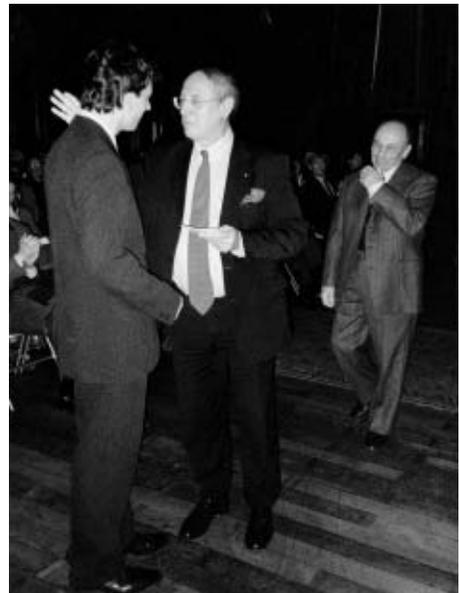
Ik wil u nogmaals mijn gelukwensen herhalen en u een goede voorzetting van uw onderzoekswerk toewensen.

Je tiens à vous réitérer toutes mes félicitations et à vous souhaiter une bonne poursuite dans vos recherches.

En het is eveneens met een waar genoegen dat ik u, beste heer Markus Meckl, voor uw doctoraatsthesis de «Prijs van de Auschwitz-Stichting» overhandig.

Hartelijk gefeliciteerd.

Aussi, c'est avec joie que je vous remets, Cher Monsieur Markus Meckl, le «Prix Fondation Auschwitz» pour votre thèse de doctorat. Toutes mes félicitations.



Le Commissaire du Gouvernement chargé de la politique scientifique, Monsieur Yvan Ylieff, remet le Prix - un chèque de 100.000 francs - au lauréat, Monsieur Markus Meckl, en présence du Baron Paul Halter.

**Intervention
de Monsieur Markus Meckl,
Lauréat du Prix Fondation
Auschwitz 1999-2000 pour sa
thèse déposée à la Technische
Universität Berlin, Zentrum für
Antisemitismusforschung,
sous la direction du Prof. Dr.
Wolfgang Benz, intitulée
«Helden und Märtyrer.
Der Warschauer Ghettoaufstand
in der Erinnerung».**

Monsieur l'Echevin, je vous remercie pour votre aimable accueil à l'Hôtel de Ville de Bruxelles.

Monsieur le Président de la Fondation Auschwitz, je vous remercie ainsi que Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de la Fondation Auschwitz pour ce prix.

Sehr geehrte Herr Botschafter Dr. von Butler, sehr geehrte Frau Staatssekretärin Dr. Boucsein, ich danke Ihnen und freue mich sehr, das sie die Möglichkeit gefunden haben, heute hier auswesend zu sein als Vertreter meiner Landes und meiner Stadt.

Monsieur le Commissaire du Gouvernement Fédéral, Mesdames et Messieurs les Membres du Jury du Prix de la Fondation Auschwitz,

Monsieur le Directeur, Mesdames et Messieurs les Membres de l'Equipe de la Fondation Auschwitz,

Mesdames et Messieurs, je vous remercie vivement d'être venus assister à cette cérémonie.

Il y a 12 ans, je suis venu pour la première fois à Bruxelles et je dois l'admettre, la première chose qui m'a frappé dans cette ville, ce sont les tunnels. Pour moi, qui ai grandi dans une petite ville au sud de l'Allemagne, cela m'a semblé assez incompréhensible, comment

savoir où en sortir, comment trouver son chemin une fois entré dans ce labyrinthe.

J'étais venu ici à Bruxelles pour faire mon service civil comme objecteur de conscience. Et même si l'objectif était pour moi de rendre service, je dois bien dire, c'est surtout moi qui ai appris. J'ai eu la chance de faire la connaissance de personnes et de nouer des amitiés durables. C'est beaucoup et je le dois à cette ville.

Que 12 ans plus tard, qu'aujourd'hui, je me trouve ici, dans cette salle, n'aurait pas été possible sans les gens rencontrés ici. Je pense d'abord aux survivants des camps, aux Membres de l'Amicale d'Auschwitz, qui m'ont accueilli si généreusement et avec tant de gentillesse. Je suis triste qu'aujourd'hui beaucoup ne soient plus là. Jacques Rozenberg en particulier, qui aurait été fier de moi.

C'est ici à Bruxelles que j'ai décidé de faire des études de Philosophie et d'Histoire à Berlin. Ce n'est pas le moment de décrire en détail mon parcours, mais il y a une chose que je veux dire. Je n'oublierai jamais les longues nuits où Jacques Rozenberg, lorsqu'il me rendit visite à Berlin pour la première fois, m'a raconté et raconté sa vie.

C'est vous les membres de l'Amicale d'Auschwitz et vos histoires, le privilège de vous avoir écouté, qui m'a amené à la fin de mes études, à écrire une thèse de doctorat sur la mémoire.

Je ne veux pas faire un long discours ici, mais j'aimerais dire encore que je suis bien conscient de ce que cela représente que moi, allemand, je reçoive aujourd'hui ce prix. Cela signifie beaucoup pour moi et je vous en remercie vivement.

Merci. Dank u wel.

Des témoins racontent

MARYLA MICHALOWSKI-DYAMANT

Rescapée des camps

La dernière nuit à Auschwitz-Birkenau

Au début de l'année 1945, je travaillais dans un commando qui s'appelait «Weiköpchen». Nous étions six cents femmes et six cents hommes à avoir œuvré à la construction d'un nouveau camp, toujours à Birkenau ; ce camp était destiné au «transport» des Juifs de Hongrie - dont une partie fut gazée et les autres reconnus encore aptes à travailler. Le commandant de ce camp s'appelait Otto Hahn (hauptcharführer).

La cheminée des crématoires brûlait jour et nuit. Et nous nous nourrissions des vivres que les Juifs hongrois avaient apportés avec eux. Nous pensions qu'au fond notre chef n'était pas mauvais. C'était un ivrogne. Quand il était en état d'ébriété, il disait toujours «de toute façon nous allons perdre la guerre».

Dans plusieurs baraques, nous triions les vêtements des gens partis au gaz. Je tra-

vaillais dans une baraque de vêtements, et en général la nuit. Une fois, en me promenant pendant la journée, mon attention a été attirée par un groupe de SS portant des moustiquaires. Parmi ces SS se trouvait notre commandant Otto Hahn. Je me suis cachée dans un buisson et j'ai vu que les SS brûlaient les enfants vivants et les jetaient dans le fossé. Si jamais on m'obligeait à tout oublier, j'aurais toujours devant les yeux les enfants juifs brûlés vivants.

Depuis quelques jours l'atmosphère du camp était drôle. Le 17 janvier 1945, au matin, toutes les femmes qui n'avaient pas de sœurs dans le camp devaient aller au «transport» selon l'ordre du docteur Mengele, le plus grand meurtrier du 20ème siècle. J'ai demandé à une amie dont une sœur restait au camp de me garder mes souliers pendant deux jours. On nous a enfermées dans

une sorte de mouroir, on nous a pris tous nos vêtements et on nous a donné à la place une sorte de linceul. Il n'y avait pas de chaises dans ce mouroir. J'étais couchée par terre sur des briques rouges. Je savais que c'était la fin. C'était un sentiment horrible : attendre la mort. Au milieu de la nuit, la porte s'est ouverte et un jeune SS, Ludwig Plutzer, est entré. Ce SS était chez nous depuis quelques mois et montrait un peu d'humanité (il m'avait même emprunté des livres...). Il m'a fait venir et m'a dit : «Ne t'en fais pas, le matin vous rentrerez dans vos blocs, et après-midi tout le monde devra quitter Auschwitz».

Je haussai les épaules et lui dis : «Je ne vous crois pas». Il m'a dit : «Je vous donne ma parole d'honneur que c'est vrai». J'ai demandé : «Quelle parole d'honneur ? De Ludwig

Plutzer ou d'un SS ?». Il m'a répondu : «Parole de Ludwig Plutzer». Effectivement, vers 5 heures du matin, on nous a dit de retourner dans nos blocs. On devait aller prendre des vêtements dans les baraques où il y en avait. Il y avait un désordre terrible.

Ce fut le plus beau jour de ma vie, parce que je voyais la fin de la «Grande Allemagne». Mais ce n'était pas encore la fin de nos souffrances. A 5 heures de l'après-midi, chacune de nous a reçu un pain. Je l'ai mangé directement, et après, on est sorti de notre enfer pour entrer dans un autre enfer, qui s'appelle dans l'Histoire «la Marche de la Mort». Il faisait moins vingt degrés, la route était enneigée et pleine de cadavres. Celui qui ne pouvait plus marcher, était mort. - Je voudrais savoir ce qu'est devenu Ludwig Plutzer...

BENJAMIN SILBERBERG*Rescapé des camps*

N° 125552

11 avril 1945

Date de la libération du camp de Buchenwald. Après avoir évacué les camps d'Auschwitz et d'autres, les 17 et 20 janvier 1945, près de 60.000 détenus se trouvèrent sur les routes et sentiers de Pologne, par moins 22 degrés, habillés en bagnards, un morceau de couverture ou de papier sur le dos, sans nourriture, marchant en colonne.

Celui qui quittait la colonne pour un besoin était abattu sous les injures des SS ou des gardes. Celui qui dandinait d'épuisement sur ce sol gelé était abattu sans pitié tout comme celui qui ne suivait pas ou traînait ses chaussures enneigées. Partout, des cadavres abandonnés sans sépulture à la merci des rats des champs. Ces SS ou gardes qui nous encadraient, pistolet ou fusil à la main, n'hésitaient pas à tirer et à tuer le maximum de détenus afin d'effacer leurs crimes, sans se préoccuper de la condition dans laquelle

nous nous trouvions, sans nourriture, à sucer de la neige ou à arracher une touffe d'herbe en marchant. La nuit, repos dans des granges ouvertes au milieu des champs blancs de neige, encadrés de gardes prêts à abattre celui qui cherchait à fuir. Dans la grange les détenus épuisés par la marche, le ventre creux, dans un silence de mort et sans se préoccuper des autres, urinaient et déféquaient sur place. Nous n'étions plus des êtres humains.

Au matin, ordre de mise en marche sous les coups, les injures et les coups de pistolet pour ceux qui ne se redressaient pas rapidement ou qui étaient épuisés de la veille. Marcher, jour après jour, sans prêter attention aux cadavres raidis par le froid sur les côtés de la colonne qui avançait en se dandinant sur le sol gelé, la neige durcie sous les semelles des sabots ou des chaussures enve-

loppées de chiffons. Pour arriver, du moins en partie, moribonds survivants de cette marche de la mort, après deux semaines, au camp de Gross-Rosen. Rester à l'appel pendant des heures, mi-jambes dans la boue, au bon plaisir des kapos de droit commun maîtres du camp. Enfin, rentrer dans un baraquement vide de mobilier pour s'étendre sur un sol humide, recevoir une soupe et, se tenant l'un contre l'autre, retrouver un peu de chaleur humaine au milieu de ce froid de Pologne. Ordre de repartir deux jours plus tard, direction Weimar, où nous avons subi un bombardement américain. Résultat : beaucoup de morts parmi nous, les survivants de la marche de la mort. Pour arriver au camp de Buchenwald, au petit camp dit «théâtre».

Certains parmi nous ont subi une amputation aux avant-pieds et aux extrémités gelées, sans anesthésie. Un numéro d'entrée nous est tatoué sur les deux cuisses ; le mien : 125552. Du papier servira de pansement pour couvrir les plaies des moignons à nu, des ulcères, etc.. Ensuite, désinfection. Dans une énorme cuve. Une chemise pour les handicapés. Nous sommes ensuite placés dans une charrette et conduis au bloc des mouiroirs, le bloc n° 61, sans aucune fenêtre. La porte d'entrée porte une inscription sur le haut, T.T.D. : Typhus, Tuberculose, Dysenterie. Ici pas de lits, mais des planchers sur quatre hauteurs. Les moribonds, couchés l'un

contre l'autre, yeux hagards, sans vie, attendant la mort, une couverture pleine de poux pour six ou sept détenus. Dans ce bloc, du côté droit et en partie de face, un muret d'un mètre de haut avec une fosse derrière servait de latrine pour ceux qui pouvaient arriver à temps pour déféquer. Les autres restaient couchés dans leurs excréments car épuisés et n'ayant plus la force de se déplacer. Ils étaient sortis de leur couche par les kapos et surveillants, avec coups et injures, jetés sur des brouettes et emportés par des détenus vers l'extérieur. La vie que j'ai vécu dans ce bloc mouiroir n° 61, je ne l'oublierai jamais. Le destin a fait qu'un jour un médecin soviétique prisonnier de guerre est entré au bloc. Observant les détenus mourants, me voyant, il m'a pris dans ses bras et conduis au bloc 54 où j'ai été soigné, c'est-à-dire changé régulièrement des papiers servant de pansements sur les parties amputées de mes pieds. Je n'oublierai jamais ce médecin à qui je dois la vie, les résistants et opposants aux nazis qui ont combattu les SS et gardes du camp de Buchenwald, les armes à la main, ayant libérés le camp avant l'arrivée des tanks américains. Les hauts-parleurs ont annoncé avec joie, dans la cour d'appel, «Kameraden wir sind frei !».

Pour ce qui me concerne, je suis devenu orphelin, j'ai perdu mes familles maternelle et paternelle, mon père pendant la marche de la mort, mon frère au bloc 61.

Informations

**PRÉSENTATION DE
L'ŒUVRE PICTURALE
DE JACQUES
ROZENBERG
PAR MONSIEUR
WIM TOEBOSCH,
CRITIQUE D'ART (*)**

Comment un critique d'art peut-il - doit-il - approcher l'œuvre picturale de Jacques Rozenberg, musicien accompli, mélomane passionné, qui a survécu à l'horreur d'Auschwitz ? Doit-il le faire d'un ton neutre, analytique, distancié et objectif ? Mais une telle attitude est impossible et serait d'ailleurs injuste. Quand on parle de l'œuvre de Van Gogh, on ne peut négliger certains des éléments de sa vie qui ont déterminé sa vision et son style. Faut-il donc admirer sans réserve l'art d'un créateur pour le fait qu'il a subi la plus profonde des détresses et a connu l'enfer ? Ce serait tout aussi faux parce que l'expérience du malheur et de l'humiliation ne fait pas automatiquement d'un homme un génie.

Il faut donc regarder et écouter l'œuvre, suivre son évolution, tenter de déchiffrer le message qu'elle porte en soi et qui sera perceptible si l'on aborde les dessins et les huiles avec une ouverture d'esprit et une sensibilité de cœur qui permettront d'établir une affinité avec la personnalité de l'artiste.

A son retour en Belgique, en 1945, Jacques Rozenberg, trop affaibli physiquement pour reprendre le violon se met, quelques années plus tard, à dessiner et à peindre. Il faut qu'il puisse se dégager de la partie la plus obsédante de son passé, affronter «Un visage fracassé, écrasé - le mien», détailler les étapes de son calvaire : «Auschwitz - arrivée au

petit matin», «Sélection», «Les chiens hurlent. Les SS aboient» - mais aussi «Etre ensemble. Rester ensemble».

Après cette brève période de tentative de dépassement, d'exorcisme, suivent des années de silence extérieur, indiquant sans doute un besoin de dominer intérieurement le souvenir des épreuves vécues et le conflit psychologique qu'elles entraînent.

Quand la peinture réclame à nouveau de pouvoir servir d'exutoire à l'accumulation d'émotions et de réflexions, Auschwitz est encore présent dans les œuvres, mais les victimes qui l'habitaient sont devenues des ombres («Les ombres avancent»), des spectres, des fantômes qui pourraient aussi bien résider dans le monde ténébreux de Dante. Le «Camp incendié» doit effacer toute trace de la barbarie des monstres nazis, mais la végétation repousse, «La nature reverdit», «L'homme a une chance». De nouveaux thèmes surgissent et s'entremêlent dans l'œuvre de Jacques Rozenberg : «Des fleurs de tendresse» caressées par «Un souffle léger». La philosophie de l'artiste n'a pas changé : «Si le monde t'est insupportable, détourne la tête», parce qu'il y aura toujours «Des ailleurs enchanteurs».

C'est l'art qui peut y mener : toutes les peintures de Jacques Rozenberg en apportent la preuve. La couleur peut être éclaboussure de sang, mais aussi corolle ouverte au soleil. La ligne peut être flèche qui déchire, mais aussi direction de l'espoir, tension vers le futur.

On pourrait dire que l'œuvre de Jacques Rozenberg doit nous rappeler les horreurs des camps d'extermination et nous aider à ne pas oublier.

Pour ma part, qui ne peut même pas imaginer la réalité de tout ce que les victimes du

(*) Exposition de Jacques Rozenberg à la V.U.B. inaugurée le 15 novembre 2000.

génocide ont souffert, je préférerais que cette œuvre nous rappelle surtout - puisqu'aussi bien il est utopique de croire que des monstres humains cesseront d'exister un jour - que le courage, la confiance dans la vie, la croyance en la dignité indestructible de l'homme en sont le vrai message.

**ALLOCUTION À
L'ENCLOS DES FUSILLÉS
LE DIMANCHE 29 AVRIL 2001,
PAR MONSIEUR
VICTOR MALBECQ,
PRÉSIDENT DE LA
FRATERNELLE
DES AMICALES DE CAMPS
DE CONCENTRATION
ET PRISONS NAZIS**

- Extraits-

Monsieur le Représentant du Roi,
Mesdames et Messieurs,
Chères Amies, Chers Amis,

La Fraternelle vous remercie d'être venus, aussi nombreux, assister à cette cérémonie d'hommage. En 1914-18, il y eut 34 Fusillés dont les noms sont gravés sur la plaque commémorative. Entre 1940 et 1944, le nombre fut beaucoup plus élevé et on dénombre 365 tombes dans cet enclos.

Le premier hommage national fut rendu en avril 1919, par la Famille Royale et les plus hautes autorités du pays. Interrompu pendant la deuxième occupation allemande, cet hommage national fut repris dès 1945 par les anciens concentrationnaires. Ceux-ci, dès leur retour d'Allemagne se regroupèrent suivant leurs lieux de détention, par Amicales de camps. Vers les années 1948-49, ils créèrent notre Fraternelle des Amicales de camps de concentration et prisons nazis. Le but

principal de la Fraternelle est d'être garante de l'éthique et de la morale dans les problèmes liés à la détention dans les bagnes allemands.

De nombreux patriotes n'avaient pu accepter que notre pays fut attaqué, puis occupé par l'une des grandes puissances mondiales qui avaient signé un accord, reconnaissant et garantissant notre neutralité et notre indépendance nationale dans un conflit pouvant survenir entre elles. C'est pourquoi, par tous les moyens à leur disposition, ils ont combattu l'opresseur.

Toutes les actions entreprises présentaient souvent de très grands dangers et, beaucoup parmi nos compatriotes furent arrêtés, soumis à la torture physique ou morale, puis éventuellement présentés à des juges allemands, condamnés à mort ou à la déportation dans le «Grand Reich» et détenus dans un camp de concentration ou dans une prison. Souvent même, sans jugement.

Ayant échappé à l'exécution, ces condamnés se croyaient sauvés. Mais c'était méconnaître la mentalité des gardiens SS et leur manière de traiter les prisonniers ou les prisonnières ; car les femmes ayant aussi participé à la résistance ont subi les mêmes peines, condamnées à mort, exécutées ou déportées dans un camp de concentration, celui de Ravensbrück, spécialement créé pour elles, au nord de Berlin.

Au moment de la débâcle du «Reich de 1000 ans», les gardiens SS appliquèrent avec férocité les ordres de Himmler : «Aucun prisonnier ne peut tomber vivant aux mains des ennemis». Il y eut les marches de la mort et, parmi celles-ci, des convois partis de Dora et Neuengamme sont arrivés à Gardelegen. Ces prisonniers furent enfermés dans une grange à laquelle les gardiens mirent le feu. 1016 hommes périrent brûlés vifs.

Les survivants de ces abominations pensaient que de tels événements ne se repro-

duiraient plus. Malheureusement, ils se sont répétés dans de nombreux endroits, par exemple, dans un pays bien connu des Belges, le Rwanda ou plus près de chez nous, en ex-Yougoslavie et, actuellement au Moyen-Orient. Ce dernier conflit ne pourrait-il être réglé en respectant les résolutions de l'O.N.U. et les accords de paix signés par les deux parties, il y a huit ans ?

Tous les Fusillés qui reposent ici, tous nos compagnons morts en camp de concentration avaient su transcender leurs différences de régions, de langues ou de politiques, pour travailler dans la même direction et avec le même but : redonner à leur pays, à notre pays, sa liberté et son honneur.

Ce serait certainement une souffrance pour eux de voir nos mesquineries politiques actuelles, dans un Etat dont le fédéralisme d'union est nettement dépassé et tend vers un confédéralisme, annonceur de séparatisme entre nos régions et nos deux communautés.

Dans leur grande majorité, les Belges refusent cette séparation.

Devant les attaques des ennemis de la Belgique clamant «België barst», nous assistons tristement au silence officiel de toutes les associations patriotiques. Depuis le début des années 30, il est souvent prévu, dans leurs statuts, une clause précisant qu'elles ne peuvent s'occuper de «politique». Défendre son pays contre des ennemis de celui-ci, qu'ils soient extérieurs ou intérieurs, n'est pas faire de la politique mais du civisme, du patriotisme.

Depuis la fin de la guerre, tous les partis ont concouru à créer la situation actuelle de déliquescence de la Belgique unie. Pour ne citer que quelques exemples : l'un de ceux-ci, lors d'un congrès en 1946, vota déjà la fédéralisation du pays, puis l'annula immédiatement par un second vote ; un autre accepta dans ses rangs les anciens collaborateurs soi-disant repentis ; un troisième

échangea, pour faire passer la loi de fédéralisation, ses voix contre un plat de lentilles d'écotaxes, et enfin, ces dernières semaines, il y eut la séparation d'un ministère national entraînant le partage, de manière ridicule, de notre jardin botanique, mondialement reconnu...

Jusqu'à ce jour, personne ne s'est fermement opposé aux ukases des partis anti-belges parmi lesquels, le premier créé dans les années 1950, la Volksunie, à qui a été attribué le titre de parti démocratique pour services rendus au démantèlement de la Belgique et le Vlaams Blok, créé par les durs de l'extrémisme flamingant, des deux partis réunis derrière le slogan «België barst».

Par les moyens légaux en leur possession, les Belges ont tenté de faire comprendre aux autorités dirigeantes qu'ils ne voulaient pas de la scission de leur pays ; mais jusqu'à ce jour, leur message ne fut pas compris. Comme toujours en Belgique, les yeux ne s'ouvrent et le bon sens ne revient que lorsque des émeutes révolutionnaires créent des situations extrêmes. Faudra-t-il en arriver là ?

N'y aurait-il plus chez nous quelques hommes politiques ayant le sens de l'Etat, pour s'opposer avec détermination aux visées séparatistes des successeurs des traîtres de 14-18 et de 40-45. Ces derniers ne font qu'appliquer à la lettre l'arrêté du 21 mars 1917 signé par le Général von Bissing, gouverneur général de la Belgique occupée, décret dont le but était de détruire notre pays par ces moyens là.

Malgré cette situation désolante pour l'existence de notre pays, il nous reste, à nous les anciens concentrationnaires du régime national-socialiste, l'espoir que les générations futures auront un regard différent, plus lucide à la lumière de ce que nous aurons su leur communiquer, capable de comprendre les enseignements de l'Histoire et qu'elles bâtiront un monde plus humain.

**FRATERNELLE DES AMICALES DE CAMPS DE CONCENTRATION
ET PRISONS NAZIS (ASBL)**

**VERBROEDERING VAN DE VRIENDENKRINGEN DER NAZI CONCENTRATIEKAMPEN
EN GEVANGENISSEN (VZW)**

ADRESSE de CONTACT :
M. Raymond ITTERBEEK
Rue Bonneveau, 8
B-1325 CHAUMONT-GISTOUX
Tél. : 010/68.92.17

B-1800 Vilvoorde, le 21.05.2001.
Sint-Annalaan, 86
Tél. : 02.267.25.14

Les Amicales
des camps et prisons de :
Vriendenkringen
van kampen en gevangeniszen:



Association Internationale
des Fonctionnaires Européens
Anciens Résistants
Déportés et Internés
Auschwitz
Belzig
Bergen-Belsen
Bourg-Léopold
Breendonk
Buchenwald
Citadelle de Huy
Condamnés à Mort
Dachau
Demier Convict
Dora
Dortmund
Esterwegen
Flossenbürg
Gross-Rosen
Internés d'Espagne
Mauthausen
Merkspias-Watten
N.N. (Nacht und Nebel)
Natzweiler-Struthof
Neuengamme
Prisons d'Anvers
Prison Centrale de Louvain
Prisons Féminines
Prisons de Liège
Ravensbrück
Rescapés Bagnes Allemands
Rhénanie
Sachsenhausen
Silésie
Vught
Waldheim
Wolfenbüttel

A propos de l'Amnistie.

Le Bureau de la Fraternelle, réuni ce 21 mai à Bruxelles, sous la présidence de Victor Malbecq, a procédé, au nom des 34 amicales des camps de concentration et prisons nazis, à l'examen de la situation politique créée par la démission forcée du Ministre SAUWENS et aux nouvelles déclarations liées à l'amnistie.

Le Bureau se réjouit de l'attitude et des déclarations des ministres des différents gouvernements, tant fédéral que communautaires et régionaux, ainsi que des présidents des partis démocratiques qui ont exigé le départ du Ministre Sauwens, aucune autre issue n'étant acceptable.

Le Bureau espère qu'une telle attitude s'inscrira dans le cadre de notre fédéralisme d'union et de l'unité nationale à laquelle la Fraternelle est plus que jamais attachée, et qu'aucun marchandage ne vienne, à l'avenir, ternir cette belle union.

La Fraternelle rappelle son opposition totale à toute forme d'amnistie. Rien ne justifie d'accorder cette réhabilitation à moins d'une centaine d'irréductibles nazis, qui refusent de reconnaître leurs fautes, et qui, étant responsables de tant de victimes, n'expriment aucun regret, et continuent de bafouer les règles élémentaires de la démocratie en défendant le nazisme et sa barbarie.

Le Bureau de la Fraternelle continue à œuvrer, avec les autorités démocratiques de notre pays, afin de préserver et de transmettre aux jeunes générations la mémoire de toutes celles et de tous ceux qui se sont battus et ont sacrifié les plus belles années de leur vie, et souvent même leur vie, dans le but de sauvegarder notre démocratie et notre liberté.

Aux extrémistes, mais aussi aux responsables politiques quelles que soient leurs langues ou leurs appartenances régionales, la Fraternelle redit, avec fermeté, son opposition à toute amnistie.

**RÉUNION
DES MEMBRES
DE L'AMICALE BELGE
DES EX-PRISONNIERS
POLITIQUES
D'AUSCHWITZ-
BIRKENAU, CAMPS ET
PRISONS DE SILÉSIE**

La Fondation Auschwitz a invité ses membres également membres de l'Amicale d'Auschwitz à se réunir le 29 novembre 1999 à l'Institut National des Invalides de guerre.

En cette occasion, les rescapés des camps nazis suivants ont été honorés d'une médaille pour services rendus :

Baron Paul Halter :
Officier de l'Ordre de la Couronne

Monsieur Charles Van West :
Officier de l'Ordre de la Couronne

Monsieur Pinkas Unger :
Chevalier de l'Ordre de la Couronne

Monsieur David Lachman :
Officier de l'Ordre de Léopold II

Madame Rosa Ehrlich,
Baronne Goldstein :
Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Madame Sonia (Szajndal)
Goldman-Wasserstrum -
Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Madame Marie Lipstadt-Pinhas :
Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Monsieur Alain (Aaron) Monczyk :
Chevalier de l'Ordre de Léopold II

Madame Paul (Perla) Nisenbaum,
Baronne Halter :
Chevalier de l'Ordre de Léopold II

**LES SÉMINAIRES
DE LA FONDATION
AUSCHWITZ**

*Questions approfondies
d'histoire et de mémoire des
crimes et génocides nazis*

La Fondation Auschwitz a organisé l'an passé un cycle de formation à destination des enseignants du secondaire. Quatre séminaires résidentiels abordant diverses thématiques (littérature, psychologie, éthique, philosophie, sources audiovisuelles) ont été proposés. En raison du succès rencontré, la Fondation a décidé d'organiser un nouveau cycle de formation pour l'année 2001. Le canevas reste inchangé. Ce nouveau cycle comprendra quatre séminaires résidentiels (vendredi et samedi) qui seront animés par des spécialistes des différentes disciplines impliqués dans les thématiques envisagées. Pour assurer une discussion approfondie, des textes seront préalablement distribués aux enseignants inscrits. Durant le séminaire, ces textes feront l'objet de débats après une brève présentation par le formateur. Les enseignants peuvent participer à un ou plusieurs séminaires s'ils le désirent.

**PROGRAMME
DES SÉMINAIRES
CYCLE DE FORMATION 2001**

• **Séminaire I :**
(2-3 février 2001)
Buzenol (Virton)

L'Art comme support de la mémoire -
Problématique de la représentation.

(sur base de diapositives)

Animé par Jacques ARON - Architecte,
essayiste et critique d'art (AICA),
Professeur honoraire à l'Institut Supérieur

d'Architecture de la Communauté Française
- La Cambre

& Daniel WEYSSOW - Historien d'Art,
Collaborateur scientifique à la Fondation
Auschwitz.

• **Séminaire II :**
(18-19 mai 2001)
Tournai

Les totalitarismes - Préconditions et
Systèmes.

Animé par Sylvain KEULEERS - Docteur
VUB en Koninklijke Academie Antwerpen
& Yannis THANASSEKOS - Directeur
de la Fondation Auschwitz.

• **Séminaire III :**
(28-29 septembre 2001)
Esneux (Liège)

Histoire et Cinéma. Quelle représentation ?
(Sur base d'extraits de films).

Animé par Adolphe NYSENHOLC -
Professeur à l'Université Libre de Bruxelles
& Lydia CHAGOLL - Auteur et Cinéaste.

• **Séminaire IV :**
(16-17 novembre 2001)
Bruxelles

Les Sciences sous le IIIème Reich.

Animé par Johann FRÜHLING -
Professeur à l'Université Libre de Bruxelles,
Médecin Directeur du Centre des Tumeurs
- Institut Jules Bordet

& Benoît MASSIN - Chercheur au Max-
Planck Institut de Berlin auprès de
la Commission présidentielle « Histoire
de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft sous le
nazisme ».

MODALITES PRATIQUES

- Les séminaires débutent le vendredi à 10h00 et se terminent le samedi à 17h00.
- Le logement et la restauration sont prévus sur place.

- Possibilité d'inscription pour un week-end ou plusieurs week-ends.
- Participation obligatoire aux deux journées du séminaire.
- Le nombre de participants est limité à quarante par séminaire.
- Les textes relatifs aux thématiques abordées seront envoyés aux personnes inscrites.
- Un certificat de présence sera délivré aux participants.
- Frais de participation : 1000,-Bef par séminaire (pension complète).

Si ce projet vous intéresse et que vous êtes prêt(e) à y participer activement, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat de notre Fondation pour de plus amples informations.

**CONCOURS ANNUEL
DE DISSERTATION
2000-2001**

L'épreuve du concours de dissertation de la Fondation Auschwitz s'est déroulée le vendredi 26 janvier 2001. Nonante copies nous ont été adressées par des élèves des deux dernières années du secondaire supérieur de 34 écoles de la Communauté Française de Belgique. Rappelons que le premier tri des copies étant effectué par les professeurs des Etablissements scolaires participants, seules 3 copies par école - sur les quelque 800 rédigées - nous sont parvenues. Le thème de cette année fut le suivant :

**«La tolérance est faiblesse
et non force».**

**(Günther Grass - Ecrivain-philosophe
allemand contemporain)**

Treize prix dont onze d'une valeur de plus de 30.000 bef composés d'un diplôme, d'un chèque de 5.000 bef (10.000 bef pour le Prix de la Commission Communautaire Française) et d'une invitation à participer

gratuitement à notre voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau (qui s'est déroulé du 10 au 16 avril) ont été décernés par les membres du jury du Concours en leur réunion du 24 février. A savoir : cinq prix offerts par la Fondation Auschwitz aux lauréats des Provinces de Brabant wallon/Région de Bruxelles-Capitale, de Hainaut, de Namur, de Liège et de Luxembourg ; un prix offert conjointement par la Fondation Auschwitz et la Commission Communautaire Française pour un lauréat issu d'un Etablissement scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale ; ainsi que six prix offerts conjointement par la Fondation Auschwitz et les Députations permanentes des Provinces de Brabant wallon, de Hainaut, de Namur, de Liège et de Luxembourg et par l'asbl «Table ronde de Soignies». En outre un Prix d'une valeur de 6.000 francs a été offert par l'asbl «Table ronde 44 - Neufchâteau» à un lauréat issu de l'Arrondissement de Neufchâteau.

Les lauréats :

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de l'Assemblée de la Commission
Communautaire Française
pour la Région de Bruxelles-Capitale»
Mademoiselle Alix FRAN CART
- Athénée de Watermael-Boitsfort -*

D'après Monsieur Gunther Grass, écrivain allemand de son état, la tolérance, c'est-à-dire la capacité à accepter des opinions et/ou croyances divergentes aux siennes, serait un défaut et non une qualité.

Premièrement, acceptons cette phrase. Il est totalement légitime de qualifier la tolérance de faiblesse. Tolérer, c'est se soumettre aux idées d'autrui, ne pas imposer les siennes.

Quelqu'un qui se prétend tolérant, déclare à sa façon qu'il subit les doctrines, les opinions ou les choix de ceux qui l'entourent, sans dire, ni défendre ses propres pensées. Alors, cette personne est terriblement faible,

elle vivra toute sa vie sous le poids des autres, ce qui est déjà affreux en soi si on s'en rend compte, mais encore pis si on clame sous tous les toits qu'on accepte cet écrasement, qu'il est délibérément choisi.

Le cas est similaire pour les personnes qui se disent modestes. Je considère la modestie comme le résultat d'un honneur bafoué. Etre modeste est sous-estimer sa propre personne, mépriser nos capacités afin de paraître plus faible aux yeux des autres. On aime s'entourer de gens plus faibles que soi car cela procure un sentiment de pouvoir, et en contre partie, ces personnes «modestes» font cela pour se faire aimer. Aimer quelqu'un qui se méprise... cela m'est inconcevable. Donc tolérer, c'est se fondre devant l'idéologie d'un autre être, pour qu'il se sente accepté et qu'il accepte à son tour. Tolérer est le mauvais côté de l'altruisme. Se faire du mal en effaçant nos opinions afin de mettre en exergue celles d'autrui. On écrase ses pensées par rapport aux autres, or on ne vit pas sans idées ni choix (cfr : «Je pense donc je suis»), donc la tolérance est une sorte «de mort de l'esprit». Monsieur Courtel a dit : «Jusqu'à quel point tiendrait, devant l'abus, une tolérance faite, en partie, d'inerties et d'habitudes prises». C'est également vrai ; la plupart des êtres de notre société tolèrent ce qui se passe autour d'eux car ils n'ont pas ou plus la force de se lever et de crier leur désaccord. Ils sont engoncés dans leurs petites idées préconçues, dans leurs préjugés encrassés et ils s'y complaisent. Ils acceptent avec résignation les idées d'autrui qui les assaillent et les étouffent et ils les tolèrent parce que c'est la solution de facilité. Par exemple, l'adolescent qui ne rentre pas chez lui aux heures prévues et dont les parents ne réagissent pas... Voilà de la tolérance d'inertie. Le père ou la mère évite la confrontation et donne l'occasion à son enfant de faire plus la fois suivante. Et de soir en soir la situation empirera. Lorsque éclat

tera le problème, on se rendra compte que la tolérance est synonyme de laxisme.

La tolérance est une faiblesse.

Deuxièmement, réfutons la phrase de Grass. La tolérance est une force de l'âme et de l'esprit. Car tolérer, c'est accepter des idées opposées ou différentes de ses propres idées tout en les conservant. On garde ses opinions et on s'ouvre à d'autres, on accepte la vision des choses d'une personne extérieure. Or, par cette action, on s'enrichit. On gagne un aspect que l'on n'avait point envisagé, on ne le partage pas obligatoirement mais on sait dès lors qu'il existe. La connaissance est une richesse mentale et celle-ci nous rend forts et puissants. Notre ouverture d'esprit, notre tolérance nous permet également d'«élargir» le cercle de nos connaissances et de ne pas nous cloîtrer dans des idées qui pourraient se révéler fausses, après que nous y ayons cru pendant des années, voire même toute une vie. Pouvoir discuter, défendre ses idées et en gagner d'autres, cela nous permettra de nous faire des amis. Un être entouré des siens, de ceux qu'il aime malgré leurs divergences d'opinion ou de religion, est inattaquable. Donc la tolérance est une force. Je vais m'appuyer sur la phrase de Monsieur Voltaire : «Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez le dire». Il y a une certaine puissance à tirer de la tolérance. Si nous appliquions tous cette citation, l'entraide mentale existerait entre les hommes. Les guerres et les conflits ne sont dictés que par des êtres bornés et dogmatiques qui sont incapables d'envisager une façon de penser autre à la leur. La tolérance éviterait bien des morts. Les conflits au Proche-Orient sont la cause d'une intolérance religieuse dépassant les limites du possible.

Juste en aparté, j'aimerais signaler que, en lisant la définition de tolérance au dictionnaire, j'ai remarqué l'existence de la signification de ce terme dans le milieu médical. Or

celle-ci dit : «aptitude du corps à supporter les effets d'un composé chimique ou physique». Donc, physiquement parlant, la tolérance est également une force.

Pour conclure, je voudrais encore dire quelque chose. Günther Grass est un écrivain dont toute l'œuvre exprime l'absurdité du monde adulte qu'il ressentait, et son refuge dans un univers enfantin. J'ai toujours considéré que les enfants sont les êtres les plus cruels et les plus intolérants qui soient vis-à-vis de leurs pairs. Selon cela, je me permettrai de dire que, si Grass s'enfermait dans un monde d'enfants, il devait vivre de la même façon en raisonnant comme un enfant. Ce qui expliquerait qu'il considère la tolérance telle une faiblesse.

Je ne me prétends pas psychologue en disant cela, j'exprime simplement le sentiment qu'à fait naître cette phrase en moi.

Ayant trouvé autant d'arguments pour que contre, je suis dans l'incapacité de déclarer si je suis d'accord ou non de considérer la tolérance comme une faiblesse et non une force. Ce dont je suis sûr, c'est que le but de Grass n'était pas de trouver des gens en accord avec sa citation mais de les faire réagir et réfléchir à la lecture ce qu'il a dit.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
pour la Région de Bruxelles-Capitale/
Brabant wallon»*

*Mademoiselle Noémie ZELIGZON
- Lycée Dachsbeck -*

Tolérance : «Respect de la liberté d'autrui, de ses manières de penser, d'agir, de ses opinions politiques et religieuses».

Tolérance : «Fait de ne pas empêcher».

Tolérance, mot au sens vague, à l'implication dédoublée : respect du prochain, principe fondamental d'une société vivable ou indulgence vis-à-vis d'une cause, parfois discutable. Alors, tolérance, force ? Faiblesse ? Sans aucun doute, force dans le premier cas, faiblesse dans le second.

La tolérance est une force et avant cela une vertu. Elle permet les contacts humains et prône le respect d'autrui sans nullement impliquer d'adhésion à un principe opposé au nôtre. Elle ne réclame que l'acceptation d'une idée : qu'il est des gens qui pensent autrement et qui n'en sont pas pour autant haïssables. La tolérance incarne donc bien une force, la force d'une société, en ce sens qu'elle détermine si elle est vivable ou non, lui donne une richesse et permet d'envisager son développement économique et culturel. Dans le conflit israélo-arabe, sans prendre nullement de position personnelle, chacun sait très bien que tant qu'il n'y aura pas un peu de tolérance, de respect mutuel, une porte ouverte sur la fraternité, il n'y aura pas de paix possible et le Proche-Orient demeurera une poudrière. La tolérance est donc bien une force qui lie les hommes entre eux, qui sommeille en chacun de nous, ce petit quelque chose qui fait que la vie en société est possible et que le monde n'est pas une boucherie totale.

Mais il est indéniable que la tolérance est aussi faiblesse. On approuve ou on ignore parce qu'on ne veut, ne peut ou ne sait dire NON.

La mère d'une enfant abusée par son père ne réagit pas (toujours), tiraillée entre la souffrance de sa chair et son amour et sa crainte à l'égard de son mari. Pourquoi est-elle si faible ? Pourquoi tolère-t-elle une chose pareille ? Craint-elle de se retrouver à la rue ? Le regard de la famille ? Celui des autres ? Nous ne voyons les circonstances que de l'extérieur.

Chacun est conscient du monopole des multinationales et il est de notoriété publique que les plus grandes marques de vêtements « inn » ont installé leurs ateliers en Asie du Sud-Est où des femmes et des enfants travaillent dans des conditions lamentables pour un salaire de misère. Le consommateur sait que le producteur ivoirien de cacao ne

touchera qu'une infime partie de ce qu'il paiera pour sa tablette de chocolat ; il sait que même si les bananes du Costa Rica subissent les intempéries et que le producteur se retrouve ruiné, lui, il mangera des bananes. Alors que des groupes de défense de commerce Nord-Sud équitables se sont formés, le consommateur sait tout et en tolère autant, marque de toute la honte de sa faiblesse. Le produit lui convient, son prix aussi. Pourquoi se préoccuperait-il d'autre chose ? ? ?

Lors de la montée du nazisme dans les années '30, personne n'a réagi ou du moins pas suffisamment énergiquement pour empêcher les événements. On a toléré ce projet véreux, et Hitler a fini par arriver au pouvoir démocratiquement. Des excuses ? On ne savait pas ; « Ils n'avaient encore rien fait de mal », « j'aurais perdu mon travail », « ils ne m'embêtaient pas », « je n'avais pas de raison de réagir ». Or, si le mal avait été coupé à la racine, c'est-à-dire dès le départ, ces projets racistes, antisémites, xénophobes avaient été décriés, foulés au pied ou si, en tout cas, personne ne les avait tolérés, jamais la Shoah n'aurait eu lieu, jamais les Juifs, Tziganes et autres millions d'innocents n'auraient péri, gazés ou assommés par la honte, le travail et la maladie, jamais les camps de la mort ne seraient devenus réalité laissant cadavres et êtres meurtris à vie à la pelle. Oui, la tolérance de ces « gens » qui ont laissé faire était faiblesse et même inconscience.

La tolérance est une force, elle adoucit le choc des coutumes, évite que le monde soit transformé en boucherie (plus qu'il ne l'est déjà) et c'est cette vertu qui un jour sauvera peut-être le monde. Mais la tolérance est dans d'autres cas une faiblesse, en ce sens qu'elle peut aussi représenter l'acceptation de l'inacceptable par des gens qui ont d'autres préoccupations, qui ne voient pas les dangers, qui ne savaient pas, qui ont peur, qui en tout cas se trouveront toujours une bonne raison. Et ces « faibles » ne voyant que leur

faiblesse («leur excuse») se mettent alors à tolérer l'intolérable. Comportement égoïste. Comportement humain.

Aujourd'hui, on a appris certaines choses de par le passé et on pourra donner les excuses du monde, tolérer l'extrême droite ou toute autre doctrine totalitaire. Ce sera désormais un crime, ce sera nuire à la mémoire de ceux qui y ont déjà laissé leur vie, ce sera les tuer une seconde fois. Lors du génocide rwandais, les autorités internationales savaient mais ont laissé faire, ont toléré l'extermination de la minorité tutsi. Vu leur position sur l'échiquier mondial, est-ce encore de la faiblesse ? Non. Il est temps que l'on n'abuse plus de la tolérance afin qu'elle reste vertu.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Députation permanente
de la Province de Brabant wallon»
Mademoiselle Guénaelle CORNEZ
- Athénée Royal Riva-Bella -*

La tolérance est un mot très à la mode qui revêt des aspects positifs aussi bien que négatifs. Elle peut être force mais également faiblesse.

Poser des limites à la tolérance et bannir les extrêmes n'est pas un exercice facile.

D'une part, la tolérance est parfois utilisée comme sortie de secours, pour éviter de devoir dire ce que l'on pense, pour s'abstenir de critiquer, pour s'épargner d'agir. On tolère par peur de la confrontation. Certains prendront l'excuse du respect.

Mais respecter autrui n'est pas tout tolérer ! Prenons l'exemple de l'Afrique. Nous pouvons comprendre certaines coutumes sans pour autant fermer les yeux sur des sévices pratiqués encore de nos jours.

En effet, certaines tribus africaines mutilent les organes sexuels des jeunes filles. Cette opération douloureuse ne se déroule pas dans des conditions d'hygiène favorable et marque psychologiquement la jeune fille à

vie. Oui, ce sont des coutumes et elles datent de plusieurs siècles mais elles demeurent pourtant intolérables. Ne pas agir, c'est à dire ne pas informer les populations, ne pas leur montrer les conséquences néfastes de ces opérations ou même ne pas interdire cette pratique, serait une lâcheté et une indifférence grave.

D'autre part, la tolérance peut être considérée comme une force. Car connaître, accepter, aimer un être différent de nous qui se distingue par ses coutumes, sa nationalité, sa religion révèle souvent une force de caractère et un travail de longue haleine. Accepter l'autre, c'est aussi avoir de la patience, se remettre en question, discuter, ..., c'est accepter la différence.

Mais les limites de la tolérance ne doivent pas pour autant nous mener vers une non-tolérance absolue. Celle-ci, poussée à son extrême, doit être bannie également.

Ainsi, le fanatisme religieux amène à l'intégrisme et certains pays, privés de droits élémentaires, sombre dans le despotisme. Dans la vie quotidienne, des enfants se voient rejetés à l'école par des camarades qui n'ont pas appris la tolérance, et des patrons écrasent littéralement leurs employés car ils n'acceptent aucun débordement, aucune discussion.

Ce dernier siècle a malheureusement été jalonné d'exemples de non-tolérance poussée à l'extrême. Les divers « nettoyages » ethniques, que ce soit au Kosovo ou dans nos pays en 40-45, ainsi que les guerres de religions, en Israël, mais aussi en Irlande, en sont des exemples douloureux. En effet, ils sont les preuves que les préjugés raciaux ont « la dent dure » et sont malheureusement encore la source de nombreux conflits et que le fanatisme religieux existe réellement avec toutes ses conséquences.

La tolérance et la non-tolérance poussées aux extrêmes sont donc des tendances dan-

gereuses. Car respecter autrui ne signifie pas tout tolérer mais ne rien tolérer n'est pas honorer notre prochain non plus. La tolérance est donc une faiblesse et non une force lorsqu'elle est mal comprise et qu'elle devient laxisme. Mais bien utilisée, elle est une force et une valeur nécessaire à la construction d'une société démocratique.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Députation permanente
de la Province de Hainaut»
Mademoiselle Delphine PIPERS
- Athénée Royal René Magritte -*

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, des nazis ont été jugés et condamnés par les Alliés pour crimes contre l'humanité. Le procès de Nuremberg devait servir à dénoncer les horreurs perpétrées par les hitlériens à l'encontre des Juifs, des communistes mais aussi des Tziganes, des homosexuels, des malades mentaux, et, bien sûr, des populations des pays occupés. Il devait surtout empêcher que de telles atrocités ne se reproduisent. Mais l'histoire nous a montré qu'il ne suffisait pas de passer la corde au cou à quelques assassins pour bannir à jamais dictateurs et bourreaux.

Encore aurait-il fallu éviter que des fous dangereux ne puissent trouver un terrain favorable pour soulever des armées dans le seul but de détruire, de rayer de la carte des peuples dont le seul crime était d'être différents. Car, pour éradiquer les génocides, il faut d'abord en éliminer les causes : la peur de la différence qui conduit à l'exclusion, au racisme et aux intolérances de tous bords. Mais aussi, les difficultés économiques : chômage, surendettement, précarité vécues par un nombre croissant de nos concitoyens. Car, aujourd'hui plus qu'hier, dans notre société de consommation, le bannissement est plus une question d'argent qu'une gestion de couleur de peau.

Mais malheureusement, il faut bien le constater, nous avons été incapables de mettre en

œuvre ces beaux concepts. Car un des grands échecs de l'humanité, c'est que dans ce monde égoïste, certains ne peuvent trouver leur place ; c'est que, au travers des pays et des continents, cette simple équation «un homme égale un homme» ne se vérifie pas.

En effet, si ces dernières décennies, beaucoup ont rêvé d'un monde où, grâce aux progrès de la science et de la technologie, le sort des hommes serait enfin amélioré, si d'autres ont cru que le développement des moyens de communication et des médias rapprocherait des individus de tous les horizons, aux portes de ce nouveau millénaire, le bilan est bien décevant. Le fossé entre pays riches et pays pauvres, entre nantis et démunis, est de plus en plus profond. La différence, qu'elle soit ethnique, sociale, culturelle ou religieuse suscite encore et toujours incompréhension, peur et rejet.

Mais chez nous, qu'en est-il ? Que penser du regard que nos concitoyens portent aux familles dont le dernier refuge est une caravane pourrie dans un camp sordide, aux sans-papiers qui font la file devant l'office des étrangers ?

Bien sûr, dans les textes, les droits individuels sont garantis. Bien sûr, des mouvements antiracistes veillent au respect des minorités et luttent contre les préjugés. Et pourtant, ici aussi l'exclusion existe.

Il suffit d'un regard moqueur, d'une phrase perfide pour blesser l'autre, pour l'écraser. Mais l'intolérance peut être plus virulente. Ainsi, le jeune Mustapha, qui recherche un emploi ou un logement, s'entendra-t-il dire par des racistes honteux et hypocrites que la place est déjà prise ou que l'appartement vient d'être loué. Il arrive que la haine soit plus profonde encore, elle se traduit alors par de la violence physique. Souvenons-nous des jeunes immigrés battus à mort par des skinheads.

Si nous ne voulons pas connaître à nouveau les démons du passé, le retour à la barbarie, nous devons nous battre contre toutes formes d'étroitesse d'esprit et de fanatisme. Et cette lutte n'est pas gagnée. Il en faudra de l'énergie pour venir à bout des idées reçues, transmises de génération en génération : «Tous les Arabes sont des voleurs», «Tous les Noirs sont paresseux» ; il en faudra de l'obstination pour surmonter les obstacles et donner la parole à ceux qui en sont le plus souvent privés car il n'est jamais facile de remettre en cause des préjugés et de faire évoluer des mentalités.

Mais ce sera le prix à payer si nous voulons un monde juste, tolérant et plus humain. Un monde où chacun aura droit à la connaissance, à la santé, à la liberté.

Peut-on penser pour autant que toutes les idées, tous les mouvements soient défendables ? Peut-on se montrer tolérant face à l'inacceptable ?

Je n'hésiterai pas longtemps pour répondre NON.

Non, la tolérance n'est pas de mise face aux extrémismes qu'ils soient religieux ou politiques. La société et en particulier certains membres d'entre elle plus vulnérables n'ont-ils pas besoin de garde-fous ? La démocratie ne doit-elle pas être protégée ?

Prenons l'exemple des sectes et des gourous. Ces charlatans qui s'attaquent aux plus fragiles d'entre nous, exploitent et dépersonnalisent leurs adeptes, allant parfois jusqu'à les pousser au suicide. Le pouvoir judiciaire n'a-t-il pas le droit de les empêcher de nuire ?

Dans le même esprit, on peut envisager les problèmes posés, un peu partout dans le monde, par la montée de l'intégrisme.

On pense bien sûr aux Talibans, au parti musulman en Algérie mais ce sont aussi aux U.S.A., des mouvements religieux puissants

qui interdisent l'enseignement de l'évolution dans les écoles de leur état.

Les démocrates n'ont-ils pas le devoir de se mobiliser pour que chacun puisse profiter des droits élémentaires de tous les hommes : le droit de manger à sa faim, le droit à un logement sain, le droit aux soins de santé, le droit à l'éducation, le droit de percevoir un revenu par un travail décent, le droit à la liberté de culte, le droit à la liberté d'opinion, le droit à une justice égale pour tous, ...

Mais le grand défi que doivent relever les pays occidentaux, c'est la montée des partis fascistes. Si, pour lutter contre cette progression, on doit envisager l'application de lois interdisant la propagation d'idées racistes et xénophobes, il n'en reste pas moins que le mal est plus profond. Il faut donc trouver une solution aux problèmes sociaux qui alimentent le racisme et l'intolérance.

Ainsi, une des valeurs essentielles de notre société est le travail. Or, avec les développements de la technologie, l'homme a souvent été remplacé par la machine. Maintenant du boulot, il n'y en a plus pour tout le monde et sans emploi, on est exclu de la vie sociale. L'économie moderne a fabriqué des chômeurs, des hommes et des femmes mis au ban de la société.

Lutter contre le chômage doit être l'objectif de tous les gouvernements qui ont également à régler le grave problème de l'immigration clandestine ou autre. Pour cela, ils doivent prendre des mesures internationales visant à améliorer les conditions de vie des populations dans leur pays d'origine. Car actuellement, l'écart entre pays riches et pays pauvres continue de s'accroître. Malheureusement, ce ne sont sûrement pas les patrons des multinationales qui exploitent la main d'œuvre bon marché du Tiers Monde et des anciens pays du bloc de l'Est, qui inverseront la tendance.

Nous ne connaissons un monde meilleur que si nos décideurs posent les bons choix et que nous cessons d'agir en individualistes égoïstes. Dorénavant, il faudra partager pour que règne une plus grande justice sociale.

Fini le temps des vues à court terme qui s'arrêtent aux limites de la région, de l'état ou du continent. Il est très urgent d'envisager le monde et l'humanité dans sa globalité.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Députation permanente
de la Province de Namur»
Mademoiselle Nathalie LEFEVRE
- Institut Notre-Dame du Sacré-Coeur -
à Beauraing -*

Aujourd'hui, le mot «tolérance» est fréquemment utilisé et peut recouvrir des réalités très différentes. Mais son application peut parfois nous laisser perplexes, au contact de certains événements récents comme l'accueil des demandeurs d'asile ou la présence de l'extrême droite en Autriche.

Pour certains, comme Günther Grass, la tolérance peut être une attitude négative. Cet intellectuel allemand resta attentif pendant la deuxième guerre mondiale à toute dérive antidémocratique au sein de l'Allemagne. Dans ses romans, il véhicule le thème privilégié de la culpabilité collective en évoquant les laideurs et les petites gens de l'Allemagne nazie.

Dès lors qu'en penser, la tolérance est-elle une faiblesse ou une force ?

Certes la tolérance, peut être une faiblesse lorsqu'elle est acceptation plus ou moins imposée du fait accompli, lorsqu'elle est résignation, lâcheté, indifférence. Rappelons à cet égard la faiblesse des Alliés face à la montée du nazisme et leur capitulation lors de la «conférence de Munich» en 1938. On peut aussi évoquer l'éducation des enfants, à qui des parents tolèrent et permettent tout : ils ont tendance à devenir difficiles, capricieux... Enfin, citons la situation des sociétés

ou régimes politiques où l'on tolère toutes les religions, toutes les idées et toutes les pratiques culturelles : ne risque-t-on pas d'y trouver des tensions, des désordres ?

Si la tolérance m'oblige à renoncer à mes valeurs, à mon identité, à l'autonomie de ma pensée et de mon action, alors oui, c'est une faiblesse ! En fait, elle est bien souvent justifiée par la peur ou par un comportement égoïste : garder sa petite tranquillité, privilégier ses intérêts,... Mais en retour, cette attitude laxiste, permissive peut engendrer de grands maux dont l'intolérance et le fanatisme des autres, et finalement la perte de la liberté.

Et pourtant, la tolérance bien comprise peut être une force. Au point de vue culturel, la diversité des nombreuses religions, langues, cultures et caractéristiques ethniques qui existent sur notre planète est un trésor qui nous enrichit tous. Evoquons les apports de la culture arabe à l'Occident au cours du Moyen-Age ou encore l'Edit de Nantes qui mit un terme aux guerres de religion en France ou plus près de nous, la découverte de l'art africain par des peintres comme Picasso.

En fait, la tolérance doit être fondée sur la compréhension et le respect d'autrui. Et on peut rappeler que des grands philosophes ont lutté contre tout fanatisme et toute ignorance au nom de la liberté. Ainsi Voltaire dans son célèbre «Traité sur la Tolérance», voit dans celle-ci le remède aux maladies auxquelles notre civilisation risque de succomber.

Mais que faire face à l'intolérance ? Et par ailleurs n'y a-t-il pas un risque à devenir soi-même intolérant ? Certes, il faut être tolérant envers les autres et leurs cultures. Seulement, nous ne pouvons pas tout permettre. Certaines idées ou certains actes doivent être interdits, au nom de la liberté et de l'ordre social. Et nos démocraties doivent barrer la route à un ennemi prêt à détruire nos valeurs fondamentales. «Pas de liberté

pour les ennemis de la liberté», disait Saint-Just. La tolérance a donc des limites et on doit féliciter un dirigeant européen comme Louis Michel pour sa fermeté vis-à-vis de l'actuel régime autrichien ou encore un juge comme Juan Guzman pour sa détermination à poursuivre des tortionnaires ou des criminels de guerre.

Par ailleurs, la tolérance est une attitude parfois difficile, voire un idéal. Elle implique un effort pour accepter la différence. Elle est à la fois un devoir et un droit car tous les hommes sont égaux. Aussi l'information, la raison et l'esprit critique sont-ils primordiaux. Il nous faut, avec Primo Levi et tant de victimes de l'intolérance, refuser toutes formes d'oppression. Il faut promouvoir des politiques favorisant la tolérance et le dialogue entre les cultures. Et l'on ne peut que se réjouir des initiatives menées dans ce sens notamment par le Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance.

Malgré la bonne foi des gens, les préjugés ont la dent dure. Les idées, les actes et les traditions des autres nous heurtent souvent et il est parfois difficile de les accepter. On doit faire des efforts pour y parvenir. Mais qu'y a-t-il de plus beau que cette découverte des autres ? Ainsi, contrairement à ce qu'affirme Günther Grass, la tolérance bien comprise est une force. Nous pouvons conclure avec Frédéric Mayor que «la tolérance ne signifie pas seulement la patience à l'égard des autres : elle implique la connaissance des autres, mais plus encore le respect pour la beauté de leur culture».

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Députation permanente
de la Province de Liège»
Mademoiselle Alice RENOIR
- I.P.E.S. de Hesbaye -*

La tolérance est un mot dont je connais la signification depuis pas mal de temps déjà. Lorsque j'étais à l'école primaire, notre professeur de morale commençait toujours son

cours par cette phrase : «La tolérance, mes enfants, c'est le respect des idées d'autrui, de toutes ses idées (politiques, religieuses ou sociales). Celui qui ne respecte pas ses différents camarades n'a pas sa place à mon cours ! ! ». Il disait aussi que celui qui possède cette vertu jouit d'une paix intérieure si profonde qu'elle n'est comparable à aucun autre sentiment. Alors avec mon esprit d'enfant de six ans, j'essayais d'imaginer ce que pouvait représenter cette paix intérieure. Je pensais aux enfants de mon âge qui sont aimés et choyés par leurs parents, qui ne connaissent de la vie que la douceur et l'insouciance, qui ont des amis qu'ils aiment et qui les aiment. Pour moi, c'est cela la paix de l'âme. Est-ce une faiblesse que d'être en paix avec soi-même ?

Aujourd'hui, je me dis que tout ce bonheur dont j'ai profité enfant me rend plus forte pour affronter les épreuves de la vie. Aujourd'hui aussi, je me rends compte que la tolérance est une qualité rare et qu'aux quatre coins de notre pauvre monde, le sang coule à cause de ceux qui ne respectent que leurs idées. Comment parler de tolérance à ceux qui se battent au Moyen-Orient, à ceux qui envoient leurs enfants au front avec un fusil trop lourd pour leurs pauvres petits bras ? Comment fallait-il parler de tolérance aux nazis lorsqu'ils étaient convaincus qu'exterminer les Juifs, c'était purifier le monde, c'était tuer la vermine ? Comment parler de tolérance à ceux qui condamnent d'office les demandeurs d'asile et les renvoient chez eux dans un pays en guerre où ils n'ont plus aucun avenir ? Comment discuter de tolérance avec les gens d'extrême droite qui dès que l'on prononce le mot «étranger» attrapent des boutons ? Est-ce une faiblesse que d'être ouvert au monde qui nous entoure ?

La terre est riche de toutes les cultures qu'elle véhicule, de tous les individus qu'elle porte. Apprendre à les connaître, essayer

de les comprendre nous rend plus forts et plus solidaires. Chacun peut rester fier de sa culture et de son identité tout en admettant qu'il en existe d'autres, différentes bien-sûr, mais tout aussi valables.

L'intolérance, le fanatisme sont cultivés par de riches dictateurs qui font monter et descendre le prix du pétrole suivant leur humeur, par des marchands d'armes sans scrupules, par de vieux fous qui voudraient que le monde s'écroule avec eux, par des religieux avides de pouvoir qui envoient des innocents se faire massacrer au nom d'un Dieu hypothétique. Les moyens pour obtenir et conserver l'argent et le pouvoir n'ont pas de limites.

Günther Grass a-t-il voulu nous provoquer comme il en a l'habitude ? Moi, je pense que oui !!!

La tolérance est la petite flamme qui mettra en marche la lourde machine de la paix. Elle est la force qui lui permettra d'avancer lentement mais sûrement. Et c'est à nous les petits, les gens du peuple, de montrer l'exemple si nous voulons qu'un jour tous les gars du monde, aussi différents soient-ils, puissent se donner la main.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Députation permanente
de la Province de Luxembourg»
Mademoiselle Marie ANTOINE
- Institut Saint-Joseph à St-Hubert -*

1920, ma mère me met au monde sans tolérer la présence d'un seul homme autour d'elle. A l'âge de six ans, je me souviens avoir vu l'instituteur battre mon ami Arthur : celui-ci n'avait pas compris l'exercice et les explications avaient déjà été données trois fois.

1932, l'épicière donne naissance à un enfant trisomique. Plus personne n'ose lui parler. Deux ans plus tard, tante Emilie rencontre un Congolais. Elle est obligée de s'exiler.

1941, ma copine Sarah est venue me montrer son étoile.

Mai 1945, Maurice revient de Dachau.

Le 4 avril 1968, Martin Luther King, l'un des principaux dirigeants du mouvement noir américain pour l'égalité des droits et la résistance à l'oppression raciale, est assassiné dans le Tennessee.

1993, un étudiant du village s'est suicidé ; il ne supportait plus les remarques concernant son homosexualité.

En 1994, 500.000 Tutsis sont massacrés par les Hutus lors du génocide au Rwanda.

La semaine dernière, mon neveu, directeur de production dans une grande entreprise, est licencié car il a annoncé sa séropositivité.

Je suis maintenant à la fin de ma vie et le bilan que je peux en dresser n'est pas brillant. J'ai vécu dans un monde où la tolérance n'est pas toujours présente, où la différence est un poids. Qu'est-ce qui pousse donc Günther Grass à penser que la tolérance est faiblesse et non force ? Pourquoi serais-je tentée de penser le contraire ?

Dans son œuvre théâtrale «Rhinocéros», Ionesco fait de Dudard un homme trop tolérant. Il va donc dans le même sens que Günther Grass en faisant sortir de la bouche de Bérenger les mots suivants : «Je sens, comme ça, que votre tolérance excessive, votre généreuse indulgence... en réalité, croyez-moi, c'est de la faiblesse... de l'aveuglement».

Dans la cellule familiale, à force d'admettre tout de leurs enfants et d'assouvir leurs moindres désirs, les parents se laissent souvent aller à une tolérance excessive. Ils n'ont pas la force de dire non et finissent par se faire marcher sur les pieds, par ne plus maîtriser les excès de leurs bambins.

En milieu scolaire, des professeurs qui représentaient l'autorité, sont petit à petit écrasés par certains jeunes qui se permettent tout et n'importe quoi. Cette impertinence, ce manque d'attention, cette agressivité des

élèves ne viendraient-ils pas d'une tolérance excessive de la part de certains enseignants ?

En ce début de millénaire, les questions éthiques sont nombreuses et divisent les consciences. L'euthanasie, le clonage, l'avortement en sont des exemples. Même si ces gestes sont peut-être nécessaires, dans certains cas, l'excès de tolérance envers de telles pratiques ne risque-t-elle pas d'engendrer certaines dérives ?

La société actuelle est basée sur la communication, le divertissement. Internet, le cinéma, la télévision nous bombardent tous les jours d'images de moins en moins respectueuses de l'être humain. La mort, par le biais du petit écran, fait partie de notre quotidien. A force d'être tolérées, ces images deviennent de plus en plus cruelles et on finit par les banaliser, même si on sait qu'elles relèvent de l'inacceptable. Il est plus facile de fermer les yeux parce que cela évite de réagir.

Pour Günther Grass, le fait d'être tolérant signifiait sans doute tout accepter même ce qui peut être dangereux pour la société : accepter les Noirs, les Blancs, accepter les Juifs, les Allemands, accepter les Musulmans, les Chrétiens, les trisomiques et les homosexuels. Mais c'est aussi accepter les racistes, les antisémites et également tolérer tous ces gens qui manquent eux-mêmes de tolérance. C'est sans doute cette tolérance là que Günther Grass considère comme une faiblesse.

La tolérance signifie aussi respect de l'autre. «La tolérance est faiblesse et non force». Est-ce que faire preuve de respect envers les autres est vraiment une faiblesse ? Si ce qu'affirme Günther Grass est vrai, le fait d'être attentif aux avis des autres, à leurs opinions, serait donc une faiblesse. Je pense au contraire que c'est un atout de pouvoir écouter. Notre vie doit se construire petit à petit et les remarques des autres, leurs conseils peuvent nous faire grandir.

Etre tolérant, c'est accepter la différence. Mais il est vrai que trop souvent, celle-ci dérange ; elle se révèle difficile à admettre et à côtoyer.

L'aspect physique est sans aucun doute la différence la plus cruelle. Depuis toujours, les handicapés sont regardés de travers, ils sont considérés comme des personnes à part alors qu'ils ont souvent tant à nous apprendre.

La couleur de peau aussi a toujours généré des conflits dans le monde. Le racisme et les problèmes qu'il engendre sont encore bien présents. La montée du Front National dans certaines régions du pays nous prouve que les gens de couleurs et d'origines étrangères ne sont pas encore tolérés partout.

A l'origine de toute religion, il y a des gens qui se sont battus pour défendre leurs croyances. Dès le début du christianisme, les Chrétiens devaient se cacher pour pratiquer le culte, de peur d'être exécutés. Les catacombes sont les témoins de ces craintes. Il a fallu aux Musulmans une conviction très forte pour vivre leur croyance à l'époque des conflits Indo-Pakistanaïes. Plus de huit millions de Musulmans ont quitté l'Inde pour vivre au Pakistan et pratiquer librement leur religion.

Etre respectueux des opinions politiques de chacun est aussi une preuve de tolérance. Actuellement, la démocratie permet à chacun de s'exprimer et de donner son avis mais il n'en fut pas toujours de même. La dictature est un régime autoritaire qui ne laisse aucune place à la tolérance et à l'écoute. C'est vrai qu'il est sans doute plus facile pour un homme politique de prendre seul les décisions que de consulter la population.

«La tolérance est faiblesse et non force».

Avec Günther Grass, nous pouvons constater que la tolérance est une faiblesse quand elle conduit la sagesse humaine à la dérive, quand elle est poussée à l'extrême et qu'elle

le nous rend aveugle devant les dangers qu'elle engendre.

Mais si la tolérance, c'est laisser à chacun le droit d'exister, de penser, on ne peut que l'encourager parce qu'elle est à ce moment synonyme de respect de l'individu, de sa valeur et de ses droits. Elle est alors une force qui permet à la société d'exister et d'évoluer tout en étant quelque chose de beau, de bon et de constructif.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Table-ronde 44
Arrondissement de Neufchâteau
Mademoiselle Maxence MINET
- Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert -*

Cette citation de Günther Grass pourrait étonnamment être le slogan d'un parti extrémiste. En effet, si la tolérance est faiblesse, pourquoi adopter une politique laxiste ? Cette attitude faiblarde est cependant dénuée de bon sens et ne fait pas cas des leçons du passé. L'histoire regorge d'événements durant lesquels l'homme a privilégié la facilité d'un système fort : l'indifférence sans toute sa bassesse. Günther Grass, le célèbre prix Nobel 1999, l'auteur du roman «Le tambour» a écrit ces mots pour les générations futures ; celles-ci doivent savoir et ne jamais oublier que la tolérance, synonyme de pluralisme, est un combat quotidien qui en vaut réellement la peine ; par contre, la tolérance synonyme de laxisme se révèle dangereuse pour la société. Curieusement, le jeune et insouciant étudiant de l'Allemagne du III^{ème} Reich aurait très bien pu entendre les mots de Günther Grass de la bouche d'Hitler et y associer la pensée nazie. Le résultat, nous le connaissons : des années de haine raciale, d'extermination massive et de citation dans le sens d'une idéologie extrémiste ; la plupart y verront un hymne à la vigilance. Heureusement ! Mais il faut aussi rappeler que la folie xénophobe n'est pas totalement éradiquée ; des brèches surgissent un peu partout.

Dès 1933, Hitler accède au pouvoir en Allemagne. Déjà vers le milieu des années trente, des camps d'extermination sont créés en Pologne pour les communistes et les opposants au système. Il ne lui faut pas longtemps pour entamer le processus de la «solution finale» destiné à régler la question juive. Adolf Hitler avait réussi à guider un pays d'une seule idée et d'une seule voix. Les Allemands avaient une confiance totale en leur leader parce qu'il leur promettait une vie meilleure, l'oubli des frustrations de Versailles tout ce que les coalitions démocratiques ne pouvaient leur promettre. Après plusieurs années de guerre, les Allemands de l'époque se sont plaints des énormes pertes que subissait la Wehrmacht. Le régime nazi avait vécu ; il n'était finalement pas plus résistant que les démocraties. Il avait seulement bénéficié d'une tolérance excessive du monde du début des années trente.

Dans «Rhinocéros», la célèbre pièce d'Ionesco, Bérenger, le seul être réellement humaniste, le seul à refuser de se transformer en rouleau compresseur totalitaire, a le courage de dire à un de ses amis : «Votre tolérance excessive, votre généreuse indulgence... en réalité, croyez-moi, c'est de la faiblesse... de l'aveuglement». Pour s'emparer du pouvoir, Hitler s'est servi du manque d'esprit critique de ses concitoyens et il lui fut facile d'imposer l'intolérance nationaliste comme valeur première.

Actuellement aussi, il est plus facile de renvoyer un Ouïgour d'où il vient que de se montrer tolérant, de tenter de comprendre les raisons culturelles de sa fuite. Les Juifs ont été les victimes du même comportement lâche ; on pensait qu'ils n'occasionnaient que des problèmes à la société. Idée qui d'ailleurs était non fondée : ils étaient souvent riches et leur réussite matérielle suffisait à engendrer l'envie. Comme les Juifs de la diaspora n'avaient pas de nation où être renvoyés en charter, c'est un aller-simple

pour Auschwitz ou un autre camp de la mort que les nazis ont décidé de leur «offrir». Il y a évidemment une marge entre l'expulsion des Kazakhs du sol belge et les six millions de Juifs massacrés. Nous vivons dans un régime démocratique contrairement à l'Allemagne du IIIème Reich ; c'est une différence majeure...

Dans notre petit pays également, la vigilance s'impose. La montée de l'extrême droite dans certaines communes est alarmante. Au Parlement, les débats sont ouverts : quelle politique suivre face aux partis extrémistes ? Dans une démocratie qui accepte le pluralisme, l'ensemble des citoyens doit-il cotiser pour faire vivre ces partis politiques ? Les factions d'extrême droite usent de procédés primaires pour inculquer des raisonnements réducteurs : tout est faute de l'étranger, il faut donner en priorité du travail aux «vrais» Belges... Les personnes susceptibles de voter pour l'extrême droite sont évidemment ciblées. Les électeurs facilement influençables qui accordent leur confiance à des tracts douteux aux propos xénophobes sont aisément repérés. Il ne faut en aucun cas ignorer la présence insidieuse de l'extrême droite ; il ne faut pas non plus tenter de l'éliminer brutalement ; ce serait pire, ce serait donner des armes supplémentaires aux instigateurs de ces partis. Il faut combattre ce chancre à la racine en responsabilisant tous les électeurs, en conscientisant les enfants dès leur plus jeune âge, en les éveillant au multiculturalisme.

Dans la vie quotidienne, la tolérance excessive révèle aussi ses faiblesses et, dans certains cas, elle peut même conduire à la mort. C'est ce qui est arrivé à un facteur de Wezembeek-Oppem. Il a toléré le mépris et les frustrations de ses collègues pour finalement perdre le contrôle de la situation et s'enfermer dans un cercle vicieux. La suite nous la connaissons.

C'est pour cette raison qu'il faut avoir le courage de dire NON, d'éradiquer l'infamie, de refuser certaines situations intolérables, de bannir la négation de l'autre en tant qu'être humain à part entière ; par tous les moyens possibles, il faut enrayer le piétinement des droits de l'homme les plus élémentaires... Arrêtons l'holocauste de l'humanisme qui se perpète au quotidien ; il ne faut pas s'endormir devant les shoa ou autres génocides, soient-ils discrets. La vigilance est force et non-faiblesse. La tolérance ce n'est pas tout supporter, c'est refuser «l'intolérance», c'est vivre debout l'œil constamment aux aguets. Le Français Courteline affirme : «Jusqu'à quel point tiendrait, devant l'abus, une tolérance faite, en partie, d'inertie et d'habitude prise ?». C'est lorsque le monde entier aura réellement tiré les leçons d'un passé souillé de haine raciale que la tolérance deviendra force et non faiblesse.

«Prix de la Fondation Auschwitz
pour la Province de Hainaut»
Mademoiselle Marjorie DELANDE
- Athénée Royal Jourdan à Fleurus -

Günther Grass, philosophe allemand né en 1929 est, entre autres, l'auteur d'un roman, *Le Tambour*, dont V. Shlondorff a fait un film, et de nombreuses pièces de théâtre. L'horreur nazie est souvent présente dans ces œuvres et lorsqu'il a écrit que «la tolérance est faiblesse et non force», il semble fort probable que son expérience a servi de références à ses idées. Il est vrai que quand les démocraties européennes ont toléré la montée du nazisme et du fascisme dans les années trente en échange d'une fallacieuse promesse de paix, elles ont fait preuve de faiblesse au risque de perdre leur bien le plus précieux, la liberté ! Dans ce contexte, la tolérance s'est avérée faiblesse et non force ; c'est vrai et c'est déplorable. D'autant plus qu'aujourd'hui, il est à craindre que les mêmes causes puissent avoir les mêmes

effets. Mais ce constat, aussi amer soit-il, ne doit pas avoir comme corollaire une condamnation sans appel de la tolérance qui restera toujours la plus belle preuve de l'intelligence humaine.

Car si l'intolérance est une faiblesse, son contraire est une menace. En effet, en cette aube de troisième millénaire, une des grandes puissances mondiales a élu son quarante-troisième président en la personne de George W. Bush dont l'intransigeance texane, si elle a pu séduire de trop nombreux réactionnaires, n'en a pas moins effrayé les modérés et les démocrates. L'élection de ce grand partisan de la peine de mort n'est-il pas synonyme d'un repli sur des valeurs réactionnaires peu compatibles avec le souci de tolérance ? Les électeurs américains ne risquent-ils pas un jour de regretter la nomination à la Cour Suprême d'un juge issu du Parti Républicain au conservatisme religieux digne de rivaliser avec tous les excès de la «Sainte inquisition» ? Il est à craindre que ce repli sur soi à travers des valeurs caricaturales n'entraîne le retour d'un capitalisme sauvage, peu soucieux des droits humains, accompagné de l'abolition des avancées progressistes que Bill Clinton avait conquises de haute lutte et qui portaient le nom de politique d'intégration des immigrés, de droit à l'avortement, d'abolition de la peine de mort et de volonté de désarmement. Le désir de montrer au monde un visage fort peut-il cautionner la montée au pouvoir d'un ancien directeur de la C.I.A. aussi réactionnaire dans un état conçu comme démocratique et garant de liberté ? Si l'on ajoute à ce consternant défi pour la démocratie le fait que cet «élu du peuple américain» a pour homologue russe un ex-dirigeant du K.G.B., on comprend le relatif scepticisme avec lequel certains penseurs modernes accueillent l'idée de «tolérance» dans le contexte moderne de politique mondiale ! Dans ces deux cas

spécifiques de politique, il est clair que l'idée de force prime sur celle de tolérance, au nom d'un indésirable désordre que cette dernière pourrait générer ! Et pourtant ! Faut-il réellement dénoncer ce généreux principe d'ouverture à l'autre et de compréhension ou redouter notre incapacité à le mettre en œuvre dans une multitude de sociétés et d'ethnies qui n'ont parfois en commun que leur «humanité» ? Quand les Serbes et Croates se sont déchirés au sein d'une Europe que par ailleurs tous souhaitent unie, rares ont été les voix qui se sont prononcées pour un engagement concret contre cette nouvelle «barbarie». Il s'est alors agi d'une tolérance coupable, parce que motivée par la lâcheté des uns et des autres plus soucieux de leur confort que de leurs principes. Cette tolérance-là fut faiblesse, face à la force des armées de Milosevic ! Mais lorsque à l'opposé, les pays riches offrent des possibilités d'intégration aux immigrés déracinés qui apportent dans leurs maigres bagages un peu de leur pays, ils s'enrichissent d'une culture que sans cela, ils n'auraient jamais connue ! Et c'est là que la tolérance devient force. Force de citoyens du monde qui au-delà de leurs particularismes locaux établissent un réseau de solidarité humaine plus fort que le temps. Force d'hommes et de femmes qui osent proclamer qu'avant l'amour de «Dieu» ou d'une patrie, l'amour de l'humanité existe.

Comme disait Aragon : «Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour». Cette conception empirique s'applique sans doute aussi à la tolérance. Passive et lâche, elle demeurera faiblesse. Mais engagée et volontaire, elle construira une force qui sauvegardera les plus faibles et enrichira les plus forts dans une humanité enfin digne de porter son nom. Encore faut-il que l'«homo-sapiens» se souvienne de sa sagesse.

«Prix de la Fondation Auschwitz
pour la Province de Namur»
Monsieur Philippe FLAMENT
- Institut Notre-Dame du Sacré-Coeur
à Beauraing -

Le Petit Robert définit la tolérance comme «l'attitude qui consiste à admettre chez autrui une manière de penser ou d'agir différente de celle que l'on adopte soi-même»; si ce substantif a une connotation positive, il n'en va pas de même de l'adjectif «tolérable» et encore moins du verbe «tolérer»: «considérer avec indulgence une chose qu'on n'approuve pas» ou même «admettre la présence de quelqu'un à contrecœur».

Cette première approche est révélatrice d'une certaine ambiguïté.

Pour sa part, Günther Grass est catégorique: il dénonce cette vertu si souvent prônée; il considère la tolérance comme une «faiblesse» et rejette la conception généralement admise de ceux qui la considèrent comme une «force».

Dans un premier temps, je rechercherai l'origine historique et j'examinerai l'évolution du concept de tolérance.

Je me demanderai ensuite s'il faut tout tolérer au nom de la liberté d'autrui et de la démocratie.

Enfin, je verrai si l'évolution actuelle justifie ou non la sévérité de Günther Grass et par quoi la tolérance sera remplacée.

Un rapide survol historique nous permet de voir d'où vient ce concept; il semblerait que les Romains aient été les premiers à pratiquer la tolérance; en effet, ils acceptaient les autres dieux, sans doute par crainte d'une quelconque fureur divine, ce qui ne les a pas empêchés de persécuter les Chrétiens.

Après la chute de l'empire romain, on oublie le concept pour le voir réapparaître au XVI^{ème} siècle où on la considère comme une vertu. L'édit de Nantes de 1598 fut un

édit de tolérance religieuse et politique; il eut des suites durables même si cette tolérance se limitait à une coexistence pacifique entre des communautés ennemies.

On retrouve la tolérance au XVIII^{ème} siècle: en 1763, Voltaire écrit son *Traité sur la tolérance* dans lequel il évoque l'affaire Calas; il montre combien l'intolérance religieuse est absurde et néfaste pour la société.

Au XIX^{ème} siècle, la notion de patrie («Tous unis pour la défense de la patrie!») prime sur la notion de tolérance.

Aujourd'hui, la tolérance consiste à laisser à autrui la liberté d'exprimer des opinions que nous ne partageons pas et surtout de vivre conformément à des principes qui ne sont pas les nôtres. Nos démocraties incitent à la tolérance: nous pouvons proposer nos opinions sans chercher à les imposer.

Faut-il cependant tout tolérer au nom de la démocratie et de la liberté?

La tolérance est une notion ambiguë qui ne voit ses dangers: la tolérance absolue conduit à l'anarchie tandis que l'absence de tolérance mène à la dictature?

De même, la tolérance est limitée par la morale; en effet, le meurtre, le viol, l'injustice, ... sont intolérables: nul ne peut accepter la souffrance d'autrui.

Aujourd'hui, en Belgique, l'extrême droite a fait sa réapparition; faut-il interdire des partis comme le Vlaams Blok ou le Front National qui réclament ouvertement l'exclusion et contestent les valeurs qui fondent la démocratie? Il s'agit d'une situation paradoxale dans laquelle la tolérance apparaît bien molle; pour ma part, je pense qu'il ne faut pas interdire ces partis a priori mais qu'il convient de réprimer, avec la plus grande sévérité, les débordements dont ils se rendent coupables (les tracts racistes, par exemple) et par une politique dynamique, plus solidaire et plus proche des préoccupations

pations des citoyens, couper l'herbe sous les pieds de ces extrémistes, comme ce fut le cas aux dernières élections communales à La Louvière.

De même, dans notre société, les sectes constituent un danger réel car elles visent à supprimer la capacité de réflexion des individus ; les pratiques d'endoctrinement qu'elles utilisent peuvent s'apparenter à une effraction morale, à savoir : abus de confiance, arrachement du milieu de vie et viol de la conscience. Les sectes s'attaquent à des personnes en état de grande réceptivité dû à une crise existentielle ou événementielle. Devons-nous tolérer ces groupes qui agressent les gens dans le seul but de s'enrichir de leur détresse ? La réponse ne peut être que négative.

Toutes ces considérations me font penser que le concept de tolérance est aujourd'hui dépassé ; la tolérance pourrait nous conduire à reproduire les erreurs du passé telles que le nazisme ou le stalinisme.

«Tolérer c'est se croire en position de domination, de jugement ; c'est s'estimer bien bon d'accepter l'autre malgré ses erreurs», déclare Albert Jacquard¹. A l'heure actuelle, la notion de tolérance est devenue négative, son côté superficiel apparaît ; elle devrait être remplacée par le respect qui nous permet de tisser des liens avec autrui, de prendre conscience de son originalité, de sa valeur et de son apport.

Pour Jacquard, l'autre est indispensable à mon existence ; il me faut entrer en relation avec lui et le respect est la condition première de toute communication. Et Jacquard de montrer sur sa lancée que la relégation dans les banlieues constitue un refus d'échange, de communication avec l'autre qui explique la violence des jeunes issus de ces lieux de bannissement.

L'internationalisation massive de notre époque nous permet de plus en plus d'être en contact avec d'autres cultures ; je pense que le respect et l'acceptation de l'autre et de sa différence constituent une ouverture et un enrichissement extraordinaires.

En conclusion, et au plan théorique, je donne raison à Günther Grass : la tolérance est une solution de facilité, proche de l'indifférence et qui constitue presque un refus de fraternité.

Il n'en va pas cependant de même dans la pratique : si l'on considère par exemple les relations entre Serbes et Kosovars ou entre Palestiniens et Israéliens, on voit bien que la tolérance peut être une première étape sur la voie d'une coexistence pacifique. Demander aujourd'hui à ces peuples de s'estimer et de se respecter relève de l'utopie ou de l'exception ; par contre, se contenter durablement d'accords de paix purement formels (et pourtant si difficiles à négocier !) sans chercher à établir par la suite des liens plus profonds consisterait à préparer les guerres de demain. La longue marche de l'homme, de chaque homme, vers plus d'humanité et de fraternité est loin d'être terminée.

*«Prix de la Fondation Auschwitz
pour la Province de Liège»
Mademoiselle Emilie THREIS
- I.P.E.S. de Hesbaye à Waremme -*

«Dehors les Turcs» proclamaient, il n'y a guère, les slogans peints sur des banderoles en ex-Allemagne de l'Est. Ils traduisaient l'hostilité croissante de la population allemande envers l'afflux d'immigrés.

Aujourd'hui Israéliens et Palestiniens s'entretuent au Moyen Orient...

Le second conflit mondial laissa dans son sillage quelque onze millions de réfugiés en Europe. Les secours ont essentiellement eu

¹ Albert JACQUARD, *Petite philosophie à l'usage des non-philosophes*, Le Livre de Poche, p. 18.

pour objet la réinstallation de populations déracinées...

Et pourtant jamais on n'a tant parlé de tolérance. Tout un chacun proclame bien haut qu'il est inconcevable de tuer ou de torturer quelqu'un à cause de ses croyances ou de la couleur de sa peau. Or jamais autant qu'aujourd'hui on a bafoué l'autre... Cette notion de tolérance est-elle vraiment ancrée en nous ? Ou, plus précisément la tolérance n'est-elle pas, tout compte fait, ressentie comme une faiblesse comme le dit Günther Grass dans une de ses formules choquantes dont il a le secret ?

J'entends ainsi souvent des personnes dire que nous sommes trop tolérants (comme si la tolérance pouvait se calculer) envers les immigrés par exemple et que ceux-ci nous imposent leurs croyances, leur culture et étouffent la nôtre. Bien souvent aussi, j'entends proférer un autre poncif actuel : l'arrivée de réfugiés vient à bout des ressources et de la patience de la nation !

Il est vrai que, pendant les périodes de prospérité, les étrangers sont souvent les bienvenus parce qu'ils acceptent des travaux que nous jugeons dégradants. Néanmoins, les réfugiés économiques peuvent rapidement devenir indésirables au point que certains en profitent pour agiter le spectre de l'entrée illégale d'étrangers dangereux parce que porteurs de maladie, parce que mafieux, parce que profiteurs... ne convient-il pas de rester «maître chez soi» ? N'est-ce pas de la faute de tous ces immigrés si notre taux de chômage est si élevé puisqu'ils nous prennent notre travail ?

Pour certains, le mot tolérance évoque une faiblesse... il n'y a qu'à regarder les mouvements d'extrême droite pour s'en rendre compte.

Il n'empêche que nous pourrions nous enrichir, nous renforcer en nous intéressant aux autres, à leurs coutumes, à leur culture...

L'histoire de l'Europe n'est-elle pas faite de chocs de cultures ? L'Europe n'est-elle pas un creuset où se sont fondues diverses façons de vivre ?

Je pense donc que la tolérance est une force si on l'emploie à juste titre. Peut-on juger quelqu'un simplement à cause de ses différences ? Dans toute culture, il y a un enrichissement potentiel que seul un esprit ouvert peut percevoir. Certes, il faut garder « ses racines », mais une plante ne peut vivre sans engrais et une terre peut devenir stérile si elle n'est pas enrichie. N'est-ce pas dans le contact de l'autre que nous trouverons ce terreau qui fertilisera le sol ancestral ?

Alors loin d'être faiblesse, l'ouverture vers autrui renforce notre être. Tel est le secret d'une vraie tolérance. C'est pourquoi, je fais mienne la pensée de Goethe qui disait que «la tolérance ne devrait être qu'un état transitoire. Elle doit mener au respect».

*«Prix de la Fondation Auschwitz
pour la Province de Luxembourg».*

*Monsieur Jonathan SINON
- Institut Saint-Joseph à Saint-Hubert -*

Janvier 2001. Le XXème siècle s'est à peine achevé que déjà les chroniqueurs de celui-ci rivalisent d'imagination afin de lui coller la plus belle étiquette. Siècle des lumières ? Il me semble que cela a déjà été fait. Siècle des révolutions technologiques ? Celui-là serait plus approprié au siècle précédent. Siècle de la communication ? Certainement. Mais tant déjà l'ont baptisé siècle de l' «incommunication»...

Qualifier un siècle, ce n'est possible qu'en regard de l'histoire. Avant d'être l'histoire des hommes, c'est l'histoire des nations. Et, lors de ces cent précédentes années, à deux reprises au moins, des nations se sont élevées pour clamer haut et fort une opinion commune. C'est beau, une nation unie, prête à se sacrifier pour une idée.

Malheureusement, cette idée, c'était l'intolérance. L'intolérance, c'est cette force qui a conduit deux fois notre siècle dans un conflit à échelle mondiale. Mais est-ce légitime de prétendre que la tolérance est faiblesse et non force ?

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs, bienvenue au grand théâtre du XXème siècle.

La pièce qui se jouera ce soir, sera présentée cent fois.

Les prolongations n'ont pas encore été fixées.

Au programme : la tolérance est faiblesse et non force.

Avec, pour rôles principaux et par ordre d'entrée au pouvoir : Staline, Hitler, Castro, Pinochet, Ceausescu, Milosevic et Kabila.

L'affiche proposée est un peu courte, mais je me suis permis d'épingler l'article d'un magazine culturel très connu où une page entière était consacrée à la pièce. Le reportage généreux en superlatifs finissait en ces termes : A tous les faibles qui ne se sont pas encore fait greffer l'organe-orgueil à la place du cœur, cette merveilleuse pièce ne peut que vous apporter les notions élémentaires d'arrogance, d'insolence, de mépris, de dédain, de fierté et d'impertinence. A coup sûr, vous en ressortirez plus hautain, important, suffisant, fat, supérieur, altier, noble, rogue et superbe que jamais...

La magazine ne s'était pas trompé sur le véritable triomphe que rencontrerait la pièce. En effet, à la septantième représentation, celle-ci avait déjà enregistré trois milliards de spectateurs. A la centième représentation, pour la finale, la salle était pleine à craquer et on pouvait en compter six milliards ! (Il était temps qu'elle finisse. Les caissières étaient débordées et les organisateurs commençaient à envisager des problèmes de surpopulation et de réchauffement de la

salle. A ce sujet, ils ont organisé une grande conférence à la Haye, mais celle-ci a échoué parce que les participants n'ont pas pu tolérer les idées des autres.)

J'ai eu la chance de voir cette pièce. J'ai même assisté à dix-huit représentations ! Mais je ne vais pas vous raconter la fin, ce serait tout gâcher. Simplement, je peux vous dire qu'elle a laissé un arrière-goût dans la bouche. Comme s'il manquait quelque chose, on ne peut vraiment dire à la mort des héros qui et comment leurs fils spirituels vont reprendre le flambeau.

Ce qui est certain, c'est qu'elle m'a donné une belle leçon de vie. Maintenant, je sais comment il faudra que je me batte. Maintenant, je sais quels exemples il faudra que je suive et de quelle façon je dois m'y prendre pour éliminer mes adversaires avec leurs idées subversives. J'ai bien aimé ce dictateur oriental en train d'expliquer qu'il ne fallait surtout pas laisser le pouvoir entre les mains du peuple, il ne faut surtout pas laisser décider les gens bêtes à notre place alors que nous seuls avons raison. Et cela, je ne m'en serais jamais rendu compte sans ces acteurs fabuleux. Quel talent, quel charisme, quelle autorité, quelle emprise, quelle domination, quelle puissance... quelle force !

Je n'ai trouvé que des critiques positives à cette pièce. Tous soulignent avec énergie la façon dont le metteur en scène s'y est pris pour faire passer le message essentiel de l'auteur. Oh, j'ai bien trouvé un avis négatif mais il est sans importance, il a été écrit par un de ces journalistes qui se croient toujours les plus malins mais qui n'ont rien compris. Il n'a même pas saisi le sens de la pièce : à l'entendre, les véritables héros sont des personnages de second plan comme Ghandi, Luther King ou Sadate, enfin, tous ces personnages, ces Nobel de la Paix morts assassinés par de bons militants et qui sont les mauvais dans la pièce.

Voici un extrait que j'ai découpé pour le porter samedi soir à Berlin. On va y brûler tous les livres interdits dans un bel autodafé.

Le soir de la dernière, ils étaient six milliards à avoir fait le déplacement jusque dans la salle pour applaudir vigoureusement cette équipe à qui ils vouent une véritable idolâtrie. A la fin, tous se sont levés pour saluer du bras droit le génie malin des personnages.

L'apologie de la force et de l'orgueil, c'était ce qu'ils vénéraient, tous, en se levant pour redemander le salut des acteurs. Qu'y trouvent-ils de si exaltant ? Comment peuvent-ils envisager une vie dans le mépris total de ces gens qui jadis étaient leurs amis et qui peut-être, sont encore leurs cousins, mais ils ne cherchent même pas à le savoir.

Pas une fois dans cet abject vaudeville, je n'ai trouvé une référence aux grands auteurs intéressants des siècles précédents. A croire qu'ils ont oublié les leçons d'Hugo, de Lamartine et de tous ceux qui prêchaient que l'amour était cette seule chose qui pouvait rendre la vie intéressante. A peine y ai-je trouvé au début un peu de Claudel, de Vian, mais le rôle de figurant revêt encore trop d'importance pour pouvoir les désigner ainsi.

Tout ce qu'ils désirent, c'est faire ce qu'ils veulent sans tenir compte de l'avis des autres. Pour eux, c'est cela la vraie force.

Je n'ai jamais vu les choses ainsi et j'ai bien peur aujourd'hui d'être demeuré le seul. Mais le régime ne m'y autorisera pas longtemps... Il y a quelque temps, je ne pouvais encore espérer que les femmes conservent cette sensibilité qui leur était propre, mais à présent, elles sont devenues comme eux, sans cœur et sans reproche. Si Louis Aragon et Jean Ferrat avaient su,

j'ose espérer qu'ils n'auraient pas écrit tant de textes les encourageant.

De mon temps, on était convaincu que la démocratie était le moins mauvais des régimes, que la tolérance était une de ces vertus qui façonnait l'homme valeureux. On avait le respect de la vie humaine, on pensait que tout homme pouvait changer et qu'on se devait de lui donner sa chance.

Mais nous avons commis une erreur fondamentale : nous avons poussé la tolérance à l'extrême et nous avons accepté tout de tout le monde. Je viens d'un pays où la tolérance et la démocratie ont permis à des partis politiques extrémistes de se créer et de diffuser leur propagande. Mais nous avons compris beaucoup trop tard que tout ce qu'ils attendaient de nous, c'était de tolérer leur intolérance.

Aujourd'hui, ce sont eux qui ont gagné. Et je comprends que nous n'avons pas eu la force de ne pas tolérer ces gens qui ne tolèrent pas. C'est une faiblesse de tolérer les gens qui ne tolèrent pas. Et c'est là la seule exception à la règle, le seul cas de figure où il devrait être autorisé (car je n'ose dire imposé) de ne pas tolérer.

Je ne sais plus quel était le nom de ce journaliste, peut-être Camus, Sartre ou Orwell, mais j'espère sincèrement que le parti prendra des mesures radicales envers lui. Mais l'envoyer où ? La Sibérie ou Dachau ? Je me tâte...

«*Prix de la Fondation Auschwitz
et de la Table ronde de Soignies*»
Mademoiselle Mathilde ROSEAU
- Collège Saint-Vincent à Soignies -

«La tolérance est faiblesse et non force». Cette citation de Günther Grass nous invite à découvrir plusieurs sens au mot tolérance. Je ne suis pas entièrement d'accord

¹ Liste des participants dans *Du témoignage audiovisuel*, Actes de la Deuxième Rencontre Audiovisuelle Internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis, Bruxelles, 9-11 mai 1996, sous la direction de Yannis Thanassekos et de Anne Van Landschoot, *Bulletin trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n° spécial 53, Bruxelles-Paris, octobre-décembre 1996.

avec cette citation. Pour moi, la tolérance est avant tout une qualité rare, une richesse, si elle est vécue aujourd'hui. Je nuancerai cependant en indiquant jusqu'où il faut aller dans le domaine de la tolérance.

Contrairement à ce que pense Grass, je dirais plutôt que la tolérance est une force dans le sens où elle est prise comme un respect de l'autre dans son intégrité. L'Autre vaut ce que je vau... La tolérance, c'est croire que tous nous avons, par nos différences, quelque chose de neuf et de riche à apporter, à échanger avec l'Autre. Pourquoi la compréhension de l'Autre tel qu'il est serait-elle une faiblesse, si je considère qu'il en vaut la peine ? La tolérance apparaît alors comme une ouverture d'esprit face aux multiplicités de notre monde, ce monde qui est tissé par ces hommes tous égaux par leurs différences... Le monde est un grand patchwork... mais se contenter de juxtaposer nos différences ne suffit pas, il faut les additionner pour former un ensemble où tout le monde est utile par ce qu'il peut apporter et plus encore par ce qu'il est simplement. Un monde où chacun est mis en valeur parce qu'il est homme et qu'il mérite de vivre. Le soleil ne brille-t-il pas également pour tous ? La terre n'appartient-elle pas à tous ?

Ce rêve d'un monde nouveau cherchera à se concrétiser d'abord par de petits gestes, en moi, autour de moi, quand je ne condamne pas immédiatement par un regard celui qui pense autrement, quand je ne juge pas pour toujours, quand je ne classe pas l'autre derrière une étiquette, par un simple mot, un mot qui tue, un mot qui se transforme en quantité de maux... Combien de gens n'ont-ils pas, avec un mot, haï et tué des milliers d'innocents ? Pensons bien sûr au drame de l'holocauste ou aux guerres auxquelles prennent part, sans le vouloir, tous ces enfants pour qui la peur marquera à jamais leur regard éteint.

Cependant, je voudrais apporter une nuance, dire que la tolérance peut apparaître

comme une faiblesse, si c'est au nom de cette tolérance que nous acceptons n'importe quoi. Accepter tout, même ce qui nous semble injuste, tolérer le mépris ou les critiques au sein même d'une classe ou de groupes restreints autour de nous, c'est se forger une image fautive de la tolérance. La tolérance, ce n'est pas tout accepter, sans se poser des questions, c'est aussi pouvoir dire «non», refuser de se laisser entraîner, d'accepter de penser comme la majorité, pour être accepté par elle... Être tolérant, c'est accepter l'autre comme il est et non comme je voudrais qu'il soit.

La tolérance apparaît, en définitive, comme une victoire si nous la gagnons ensemble, si nous voulons ensemble que le respect soit ce qui unit les hommes. La tolérance est le début d'un long chemin difficile où j'ai besoin des Autres pour devenir Moi. La tolérance n'est pas une attitude facile, mais elle est indispensable pour que des relations de bienveillance puissent s'établir entre les hommes. La tolérance, c'est ne pas enfermer quelqu'un dans des catégories, c'est se garder de préjugés : «Si tu traites une personne comme elle est, elle le restera, mais si tu la traites déjà comme elle pourrait être, elle le deviendra».

CAHIER INTERNATIONAL SUR LE TÉMOIGNAGE AUDIOVISUEL DES VICTIMES DES CRIMES ET GÉNOCIDES NAZIS

A l'initiative de la *Deuxième Rencontre Audiovisuelle Internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis* qui s'est tenue à Bruxelles en mai 1996, l'ensemble des équipes présentes ¹ a pris la résolution

de publier deux fois par an un *Cahier International* entièrement consacré à l'étude du témoignage audiovisuel des victimes des crimes et génocides nazis. Les Editions de la Fondation Auschwitz ont pris en charge cette nouvelle publication.

L'objectif de la publication est de réunir une série de contributions relatives aux problèmes et questions que soulèvent le travail d'enregistrement audiovisuel des témoignages, les perspectives de leur utilisation scientifique et pédagogique, leur méthodologie, leurs conservation et diffusion, la coordination des différents projets au niveau international... En outre, elle a également pour but de diffuser des résultats et projets de recherche relatifs à l'étude des témoignages audiovisuels des victimes des crimes et génocides nazis.

Sommaires des numéros parus

N°1, juin 1998, 187 p. : Geoffrey Hartman et Yannis Thanassekos, «Pour une étude du témoignage audiovisuel des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis/For a Study of the Audiovisual Testimony of Survivors from the Nazi concentration and extermination Camps» (p.7-14), Nathan Beyrak, «The Contribution of Oral History to Historical Research» (p.15-20), Régine Waintrater, «Militantisme et recherche» (p.21-26), Sydney Bolkosky, «Reflections on the 'Education' of Child Victims of the Holocaust who survived» (p.27-31), Alberta Gotthardt Strage, «The Utilisation of Audio-Visual Testimonies by Holocaust Survivors for Educational Purposes at Primary, Secondary, and Tertiary Levels in England» (p.33-39), Manette Martin-Chauffier, «Déportés de Dieu» (p.41-46), Loretta Walz, Von Kaninchen zu Königinnen. Die medizinischen Versuche an

polnischen Frauen in Ravensbrück am Beispiel von drei Polinnen» (p.47-56), Henry Greenspan, «Making a Story from what is not a Story : Constructing the Tellable in Recounting by Holocaust Survivors» (p.57-63), Michel Rosenfeldt, «Indexation des interviews audiovisuelles. Compte-rendu du travail réalisé depuis la Deuxième Rencontre Audiovisuelle Internationale sur le témoignage des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis» (p.65-75), Anita Tarsi, «The urge to draw was greater than the need to document. The Experience of being an Artist in Ghetto Terezin through the Eyes of a Survivor» (p.77-82), James Young, «Les témoignages audiovisuels de l'Holocauste : Rendre à l'histoire les visages de la mémoire» (p.83-102), Judith Hassan, «Memory and Remembrance. The Survivor of the Holocaust 50 years after Liberation» (p.103-109), Josette Zarka, «Mémoire de l'injustifiable - Le cri du Pourquoi» (p.111-121), Joanne Weiner Rudof, «Shaping Public and Private Memory. Holocaust Testimonies, Interviews and Documentaries» (p.123-130), Izidoro Blikstein, «Sémiotique de l'univers concentrationnaire dans l'oeuvre de Primo Levi» (p.131-139), Roger Simon, «The Contribution of Holocaust Audio-Visual Testimony to Remembrance, Learning and Hope» (p.141-152), Jacques Walter, «Dispositifs télévisuels et identités médiatiques des survivants. 'Vie et mort dans les camps nazis'» (p.153-170), Carla Giacomozzi et Giuseppe Paleari, «'Geschichte und Erinnerung' und'...per non dimenticare'. Erfahrungen von zwei Gemeinden Italiens» (p.171-179).

N°2, décembre 1998, 138 p. : Alexander Von Plato, «Victims' Competitions ?» (p.7-14), Sydney Bolkosky, «The Survivor Search

² Ce numéro comprend les Actes de la *Troisième Rencontre Internationale sur le témoignage audiovisuel des survivants des camps de concentration et d'extermination nazis* qui s'est tenue à Bruxelles les 11, 12 et 13 juin 1999.

for 'Meaning'» (p.15-22), Josette Zarka, «Les adolescents dans les camps d'extermination» (p.23-34), Eva Lezzi, «Verfolgte Kinder : Erlebnisweisen und Erzählstrukturen» (p.35-63), Henry Greenspan, «The Tellable and the Hearable : Survivor Guilt in Narrative Context» (p.65-71), Geoffrey Hartman, «Autour de la 'Survivors of the Shoah Visual History Foundation'/About the 'Survivors of the Shoah Visual History Foundation'» (p.73-89), Hubert Galle, «Mais où est donc passé le réalisateur... ?» (p.89-91), Stephen D. Smith, «Beyond Testimony : Witness, Visual History and Education» (p.93-98), Nathan Beyrak, «Testimonies of Non-Jewish in Poland» (p.99-104), Loretta Walz, «Zwangsarbeit für Siemens in Ravensbrück» (p.105-117), Paula J. Draper, «The Liberated Remember Reflections of Canadian Holocaust Survivors» (p.121-130).

N°3 (2), juin 1999, 256 p. : Allocutions d'ouvertures/*Opening Speeches* (p.9-18), Présentations des travaux/*Presentation of the issue* : Yannis Thanassekos, «Du recueil des témoignages à leur mise en oeuvre. Rigueur scientifique et exigences éthiques» (p.21-26), Joanne Rudof, «What next ? Preserving recorded Testimonies for the Future» (p.31-36), Manette Martin-Chauffier, «Septante témoignages. Bilans et Réflexions» (p.37-42), Michel Rosenfeldt, «Développement quantitatif et qualitatif de notre programme audiovisuel depuis 1996» (p.43-47), Anita Tarsi, «On the Israeli Project The Eyewitness, the Interviewer and the Historian» (p.49-52), Izidoro Blikstein, «Analyse sémiotique et linguistique des témoignages de survivants juifs non-allemands, résidents au Brésil. Etude comparative entre les survivants allemands et non-allemands» (p.53-57), Cathy Gelbin, «Concluding Remarks on Potsdam's 'Archive of Memory'» (p.59-63), Nathan Beyrak, «The Holocaust as seen through

the Eyes of Bystanders and Collaborators» (p.65-68), Anne Van Landschoot, «D'un témoignage à l'autre : quelles démarches pour quelles réalisations ?» (p.69-74), Discussion générale/*General Discussion* (p.75-87), Jacques Walter, «Pour une périodisation des témoignages de survivants à la télévision» (p.91-102), Roger I. Simon, «'What Happens When We Press Play ?' : Future Research on the Substance and Use of Holocaust Audiovisual Testimony» (p.103-111), Joanne Rudof, «Present Research and Future Challenges» (p.113-117), Liliana Picciotto, «Expériences et réflexions sur le témoignage audiovisuel en Italie» (p.119-125), Alberta Strage, «Opportunities Lost and Found a Review of the British Experience» (p.127-129), Hélène Wallenborn, «Le témoignage audiovisuel et le paradigme en histoire» (p.131-138), Iris Berlazky, «Characteristic Features of Child-Survivor Testimonies as They appear in their Narration» (p.139-146), Josette Zarka, «Analyse comparative des réactions à la 'pollution mortifère'. La mort dans l'âme» (p.147-156), Anita Tarsi, «Integration of Oral Testimony in a Planned Curricula. Two examples» (p.157-159), Joanne Rudof, «Beyond Research : Education and Popular Culture» (p.161-163), Carla Giacomozzi et Giuseppe Paleri, «Un sujet d'éducation : les camps de deux municipalités italiennes» (p.165-168), Geoffrey H. Hartman, «Survivor Videotestimony : Challenges and Limits» (p.169-172), Denise Vernay, «'Mémoires de la déportation'. Un Cédérom sur la déportation partie de France» (p.173-176), Josette Zarka, «Pollution humaine : promiscuité et proximité» (p.177-184), Izidoro Blikstein, «La crédibilité des témoignages des survivants et le négationnisme au Brésil : le cas des publications de la 'Revisão Editoria'» (p.185-189), Régine Waintrater, «Enjeux et dangers de l'entreprise testimoniale» (p.191-198), Discussion générale/*General Discussion* (p.199-217), Yannis

Thanassekos, «Historisation et rapport existentiel à l'événement. Le *Cahier international* comme 'milieu de mémoire'» (p.221-224), Alberta Strage, «Future Possibilities for the *International Journal*» (p.225-226), Manette Martin-Chauffier, «Quelques thèmes de recherche ouverts par la juxtaposition des divers témoignages de rescapés» (p.227-230), Izidoro Blikstein, «The thematic Prospectives and the Role of *Cahier International* for the Development of interdisciplinary Studies of the Testimonies of Nazi concentration and extermination Camps Survivors» (p.231-232), Discussion générale/*General Discussion* (p.233-249).

N°4, décembre 1999, 96 p. : Sidney Bolkosky, «Voices, Visions and Silence : Reflections on Listening to Holocaust Survivors» (p.7-13), Jacques Walter, «Les Histoires du Ghetto de Varsovie. Archives historiques, mise en mémoire et dispositifs virtuels» (p.15-30), Stephen D. Smith, «Visual History : Creating New Forms of Discourses» (p.31-36), Izidoro Blikstein, «Securini, Bessarabie : un 'paradigme' de l'Holocauste» ? (p.37-41), Cathy Gelbin, «Die NS-'Vergangenheitsbewältigung' in der DDR und ihre Widerspiegelung im narrativen Prozeß» (p.43-57), Josette Zarka, «Communications, fantasmes et transmission. Quelques réflexions autour des communications entre des survivants des camps nazis et leurs enfants» (p.59-69), Carla Giacomozzi et Giuseppe Paleari, «Erinnerungen Revue passieren lassen. Videos über Widerstand, Deportation und Befreiung. Ein Vorschlag zur Annäherung und wider das Vergessen» (p.71-79), Jean-François Forges, «Shoah, un film unique. L'histoire et la mémoire» (p.81-88).

N°5, septembre 2000, 93 p. : Yannis Thanassekos, «Un nouveau projet audiovisuel de la Fondation Auschwitz. Une série d'interviews post-interviews/*The Auschwitz Foundation's Latest Audiovisual Project. A series of Post-interviews Conversations*» (p.7-13), David Wolgroch, «Holocaust Testimonies : The Interviewer's Perspective» (p.15-20), Vincent Lowy, «Nuit sur la terre : La représentation des chambres à gaz à l'écran» (p.21-39), Alice Von Plato, «Witnesses of the Auschwitz Trial in Frankfurt (West-Germany) in 1963-1965» (p.41-52), Izidoro Blikstein, «Un 'modèle' particulier d'holocauste : La marche de Secureni (Bessarabie) vers...nulle part» (p.53-56), Iris Berlazky, «Women about the Women in the Holocaust (Testimonies and Memoirs : an Attempt of a New Outlook)» (p.57-73), Michel Rosenfeldt, «Evolution quantitative et qualitative de notre programme audiovisuel. L'indexation de nos interviews audiovisuelles» (p.75-78), Carl Friedman, «L'évangile selon Steven Spielberg» (p.79-84).

N°6, mars 2001, 104 p. : Eric Pedon, Jacques Walter, «De la découverte de photographies à l'esthétisation du témoignage. Chronique couleur du ghetto de Lodz» (p.7-18), Nathan Beyrak, «Oral Documentation of the Holocaust of Lithuanian Jewry. A project of the U.S. Holocaust Memorial Museum / The Jeff and Toby Herr Collection» (p.19-32), Jérôme Burtin, «Shoah, Comédie et représentation(s)» (p.33-54), Alberta Gotthardt Strage, «The Use of Audio-Visual at the Permanent Holocaust Exhibition of the Imperial War Museum in London» (p.55-60), Josette Zarka, «Six ans de malheur.

¹ Voir les contributions de Jocelyn Grégoire dans notre bulletin trimestriel : «Les archives de l' Amicale Belge des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau. Camps et Prisons de Silésie» dans *Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°34, octobre-décembre 1992, pp. 113-141 ; «Le fonds d'archives de l'Amicale des Ex-Prisonniers Politiques d'Auschwitz-Birkenau, Camps et Prisons de Silésie» dans *Bulletin Trimestriel de la Fondation Auschwitz*, n°54, janvier-mars 1997, pp. 49-52.

De l'enfance à l'adolescence sous les persécutions nazies» (p.61-72), Joel Van Cauter, «Clair chaos» (p.73-84), Renzo Strosio, «Témoignages des survivants de l'holocauste : L'expérience de la libération» (p.85-90), Commentaires : Colloque «Psychanalyse et Génocides» : un exposé de Régine Waintrater sur les entretiens post-interviews menés par la Fondation Auschwitz (p.95-96).

La prochaine livraison du *Cahier International* (n° 7) est prévue pour septembre 2001.

Conditions d'abonnement

Editions du Centre d'Etudes et de Documentation Fondation Auschwitz, 65 rue des Tanneurs, B-1000 Bruxelles
Abonnement annuel
(2 numéros, frais de port inclus) :
Europe : 30,49 euros
Autres : 1340 BEF (US \$34)

LES ARCHIVES DE LA FONDATION AUSCHWITZ

ETAT DES FONDS

La Fondation Auschwitz dispose de plusieurs fonds d'archives qui sont en grande partie inventoriés et indexés sur support informatique. Ces documents présentent un intérêt remarquable notamment par leur valeur historique, culturelle et sociale. Afin d'encourager leur exploitation scientifique et pédagogique, nos archives sont accessibles aux chercheurs et aux étudiants universitaires. Elles sont conservées en nos locaux et consultables dès l'acceptation de la demande de consultation par la Fondation Auschwitz. En effet, toute consultation est soumise à une autorisation nominale délivrée sur base d'une demande écrite du directeur de la recherche précisant les cadres et les

thèmes de la recherche ainsi que sa finalité. Il va de soi que l'utilisation de nos documents d'archives (écrits et oraux) doit être conforme au principe du respect dû à la mémoire des rescapés et à la mémoire de la déportation.

La Fondation Auschwitz dispose de plus de 12.000 pièces d'archives (documents écrits et photographiques) répartis dans différents fonds. Elle dispose également d'un important fonds audiovisuel composé des témoignages des rescapés. Ces témoignages ont été enregistrés sous forme d'interviews avec les collaborateurs de la Fondation Auschwitz depuis 1992. Ils sont accompagnés d'une fiche biographique reprenant les données factuelles relatives à la vie du témoin. En outre, un certain nombre de ces interviews est indexé de façon thématique avec renvoi au «time-code», ce qui facilite grandement la recherche.

ARCHIVES PAPIERS ET PHOTOGRAPHIQUES

Fonds de l'Amicale des ex-prisonniers politiques d'Auschwitz-Birkenau, camps et prisons de Silésie¹

Période couverte par le fonds : 1946-1986.

Importance matérielle : environ 2000 pièces.

Présentation du fonds : archives courantes de l'Amicale : papiers administratifs produits par l'Amicale (lettres, documents comptables, invitations, programmes,...) ; papiers administratifs reçus par l'Amicale (autorisations, agrégations,...) ; correspondance produite par des déportés, reçue par l'Amicale...

Fonds des papiers personnels des victimes des crimes et génocides nazis

Période couverte par le fonds : XIXe-XXe siècles.

Importance matérielle : environ 3000 pièces.

Présentation du fonds : dépôts des victimes des crimes et génocides nazis et de leurs proches : papiers privés (lettres, carnets, autobiographies, dessins, poèmes), documents administratifs (pièces d'identité, attestations, autorisations,...), photographies personnelles,...

Fonds du Comité International d'Auschwitz (C.I.A)

Période couverte par le fonds : 1962-1996.

Importance matérielle : environ 3000 pièces (écrits, dactyl., imprimés ; originaux et fac-similés).

Présentation du fonds : archives courantes du C.I.A. de 1962 à 1996 : publications et papiers administratifs produits par le C.I.A. ; papiers administratifs et correspondance reçus par le C.I.A.

Phototèque

Période couverte par le fonds : XXe siècle.

Importance matérielle : environ 4500 épreuves.

Présentation du fonds : épreuves photographiques se rapportant principalement au IIIe Reich (histoire, économie, société, politique, idéologie, propagande,...) ; aux crimes et génocides nazis (programmes d'euthanasie, camps de travail, camps de concentration, camps d'extermination, libération,...) et aux activités de la Fondation Auschwitz.

ARCHIVES ORALES

Fonds des enregistrements audio

Importance matérielle : 66 enregistrements (env. 150 heures).

Présentation du fonds : témoignages de rescapés des camps de concentration et d'extermination nazis.

Fonds des témoignages audiovisuels

Importance matérielle : 192 enregistrements (env. 1000 heures).

Présentation du fonds : témoignages de rescapés des camps de concentration et d'extermination nazis, des prisons et forteresses du IIIe Reich.

AVIS DE RECHERCHE D'INFORMATIONS

Evelyne LEMBERSKI

Téléphone : 01 43 68 58 38

portable : 06 09 01 79 70

e-mail : evelyne.lemberski@libertysurf.fr

17, Place Bobillot apt 267

94220 CHARENTON-LE-PONT

France

recherche toutes personnes susceptibles d'avoir connu Salomon dit Sénia JUPTZER pendant sa captivité aux stalags :

- IA (STABLACK) situé en PRUSSE ORIENTALE vers le 25 juin 1940 et jusqu'en décembre 1940/février 1941,

- XIA BATL (ALTENGRABOW en Allemagne) du 28/03/1941 à février 1943

- Et/ou par le «réseau CHARRETTE» dirigé par Michel CAILLIAU. Il était chargé de mission de troisième classe au grade de sous-lieutenant, et son nom de code était Joseph SERRE.

Cette personne a été déportée le 15/05/1944.

Il faisait partie du convoi n°73 dont les destinations finales sont REVAL (ESTONIE) et le fort de KOVNO (LITUANIE).

Ces témoignages aideront un étudiant en doctorat d'histoire à l'Université PARIS dans le cadre de sa thèse.

APPEL À TÉMOINS

L'Association *Mémoire-Yzkor Morbihan* mène une recherche sur l'histoire des Juifs en Bretagne durant l'Occupation.

Plus de 1.500 Juifs furent officiellement recensés en 1942-43. Beaucoup d'autres choisirent de ne pas se déclarer et ainsi n'apparurent pas dans les statistiques. L'auteur de la présente recherche, Monsieur A-I. Braun, a retrouvé dans le Morbihan plus de 120 personnes non déclarées qui se sont « fondues » dans la population locale. Ceux-ci doublent dès lors le nombre « officiel » des Juifs déclarés. Parmi eux, plusieurs familles originaires de Belgique : les Lazega, Schwarzberg, Grosman et Rubin. Certaines de ces personnes, revenue en Belgique, ont ensuite été déportées. D'après des témoins, le nombre de Juifs belges serait beaucoup plus élevé mais aucune information précise n'a pu être apportée.

L'auteur souhaiterait recueillir des informations concernant toute personne ayant séjourné, même temporairement, en Bretagne. Depuis 1999, une trentaine de témoignages de survivants ont été collectés, dont un d'une dame déportée à Auschwitz revenue à Quiberon, Morbihan (sur les 30 déportés de ce département, 4 seulement sont revenus).

Un ouvrage est en préparation pour la fin 2001. Les informations recueillies seront transmises à des organismes comme les *Fils et Filles des Déportés Juifs de France*, le *Centre de Documentation Juive Contemporaine* ainsi qu'au *Yad Vashem* à Jérusalem.

Contact : Monsieur A-I. BRAUN

Association Mémoire-Yzkor Morbihan

F-Le Grand Mare, 56370-Le Tour du Parc

APPEL AUX RESCAPÉS

Désirant recueillir les réactions et commentaires des rescapés sur l'enregistrement audiovisuel de leur témoignage, la Fondation Auschwitz souhaiterait inaugurer une nouvelle rubrique dans le *Cahier International sur le témoignage audiovisuel*, qui soit exclusivement consacrée à cet échange de vues avec les survivants.

Une telle rubrique pourrait, en effet, s'avérer très utile à tous : elle permettrait à nos interviewers d'affiner leur méthodologie, aux lecteurs d'établir une première relation avec les rescapés, et aux témoins interviewés de rester proches de leur témoignage.

Appel est donc lancé aux rescapés qui ont été interviewés afin qu'ils nous communiquent, sous forme d'articles, leurs impressions, critiques et interrogations relativement à leur expérience de témoins interviewés. Leurs commentaires pourraient porter sur le déroulement de leur interview, sur sa finalité ou, de façon plus générale, sur sa réalisation, son utilisation, etc.

Les articles, que nous espérons nombreux, sont à envoyer au Secrétariat de notre Fondation.

LEGS ET DONATIONS POUR LES LIBÉRALITÉS TESTAMENTAIRES

La Fondation Auschwitz, jouissant de la personnalité civile, peut recevoir des legs.

Son Conseil d'Administration remercie à l'avance les personnes généreuses qui, en vue de lui permettre de continuer à perpétuer la mémoire des victimes des crimes et génocides nazis, voudront, par acte de dernière volonté, lui assurer un capital quelconque, si minime soit-il.

Il serait utile à cet effet de bien vouloir user de la formule suivante qui assure à la Fondation la somme intégrale inscrite dans votre testament :

Je donne et lègue, exempt de tous droits, à la Fondation Auschwitz, association sans but lucratif, la somme de (en toutes lettres)...

Date et signature :

En toutes hypothèses, les droits de succession pour des legs à des a.s.b.l. sont à taux réduit de 8,8 %.

Cette disposition, à moins d'être faite devant notaire, devra être écrite en entier, datée et signée de la main du testateur sous peine d'encourir la nullité.

SITE INTERNET

Notre site internet est consultable à l'adresse www.auschwitz.be

L'on y trouvera la présentation détaillée de nos activités et services suivants :

I. Activités scientifiques :

- Colloques internationaux et projets de recherche
- Prix de la Fondation Auschwitz et Prix de la paix
- Programme audiovisuel
- Bureau international de coordination des programmes audiovisuels

II. Activités pédagogiques :

- Voyage d'étude annuel à Auschwitz-Birkenau
- Exposition itinérante
- Conférences dans les établissements scolaires
- Concours de dissertation
- Commission pédagogique
- Séminaires pour enseignants

III. Documentation :

- Bibliothèque
- Archives

IV. Publications :

- Bulletin trimestriel
- Cahier International
- Bulletin pédagogique
- Actes de colloques

Nouvelles acquisitions
et comptes-rendus

ABITBOL Michel, DUGAS Guy (Editeur), *Israël. Rêve d'une terre nouvelle. Le Mal du Pays. Chad Gadya ! Terre ancienne, terre nouvelle. Le Juif errant est arrivé. Ma Palestine. Enfants de Palestine. La Jérusalem retrouvée. Le Rabbin et la Sirène. Palestine. Terre d'amour. La Tour d'Ezra*, Omnibus, 1092p., 1998.

Cet ouvrage est un recueil d'oeuvres écrites par différents auteurs. On y retrouve Sholem Aleikhem («Le mal du pays»), Theodor Herzl («Terre ancienne, terre nouvelle»), Israël Zangwill («Chad Gadya !»), Joseph Kessel («Terre d'amour»), Arthur Koestler («La Tour d'Ezra»), Albert Londres («Le Juif errant est arrivé»), Edmond Fleg («Ma Palestine»), Elissa Rhaïs («Enfants de Palestine»), Myriam Harry («La Jérusalem retrouvée»), André Spire («Le Rabbin et la Sirène»), Gustave Kahn («Palestine»). Ces écrits dépeignent la période commençant fin XIXème siècle et se terminant en 1948. Des ghettos de Lvov à Eretz-Israël, chacun parle, à sa façon, mais toujours avec passion, de ce rêve de toujours, de la terre promise : Israël.

ABECASSIS Eliette, *Petite métaphysique du meurtre*, Presses Universitaires de France, Perspectives critiques, Paris, 101p., 1998.

ACHCAR Gilbert (Dirigé par), *Le marxisme d'Ernest Mandel*, Presses Universitaires de France, Actuel Marx Confrontation, Paris, 237p., 1999.

ADAM Bernard, *La Guerre du Kosovo : Eclairages et commentaires : Genèse d'un conflit - Les acteurs : L'intervention de l'OTAN*, Complexe - GRIP, Bruxelles, 179p., 1999.

African Rights, *Obstruction of Justice, The Nuns of Sovu in Belgium*, African Rights, London, 61p., 2000.

AGAMBEN Giorgio, *Ce qui reste d'Auschwitz. L'archive et le témoin. Homo Sacer III*, Payot & Rivages, Paris, 233p., 1999.

L'auteur - philosophe italien contemporain des plus novateurs - se penche beaucoup plus sur la structure et la signification des témoignages que sur les circonstances historiques dans lesquelles s'est accomplie la destruction des Juifs d'Europe. S'inspirant du paradoxe de Primo Levi (tout témoignage contient nécessairement une lacune, le témoin intégral étant celui qui ne peut témoigner, et de penser ici à ceux qui «ont touché le fond», des déportés dont la mort «avait commencé avant la mort corporelle»), l'auteur essaye de percevoir cet invisible pour aborder une approche d'interprétation d'Auschwitz. Il propose par sa démarche une réfutation radicale du révisionnisme. Pour lui, Auschwitz n'est pas seulement un camp de la mort mais un lieu où les frontières entre l'humain et l'inhumain disparaissent. Et de constater que toute notre réflexion trahit son insuffisance pour laisser apparaître le profil incertain d'une nouvelle terre éthique : celle du témoignage. En marquer le sujet en tant que reste, tel est le but de la pensée de l'auteur qui espère que certains termes consignés la leçon du siècle qui nous a quitté soient corrigés, certains même bannis et d'autres compris autrement. Pour lui, ce sera là une façon - et peut-être la seule - d'écouter le non-dit.

ALBIN Kazimierz, *Steckbrieflich gesucht*, Auschwitz-Birkenau Museum, Oswiecim, 370p., 2000.

Le livre constitue le témoignage d'un des premiers prisonniers du camp de concentration d'Auschwitz (n°118). Après s'être échappé, Albin a rejoint le mouvement de résistance à Cracovie. Il décrit le travail mortel assigné aux prisonniers, la famine, le règne de la terreur, les exécutions, le sort des prisonniers soviétiques, le mouvement de résistance des prisonniers et l'existence de ceux qui se sont échappés du camp.

ALVAREZ David, GRAHAM Robert A. *SJ, Papauté et espionnage nazi, 1939-1945*, Beauchesne, Paris, 195p., 1999.

Avec un territoire minuscule - un sixième de la Principauté de Monaco - et une armée composée d'une douzaine de halbardiers aux habits multicolores sortis tout droit d'un opéra populaire, rien ne prédestinait à première vue le Vatican à jouer un rôle au sein d'un conflit armé. Pourtant, de par sa situation de capitale de la foi chrétienne, le Saint-Siège devint le lieu d'un étrange théâtre où, entre 1939 et 1945, des espions du monde entier se croisèrent. Écrit par deux représentants de l'autorité vaticane de cette période, cet ouvrage décrit les relations tendues, entre l'Église catholique et Berlin, et pose un regard critique sur ce que fut la position de Rome.

APEL Karl-Otto, *La controverse expliquer - comprendre. Une approche pragmatico - transcendantale*, Le Cerf, Passages, Paris, 374p., 2000.

ARENDT Hannah, HEIDEGGER Martin, *Lettres et autres documents, 1925-1975*, Editions Gallimard, Bibliothèque de philosophie, Paris, 397p., 2001.

ARENDT Hannah, *Juger. Sur la philosophie politique de Kant*, Seuil, Libre Examen, Paris, 244p., 1991.

ARON Jacques, *Petite philosophie portative. Pensées, poèmes, collages*, Didier Devillez Editeur, Bruxelles, 126p., 2001.

Architecte, urbaniste, professeur, critique d'art, essayiste, Jacques Aron est aussi philosophe. Dans le droit fil d'au moins deux de ses précédents ouvrages, *L'année du souvenir* et *La mémoire obligée*, l'auteur fait le point sur le sens de la vie et les possibilités qui nous sont offertes de la comprendre pour mieux la vivre. Il s'agit de s'appliquer, de réfléchir, de réagir aux faits de société, de s'intéresser à la politique, de saisir le sens de la morale, de s'initier aux

jeux d'esprit, d'explorer les arcanes du langage, d'exprimer par la poésie ce qui ne peut être donné autrement. Que savons-nous ? Que pouvons-nous savoir ? Qu'est-ce que l'homme ? Comment les hommes devraient-ils s'organiser pour parfaire la société ? En quelques mots : en quoi la philosophie peut-elle nous être utile ? Pour Aron, hors des grands systèmes et ramenée à l'existence, la philosophie se fait portable, portative. En 75 «pensées» où le jeu (le collage, la poésie) et l'écriture «lieu où la pensée se forge, prend forme, c'est-à-dire, en fin de compte, entre dans la réalité, existe», apparaît une «petite philosophie aigre-douce égrainée en mineur au fil de quelques pensées éparses». Descartes, Pascal, Spinoza, Rousseau, Kant, Marx, Nietzsche, Heidegger mais aussi Montaigne, Rabelais, Swift, Diderot soutiennent le fil de l'ouvrage. Un livre d'humaniste à la recherche d'un projet pour l'homme. Un livre de sagesse écrit par un sage.

ASSMANN Aleida, *Construction de la mémoire nationale. Une brève histoire de l'idée allemande de Bildung*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 115p., 1994.

ATAMUK Solomon, *Juden in Litauen, Ein geschichtlicher Überblick*, Hartung-Gorre Verlag, Konstanz, 340p., 2000.

AUDOIN - ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, *14-18. Retrouver la guerre*, Gallimard, Bibliothèque des Histoires, 272p., 2000.

AZZOUZ Rachid, *La France de 1870 à 1958*, PUF (Que sais-je ?), Paris, 1999.

Cet ouvrage de la collection *Que sais-je ?* retrace quatre-vingt-huit années de l'histoire de France durant lesquelles le pays connaît de nombreux bouleversements entraînant de profondes mutations de la société. De l'installation de la III^{ème} République à la chute de la IV^{ème}, cette

synthèse éclairée aussi la politique extérieure et coloniale, de même que l'évolution économique et sociale de la France.

BAER Yitzhak F., *GALOUT, L'imaginaire de l'exil dans le judaïsme*, Calmann-Lévy, Paris, 216p., 2000.

Yitzhak F. Baer, né en Allemagne en 1888, publie - fait extraordinaire - en 1936 à Berlin un livre portant pour titre un mot hébreu, Galout, («l'Exil»). Brillant historien du judaïsme, ce livre, un «véritable joyau» pour Gershom Scholem, retrace, depuis l'antiquité jusqu'au XVIIIème siècle, l'histoire des représentations de l'exil. Cette édition est précédée d'une préface (inédiée) de Yosef Hayim Yerushalmi, directeur du Centre d'études juives à l'université de Columbia.

BARNAVI Élie, FRIEDLÄNDER Saul, *Les Juifs et le XXème siècle. Dictionnaire critique*, Calmann-Lévy, Paris, 815p., 2000.

BARRET- DUCROCQ Françoise, *Pourquoi se souvenir ?*, Grasset, Paris, 316p., 1998.

BASTIAN Till, *Homosexuelle im dritten Reich*, Beck'sche Reihe, München, 101p., 2000.

BATZDORFF Susanne, *Edith Stein ma tante*, Editions Lessius, Au Singulier, Bruxelles, Editions Racine, Bruxelles, 230p., 2000.

Suzanne Batzdorff, juive pratiquante, vivant actuellement en Californie, est la nièce d'Edith Stein. Ce livre, malgré le titre, est bien plus qu'une simple biographie. Il retrace la vie de toute une famille (en majorité juive croyante et pratiquante) vivant en Allemagne avant et pendant le IIIème Reich. Bien sûr, tout est axé autour de la femme hors du commun qu'était Edith Stein : érudite (études brillantes à l'Université de Göttingen), philosophe, théologienne et féministe. Au grand dame de sa famille, en 1922, Edith Stein se convertit au catholicisme (après

plusieurs années d'athéisme) et, en 1933, entre au Carmel de Cologne (où elle devient Sœur Thérèse Bénédicte de la Croix) puis à celui d'Echt aux Pays-Bas. En 1942, les nazis la déportent à Auschwitz car, pour eux, elle n'est jamais qu'une juive...C'est là qu'elle périt avec sa sœur Rosa. L'histoire ne s'arrête pas là. En effet, en 1987, Edith Stein est béatifiée par l'Eglise catholique et, en 1998, elle est canonisée par le Pape Jean-Paul II. L'auteur expose ici les préoccupations juives, que partagent les membres de sa famille et ses propres réflexions par rapport aux «titres» catholiques donnés à Edith Stein.

BAUER Yehuda, *Rethinking the Holocaust*, Yale University Press, London, 335p., 2001.

Yehuda Bauer est le premier directeur du Yad Vashem (Institut international pour la recherche de l'Holocauste) à Jérusalem, et l'un des premiers grands historiens de l'Holocauste. Entre autres questions posées et discutées : comment définir et expliquer le génocide ? Peut-il être comparé à d'autres génocides ? Quelle est le lien entre le génocide et la création de l'Etat d'Israël ? L'auteur analyse également les explications de Zygmunt Bauman, Jeffrey Herf, Goetz Aly, Daniel J. Goldhagen, John Weiss et Saul Friedländer pour donner ensuite sa propre interprétation de l'événement. Il interroge également la théologie arguant que la vision que nous avons des faits ne devrait pas être obscurcie par le mysticisme puisqu'il s'agit d'une action faite par des humains envers d'autres humains.

BEAUD Olivier, *Les derniers jours de Weimar. Carl Schmitt face à l'avènement du nazisme*, Descartes & Cie, Droit, Paris, 253p., 1997.

Beit Lohamei Haghetat - Musée de la Maison des Combattants des Ghettos, *Salon des Refusés. L'art dans les camps d'interne-*

ment Français, 1939-1945, Beit Lohamei Haghetat - Musée de la Maison des Combattants des Ghettos, D. N. Western Galilee, 107p., 2000.

BELZ Horst, SIEGRIST Marco, *Kursbuch Schlüsselqualifikationen*, Lambertus Verlag, Freiburg im Breisgau, 1997.

BENAMOU Georges-Marc, *C'était un temps déraisonnable. Les premiers résistants racontent*, Robert Laffont, Paris, 358p., 1999.

Le 17 juin 1940 à 12h30, le maréchal Pétain annonce l'Armistice à la radio. Ce message est déterminant pour les résistants français de la première heure, ceux qui se retrouvent dans ce livre, ceux qui, les premiers, ont dit «non» à l'invasisseur allemand.

Sous forme d'interviews, Georges-Marc Benamou (directeur de la rédaction de *L'Événement*) interroge ces résistants : Claude Bouchinet-Serreules, Pierre Messmer, Jean-Pierre Vernant, Serge Ravel, André Dewavrin, André Postel-Vinay, Hélié Denoix de Saint Marc, Alain Le Ray, José Aboulker, Lucien Neuwirth, Germaine Tillion, Pierre Lefranc, Stéphane Hessel et Daniel Cordier. Ils parlent de leur engagement, de la politique de l'époque, de Pétain, de de Gaulle, des rivalités dans la Résistance, des traîtres, de leurs actes... Les premiers résistants de ce temps déraisonnable racontent avec beaucoup de modestie, de passion, de réalisme cette période assez méconnue de l'histoire.

BEN-ITTO Hadassa, «*Die Protokolle der Weisen von Zion*», *Anatomie einer Fälschung*, Aufbau, Berlin, 419p., 1998.

En prenant pour preuve les *Protocoles des Sages de Sion*, certains ont depuis toujours envisagé l'existence d'une conspiration mondiale juive pour expliquer les guerres, les révolutions, les crises économiques, le terrorisme et même le SIDA. L'auteur a analysé, pendant plus de sept

années, l'histoire de ces Protocoles et nous offre un rapport captivant. Il aborde différents thèmes tels que : conspiration et meurtre, princesses et rois, services secrets et industriels russes. Il relate, en outre, les investigations d'un jeune avocat qui, en 1934, relevait déjà l'histoire d'une incroyable falsification.

BERGEN Bernard J., *The Banality of Evil. Hannah Arendt and «the final solution»*, Rowman & Littlefield Publishers inc., Lanham, Oxford, 1998.

L'auteur est professeur émérite de psychiatrie et de sociologie à l'université de Dartmouth. Il explore dans cet ouvrage les conséquences politiques et philosophiques du concept de «banalité du mal» développé par Hannah Arendt. S'interrogeant et analysant les concepts de liberté, de société, d'identité, de vérité, d'égalité, de raison, à la lumière de l'holocauste, Arendt conclut que la banalité du mal résulte d'une faiblesse de la nature humaine affectant la pensée, la volonté et le jugement. L'auteur aborde ces questions en quatre chapitres problématisant la «solution finale», le «penser», le «politique» et la «terreur».

BERGER Denis, MALER Henri, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet*, Editions du Félin, Questions d'époque, Paris, 210p., 1996.

BERLER Willy, *Itinéraire dans les ténèbres, Monowitz, Auschwitz, Gross-Rosen, Buchenwald*, L'Harmattan, Mémoires du XXe siècle, Paris, Quorum, Gerpinnes, 293 p., 1999.

BERLIN Isaiah, *Le bois tordu de l'humanité. Romantisme, nationalisme et totalitarisme*, Albin Michel, Bibliothèque Albin Michel, Idées, Paris, Henry Hardy, 264 p., 1992.

BERTRANDS Marc, *Kroniek van een kloppjacht, De Joden van Beverloo*, Heemkundige Kring van Beverloo, 231p., 2000.

BLUM Léon, *Le dernier mois*, Arléa, Paris, 2000.

Le 3 avril 1945, Léon Blum et sa femme furent extraits du camp de Buchenwald par les SS. Durant tout un mois ils passeront de repères secrets en caches discrètes. Ils transiteront par Flossenbourg et Dachau se demandant toujours quelle sera leur destination finale ? La fin de leur périple se déroulera le 4 mai suivant, dans un hôtel du Tyrol italien, par la rencontre des premiers soldats américains. L'auteur raconte, avec beaucoup de minutie, le déroulement de ce mois lourd d'angoisse et de peur, se demandant à chaque instant où le destin allait le conduire. En présentation de l'ouvrage, Pierre Bourgeade nous rappelle qui était Léon Blum, son engagement et son combat politique.

BOBER Robert, *Berg et Beck*, POL, Paris, 248p., 1999.

BRAUMAN Rony (Postfacé par), *L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, La Fabrique éditions, Paris, 157p., 2001.

BREITENFELLNER Kirstin, KOHNLEY Charlotte (Editeur), *Wie ein Monster entsteht, Zur Konstruktion des anderen in Rassismus und Antisemitismus*, Philo, Bodenheim bei Mainz, 260p., 1998.

Cet ouvrage se présente comme une étude sur le racisme et l'antisémitisme et donc sur le rapport aux autres. Il aborde différentes théories : la «pureté du sang» de l'évêque de Toledo (Espagne, 15^{ème} siècle), la Physionomie, la «Rassenlehre» («études des races») et autres sciences nazies. Les différentes contributions de cet ouvrage collectif nous éclairent sur les mécanismes conscients et inconscients de l'exclusion de «l'autre» aussi bien dans une perspective générale qu'au moyen d'exemples concrets.

BRETT Lily, *Zu viele Männer*, Deuticke, Wien, Frankfurt am Main, 655p., 2001.

Ruth Rothwax, Juive américaine vivant à New York, est en route avec son père Edek vers la Pologne, à la recherche de ce monde dans lequel sa famille a vécu avant l'Holocauste. A Lodz, les personnes qui habitent dans l'ancienne maison de son père essayent de tirer profit des pertes d'Edek et de sa fille Ruth d'une façon horrible. De manière dramatique, le passé commence à prendre possession d'elle. Mais, elle n'avait pas compté sur la machination de son père, bien décidé à changer la vie de sa fille.... Lentement, ils approchent du «sommet» du voyage : la visite d'Auschwitz.

BRINKMANN Annette, EHMANN Annegret, MILTON Sybil (Editeurs), *Lernen aus der Geschichte : Projekte zu Nationalsozialismus und Holocaust in Schule und Jugendarbeit*, Presse- und Informationsamt der Bundesregierung, s. d.

BRUCHFELD Stéphane, LEVINE Paul A., *Tell ye your children... A book about the Holocaust in Europe 1933-1945*, The Swedish Government Offices Living History Project, Stockholm, 83p., 1998.

BRUCHFELD Stéphane, LEVINE Paul A., «Dites-le à vos enfants. Histoire de la Shoah, 1933-1945», Editions Ramsay, L'Indicible, Paris, 190p., 2000.

Cahiers de la Mémoire contemporaine - Bijdragen tot de eigentijdse Herinnering. Vol. 1 (1999) ; vol. 2, (2000), éd. de la Fondation de la Mémoire Contemporaine, Bruxelles.

Créée en 1994, la Fondation de la Mémoire Contemporaine a pour but de recueillir toute documentation susceptible d'éclairer l'ensemble de l'histoire des Juifs et du judaïsme en Belgique. Cette heureuse initiative comble un vide que l'on ne pouvait que regretter : l'existence d'une Institution de recherches et de réflexions menées par des personnes qualifiées et compétentes sur tous les aspects

historiques, sociologiques et culturels de la présence des Juifs et du judaïsme en Belgique.

Nous ne pouvons que saluer l'édition de ces deux excellents premiers numéros contribuant à une meilleure connaissance de la vie de la communauté juive. Le premier numéro présente des articles de Jean-Philippe Schreiber, «Le témoignage au service de l'histoire et de la mémoire : le cas du judaïsme belge de 1945 à nos jours» ; du Baron Jean Bloch, «La communauté juive de Belgique et la Deuxième Guerre mondiale» ; de Godelieve Denhaene, «Les juifs dans certains documents communaux de Schaerbeek pendant la Deuxième Guerre mondiale» ; de Elisabeth Wulliger, «L'Institut «Mes Enfants» à Ixelles» ; de Catherine Massange, «L'aide aux Israélites Victimes de la guerre et le Service Social Juif», ainsi que des extraits de témoignages et des contributions de Martine Goldberg, Jacques Déom, Barbara Dickschen, Maya Klein et Milantia Errera.

La deuxième livraison amplifie les intentions et les orientations de recherche. Il s'agit tout d'abord d'un remarquable effort de pionnier pour la constitution d'un corpus biographique qui nous fait connaître des personnalités et des personnes connues et moins connues du judaïsme belge ainsi que des Institutions juives. Nous espérons que cet effort absolument indispensable pourra se poursuivre avec fruit. On notera les esquisses biographiques de Edith Buch et de Georges Kleinberg, par Jacqueline Wiener ; d'Alexis Goldschmidt, par Nele Lavachery ; de Richard Kouperman, par Maya Klein et Elisabeth Wulliger ; et de Louis Lubliner, par Anna-M. Kempinska ; et du côté des Institutions juives, les contributions de Barbara Dickschen, «L'illusion d'un printemps. Un historique de l'Ecole moyenne juive de Bruxelles, février-juin 1942» et de

Catherine Massange, «La journée d'une assistante sociale : l'A.I.V.G. en 1960.»

On notera également dans ce 2ème numéro les contributions de Jean-Philippe Schreiber, «Les Juifs en Belgique : une présence continue depuis le XIIIème siècle» et «Les archives du judaïsme belge conservées à Moscou» ; de Bernard Suchecky, «Le témoignage en miette» ; de Ward Adriaens, «Het Joods Museum en Verzet en getuigenissen» ; de Patrick Moreau, «Het museum projekt van het Nationaal Gedenkteken Fort van Breendonk» ; de Jacques Déom, «Aspects de la mémoire contemporaine» ; d'Albert Mingelgrün, «Les réécritures d'Ana Novac» ; de Maya Klein, «Enfances volées», et de Ulrike Buchholz, «Was bleibt von der Geschichte ? Die junge deutsche Generation und ihr Bezug zum Nationalsozialismus».

CANETTI Elias, *Masse et puissance*, Gallimard, Tel, Paris, 526p., 1966.

CANGUILHEM Georges, *Le normal et le pathologique*, Quadrige, Presses Universitaires de France, Paris, 224p., 1999.

CANTO-SPERBER Monique, *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, puf, Paris, 1717p., s.d.

Centrum Schwule Geschichte, «*Das sind Volkesfeinde*», *Publikation zur Ausstellung*, Centrum Schwule Geschichte, Köln, 259p., 1998.

Les discriminations et les persécutions envers les homosexuels ne sont pas apparues spécifiquement avec le national-socialisme. Elles existaient auparavant - même s'il s'agit d'un fait peu connu - et se sont intensifiées pour finir par mener ces hommes dans les camps de concentration. Cet ouvrage explique clairement les mesures d'oppression prises contre la communauté homosexuelle et les conséquences qui en découlèrent.

CARDOSI Gabriella, MARISA Giuliana, *Sul Confine. La questione dei «matrimoni misti» durante la persecuzione antiebraica in Italia e in Europa (1935-1945)*, Silvio Zamorani Editore, Torino, 1998, pp. XXXII-297.

Le thème de cette étude est «La question des mariages mixtes pendant la persécution antijuive en Italie et en Europe (1935-1945)». Ce sujet n'a pas encore été traité en particulier par les historiens et s'est révélé intéressant, apportant une lumière nouvelle sur beaucoup d'aspects importants de la politique antijuive nazie.

La recherche se développe à travers la comparaison des différentes législations concernant les mariages mixtes en Allemagne, en Italie et dans les pays occupés d'Europe et la praxis qui se manifeste par les documents et les témoignages directs. Il ne s'agit cependant que rarement d'une véritable législation mais plutôt d'un ensemble de communications, de rapports, d'ordres de police, de circulaires, etc. La présentation originale des sources est en grande partie inédite. Une large place est laissée à l'expression directe tant des témoins et victimes que des persécuteurs. La matière est replacée dans le contexte historique des différents pays examinés, en particulier pour ce qui concerne l'Allemagne et l'Italie.

La question des mariages mixtes se révèle la une question cruciale de la politique raciale puisqu'elle touchait des aspects juridiques, économiques et militaires, et finit par empêcher l'achèvement de la «solution finale». Suite à la conférence de Wannsee, la haute bureaucratie nazie dû disposer de temps avant d'arriver à tracer une ligne de démarcation entre Juifs et non-Juifs au sein des différentes catégories de «métis» et en arriver à une définition du Juif. Le mariage fut vraiment le point cru-

cial en tant qu'origine du sang juif ou aryen.

La question des mariages mixtes révèle les limites du plan de persécution nazi : le problème resta non résolu tant juridiquement que dans la praxis. L'inachèvement de la législation se révèle dans la praxis par le caractère provisoire et graduel des ordres de persécution concernant les «Mishehen» (en allemand : les Juifs conjoints de mariage mixte) et les «Mishelinge» (les fils issus de mariage mixte). Comme il apparaît dans les documents examinés, la déportation vers l'Est fut exclue ou du moins continuellement différée pour les Juifs de mariage mixte. En réalité quelques prisonniers seront libérés, d'autres seront directement déportés à Auschwitz, et d'autres encore - qui jusqu'au dernier moment espéraient se sauver - seront déportés en Allemagne par le dernier convoi.

Les directives concernant les mariages mixtes, contradictoires et marquées d'un certain pouvoir discrétionnaire, montrent pour la première fois des failles dans le processus du plan de persécution antijuif. Une variété d'attitudes dans l'interprétation et l'exécution du plan de destruction des Juifs de mariages mixtes parviennent, des autorités les plus hautes, à chaque organisme. Les nazis se saisissent des opportunités politiques, évitent d'inquiéter l'opinion publique et impliquent un nombre le plus restreint possible de personnes pour ne pas provoquer de réactions et de tensions du côté de la partie aryenne du mariage afin de ne pas compromettre ainsi «une précieuse partie du sang allemand».

Tout cela conduit à réviser l'interprétation d'une position rigide et non modifiable du plan de persécution antijuif, plutôt obligé de tenir compte des différentes conditions historiques, géogra-

phiques et politiques des pays occupés. Ce qui aura des conséquences pour tous les Juifs. En effet le sort des Juifs du Danemark fut bien différent de celui des Juifs de Pologne, mais même le sort de chaque conjoint d'un mariage mixte sera différent, en rapport au moment, au lieu et par qui il sera identifié.

CEDRONIO Marina, *Hannah Arendt. Politique et histoire. La démocratie en danger*, L'Harmattan, Logiques politiques, Paris, 251p., 1999.

CERASI Claire, *Marguerite Duras de Lahore à Auschwitz*, Champion, Paris, Slatkine, Genève, 191p., 1993.

CHAGOLL Lydia, *La vieille dame et la fille nomade*, EPO, Bruxelles, 61p., 1999.

Lydia Chagoll, rescapée des camps japonais, utilise depuis des années une variété de média - documentaires et films cinématographiques, littératures, pièces de théâtre - lui permettant de témoigner sans relâche des horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce recueil de poésie destiné à l'origine à l'Opéra Mobile d'Anvers, Lydia Chagoll s'inspire de l'histoire de sa grand-mère déportée à l'âge de 83 ans à Auschwitz parce que Juive. L'auteur imagine la rencontre de celle-ci et d'une jeune tsigane sur la route de l'anéantissement tracée par les nazis. *La vieille dame et la fille nomade* est un recueil de textes extrêmement touchants et la version musicale de cette œuvre doit certainement valoir le détour.

CHARTIER Roger, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Albin Michel, Histoire, Paris, 292p., 1998.

CHAUVIER Stéphane, *Du droit d'être étranger. Essai sur le concept kantien d'un droit cosmopolitique*, L'Harmattan, Paris, 221p., 1996.

CHEROUX Clément (Sous la direction de), *Mémoire des camps, Photographies des camps de concentration et d'extermination*

nazie (1933 - 1999), Editions Marval, Paris, 246p., 2001.

CHOMSKY Noam, *Responsabilités des intellectuels*, Agone, Marseille, 165p., 1998.

Noam Chomsky, professeur au Massachusetts Institute of Technology à Boston (USA) s'interroge dans cet ouvrage sur les responsabilités des intellectuels qui ne dénoncent que les crimes commis par les régimes totalitaires et délaissent ceux commis par les démocraties, à commencer par la plus puissante : les Etats-Unis. S'appuyant sur le sort médiatique réservé au Timor-Oriental lors des massacres de 1978, Chomsky analyse tout particulièrement les dysfonctionnements de la presse (in)dépendante. Il dévoile les ressorts cachés de la politique extérieure des grandes puissances et dénonce très justement «*l'utopie des maîtres*» qui, sous couvert d'un libéralisme humaniste, se profile à l'horizon du nouvel ordre mondial.

Chroniques du désastre, Témoignages sur la Shoah dans les ghettos polonais, (textes présentés et traduits du yiddish par Nathan Weinstock), Métropolis, Genève, 467p., 1999.

Parmi les nombreux témoignages d'époque sur la Shoah en Pologne, très rares sont ceux qui ont été publiés en français. Nathan Weinstock qui avait déjà traduit, en collaboration avec son épouse Micheline et Georges Bensoussan, le journal du ghetto de Varsovie tenu par Hillel Seidman, a regroupé dans ces *Chroniques du Désastre* cinq documents concernant les deux principaux ghettos de Pologne, ceux de Varsovie et de Lodz. Ces textes ont été traduits du yiddish. Ces documents d'histoire décrivent la vie dans les ghettos, la stratégie allemande, le rôle du Judenrat et les grandes déportations de l'été 1942. Ils contiennent également les textes de Shmuel Zygielbajm, représentant du parti

socialiste Bund à Londres et les messages d'adieu rédigés par celui-ci avant de se suicider. En annexes figurent des observations basées sur des discussions menées en 1963 avec l'historien Isaac Deutscher qui jettent une lumière nouvelle sur le suicide de Zygielbajm dont les demandes adressées au Gouvernement polonais en exil et aux alliés s'étaient heurtées à des fins de non-recevoir. Une post-face de N. Weinstock est d'ailleurs consacrée à l'incredulité en Occident face à la Shoah. L'ouvrage est préfacé par Georges Bensoussan, l'auteur du «Que sais-je ?» sur l'*Histoire de la Shoah*. Il contient en outre une chronologie succincte du déroulement de la Shoah en Pologne, des repères bibliographiques, des illustrations et un index des noms.

Città di Torino - Istituto piemontese per la storia della resistenza e della società contemporanea, *Torino 1938/45, Una guida per la memoria*, Città di Torino, Torino, 126p., 2000.

COLOMBELLI Carla, DEROSI Laura (Editeurs), *genere / storia / scuola, sei percorsi didattici*, Istituto Piemontese per la Storia Della Resistenza e della Società Contemporanea, Piemonte, 292p., 1999.

Commission indépendante d'experts Suisse - Seconde Guerre mondiale, *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme*, Fayard, Paris, 471p., 2000.

Ce livre est le rapport de la Commission indépendante constituée de neuf chercheurs suisses et étrangers, présidée par l'historien Jean-François Bergier. Ces experts ont été chargés, en 1996, par le Parlement et le Gouvernement suisses de jeter toute la lumière sur la politique de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. Les recherches ont porté sur la problématique des réfugiés à l'époque du national-socialisme dans ce pays neutre : certains ont été accueillis, d'autres ont été

refoulés à la frontière. Le rapport montre que la Suisse, en cette période, n'a pas répondu autant qu'elle aurait pu et dû le faire à sa tradition humanitaire. Cet ouvrage, accessible à tous, parle de la politique et de l'économie suisses de l'époque, des relations avec le IIIe Reich, de l'apposition de la lettre «J» sur les passeports des citoyens allemands juifs, du verrouillage des frontières suisses en pleine chasse aux Juifs en 1942, etc.

Comprendre Oradour, Centre de la mémoire d'Oradour. L'Intégrale du parcours de mémoire. Documentation - Iconographie - Témoignages, Etablissement public administratif départemental du Centre de la mémoire, Oradour, 147p., 2000.

CORDELIER Serge (Sous la direction de), *Le dictionnaire historique et géopolitique du 20ème siècle*, La Découverte, L'Etat du monde, Paris, Syros, Paris, 735p., 2000.

CORNISH Kimberley, *Wittgenstein contre Hitler, Le Juif de Linz*, Presses universitaires de France, Paris, 451p., 1998.

Etrange ouvrage, au titre provocateur et à la méthodologie iconoclaste. Pourtant certains aspects de l'analyse de la pensée de Wittgenstein et de ses filiations philosophiques ne manquent pas d'intérêt. Bien qu'inclassable dans les catégories coutumières des traditions philosophiques, la pensée complexe et à maints égards aporétique du philosophe du déclin de l'Empire austro-hongrois se trouve ici présentée dans ses filiations souvent souterraines avec les traditions idéalistes et mystiques. Sur ce terrain, polémique et unilatéral, la démarche de Kimberley Cornish procède souvent, malheureusement, par raccourcis. Sans doute l'obstination de l'auteur à établir un rapport substantiel entre Wittgenstein et Hitler le conduit à des affirmations et à des extrapolations dépourvues de toute démonstration susceptible d'emporter la

conviction. Disciple de Paul Feyerabend, Kimberley Cornish cultive le paradoxe et l'audace méthodologique, sacrifiant par là à la rigueur de la démonstration et à la substance des problèmes traités. A ces réserves de taille, il faut ajouter une interprétation particulièrement désastreuse, bien qu'implicite, de l'antisémitisme nazi, hitlérien en particulier.

CROCI Pascal, *Auschwitz*, Le Masque, Atmosphères, Paris, Hachette Livre, Paris, 76p., 2000.

CZECH Danuta, KLODZINSKI Stanislaw, LASIK Aleksander, STRZELECKI Andrzej, *Auschwitz 1940-1945, Central Issues in the history of the camp*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 314 p., 2000.

CZERNIN Hubertus (Editeur), *Wofür ich mich meinerwegen entschuldige, Haider, beim Wort genommen*, Czernin Verlag, Wien, 125p., 2000.

DABAG Mihran, PLATT Kristin, *Genozid und Moderne. Bd 1, Strukturen kollektiver Gewalt im 20. Jahrhundert*, Leske + Budrich, Opladen, 410p., 1998.

Pouvons-nous laisser le passé derrière nous ? La question de la place des génocides de notre siècle dans l'historiographie est examinée. Quels défis « lancent » les tendances à l'historisation de la Shoah ? Que peut-on dire de l'analyse scientifique face aux « génocides actuels » ? Les auteurs examinent les possibilités et les problèmes de l'analyse comparative des génocides. Ce livre n'est pas seulement consacré aux événements historiques proprement dit, mais traite aussi de leur importance pour le présent.

DAHN Felix, *Ein Kampf um Rom, Historischer Roman*, Verlag Werner Dausien, Hanau, 750p., 1999.

DAWANT René-Philippe, *Demol, l'illusionniste, L'extrême droite s'attaque à Bruxelles*, Luc Pire, Bruxelles, 160p., 1999.

Il existe aussi une extrême droite bruxelloise. Son représentant le plus célèbre Johan Demol, ex-commissaire en chef de la Police de Schaerbeek, se sert de son passé dans la police pour tenter d'imposer une image de lui-même emprunte de sécurité et d'incorruptibilité. René-Philippe Dawant, journaliste à la RTBF, nous dresse le portrait d'un Demol illusionniste et opportuniste dont le passé dans la Police est loin d'être sans taches ou zones d'ombres. L'auteur a mené une enquête minutieuse et nous retrace le parcours de Demol ; son accession à la tête de la Police de Schaerbeek, la mise en place d'une police répressive, sa révocation pour une série de mensonges et de fautes graves, et son entrée au Vlaams Blok pour les élections communales à Bruxelles. Demol est démasqué mais le livre de René-Philippe Dawant pose encore énormément de questions, notamment la non-réaction de certains hommes politiques tels que le bourgmestre de Schaerbeek et le Ministre de l'Intérieur de l'époque face aux agissements inacceptables et répétés de Demol alors commissaire en chef de la sixième police du pays.

DE FELICE Renzo, *Les Rouges et les Noires. Mussolini, la République de Salò et la Résistance*, Georg Editeur, Stratégie & Réalité, Genève, éditions Médecine et Hygiène, 154p., 1999.

DELBECKE Johan, CASTELEYN Yara, CHATELET Elsey, *Kinderen in de eerste Wereldoorlog*, Uitgeverij Lannoo, Tielt, 240p., 2000.

DELEERSNIJDER Henri, *L'affaire du «Point de détail». Effet médiatique et enjeux de mémoire*, Les Editions de l'Université de Liège, Liège, 151p., 2001.

Le dimanche 13 septembre 1987, au cours de l'émission radiophonique «Le Grand Jury RTL - Le Monde», Jean-Marie Le Pen (président du Front National, et, à

l'époque, candidat au poste de président de la République française) répond en ces termes à une question portant sur les thèses de MM. Faurisson et Roques : «Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale». L'auteur analyse l'effet médiatique de cette déclaration dans cinq journaux français (Libération, L'Humanité, Le Monde, Le Figaro et Présent), place l'affaire dans son contexte (révisionnisme en France, parcours politique de Jean-Marie Le Pen) et traite des répercussions judiciaires, politiques et médiatiques. Un dernier chapitre est consacré au travail de mémoire par rapport à la Shoah.

De Marx à Kant, puf, Paris, 425p., 1995.

Denkmal für die ermordeten Juden Europas. Künstlerischer Wettbewerb. Kurzdokumentation, Senatsverwaltung für Bau- und Wohnungswesen, Abteilung Städtebau und Architektur, Referat III D, Kunst im Stadtraum, Berlin, 53p., 2000.

Der Wettbewerb für das «Denkmal für die ermordeten Juden Europas». Eine Streitschrift, Verlag der Kunst, Berlin, 196p., 1995.

DINER Dan, *Das Jahrhundert verstehen. Eine universalhistorische Deutung*, Fischer, Frankfurt, 2000.

Cette interprétation du XXème siècle est basé sur deux axes. Le premier suit le concept de la «guerre civile mondiale» (E. Jünger), ce conflit des idéologies de la liberté d'un côté, et de l'égalité de l'autre, qui a marqué tout le siècle avec le conflit entre l'Ouest et l'Est. Le deuxième axe, diachronique, nous montre les continuités qui persistent du siècle précédent, à savoir les rivalités géopolitiques, ethniques

et nationalistes et leurs conflits inhérents. L'historien Dan Diner, né à Munich en 1946, enseigne à l'Université Ben-Gourion à Beer Sheva, en Israël.

KNOCKA Jürgen (Dirigé par), *Les bourgeoisies européennes au XIXème siècle*, Belin, Socio- histoires, Paris, 415p., 1996.

Doordrenkt van jou als aarde na een lente-regen, Amsterdam, 63p., 2000.

DOSSE François, *L'histoire*, Armand Collin, Paris, 208p., 2000.

DUBUISSON Daniel, *L'Occident et la religion. Mythes, science et idéologie*, Editions Complexe, Les Dieux dans la Cité. Religions et Sociétés, Bruxelles, 332p., 1998.

Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung, *Medien und Sraftaten, Vorschläge zur Vermeidung diskriminierender Berichterstattung über Einwanderer und Flüchtlinge*, Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung, Duisburg, 60p., 1999.

DUMONT Hugues, MANDOUX Patrick, STROWEL Alain, TULKENS François, *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? Groupements liberticides et droit*, Bruylant, Bruxelles, 508p., 2000.

Cet important ouvrage rassemble les contributions d'une vingtaine d'intervenants, essentiellement des Professeurs et des Avocats, au colloque organisé en février 2000 par les Facultés Universitaires Saint-Louis, l'Université Libre de Bruxelles et la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles. Cherchant à restreindre les activités des groupes extrémistes dans notre pays, l'interrogation essentielle débattue durant ce colloque concernait la qualité et l'efficacité des textes juridiques provenant des diverses branches du droit (droit public, droit pénal, droit privé...).

DUPUIS MICHEL, *Prier 15 jours avec Edith Stein*, Nouvelle Cité, Montrouge, 126p., 2000.

EBBINGHAUS Angelika (Editeur), DÖRNER Klaus (Editeur), *Vernichten und Heilen. Der Nürnberger Ärzteprozess und seine Folgen*, Aufbau Verlag, Berlin, 675p., 2001.

De 1946 à 1949, le tribunal militaire américain a procédé au jugement des crimes des médecins nazis les plus importants. D'innombrables expérimentations sur des prisonniers ont eu lieu. Inoculations des germes du typhus et de la malaria, et expériences de résistance au froid, à la pression atmosphérique, et de stérilisation. Les 23 accusés ont déclaré qu'ils n'étaient pas des «monstres» et qu'ils ont tué pour guérir et résoudre des «problèmes urgents» inhérents à la chirurgie de guerre, aux épidémies, etc. Tous les accusés se sont déclarés «non coupables». Le livre analyse cette éthique mortelle qui place «le progrès» et le bien-être de la société avant le bien-être du particulier. Le thème central porte sur les expérimentations médicales (avec des contributions de victimes), leur développement historique et l'importance qu'elles ont prises au cours de la guerre. Certaines de ces expérimentations médicales ont-elles été légitimes ? Ont-elles contribué à la médecine actuelle ? Comme le développement de la génétique et de l'éthique biologique le montrent, certaines des questions abordées ici sont plus que jamais d'actualité.

ECO Umberto, *Cinq questions de morale*, Bernard Grasset, Paris, 175p., 2000.

Ein Leben im 20. Jahrhundert : Ernst Federn, Lambertus- Verlag GmbH, Freiburg, 1998.

EISTERER Klaus, *La présence française en Autriche (1945-1946), Occupation. Dénazification. Action culturelle*, Université de Rouen. Centre d'Etudes et de Recherches Autrichiennes, Etudes autrichiennes 5, Rouen, 263 p., 1998.

L'auteur est professeur d'histoire à l'Institut d'Histoire du Temps présent de

l'Université d'Innsbruck. Après la Deuxième Guerre mondiale, la France a, en plus de l'Allemagne, à administrer une zone d'occupation en Autriche. A partir de documents d'archives, de témoignages, d'entretiens, Klaus Eisterer explique, après une introduction traitant de quelques aspects de l'occupation française, la politique de dénazification ainsi que la politique culturelle menées par la France. Cet ouvrage nous fait découvrir une période peu abordée de l'histoire de dénazification et d'occupation par les Alliés après la guerre.

ELSÄSSER Jürgen, MARKOVITS Andrei (Editeurs), *«Die Fratze der eigenen Geschichte». Von der Goldhagen-Debatte zum Jugoslawien-Krieg*, Elefant Press, Berlin, 205p., 1999.

Cet ouvrage fait le bilan des débats issus du livre de Goldhagen et de son éventuel impact politique. L'auteur évalue les discours tenus portant sur l'interprétation du passé nazi. L'argumentation intellectuelle avancée a-t-elle modifié le cours politique de ces dernières années, notamment en regard de la guerre en ex-Yougoslavie ?

ELSTE Alfred, HÄNISCH Dirk, *Auf dem Weg zur Macht, Beiträge zur Geschichte der NSDAP in Kärnten von 1918 bis 1938*, Braumüller, Wien, 412p., 1997.

Ce livre contient l'histoire du NSDAP en Carinthie, province dont Jörg Haider est le président. L'auteur réussit à reconstituer tant l'histoire de la base sociale du parti que celle de ses dirigeants. Au centre de la réflexion, on retrouve d'une part l'illustration de la structure organisationnelle du NSDAP et, d'autre part, la révélation des mécanismes de nazification en Carinthie.

Facing the Genocide : The Nuba of Sudan, *African Rights*, London, 343p., 1995.

Combien de génocides le XXème siècle aura-t-il connu ? Les génocides juifs et tsiganes, les génocides arménien, cambodgien, rwandais... Peut-on toujours utiliser le terme génocide ? Ne vaut-il pas mieux utiliser les termes d'épuration ethnique, d'extermination, de massacres ? Toujours est-il que souvent de «petits génocides» se déroulent dans l'indifférence générale. C'est le cas des tribus Nuba du Soudan. Cet ouvrage met en lumière comment l'armée soudanaise détruit systématiquement les villages Nuba et déplace les habitants dans des «*camps de la paix*», lieux de peur, d'abus et d'endoctrinement culturel. Les hommes sont tués ou enrôlés de force dans l'armée, les femmes sont violées ou mariées de force aux soldats pour la durée d'engagement des troupes, les enfants sont enlevés et subissent l'endoctrinement forcé d'un islamisme extrémiste. Ce livre contient aussi un historique de la guerre dans les montagnes Nuba, et une analyse du rôle de la culture et de la religion dans cette lutte de domination des populations.

FACKENHEIM Emil L., *Was ist Judentum ? Eine Deutung für die Gegenwart*, Institut Kirche und Judentum, Berlin, 289p., 1999.

L'auteur, Emil Fackenheim, de Halle, expulsé d'Allemagne, professeur de philosophie au Canada et vivant aujourd'hui à Jérusalem, fait partie des Juifs qui parlent d'Auschwitz dans leur travail philosophique et théologique et qui cherchent à répondre à la Shoah. Le livre offre une introduction au judaïsme ainsi qu'une discussion sur sa nature dans l'Etat israélien. Après une représentation de la situation religieuse des Juifs, l'auteur traite des thèmes et liens classiques de la religion juive.

FELSTINER John, *Paul Celan : Eine Biographie*, Beck'sche Reihe, München, 431p., 2000.

L'auteur décrit la vie de Paul Celan, de son enfance dans la Bukowina juive-allemande jusqu'à son suicide le 20 avril 1976 à Paris. Le travail du poète est décrit de façon à ce que transparaissent toujours l'arrière-plan biographique.

FERRY Jean- Marc, *L'Éthique reconstructive*, Les Editions du CERF, Humanités, Paris, 115p., 1996.

FEUCHTWANGER Lion, *Exil*, Félin/Arte Editions, Paris, 682p., 2000.

FEUCHTWANGER Lion, *Le juif Süß*, Belfond, s.d.

FINKELSTEIN Norman, BIRN Ruth, *L'Allemagne en procès. La thèse de Goldhagen et la vérité historique*, Albin Michel, Paris, 185p., 1999.

FINKELSTEIN Norman, *De Holocaust-industrie. Bespiegelingen over de exploitatie van het joodse lijden*, Mets en Schilt, Amsterdam, Globe, Gent, 158p., 2000.

FINKELSTEIN Norman, *The Holocaust industry. Reflections on the exploitation of jewish suffering*, Verso, London, New York, 150p., 2000.

FRANKENBERGER Tamara, *Wir waren wie Vieh. Lebensgeschichtliche Erinnerungen ehemaliger sowjetischer Zwangsarbeiterinnen*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 227p., 1998.

A partir de témoignages, l'auteur analyse les caractéristiques du «traitement» des travailleuses forcées russes dans l'industrie allemande nazie.

FRANKEN Henders, *Toch met Duitsers gepraat*, Hameland Pers, Zutphen, 255p., 1999.

FÜLLBERG - STOLBERG Claus, JUNG Martina, RIEBE Renate, SCHEITENBERGER Martina, *Frauen in Konzentrationslagern, Bergen-Belsen*,

Ravensbrück, Temmen, Bremen, 347p., 1994.

Nul n'a été épargné par la barbarie nazie qui s'en est prise indistinctement aux hommes, aux femmes et aux enfants. Cependant, les femmes y ont été exposées de façon plus spécifique comme nous le démontre cette collection d'essais qui aborde la déportation féminine en analysant la structure des camps de concentration de Ravensbrück et de Bergen-Belsen.

FULLENBAUM Max, *Le Petit Livre des casseurs*, Editions Mille et une nuits, Les Petits Livres ; 461p., 1994.

FULLENBAUM Max, *Mohair. Le livre relié*, Max Fullenbaum, Poissy.

GARCIA Patrick, *Le Bicentenaire de la Révolution française. Pratiques sociales d'une commémoration*, CNRS Editions, Paris, 354p., 2000.

GARGINI Aitanga Petrucciani, SIMONI Anna Turi (Editeur), *La figlia di Olga e Leo*, Editrice C.R.T. - Consocienza Realtà Testimonianza, Pistoia, 181p., 2001.

GATTI Armand, *Les 7 possibilités du train 713 en partance d'Auschwitz*, Comp'act, Chambéry, 196p., 1989.

Cette pièce d'Armand Gatti prend pour thème le départ, à la libération d'Auschwitz, des malades et des infirmes abandonnés lors du transport d'évacuation du camp pour un autre camp (Buchenwald), plus éloigné de l'avance soviétique. Le style de la pièce est signé et l'on retrouvera dans ce texte la verve et l'imagination d'un esprit dont la souplesse et l'acuité ne procèdent pas d'un vain mot.

GEBEL Ralf, «*Heim ins Reich*», *Konrad Henlein und der Reichsgau Sudetenland 1938 - 1945*, Oldenbourg, Munich, 422p., 1999.

Cette histoire concernant le Pays des Sudètes est basée sur des sources inédites

provenant des archives tchèques, allemandes et russes. Cette étude traite de Konrad Henlein, chef politique des Sudètes, de ses plans politiques et de sa position dans le parti. L'auteur analyse les divergences entre les exigences des Sudètes et la politique de centralisation du IIIème Reich.

GELLNER Ernst, *Nationalismus, Kultur und Macht*, Siedler, Berlin, 184p., 1999.

Cet ouvrage nous propose une brillante analyse du nationalisme, phénomène qui caractérise les XIXe et XXe siècles. Le nationalisme combine culture et pouvoir et engendre la fusion entre société culturelle et politique. Cette pensée a profondément imprégné la pensée politique de ces deux derniers siècles et a abouti à des extrémismes qui ont ensanglanté l'Europe.

GILIBERTI Giuseppe, *Identité européenne et Droits de l'homme*, France Libertés Fondation Danielle Mitterrand, [s.l.], 129p., 1997.

GILZMER Mechtild, *Camps de femmes, Chroniques d'internées, Rieucros et Brens, 1939 - 1944*, Editions Autrement, Mémoires ; n° 65, Paris, 269p., 2000.

GIRAUDIER Vincent, MAURAN Hervé, SAUVAGEON Jean, SERRE Robert, *Des indésirables. Les camps d'internement et de travail dans l'Ardèche et la Drôme durant la Seconde Guerre mondiale*, Peuple Libre / Notre Temps, Valence, 1999.

GOLDSTEIN Dany (Editeur responsable), *Le Guide Juif du voyage*, MJR, Vesenzan, 522p., 2000.

Ce guide est la version française du Jewish Travel Guide. Pour chaque pays, on trouve un bref descriptif de la communauté juive sur place et de son histoire. D'autres indications sont également fournies : la population totale du pays, la population juive, les numéros des urgences (police, incendie, ambulance), le préfixe téléphonique, l'heure locale... A l'intérieur de

chaque présentation de pays, les villes sont classées par ordre alphabétique. Les informations données sont abondantes : hôtels, restaurants, librairies, boulangeries, épiceries, cafés, musées, sites touristiques, organisations religieuses, ambassades d'Israël... Bref, tout ce qu'il est utile de connaître pour voyager le mieux possible.

GOLDSTEIN Kurt, BALZER, Friedrich-Martin (éd.), *Wir sind die letzten - fragt uns, Kurt Goldstein. Spanienkämpfer, Auschwitz- und Buchenwald-Häftling. Reden und Schriften (1974 - 1999) mit einer autobiografischen Einführung*, Pahl Rugenstein, Bonn, 253p., 1999.

GORD Ana, *Parfum de pluie sur les Balkans. Roman séfearade*, Editions l'Age d'homme, Lausanne, 468p., 2000.

GOVAERTS Jo, *Krakow. Culturele hoofdstad van Europa. Een gids*, Wereldbibliotheek bv, Amsterdam, 143p., 2000.

GREENE Joshua, KUMAR Shiva, *Témoigner. Paroles de la Shoah*, Flammarion, Paris, 295p., 2000.

Etudier le génocide uniquement sur la base de documents laissés par la machine bureaucratique nazie, en faisant fi du témoignage des survivants, ferait de l'événement un objet de pure spéculation. Les chercheurs de l'Université de Yale ont dès lors, durant plus de vingt ans, interviewé des milliers de rescapés et ont ainsi pu reconstituer un récit linéaire couvrant, de l'ascension du nazisme à la libération des camps, toute la période de persécutions des Juifs d'Europe. Ils nous livrent aujourd'hui un remarquable ouvrage conté à la première personne.

GROHS- MARTIN Silvia, *Silvie*, Arena, Amsterdam, 389p., 2001.

GROSSMAN Vassili, SEMION Lipkine, *La dernière lettre*, suivi de *Les carnets d'Ikonnikov* et de *Un témoignage sur le*

destin de Vassili Grossman, Editions l'Age d'homme, Petite bibliothèque slave, Lausanne, 127p., s.d.

La dernière lettre et *Les carnets d'Ikonnikov* sont deux extraits de ce chef-d'œuvre qu'est *Vie et destin*. Ce roman écrit «à la Tolstoï» est une fresque familiale et sociétale conçue au départ en deux volumes (le premier *Pour une juste cause* paru en 1952). Le roman fut confisqué par le KGB en 1960 et ne fut publié qu'en 1980. Journaliste officiel durant la Seconde Guerre mondiale, l'auteur suivit l'Armée Rouge jusqu'à Berlin et découvrit ensuite l'ampleur du génocide nazi à Treblinka. S'interrogeant également sur la nature de la société soviétique qui généra son propre système concentrationnaire, le goulag, les deux textes présentés en ce volume rendent compte de l'acuité et du talent développés par Vassili Grossman évoquant, du cœur de la tragédie, ce XXème siècle. On trouvera également ici le *témoignage sur le destin de Vassili Grossman* de S. Lipkine qui fut le premier lecteur, en tant qu'ami de confiance, du manuscrit.

GROSSMAN Vassili, *Pour une juste cause*, Editions l'Age d'homme, Au coeur du monde, Lausanne, 795p., 2000.

De 1942 à 1943, Vassili Grossman, alors correspondant de *L'étoile rouge*, assiste aux combats titanesques de Stalingrad. Immédiatement après la bataille l'auteur entreprend la rédaction d'une œuvre monumentale *Pour une juste cause* dont la seconde partie *Vie et Destin* sera mondialement reconnue. Grossman est sorti meurtri par le conflit. Son fils aîné a été tué sur le front et sa mère est morte dans un ghetto. Malgré la censure soviétique que l'auteur parvient à endormir en encensant de temps à autre sa patrie soviétique, il décrit les combats acharnés pour Stalingrad, les conditions de vie précaires des soviétiques, et nous fait part de ses

doutes sur le régime stalinien par l'entremise de ses personnages, comme par exemple le vieux marxiste en disgrâce Mostovoï, allusion à peine voilée à la vieille garde purgée par Staline. Ce magnifique ouvrage s'inscrit dans la grande tradition du Roman russe mêlant poésie, émotion, description du mode de vie ouvrier, ... un chef d'œuvre.

GULAND Olivier, ZERBIB Michel, *Nous, Juifs de France*, Bayard, Paris, 201p., 2000.

Ce livre se présente sous forme d'entretiens avec douze personnalités de la communauté juive de France. On y retrouve Annette Wiewiorka, Joseph Sitruk, Henri Hadjenberg, Jacques Kupfer, Marek Halter, David de Rothschild, Ady Steg, Moïse Cohen, Gilles Bernheim, Rivon Krygier, Raphaël Draï et Shmuel Trigano. Ces personnalités donnent leur point de vue sur la communauté juive et sur la société en général. De nombreux sujets y sont abordés : la pratique religieuse, la croissance du marché des produits cashers, les écoles juives, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le problème de la spoliation des Juifs lors de la 2e Guerre mondiale, le processus de paix au Proche-Orient, la sexualité... Ce livre contient de nombreuses informations inédites et variées qui permettent un débat social. Un exemple parmi d'autres : par sa définition de l'homosexualité, le Grand rabbin de France, Joseph Sitruk, adopte une position qui pourrait être qualifiée d'homophobe. A chacun d'en tirer ses conclusions personnelles.

HABERMAS Jürgen, *La paix perpétuelle. Le bicentenaire d'une idée kantienne*, Les Éditions du CERF, Humanités, Paris, 121p., 1996.

HAFFNER, Sebastian, *Duitsland 1939 : Jekyll & Hyde*, Jan Mets Uitgeverij, Amsterdam, 231p., 1999.

HALIOUA Bruno, *Blouses blanches, étoiles jaunes. L'exclusion des médecins juifs en France sous l'Occupation*, Liana Levi, Paris, 285p., 2000.

HATZFELD Jean, *Dans le nu de la vie. Récits des marais rwandais*, Seuil, Fiction & Cie, Paris, 233p., 2000.

HAZAN Katy, *Les orphelins de la Shoah. Les maisons de l'espoir (1944-1960)*, Les Belles Lettres, Paris, 418p., 2000.

Publié dans la collection *Histoire* co-dirigée par Pierre Vidal-Naquet, cet ouvrage évoque la situation des maisons d'enfants françaises créées par les organisations juives au lendemain de la seconde Guerre Mondiale. Face au désarroi de nombreux orphelins, celles-ci mettent en place des structures afin de les recueillir, de leur donner une formation pratique ainsi qu'une éducation juive. Car le fil conducteur de ces maisons - au-delà des divergences idéologiques (communistes, sionistes, bundistes ou sans opinion politique) - a été la volonté de maintenir les enfants en tant que juifs, de les relier à un passé. L'auteur, historienne, a puisé ses sources dans les archives des organisations juives, des administrations, dans des papiers personnels ainsi que dans des fonds d'archives en France, en Israël et aux Etats-Unis. Elle a également interrogé une centaine de personnes, éducateurs et responsables de ces maisons ainsi que d'anciens pensionnaires, enfants à l'époque, afin d'analyser les conditions d'émergence de ces maisons, de comprendre les motivations et les comportements de chacun et de reconstituer l'atmosphère d'alors.

HEIJMANS - VAN BRUGGEN Mariska, *De Japane bezetting in dagboeken. Vrouwenkamp Ambarawa 6*, Bert Bakker, Amsterdam, 391p., 2001.

HEINRICHS Thomas, *Zeit der Uneigentlichkeit. Heidegger als Philosoph des*

Fordismus, Westphälisches Dampfboot, Münster, 285p., 1999.

L'auteur réussit à présenter le philosophe Heidegger (1889-1976) en tant que personnage historique. Un moyen qui facilite l'approche de sa philosophie. Ce livre ne s'adresse pas seulement aux intéressés de philosophie car il s'agit plutôt d'une étude historique axée sur la politique. La philosophie d'Heidegger, empêtrée dans le développement du fascisme des années vingt, était une réponse conservatrice aux changements radicaux sociaux de ces années : la naissance du Fordisme et de la société médiatique et de consommation. L'auteur démontre que c'est en cela que se situait son accord de principe avec le fascisme. Il montre également comment la droite, en détournant à son profit des thématiques traditionnellement exploitées par la gauche - par exemple la notion d'aliénation - finira par dominer les discours sociaux.

HILL Deborah, *Holocaust Museum Houston High School Social Studies Trunk*, Holocaust Museum Houston, Houston, s.d.

HOBSBAWM Eric, *Wieviel Geschichte braucht die Zukunft*, Carl Hanser Verlag, München / Wien, 364p., 1998.

Eric Hobsbawm, historien renommé, fait le bilan d'un siècle d'histoire et de son expérience en tant que témoin qui a traversé ce siècle. Il s'interroge sur la question de la place de l'homme dans le passé, le présent et l'avenir. De nombreux sujets sont abordés tels que la politique, les mouvements sociaux, le développement culturel, l'histoire quotidienne, les sciences et techniques.

HOCKERTS Hans Günter, KAHLENBERG Friedrich (Editeurs), *Akten der Reichskanzlei. Die Regierung Hitler, Band II : 1934/35, vol I + II*, Oldenbourg, München, 1263p., 1999.

Les documents de la Reichskanzlei (Chancellerie du royaume) comptent parmi les sources les plus vastes et les plus essentielles de l'histoire allemande. Ces deux tomes contiennent les documents les plus importants concernant le gouvernement d'Hitler entre 1934 et 1935.

Holocaust, Sound archive oral history recordings, Trustees of the Imperial War Museum, London, 279p., 2000.

HOROWITZ Bernhard, HOROWITZ Laura, POMERANZ Edith, *Stimmen der Nacht, Gedichte aus der Deportation in Transnistrien 1941-1944*, Hartung- Gorre Verlag, Konstanz, 84p., 2000.

HUBERT Laurence, *Jörg Haider : le successeur ? L'idéologie du parti de la liberté autrichien (FPÖ)*, Luc Pire, Bruxelles, 111p., 2000.

Malgré ses prises de position xénophobes et nationalistes, le FPÖ de Jörg Haider tente de se faire passer pour une formation de droite traditionnelle. Laurence Hubert, licenciée en Sciences politiques, analyse l'idéologie du parti d'extrême droite autrichien tout en établissant des parallèles avec l'histoire du fascisme autrichien depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Cet ouvrage éclaire le lecteur sur la vraie nature du FPÖ et donne raison aux démocrates qui s'inquiètent de l'avenir de la démocratie en Autriche et en Europe.

HUSSON Edouard, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République Fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Presses Universitaires de France, Perspectives germaniques, Paris, 306p., 2000.

InfoLinks - Die Archiv CD-Rom, Antifaschistische Nachrichten, Bürgerrechte & Polizei, Geheim, ila - Informationsdienst Lateinamerika, junge Welt, Lateinamerika Nachrichten, Links, POONAL, Info Pool Network, Berlin, 1999.

Ce CD-Rom contient les neuf revues suivantes réunies dans une base de données : Analyse & Kritik, Antifaschistische Nachrichten, Bürgerrechte & Polizei, Geheim, Infomationsstelle Lateinamerika, Junge Welt, Lateinamerika Nachrichten, Links et POONAL. Le CD reprend plus de 40.000 articles de publications gauchistes avec la possibilité de rechercher par revue, par rubrique, par titre, par auteur, par date, par numéro de cahier et naturellement dans le texte.

Institut Bischofsheim, *Rêves pour une terre - patrie des hommes intègres pour en finir avec le siècle qui a permis Auschwitz et qui n'a pas tiré la leçon*, Institut Bischofsheim, Bruxelles, 258p., 2000.

Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris (1950-1975), Librairie Arthème Fayard, Pour une histoire du XXème siècle, Paris, 645p., 1995.

IWASZKO Tadeusz, KUBICA Helena, PIPER Franciszek, STRZELECKA Irena, STRZELECKI Andrzej, *Auschwitz 1940-1945. Central Issues in the history of the camp*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 451p., 37 illustrations, 2000.

JADOULLE Jean-Louis, BOUHON Mathieu, *Développer des compétences en classe d'histoire*, Unité Didactique de l'Histoire, Apprendre l'Histoire ? n° 3, Louvain-la-Neuve, 264p., 2001.

Ce que Mathieu Bouhon dit de ce guide pédagogique : «Ce manuel est destiné aux professeurs d'histoire du secondaire qui devront, à partir de l'année prochaine, mettre en oeuvre un nouveau programme axé sur le développement des compétences. Cet ouvrage comporte, entre autres, de nombreux exemples de situation-problèmes destinés au développement de compétences propres au cours d'histoire». Le livre se divise en trois parties. La première comprend des entre-

tiens avec Jean-Marie De Ketele et Britt-Mari Barth à propos de l'enseignement des compétences, de la conceptualisation du passé pour la compréhension du présent et de l'appréhension de l'histoire à l'heure des compétences. La deuxième partie de l'ouvrage reprend des expériences, des scénarios didactiques montrant trois phases distinctes dans l'apprentissage de l'histoire par l'élève (savoirs et savoirs-faire ; situation d'intégration ; évaluation des démarches et bilan des connaissances). La troisième et dernière partie de ce guide est consacrée aux matériaux, proposant aux enseignants quatorze exemples de situations d'évaluation.

JÄGER Siegfried (Editeur), SCHOBERT Alfred (Editeur), *Weiter auf unsicherem Grund : Faschismus - Rechtsextremismus - Rassismus, Kontinuitäten und Brüche*, Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung, Duisburg, 276p., 2000.

JUCQUOIS Guy, SAUVAGE Pierre, *L'invention de l'antisémitisme racial. L'implication des catholiques français et belges (1850-2000)*, Bruylant-Academia, Sciences et enjeux 2, Louvain-la-Neuve, 513p., 2001.

JÜNGER Ernst, *L'Etat universel suivi de La mobilisation totale*, Gallimard, Tel, Paris, 140p., 1990.

KANIUK Yoram, *Il commanda l'«Exodus»*, Fayard, Paris, 285p., 2000.

Yoram Kaniuk (plus connu comme romancier) retrace l'histoire de Yossi Harel. Ce dernier, avec d'autres, est chargé par le Mossad de l'Immigration clandestine de rapatrier par bateau, d'Europe vers la Palestine, des milliers de Juifs entre 1945 et 1948. Ces personnes, survivantes du génocide, n'ont plus rien et ne peuvent aller nulle part (après la 2ème Guerre mondiale, tous les pays ferment leurs portes à l'immigration). Leur seul désir est

alors de rejoindre une nouvelle patrie : Eretz-Israël. Mais, de par les quotas imposés par la Grande-Bretagne (pays mandataire), plus aucun réfugié ne peut entrer sur cette terre promise. C'est donc illégalement que Yossi Harel assure le commandement de quatre bateaux (dont l'Exodus). A bord de ces épaves retapées, remplies de gens meurtris, le jeune commandant fait preuve de courage, de force, d'ingéniosité que ce soit face aux tempêtes de mer ou face à la puissante flotte anglaise.

Ce livre a reçu en Israël le Prix Bialik et, en France, le Prix Méditerranée étranger 2000.

KANT Emmanuel, *Théorie et Pratique d'un prétendu droit de mentir par humanité. La fin de toutes choses et autres textes*, Flammarion, Paris, 190p., 1994.

KANT Emmanuel, *Vers la paix perpétuelle. Que signifie s'orienter dans la pensée ? Qu'est-ce que les Lumières ? Et autres textes*, Flammarion, Paris, 206p., 1991.

KANT Emmanuel, *Anthropologie du point de vue pragmatique*, GF - Flammarion, Paris, 349p., 1993.

KANT Emmanuel, *Métaphysique des Moeurs I, Fondation, Introduction*, GF - Flammarion, Paris, 203p., 1994.

KANT Emmanuel, *Métaphysique des Moeurs II, Doctrine du droit, Doctrine de la vertu*, GF - Flammarion, Paris, 411p., 1994.

KAPLAN Marion A., *Between Dignity and Despair, Jewish Life in Nazi Germany*, Oxford University Press, New York, Oxford, 290p., 1998.

L'auteur raconte l'histoire des Juifs en Allemagne : la perspective ambiguë des Juifs essayant de diriger leur vie dans un monde qui devint de plus en plus dément. «Pourquoi les juifs ne sont-ils pas partis plus tôt ?» est l'une des questions à laquelle tente de répondre l'auteur. Ce livre

donne la sensation de saisir ce qu'était qu'«être juif» en Allemagne nazie.

KERSHAW Ian, *Hitler, 1936 - 1945 : vergelding*. Het Spectrum, Utrecht, 1200p., 2001.

KERSHAW Ian, LEWIN Moshe (dir), *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge University Press, Cambridge, 369p., 1999.

Outre les contributions de Ian Kershaw et de Moshe Lewin, celles de Ronald Grigor Suny, Hans Mommsen, Michael Mann, Omar Bartov, Bernd Bonwetsch, Jacques Sapir, Mark von Hagen, George Steinmetz et Mary Nolan réunies dans ce volume définissent l'état actuel de la recherche sur les régimes nazis et stalinien. Les deux régimes sont comparés de façon à faire apparaître tant leurs différences que leurs similitudes. Sont de la sorte analysés, entre autre, les positions des deux dictateurs, leurs pouvoirs, le culte du chef, la « machine de guerre », la bureaucratie, l'économie... La dernière partie de l'ouvrage rend compte de l'évolution des interprétations que portent l'Allemagne et la Russie sur le nazisme et le stalinisme depuis leur disparition. Un éclairage passionnant et révélateur de la nature du totalitarisme.

KERTESZ Lilly, *Von den Flammen verzehrt, Erinnerungen einer ungarischen Jüdin*, Donat, Bremen, 266p., 1999.

Lilly Kertesz a été déportée à l'âge de vingt ans à Auschwitz, à Brême et à Stuhroberheide. Là, la SS l'a utilisée avec des centaines d'autres Juives hongroises et des Polonaises pour des travaux forcés. En avril 1945, lorsque les troupes britanniques se sont approchées de Brême, les nazis ont évacué le camp à destination, pour les femmes, du KZ de Bergen-Belsen. Lilly Kertesz est une des rares survivantes. Elle est retournée en Hongrie puis a émigré en 1957 en Israël où elle

travaille dans les secteurs culturel et journalistique.

KESSLER Herbert Zwi, *Der Weg ins Ungewisse : Von Berlin nach Holland und Belgien, Erinnerungen eines jüdischen Flüchtlingskindes 1928-1945*, Hartung-Gorre Verlag, Konstanz, 510p., 2000.

KEVLES Daniel J., *Au nom de l'eugénisme. Génétique et politique dans le monde anglo-saxon*, Presses Universitaires de France, Science, histoire et société, Paris, 582p., 1995.

KIELAR Wieslaw, *Anus Mundi, gevange- ne nummer 290 overleefde vijf jaar Auschwitz*, A. W. Sijthoff, Alphen aan den Rijn, 423p., 1980.

KLESTIL Thomas, *Themen meines Lebens, Österreich auf dem Weg ins nächste Jahrtausend*, Styria, Graz, 175p., 1997.

KLOTZ Johannes (Editeur), *Schlimmer als die Nazis ?*, «Das Schwarzbuch des Kommunismus» und die neue Totalitarismusdebatte, PapyRossa, Köln, 208p., 1999.

«Le socialisme et le communisme sont encore plus mauvais que le fascisme». Avec cette déclaration, le *livre noir du communisme* - qui a été édité récemment à grands renforts publicitaires - dépasse la comparaison habituelle du «rouge» et du «brun». Les auteurs démontrent pourquoi elle est mise en cause aujourd'hui en utilisant, comme soutien, l'oubli d'Auschwitz et la guerre de destruction allemande. Les auteurs se basent sur une abondante documentation pour retracer l'histoire de la théorie. Ils décrivent comment ce concept, depuis longtemps considéré comme «abouti», a pu être réanimé au cours de ces dernières années.

KLOTZ Johannes, WIEGEL Gerd (Editeurs), *Geistige Brandstiftung ? Die Walser-Bubis-Debatte*, Papy Rossa, Köln, 140p., 1999.

Martin Walser a provoqué une polémique sur le «traitement» du passé allemand.

Lors de son discours à la remise du Prix de la Paix des librairies allemandes, il demandait, à propos du passé de l'Allemagne, de tourner la page. Pour lui, l'Allemagne réunifiée doit enfin se concentrer sur la politique présente et future. Les auteurs examinent en détail le discours de Walser et ses contributions au débat politique.

KLÜGER Ruth, *Refus de témoigner, Une jeunesse*, Viviane Hamy, Paris, 317p., 1997.

KNOPP Guido, *Les complices d'Hitler*, Jacques Grancher, Paris, 316p., 1999.

Guido Knopp est un journaliste et un animateur de télévision allemand particulièrement reconnu dans son pays. Il est l'auteur d'une série d'émissions thématiques, pour la chaîne allemande ZDF, portant sur le III^{ème} Reich. Dans cet ouvrage qui fait suite à celui qu'il a consacré à Hitler, l'auteur nous dresse un portrait des principaux collaborateurs d'Hitler, à savoir Göring, Goebbels, Himmler, Hess, Speer et Dönitz. Plus de 2000 interviews ont été menées pour réaliser cet ouvrage d'une grande qualité, et qui plus est agrémenté de nombreuses photographies.

KNOPPER Françoise, MERLIO Gilbert (textes réunis par), *Le National-socialisme : une révolution*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 264p., 1997.

KNORR Lorenz, *Rechtsextremismus in der Bundeswehr. Deutsches Militär - von Massenmördern geprägt ?*, VAS, Frankfurt, 270p., 1998.

Le général raciste Herden, qui a endoctriné les enseignants et les a préparés pour des guerres coloniales et le vol de matières premières, va t-il être suspendu ? Des casernes peuvent-elles porter des noms de criminels de guerre ? Lorenz Knorr raconte comment les généraux d'Hitler ont pu influencer durablement l'armée de la République Fédérale.

KOLIN Andrew, *One family : before and during the Holocaust*, University Press of America, 189p., 2000.

En utilisant des témoignages et des sources archivistiques en plus de ses propres souvenirs, Andrew Kolin a écrit un récit détaillé de la vie et de la mort de la famille Kolniczanski : de l'aryanisation de leurs affaires, de la période du ghetto jusqu'à leur fin tragique dans les camps de concentration. Le livre met en valeur le rôle des Juifs dans les affaires à Varsovie avant la Seconde Guerre mondiale, aussi bien que leur participation dans le combat pour l'indépendance polonaise.

KONOPNICKI Guy, *Le jour où Haider...*, Ed. du Rocher, Monaco, 2000.

Romancier et essayiste, Guy Konopnicki se trouvait à Vienne en février 2000 lors de la formation du nouveau gouvernement autrichien comptant le FPÖ d'Haider. Il nous livre ses impressions sur la réaction frileuse de l'opinion publique autrichienne et la mobilisation croissante et massive qui suivra.

KOTEK Joël, RIGOULOT Pierre, *Le siècle des camps. Détention, concentration, extermination. Cent ans de mal radical*, Jean-Claude Lattès, Paris, 805p., 2000.

KRAUS Stefan, *NS-Unrechtsstätten in Nordrhein-Westfalen*, Klartext-Verlag, Essen, 143p., 35 illustrations, 1999.

Généralement, on lie la tyrannie national-socialiste et son système de destruction (Auschwitz, Treblinka, Dachau, Neuengamme, etc.). Mais, lorsqu'on y regarde de plus près, on découvre que ces lieux se trouvent à la fin d'une chaîne « initiée » dans les villes et les municipalités en Allemagne. Le présent travail examine le système des camps depuis ses débuts régionaux. L'auteur analyse le système concentrationnaire en se basant sur une documentation détaillée des camps et lieux

de détention dans le Land de Rhénanie et du Nord Westphalie.

KRESTAN Jirí, BLODIGOVÁ Alexandra, BUBENÍK Jaroslav, *Zidovské spolky v českých zemích v letech 1918-1948*, 191p., 2001.

La Belgique et les Droits de l'homme, Ministère des Affaires Étrangères, [Bruxelles], 86p., 1978.

LACOUTURE Jean, *Le témoignage est un combat. Une biographie de Germaine Tillion*, Editions du Seuil, 339p., 2000.

Jean Lacouture relate la vie de Germaine Tillion, intellectuelle et femme d'engagement qu'il connaît et admire depuis plus de quarante ans. Ethnologue, Germaine Tillion, pionnière en la matière, s'embarque en 1934 pour l'Algérie où elle étudie les populations berbères ; résistante ensuite, elle anime dès 1940 l'un des principaux réseaux de renseignement avant d'être déportée en 1943 à Ravensbrück ; expérience dont elle tire des ouvrages majeurs sur l'univers concentrationnaire ; engagement pour la paix, enfin, en Algérie, lors de la guerre d'indépendance. Des vices du régime colonial aux horreurs du système concentrationnaire, Germaine Tillion a toujours cherché à comprendre la barbarie avec les armes du savoir. Jean Lacouture raconte avec respect et admiration la vie de cette femme résolument engagée, une « *vie qui manifeste à grands périls courus que tout témoignage est un combat avec l'Autre et pour l'Autre* ».

La mémoire, l'histoire, l'oubli, Seuil, Paris, 675p., 2000.

LASIK Aleksander, PIPER Franciszek, SETKIEWICZ Piotr, STRZELECKA Irena, *Auschwitz 1940-1945. Central Issues in the history of the camp*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 363p., 34 illustrations, 2000.

Cette publication en plusieurs tomes se compose d'une série d'études savantes illustrant les origines et les fonctions du camp de concentration. Les auteurs essaient d'éclairer des sujets qui sont controversés et qui résistent à des évaluations non ambiguës. Ils « corrigent » également les thèses et les faits qui ont gagné l'acceptation dans les écritures historiques polonaise et internationale. Ces volumes présentent l'histoire du camp, racontent le déroulement des déportations vers Auschwitz en provenance de divers pays, la responsabilité de beaucoup d'établissements allemands et de collaborationnistes ainsi que le destin des victimes. Ces volumes offrent un regard neuf et significatif sur les questions liées à l'extermination de masse, à la résistance et à la situations des Juifs, des Polonais, et des victimes d'autres groupes et nationalités. Les auteurs étudient la question de l'identité des 7.000 hommes et femmes SS : milieux, métiers, éducation, âge, attitudes face à la religion, etc.

LAQUEUR Walter (Editeur), *The Holocaust Encyclopedia*, Yale University Press, New Haven and London, 765p., 2001.

Cette encyclopédie - une référence anglaise - offre une vue d'ensemble sur toutes les questions liées à la Shoah. Elle inclut des centaines d'entrées classées par ordre alphabétique. Ainsi que de très nombreuses photos inédites et des articles écrits par des autorités telles que Raul Hilberg et Saul Friedländer. Elle contient également une chronologie complète des événements des années 1933-1945 et une bibliographique mise à jour (ainsi qu'une liste de sites internet).

LEBEAU Paul, *Etty Hillesum, Un itinéraire spirituel, Amsterdam 1941 - Auschwitz 1943*, Fidélité / Racine, Namur / Bruxelles, 210p., 1999.

Jésuite, théologien, et directeur du Foyer Catholique Européen, Paul Lebeau, tente, dans cet ouvrage qui se veut être plus qu'une biographie, de dégager le profil spirituel de l'auteur d'*Une vie bouleversée*, Etty Hillesum. Jeune juive Amsteldamoise, Etty Hillesum rédigea son journal de 1941 à 1943 avant d'être déportée à Auschwitz où elle meurt le 30 novembre 1943. A travers l'analyse de son journal, Paul Lebeau s'est efforcé de mettre en lumière les moments décisifs qui ont jalonné le cheminement spirituel de cette jeune femme. Il analyse l'évolution de sa relation à Dieu, relation qui se mue, selon lui, en un véritable engagement qui prit la forme d'une confiance héroïque en un destin auquel elle se sentit appelée intérieurement, en solidarité avec le peuple juif.

LE BIHAN Adrien, *Auschwitz Graffiti*, Librio - Flammarion, Paris, 125p., 2000.

LECOURT Dominique, *Les piètres penseurs*, Flammarion, Paris, 215p., 1999.

LE GOFF Jacques, *Patrimoines et passions identitaires*, Fayard, Paris, 445p., 1998.

LE PIRONNEC Jean, *Les signes du destin. Matricule 13842 IB*, Editions des Ecrivains, Paris, 171p., 1999.

Récit d'une évasion, ce livre nous raconte les mille et une péripéties de son auteur en route vers la liberté retrouvée. Fait prisonnier fin mai 1940, envoyé dans un stalag en Prusse orientale, Jean Le Pironnec, alors âgé de 20 ans, espère bénéficier de la libération de tous les Bretons. Transféré près de la frontière française, il décide de s'évader, constatant le leurre de la décision allemande. Fin janvier 1941, il s'enfuit de son stalag et parvient à franchir le Rhin. Manquant d'être repris, il s'enfonce dans les forêts et les montagnes où il connaît la faim, le froid, la solitude, la fatigue et le doute. Emprisonné à nouveau après une mesquine trahison, il parviendra, à nou-

veau, à s'échapper et parviendra à atteindre la frontière de 1918 en Alsace-Lorraine. Il arrivera en France occupée pour parvenir finalement à franchir la ligne de démarcation en février 1941 et continuer la guerre en Afrique. Le texte est clair et son rythme soutenu nous plonge dans l'angoisse quotidienne vécue par son auteur. Illustré au moyen de photos d'époque, le lecteur peut également se représenter le décor de ce fait de vie.

Le siècle des communismes, Les Editions de l'Atelier, Paris, 542p., 2000.

LEW Roland, *L'intellectuel, l'Etat et la Révolution. Essais sur le communisme chinois et le socialisme réel*, Editions L'Harmattan, L'Homme et la Société, Paris, 349p., 1997.

LIBLAU Charles, *Die Kapos von Auschwitz*, Staatliches Museum Auschwitz Birkenau, Oswiecim - Auschwitz, 146p., 1998.

«Un Capo d'Auschwitz» est une suite d'histoires sur les camps. Le protagoniste est un capo, un «fonctionnaire-prisonnier». L'auteur, Liblau (enfant d'une famille juive pauvre de Tarnów) raconte ce qu'il a vécu durant ses trois années passées dans les camps de concentration. Il s'est établi à Paris après la guerre où il est mort en 1973.

LIEBRECHT Savyon, *Ein Mann und eine Frau und ein Mann*, dtv, München, 279p., 2000.

LINDEPERG Sylvie, *Les écrans de l'ombre. La Seconde Guerre mondiale dans le cinéma français (1944-1969)*, CNRS Editions, Paris, 443p., 1997.

LOURIE Richard, *De autobiografie van Stalin*, Uitgeverij Byblos, Amsterdam, 240p., 2000.

LUTZ Felix Philipp,

Das Geschichtsbewusstsein der Deutschen, Grundlagen der politischen Kultur in Ost und West, Böhlau, Beiträge zur

Geschichtskultur, Köln, Weimar, Wien, 423p., 2000.

MAALOUF Amin, *Les identités meurtrières*, Bernard Grasset, Paris, 210p., s.d.

Amin Maalouf, Libanais vivant depuis de nombreuses années en France est également Arabe et chrétien. Fort de cette expérience et bien au fait de la signification du paradoxe identitaire, il nous livre sa perception de la dérive du particularisme identitaire. Pourquoi faut-il, en ce début de nouveau millénaire, que l'affirmation de soi s'accompagne si souvent de la négation d'autrui ? C'est parce qu'il refuse la fatalité d'une loi de la nature ou de l'Histoire qui condamnerait les hommes à s'entretuer au nom de leur identité, que Maalouf a écrit cet ouvrage de réflexion empli de sagesse, de lucidité, d'inquiétude, mais aussi d'espoir.

MAINARDIS Fulvia, *Giovani Epigrafisti, Leggere e interpretare - Le Iscrizioni dell'orto lapidario - Di Trieste*, Comune Di Trieste, Civici Musei Di Storia Ed Arte, 69p., ill. nombreuses, 2000.

MAOUS Françoise, *Coma Auschwitz, n° 5533*, Le Comptoir, Genève, 182p., 1996.

Rescapée d'Auschwitz-Birkenau, Françoise Maous entreprit d'écrire ses souvenirs dès 1946, ne voulant alors rien d'autre que «répondre à un besoin physique, impérieux, de vomir les souvenirs d'une période abjecte, d'exorciser les démons, de me livrer à une purification de l'esprit qui, je l'espérais, me libérerait d'incessants cauchemars, ou tout au moins atténuerait leur fréquence et leur intensité». Elle y évoque son arrestation, l'arrivée à Birkenau, le Sauna, la quarantaine, les Kommandos, le Revier mais aussi la délivrance. Elle nous livre un témoignage émouvant et d'une grande authenticité sur la déportation, sur ce «long coma entre la vie et la mort». Rédigé il y a plus de cinquante ans, ce récit ne fut publié

qu'en 1996 ; Françoise Maous avait alors 81 ans et souhaitait, en publiant son témoignage, apporter sa contribution dans la lutte contre les courants révisionnistes.

MARTINI Carlo M., *Auschwitz et le Silence de la Croix*, Saint- Augustin, Saint- Maurice (Suisse), 100p., 1999.

Archevêque de Milan et ancien président du Conseil des conférences épiscopales européennes, le Cardinal Martini est aussi un évêque engagé dans la construction européenne et novateur de par ses initiatives pastorales. En 1997, il s'est rendu en pèlerinage à Auschwitz avec de jeunes prêtres de son diocèse. Dans son livre il proclame avec force et conviction la réponse chrétienne à l'énigme du mal, abordant le mystère de l'injustice avec une foi «adulte» puisque après Auschwitz une foi «naïve» n'est plus possible.

MATHOT René, *Au ravin de loup. Hitler en Belgique et en France mai-juin 1940*, Racine, Bruxelles, 321p., 2000.

René Mathot est un ancien résistant belge. Après la 2e Guerre mondiale, il devient fonctionnaire au Ministère de l'Education nationale. Il est correspondant au Centre d'Etudes et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines à Bruxelles, membre de l'Association belge pour l'histoire contemporaine, membre du comité de rédaction de la revue *Au pays des Rîezes et des Sarts* et conseiller historique de la commune de Couvin. Ce livre traite d'une période peu connue de l'histoire (mais essentielle lors de la bataille de France) : le séjour de Hitler dans le petit village belge de Brûly-de-Pesche, à quelques kilomètres de la frontière française. C'est en effet ce lieu que choisit le chef nazi pour établir son Grand Quartier Général en juin 1940 afin de pouvoir diriger la campagne de France. Grâce à une étude minutieuse (rencontre des témoins de l'époque, étude de sources inédites...), l'auteur retrace tous

les faits et gestes du Führer (ses déplacements, ses conversations, ses rencontres...). Cet ouvrage constitue un document historique important permettant de découvrir cette période particulière.

MECKLENBURG Jens (Editeur), *Was tun gegen rechts*, Elefant Press, Berlin, 248p., 1999.

Les débordements xénophobes et racistes déclenchent un sentiment d'impuissance au sein de l'opinion publique, surtout face à des personnes qui frappent sans scrupules. «On ne peut rien faire» est l'avis de loin le plus répandu. Erreur ! Des scientifiques, des journalistes, des politiciens ainsi que des collaborateurs travaillant dans des écoles et des organisations antifascistes montrent qu'il est possible, individuellement, de lutter contre l'extrême droite.

MECKL Markus, *Helden und Märtyrer. Der Warschauer Ghettoaufstand in der Erinnerung*, Metropol Verlag, Berlin, 168p., 2000.

MESNARD Philippe, *Conscience de la Shoah. Critique des discours et des représentations*, Editions Kimé, Philosophie - épistémologie, Paris, 419p., 2000.

MESTAN Prof. Dr. Pavol, *Antisemitism in Slovak Politics, (1989-1999)*, Museum of Jewish Culture - SNM Múzeum Židovskej Kultúry, Bratislava, 287p., 2000.

MICHALOWSKI-DYAMANT Maryla, *Mémorial des Morts sans Tombeau*, Lëtzebuenger Land, Editions, Luxembourg, 191p., 2000.

Enfermée dans le ghetto de Bendzin (ville située à 40 km d'Auschwitz) avec sa famille dès 1939 et déportée en 1943 à Auschwitz où elle demeura dix-huit mois, l'auteur décrit avec beaucoup d'allant et minutieusement son hallucinant vécu. Le ton de l'auteur, très personnel, relève l'absurde et l'horreur des situations comme nulle autre. D'abord désignée

pour la chambre à gaz par le Dr. Mengele, la prit à son service en raison de ses connaissances du polonais, du russe et de l'allemand. Après avoir également survécu à la Marche de la Mort qui la mena à Ravensbrück, elle fut libérée au camp de Malchow le 2 mai 1945. Son témoignage, édifiant, se doit d'être lu.

MICHLIN Gilbert, *Aucun intérêt au point de vue national. La grande illusion d'une famille juive en France*, Editions Albin Michel, Histoire à deux voix, Paris, 157p., 2001.

Le récit de Gilbert Michlin m'a paru d'un grand intérêt au point de vue de son témoignage dont je puis garantir l'authenticité. Le sort de son père rejeté des U.S.A. sur de fausses arguties. A peu près les mêmes qui empêchèrent les parents de Gilbert d'être naturalisés en 1939. Cette nationalité leur aurait de toute façon été retirée. Le récit de Gilbert est traité avec pudeur et justesse. Les commentaires de Zeev Sternhell viennent à point pour compléter ce récit poignant. Il profite de ces commentaires pour faire le procès du régime de Vichy, de ce nationalisme bête et prétentieux qui depuis 1803, date de l'attribution de la nationalité française aux Juifs, fait preuve d'un antisémitisme latent, seul interrompu par l'affaire Dreyfus et la position d'un Zola dont le «J'accuse» s'est avéré profond et jusqu'à ce jour indestructible.

Baron Paul HALTER

Le livre se présente, selon l'esprit de la collection à laquelle il appartient, comme une «histoire à deux voix» : celle de l'auteur qui, dans les deux premiers tiers de l'ouvrage, raconte la tragédie de l'extermination dont lui-même et sa famille, parce que Juifs d'origine étrangère vivant dans la France de Vichy, ont été victimes ; celle de l'historien Zeev Sternhell qui, dans le tiers restant de l'ouvrage, com-

mente le récit de l'auteur pour le situer à l'intérieur du cadre général de la période et l'éclairer par l'analyse historique qu'il propose.

L'ensemble est une réussite manifeste car si les témoignages sur la Shoah ne manquent aujourd'hui pas, celui de M. Michlin est exemplaire par la richesse, la sobriété et la sûreté de ses informations. L'histoire qu'il raconte a, d'autre part et surtout, valeur universelle, car des dizaines de milliers d'autres familles ont malheureusement vécu, dans la France des occupants allemands et de leurs collaborateurs vichyssois, un sort comparable à celui de l'auteur.

Le récit relate, en effet, la destinée d'une famille juive «ordinaire», ni riche - le père travaille comme ouvrier -, ni engagée dans le domaine politique ou religieux, ni connue ou soutenue par qui que ce soit d'important, une famille comme il y en eut tellement, qui avait quitté les confins polono-russes au milieu des années vingt pour tenter une vie nouvelle dans le Paris de l'époque, une famille qui souhaitait fondamentalement s'intégrer, mais qui, au bout du compte, s'est trouvée rejetée puis finalement détruite, à l'occasion de la guerre, par une certaine France xénophobe et antisémite, sans qu'aucune main secourable ne lui ait été vraiment tendue, à tel ou tel moment de son parcours, qui eût pu l'aider à s'en sortir.

Pour en juger, c'est d'abord, dans les années trente, le refus de la naturalisation des parents dont le motif, obtenu au commissariat du quartier, a donné son titre au livre ; c'est ensuite, en décembre 1941, l'arrestation du père, interné à Mérignac par les gendarmes français ; c'est enfin, en février 1944, l'arrestation de la mère et du fils à leur domicile parisien par d'autres Français, policiers cette fois.

De la déportation à Auschwitz qu'ils connaîtront tous, via Drancy, et que l'auteur nous raconte en des pages hallucinantes, seul ce dernier survivra. Retrouvant à la fin de la guerre le domicile parental désormais vide, retrouvant aussi un métier d'ajusteur-outilleur qu'il n'aime pas, retrouvant enfin et surtout un pays en apparence indifférent au drame qui s'est déroulé, l'auteur décide, peu de temps après son retour, de quitter la France pour rejoindre les Etats-Unis d'Amérique où son père avait autrefois essayé vainement d'émigrer, et où réside alors la partie survivante de sa famille.

Ce texte poignant est très justement complété par le commentaire de M. Sternhell qui dresse en arrière-plan le tableau moral de la France des années trente et quarante, donnant ainsi un relief et une profondeur accrus au récit qui vient d'être fait. L'historien israélien explique, pour l'essentiel, le destin tragique de la famille Michlin par l'existence d'un antisémitisme français ayant son autonomie propre et imprégnant dès l'avant-guerre de très larges couches de la société française, à commencer par ses élites intellectuelles. Au passage, il épingle sévèrement deux grands noms de l'historiographie française passée et présente, à qui il reproche, pour l'un son antisémitisme larvé et tenace d'après-guerre, pour l'autre son indulgence hors de propos à l'égard du régime de Vichy, cinquante ans encore après les événements. Car, comme il le rappelle à la page 154 du livre : «*Ce n'est pas le régime de la Révolution Nationale qui a pris l'initiative de l'extermination. Mais il a bel et bien pris celles de l'exclusion et de l'incarcération dans des camps de concentration pour étrangers*», mesures d'exclusion et d'incarcération dont on peut à bon droit penser qu'en retranchant les Juifs de la société française, en les privant de tout soutien public, en les abandonnant à eux-mêmes

- particulièrement les étrangers - dans un pays où les autorités leur étaient devenues ouvertement hostiles, elles ont largement contribué à favoriser une extermination programmée et réalisée par «d'autres».

Au total, un livre émouvant et salubre qui rend justice à l'une de ces familles «*sans sépulture autre que celle des monuments collectifs*» qu'évoque M. Sternhell, et qui ont vécu le pire dans la patrie des Droits de l'homme ; un livre aussi qui apporte une pierre non négligeable au nécessaire travail de mémoire qui doit se poursuivre sur la France de Vichy et les rapports peu reluisants qu'elle a entretenus, sous le couvert de la défaite, avec l'entreprise nazie de destruction des Juifs européens.

Franck SCHWAB

MIQUEL Pierre, 39-45, 1000 photographies inédites, éd. du Chêne, Sté Nlle, 268p., 1999.

A l'initiative du S.I.R.P.A. (Service d'Information et des Relations Publiques des Armées), Pierre Miquel, historien et professeur à la Sorbonne, nous propose un recueil de 1000 photographies «inédites» tirées du fort d'Ivry et de Vincennes où ces images de guerre dormaient par milliers. Les documents retracent la participation de l'armée française à la longue lutte contre le nazisme, depuis la drôle de guerre et les rosiers de la ligne Maginot jusqu'à la capitulation allemande à Reims et au défilé de la victoire à Paris. L'ouvrage se distingue surtout par ses clichés rares et ses scènes touchantes de la vie de tous les jours, trop rares dans les livres d'histoire.

MOMIGLIANO Arnaldo, *Problèmes d'historiographie ancienne et moderne*, Gallimard, Paris, 482p., 1983.

Karl Emil Franzos, Theodor Herz, Arthur Schnitzler, Martin Buber, Albert Ehrenstein, Eugen Hoeflich, Joseph Roth, Franz Adamus, Herman Broch, Jean

Amery, Robert Schindel sont quelques-uns des écrivains juifs autrichiens que l'on rencontrera dans ce volume des Actes du colloque organisé à l'Université de Poitiers en mars 1999. Il s'agissait non pas de conférer d'une hypothétique «littérature juive autrichienne» mais de s'interroger sur la nature des problématiques culturelles, religieuses, éthiques et politiques induites par la notion même d'identité juive en Autriche au travers des réponses des écrivains juifs concernés.

MONCOND' HUY Dominique (Dirigé par), *Les camps et la littérature. Une littérature du XXème siècle*, La Licorne - Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, UFR Langues Littératures, Poitiers, 265p., 1999.

Les textes rassemblés ici, ceux de Monique Antelme, François-Jean Authier, Stéphane Bikialo, Catherine Coquio, Daniel Dobbels, Catherine Doroszczuk, Marylène Duteil, Karla Grierson, Jean-Pierre Lefebvre, Bénédicte Louvat, Georges Molinié, Dominique Moncond'huy, Michael Rinn, Michèle Rosellini et Henri Scepi, offrent d'intéressantes réflexions à partir de leur relecture de Robert Antelme, David Rousset, Jean Cayrol, Primo Levi, Jean Améry, Jorge Semprun, Varlam Chalamov, dans la perspective d'une l'analyse littéraire actuelle et en s'interrogeant sur les pratiques d'écritures spécifiques que ces œuvres ont engagées.

MONCOND' HUY Dominique (Dirigé par), *Les Écrivains Juifs Autrichien - Judentum und Österreichische Literatur, du Vormärz à nos jours - vom Vormärz bis zur Gegenwart*, La Licorne - Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, UFR Langues Littératures Poitiers, Poitiers, 318p., 2000.

MOURIAUX René (Dirigé par), *Fascismes. Un siècle mis en abîme. Mauvais temps.*

Débats et combats contre le fascisme et pour la démocratie, Syllepse, Paris, 286p., 2000.

MYFTIU Mehmet, *Léka un enfant partisan. De Tirana au camp de Pristina*, Noir sur Blanc, Montricher, 251p., 1999.

Œuvre autobiographique de Mehmet Myftiu, Léka nous raconte la vie d'un petit garçon de 12 ans s'engageant chez les Partisans armés albanais pour lutter contre l'envahisseur nazi. Après son arrestation l'enfant sera interné au camp de Pristina où il subira malgré son jeune âge la torture, les sévices et les privations communes à tous les prisonniers des camps nazis. Un livre simple mais poignant qui met en lumière la complexité de la situation politique des Balkans et le martyre des enfants qui osèrent s'opposer aux nazis.

Nationalisme in België. Identiteiten in beweging 1780 - 2000, Houtekiet, Antwerpen, 352p., 1999.

NAEF Josselyne, *DIART Frédéric*, Editions NAEF Josselyne, 32p., 2000.

NEWMAN Ken, *Swiss wartime work camps. A collection of eyewitness Testimonies 1940-1945*, NZZ Verlag - Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zurich, 230p., 1999.

Les lettres, à l'origine, sont écrites en quatre langues : anglais, allemand, français et italien. Il est bien connu que le gouvernement suisse a interné des réfugiés (environ 300 000 personnes) dans des camps de travail durant la Deuxième Guerre mondiale. Ce fait a préoccupé non seulement le parlement suisse mais également la population et les médias. Ken Newman, jadis réfugié en Suisse, a rassemblé 72 témoignages d'internés dans des camps en Suisse. Bien que les critiques ne manquent pas, la plupart des réfugiés restent reconnaissants à la Suisse pour son aide humanitaire.

NIEWYK Donald, NICOSIA Francis, *The Columbia Guide to the Holocaust*,

Colombia University Press, New York, 473p., 2000.

Ce livre offre aux lecteurs une histoire présente et fouillée de l'Holocauste. Il répond aux questions les plus importantes : quelles en sont les racines historiques ? Comment et pourquoi «la solution finale» est-elle survenue ? Pourquoi les observateurs ne sont-ils pas intervenus ? On trouvera également ici une chronologie précise du développement des événements, ainsi que de courts articles descriptifs portant sur plus de deux cents personnes et des lieux ainsi qu'une bibliographie.

NOTHOMB Paul, *Malraux en Espagne*, Phébus, Paris, 156p., 1999.

Cet ouvrage est non seulement un document historique de premier ordre mais aussi une réelle réussite artistique. L'auteur, qui combattit au côté de Malraux dans l'escadrille España que ce dernier avait organisé et commandé lors de la guerre d'Espagne, retrace avec simplicité et émotions ce que furent ces journées de lutte dans l'Espagne en Guerre. Textes et photos à l'appui, voici la Chronique de cette folle aventure qui se confond bien souvent à celle de *L'Espoir*. Jorge Semprun a tenu à préfacer ce magnifique ouvrage : «...Si ce livre est historiquement percutant, il l'est aussi esthétiquement. Les photographies qui illustrent et rythment le récit (...) et qui servent de support (...) au commentaire de l'auteur dégagent un charme, une aura fraternelle qui multiplie considérablement leur intérêt documentaire. (...) Un livre utile et grave, simple et tragique.»

NOIRIEL Gérard, *Les origines républicaines de Vichy*, Hachette Littératures, Histoires, Paris, 335p., 1999.

NOLTE Ernst, *La guerre civile européenne 1917-1945. National-socialisme et bolchevisme*, Editions des Syrtes, Paris, 665p., 2000.

NOVICK Peter, *The Holocaust in American Life*, Houghton Mifflin, Boston - New-York, 373p., 1999.

L'auteur, professeur d'histoire à l'université de Chicago, examine comment une série d'événements a placé la conscience de l'Holocauste au centre de la vie américaine et l'a maintenue à cette place. L'auteur traite, sans détours, de sujets délicats, y compris du rôle de la conscience de l'Holocauste dans la politique de la guerre froide, de son «unicité» et même de l'«obsession» supposée des Juifs américains pour l'Holocauste.

OFFEN Jack I., *Holocaust. The Denial of the Holocaust its French Origins and its Prolifération*, Bar-Ilan University, Ramat-Gan, 128p., 1999.

Ce mémoire de Jack Offen déposé en vue d'obtenir la maîtrise en histoire générale de l'Université Bar-Ilan à Ramat-Gan (Israël) traite du phénomène de la dénégaration de l'Holocauste. L'auteur étudie les origines du révisionnisme en France et sa prolifération jusqu'au «Leuchter Report.»

OLER Alexandre, *Un Génocide en Héritage*, Wern, Paris, 124p., 1998.

ONDRICHOVA Lucie, *Fredy HIRSCH, Von Aachen über Düsseldorf und Frankfurt am Main durch Theresienstadt nach Auschwitz-Birkenau : Eine jüdische Biografie 1916-1944*, Hartung-Gorre, Konstanz, 116p., 2000.

OTT Ulrich (Editeur), *Karl Kraus. Eine Ausstellung des Deutschen Literaturarchivs im Schiller- Nationalmuseum*, Deutsche Schillergesellschaft Marbach am Neckar, Marbach am Neckar, 529p., 1999.

PASS Walter, SCHEIT Gerhard, SVOBODA Wilhelm, *Orpheus im Exil. Die Vertreibung der österreichischen Musik von 1938 - 1945*, VG - Verlag für Gesellschaftskritik, Wien, 409p., 1995.

Cet ouvrage traite de la persécution de musiciens autrichiens de 1938 à 1945.

«Mon ami Adolph Baller, pianiste et accompagnateur de Yehudi Menuhin, a raconté (en mars 1938) les choses suivantes : les nazis ont versé de l'acide sur le trottoir et lui ont demandé de le nettoyer. Et alors, ils lui ont demandé sa profession. Il a dit : pianiste. Ils lui ont cassé les doigts.»

PAULSSON G. Steve, *The Holocaust Exhibition at the Imperial War Museum*, Imperial War Museum, London, 47p., 2000.

PELINKA Anton, WEINZIERL Erika (Editeurs), *Das grosse Tabu, Österreichs Umgang mit seiner Vergangenheit*, Verlag Österreich, Wien, 197p., 1997.

Cet ouvrage collectif aborde un grand tabou : les rapports de l'Autriche à son histoire. Différentes contributions reflètent différentes approches : sociologiques, politiques, historiques et littéraires. Les principaux thèmes traités sont la politique culturelle, la résistance, la dénazification et le rôle de l'église - avant, pendant et après la guerre.

PERMEZEL Bruno (Dirigé par), *Montluc. Antichambre de l'inconnu (1942-1944)*, BGA Permezel, Lyon, 296p., 1999.

Cet ouvrage est un florilège de lettres, textes,... écrits par des internés de la prison de Montluc entre 1942 et 1944. Classés en quatre chapitres, ces documents nous décrivent l'atmosphère de cette prison à la fois réserve d'otages, antichambre de la déportation, antichambre de la mort. De la dernière lettre du condamné à mort écrite à sa maman à la missive rédigée à l'intention des amis du maquis, tous ces documents nous permettent de percevoir l'anxiété, la résignation et le courage, tous ces comportements humains exacerbés par les conditions extrêmes de détention. Les événements de la Libération sont également décrits avec toute l'émotion que l'on peut imaginer de ces hommes et femmes ayant souffert, parfois, de nom-

breux mois. Le chercheur trouvera également, dans cet ouvrage, la liste complète des internés répertoriés par cellules occupées.

PESKINE Brigitte, *Buena Familia*, NIL, Paris, 282p., 2000.

PETRUV Helena, *Právní postavení zidu v Protektorátu Čechy a Morava (1939-1941)*, Institut Tereziánské iniciativy, Prague, 173p., 2000.

PHILIPP Grit, *Kalendarium der Ereignisse im Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück 1939 - 1945*, Metropol, Berlin, 350p., 49 illustrations, 1999.

PINEAU Gaston, LE GRAND Jean-Louis, *Les histoires de vie*, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, Paris, 127p., 1993.

PIPER Franciszek, *Auschwitz 1940-1945. Central Issues in the history of the camp*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 282p., 2000.

PONCHAUD François, *Cambodge, année zéro*, Kailash, Paris / Pondicherry, 313p., 1998.

Le 17 avril 1975, la victoire des révolutionnaires khmers inaugure une nouvelle ère pour le Cambodge. François Ponchaud y a vécu dix ans, de 1965 à 1975. Il fut le témoin oculaire de la prise de Phnom Penh et de l'exode forcé de toute sa population. Publié en 1977 cet ouvrage fait maintenant l'objet d'une réédition. L'intérêt de ce livre réside dans l'analyse pointue que l'auteur réalise, depuis 1977, des événements se déroulant dans le nouveau Kampuchéa démocratique. Sur base de témoignages de réfugiés cambodgiens parvenus à fuir leur pays et du discours officiel de Radio Phnom Penh, la voix officielle du Kampuchéa, l'auteur tente de saisir le sens de cette révolution et les objectifs qu'elle se donnait. L'analyse qu'il en fait est d'une lucidité exemplaire.

POSSELT Ralf-Erik, SCHUMACHER Klaus, *Projekthandbuch : Gewalt und Rassismus*, Verlag an der Ruhr, Mülheim an der Ruhr, 350p., 1993.

L'auteur propose à ses lecteurs une vie active et responsable. Contre les préjugés et les discriminations, des alternatives sont proposées : l'apprentissage multiculturel, la citoyenneté, l'acceptation de «l'autre» en tant que personne à part entière, etc. Le temps du courage, de la tolérance et de la lutte contre le racisme par des moyens non-violents est plus que jamais d'actualité.

PROKLA, *Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft*, n° 115 : *Totalitarismus und Liberalismus*, Westfälisches Dampfboot, Münster, 168p., 1999.

Le XXème siècle est généralement présenté comme une succession de conflits entre des modèles de sociétés qui se sont affrontés, avec pour résultat la victoire du libéralisme sur les régimes totalitaires. Depuis 1989 est réapparue la réflexion sur la théorie du totalitarisme. Cet intérêt est conditionné par la vieille question de la comparaison entre nazisme et communisme. Celle-ci permet par exemple à Reagan de justifier sa politique d'armement.

PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, Paris, 330p., 1996.

RAJK Klara, *Den Kampfgeist nie verloren, Jüdische Schicksale in Ungarn 1910-1999*, Hartung- Gorre Verlag, Konstanz, 74p., 2000.

RAZUMOVSKY Dorothea Gräfin, *Der Balkan, Geschichte und Politik seit Alexander dem Großen*, Piper, München, 421p., 1999.

Razumovsky retrace deux mille ans d'histoire des Balkans et explique, à l'aide des tendances politiques, comment la crise actuelle pouvait être prévue. L'auteur, grand connaisseur des Balkans, change,

avec chaque chapitre, de perspective et effectue ainsi un tour complet de l'horizon géopolitique.

REGLER Gustav, *Gustav Regler Werke Band 4 - Der grosse Kreuzzug, Tagebuch 1937. Aus dem spanischen Bürgerkrieg*, Stroemfeld / Roter Stern, Basel / Frankfurt am Main, 767p., 1996.

Ce roman évoque l'âge d'or des brigades internationales : la défense de Madrid par les onzième et douzième brigades, les luttes des Boadilla del Monte, du pont d'Arganda, d'Algora et de Mirabueno, et enfin de Guadalajara. L'auteur, Gustav Regler, a participé à tous ces combats et nous livre un récit d'une grande authenticité.

REICH-RANICKI Marcel, *Mijn leven*, Uitgeverij Bert Backer, Amsterdam, 2000.

RENAUT Alain (Dirigé par), *Histoire de la Philosophie Politique Tome 3*, Calmann-Levy, Paris, 414p., 1999.

RENOUARD Jean- Pierre, *Un costume rayé d'enfer*, Editions du Félin, Résistance Liberté - Mémoire, Paris, 142p., 2001.

Après 45 ans, Jean-Pierre Renouard écrit son expérience concentrationnaire lors de la Deuxième Guerre mondiale. A peine entré en Résistance, il est arrêté en 1944 à Bordeaux. De Compiègne, il est déporté vers le camp de concentration de Neuengamme, puis à Misburg (où il travaille dans une raffinerie de pétrole allemande), pour terminer à Bergen-Belsen où il sera libéré en avril 1945. L'auteur, par bribes, par «anecdotes», décrit toute l'horreur quotidienne des camps. Avec un grand réalisme, il parle du pain, des toilettes, des maladies, des pendants, de la souffrance, des morts, de lui, mais aussi de la libération et de sa vie jusqu'à aujourd'hui avec ses cauchemars, ses interrogations. Ce livre, sans aucune «mise en scène», impressionne par son mélange de force et de neutralité.

RIEGEL Paul, VAN RINSUM Wolfgang, *Deutsche Literaturgeschichte. Band 10. Drittes Reich und Exil*, dtv, München, 302p., 2000.

Cet ouvrage fait partie d'une histoire littéraire en douze volumes étudiant le développement de la littérature germanophone. Ce volume décrit la prose en Allemagne ainsi qu'en exil de 1933 à 1945. Il contient beaucoup de citations, de résumés et d'interprétations. Il donne une vue d'ensemble de l'histoire culturelle, de l'idéologie et des mythes du national-socialisme, de la politique littéraire et de la littérature durant le III^{ème} Reich.

RIOUX Jean-Pierre, SIRINELLI Jean-François, *Pour une histoire culturelle*, Seuil, L'univers historique, Paris, 455p., 1997.

RITTNER Carol, SMITH Stephen D., STEINFELDT Irena, *The Holocaust and the Christian World. Reflections on the past challenges for the future*, Kuperard, Londres, 278p., 2000.

Une photographie de dignitaires nazis et d'ecclésiastiques allemands effectuant ensemble le salut nazi illustre la couverture de cet ouvrage. Le ton de l'ouvrage est donné ; il n'y aura pas ou peu de langue de bois dans cet ouvrage qui analyse les responsabilités de l'église et du monde chrétien en général face au génocide nazi et aux conséquences à tirer de cette sombre page de l'histoire. Les auteurs abordent des sujets tels que l'antisémitisme séculaire de l'Eglise, le laisser-faire coupable des dirigeants ecclésiastiques par rapport au génocide juif, les réactions frileuses des Eglises dans les pays occupés par les nazis, le rôle flou du Vatican, la canonisation controversée de Pie XII et les conséquences des événements sur la foi et la pratique de la religion chrétienne de nos jours.

ROBIN Régine, *L'immense fatigue des pierres*, XYZ (Romanichels Poche), Montréal, 220p., 1999.

ROL Ruud van der, VERHOEVEN Rian, *Anne Frank*, Anne Frank Stichting, Amsterdam, 64p., 1998.

ROL Ruud van der, VERHOEVEN Rian, *Anne Frank : une vie*, Fondation Anne Frank, Amsterdam, 63p., 1992.

ROZENBLUM Serge-Allain, *Theodor Herzl. Biographie*, Editions du Félin, Kiron, Paris, 694p., 2001.

Cette biographie de Theodor Herzl présente le fondateur du sionisme à travers l'œuvre qui le caractérise, mais il invite également à découvrir l'homme aux talents multiples et apporte une perception renouvelée d'une grande figure du XIX^e siècle. A travers cette biographie, c'est aussi toute une partie de l'histoire politique et diplomatique de l'Europe qui resurgit. Docteur en droit, auteur dramatique aux succès divers, correspondant de presse du célèbre quotidien viennois *Neue Freie Presse*, Theodor Herzl évolue dans l'Empire déclinant des Habsbourg, dialogue avec l'Empire ottoman et tous les gouvernements de l'époque (Allemagne, Angleterre, France, Russie). Suivant minutieusement les développements de l'aventure des promoteurs du sionisme, l'auteur permet également de mettre en perspective un demi-siècle d'histoire mouvementée au Proche-Orient et de mieux saisir les motivations profondes des premiers sionistes. Serge-Allain Rozenblum, qui a enquêté au Centre des archives sionistes de Jérusalem et aux archives Herzl de Jérusalem, a traduit de nombreuses lettres, des textes allemands et anglais inédits, et offre une nouvelle synthèse de l'époque et du personnage.

SAERENS Lieven, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen*

en zijn joodse bevolking (1880-1944), Lannoo, Tilt, 847p., 2000.

SALMONS Paul, *Reflections. An inter-disciplinary scheme of work for teaching the Holocaust*, Imperial War Museum, London, 196p., 2000.

SAUNDERS Harold, *Zeugnis geben. Von Bratislava durch Auschwitz-Birkenau ins Lager Gleiwitz I und zurück - Jüdische Schicksale in der Slowakei 1938-45*, Hartung Gorre, Konstanz, 138p., 2001.

SCHIFF Tobias, *Retour sur un lieu que je n'ai jamais quitté*, Benoît Jacob, Paris, 240p., 2000.

SCHMITT Carl, *La notion de politique* suivi de *Théorie du partisan*, Flammarion, Champs ; n° 259, Paris, 323 p., 1992.

SCHNEIDER Wolfgang (Editeur), «*Vernichtungspolitik*». *Eine Debatte über den Zusammenhang von Sozialpolitik und Genozid im nationalsozialistischen Deutschland*, Junius/Hamburger Institut für Sozialforschung, Hamburg, 199p., 1991.

La monstruosité du génocide commis par le national-socialisme a été décrit à moult reprises. La destruction des juifs reste bien sûr un événement dépassant l'entendement. Mais un débat s'ouvre, portant sur les raisons et les intentions de ce génocide. Le massacre a-t-il suivi une logique descriptible ou le constat d'une absurdité radicale reste-t-il la seule explication possible ?

SCHREIBER Marion, *Stille Rebellen : Der Überfall auf den 20. Deportationszug nach Auschwitz*, Aufbau, Berlin, 352p., 2000.

Née en 1942 à Francfort-sur-Oder, Marion Schreiber a une formation universitaire en philologie germanique, en philologie romane et en journalisme. Elle travaille comme journaliste au Spiegel. Auteur indépendant, elle vit actuellement à Bruxelles. Le point central du livre est l'attaque par trois jeunes hommes très

sommairement armés du XXème convoi, le 19 avril 1943, à une vingtaine de kilomètres de Bruxelles. Les Partisans armés estimaient que l'opération était trop risquée et qu'elle nécessitait l'intervention de trop d'hommes bien armés ; ils ne participèrent pas à l'attaque. L'auteur présente longuement les trois participants (Youra Livchitz, Robert Maistriau, Jean Franklemon), leur milieu familial, intellectuel, social, leur psychologie, leurs contacts avec les Partisans de Bruxelles - plus exactement de certains quartiers de Bruxelles. Tout ce petit monde prend vie progressivement. Le livre est basé sur une documentation très précise, très riche, très variée : documents privés, archives allemandes et belges, notes de police, interviews recueillies en Belgique, en France, en Allemagne, en Israël, aux Amériques, interviews de six rescapés du convoi.

Gaby MOONENS

SEBASTIAN Mihail, *Journal 1935-1944*, Stock, Nouveau Cabinet Cosmopolite, Paris, 573p., 1998.

SEPHIHA Haïm Vidal (Textes recueillis par), *Du miel au fiel. Contes Judéo-Espagnols*, Editions Bibliophane, Le Légendaire Juif, Paris, 163p., 1992.

SHOHAM Giora S., *Walhalla, Golgotha, Auschwitz. Über die Interdependenz von Deutschen und Juden*, Verlag Österreich, Wien, 342p., 1995.

Le professeur Shoham de l'Université de Tel-Aviv fut sauvé de l'Holocauste par «la prévoyance» de son père. En tant que Juif et Israélien, il se penche aujourd'hui avec affliction sur le judaïsme européen.

Sigmund Freud Museum, Wien IX, Berggasse 19, Katalog, Christian Brandstätter, Vienne, 112p., 1994.

Ce catalogue du Musée Sigmund Freud, à Vienne, nous guide à travers les locaux où celui-ci a travaillé, habité et écrit pendant près d'un siècle. Cet ouvrage contient

des photos et des documents inédits montrant non seulement le milieu intellectuel viennois que fréquentaient Sigmund et Anna Freud, mais aussi la montée du nazisme en Autriche (qui a forcé le précurseur/pionnier de la psychanalyse et sa famille à s'exiler en Angleterre).

SIEGEL Paul, *In ungleichem Kampf. Christlich-jüdische Rettungsaktion der Westerweel-Gruppe - Von Köln nach Holland durch Westerbork über Frankreich und Spanien nach Israel*, Hartung Gorre, Konstanz, 262p., 2001.

SINGER Katie, *Een volmaakt gebroken hart*, Uitgeverij Bert Bakker, Amsterdam, 347p., 2000.

SIONGERS Jessy, KAVADIAS Dimokritos, *Les jeunes contre l'exclusion. Une expérience politique*, Editions Labor, Bruxelles, 215p., 2000.

SIONGERS Jessy, KAVADIAS Dimokritos, *Proeve(n) van politiek, Jongeren tegen de sociale uitsluiting van jongeren*, Labor, Bruxelles, 210p., 11 illustrations, 2000.

SITRUK Joseph Grand rabbin, *Chemin faisait...*, Flammarion, Paris, 383p., 1999.

SPERBER Manès, *Wie eine Träne im Ozean - Romantrilogie : Der verbrannte Dornbusch. Tiefer als der Abgrund. Die verlorene Bucht*, DTV Deutscher Taschenbuchverlag, München, 1033p., 2000.

Dans ce roman riche en action et extrêmement captivant, Manès Sperber décrit le paysage politique de l'Europe entre les années 1930 et 1945. Voici «l'aventure mentale» d'un révolutionnaire, Donjo Faber, qui parmi d'autres révolutionnaires, passe par l'Allemagne, la Russie, la Yougoslavie, la Pologne, la France, l'Italie... et par la révolution, la dictature et la guerre». Un «goût amer de l'espoir».

STRAUSS Léo, KOJEVE Alexandre, XENOPHON, *De la tyrannie. Hiéron de*

Xénophon suivi de *Tyrannie et Sagesse*, Gallimard, TEL, 344p., 1999.

STRZELECKI Andrzej, STRZELECKA Irena, NIESSNER Wladyslaw, *The Architecture of Crime. The «Central Camp Sauna» in Auschwitz II-Birkenau*, Auschwitz-Birkenau State Museum, Oswiecim, 204p., 2001.

SUGANAS Odile, *Mosaïque ou reconstitution d'une mémoire*, Graphein, Paris, 112p., 2000.

Als is gewesen : le livre se veut la «reconstitution d'une mémoire» individuelle et familiale que l'histoire a dévastée et déracinée : dévastée parce que la famille de l'auteur appartenait à la communauté juive de Lituanie qui a été en quasi totalité exterminée pendant la Seconde Guerre mondiale ; déracinée parce que l'auteur, arrivée toute jeune avec ses parents dans la France d'avant l'année quarante, puis cachée chez des paysans durant l'occupation, a fait, après guerre, toute sa vie dans l'hexagone où elle a grandi presque définitivement coupée de sa terre natale.

Le livre se présente donc comme une double quête : quête des origines familiales d'abord, qu'évoque la première partie du texte intitulée «Pérégrinations», quête de soi-même ensuite, qui court tout le long de l'ouvrage, mais qu'évoque plus particulièrement sa deuxième partie dénommée «Catharsis».

La quête des origines, suscitée par la mort du père, puis initiée par la chute du Mur, conduit l'auteur à se rendre en Lituanie pour y rechercher les traces de sa famille. Elle retrouvera celles-ci, au fur et à mesure, dans les témoignages des quelques rares personnes encore présentes sur place qui avaient connu les siens ou qui étaient d'âge à les avoir connus ; elle les retrouvera aussi dans les lieux où ils avaient vécu et ceux où ils disparurent en même temps que l'ensemble de la population juive du

pays. Cette quête fournit d'autre part l'occasion de faire surgir des profondeurs de la mémoire plusieurs figures de la parentèle assassinée, dont celle très belle de l'oncle Umru qui fut directeur du théâtre juif de Vilnius, et pour qui l'auteur a manifestement éprouvé, éprouve encore lorsqu'elle écrit, une admiration profonde et durable de petite fille qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

La collecte des traces, enfin, est illustrée par une succession de photos qui se présentent le plus souvent sous l'aspect de vignettes insérées dans le corps même du texte, et qui mêlent étroitement images d'hier et d'aujourd'hui. A l'instar des cailloux d'un jeu de piste ou des pièces d'une mosaïque, ces traces matérielles apparaissent comme autant d'éléments de la mémoire en reconstitution qui trouve progressivement son sens et se cristallise sous les yeux du lecteur subjugué.

La même démarche est encore à l'œuvre dans la deuxième partie du texte où l'auteur se remémore son existence d'enfant pourchassé par les nazis dans la France des années noires. Ce sont les sentiments ressentis par la petite fille qu'elle était alors qui, après l'avoir longtemps tourmentée, remontent enfin à la mémoire de la femme qu'elle est devenue dans quelques-unes des plus belles pages du livre. Celles-ci nous font revenir dans la ferme du Sud-Ouest où l'enfant traqué a été sauvé grâce au dévouement tout simple d'un couple de paysans au grand cœur, les époux Lacave, qui ont procuré spontanément l'aide et la protection demandées. Et c'est l'occasion, pour l'auteur, de broser, en dernier lieu, l'admirable portrait de ces gens qui sont aujourd'hui décédés mais qui ont pu être dernièrement honorés comme « Juste parmi les Nations ». Le livre se termine par le retour de l'auteur au village où une petite cérémonie, tout à la fois officielle et familiale, lui permet de remettre cette dis-

tinction aux enfants du couple. La boucle est alors bouclée. *Als is gewesen* comme l'a dit un peu plus tôt dans le récit un témoin rencontré en Lituanie : *tout a été*. Tout est revenu, aussi. Un livre magnifique donc, dont on pourra, si on le souhaite, compléter fort utilement la lecture par la partie du *Livre noir* de Vassili Grossman et Ilya Ehrenbourg - récemment édité en poche - qui traite de la Lituanie, en particulier par les extraits du superbe, terrible et bouleversant journal du Docteur Elena Buivydaite-Kutorgiene (T.2, p.201-263) qui décrit, au jour le jour, les premiers temps de l'occupation allemande à Kaunas (juin-décembre 1941).

Parallèlement à la saisissante description qui est donnée, des pistes très claires sont fournies pour comprendre le caractère tout à fait singulier de la tragédie dans laquelle les Juifs lituaniens - et avec eux la famille de Mme Suganas - se sont retrouvés plongés d'un instant à l'autre sans pouvoir espérer dès le départ, le journal le montre hélas fort bien, beaucoup de chances de survie.

Franck SCHWAB

SULTANO Gloria, *Wie geistiges Kokain... Mode unterm Hakenkreuz*, Verlag für Gesellschaftskritik, Wien, 369p., 1995.

SWIEBOCKI Henryk, *Auschwitz 1940-1945. Central Issues in the history of the camp*, Auschwitz-Birkenau State Museum, 388p., 70 illustrations, 2000.

SZPILMAN Wladyslaw, *Le pianiste. L'extraordinaire destin d'un musicien juif dans le ghetto de Varsovie, 1939 - 1945 ; suivi du Journal de Wilm Hosenfeld [extraits]*, Robert Laffont, Paris, 264p., 2001.

Septembre 1939 : Varsovie est écrasée sous les bombes allemandes. Avant d'être réduite au silence, la radio nationale réalise sa dernière émission. Les accords du *Nocturne en ut dièse mineur* de Chopin s'élèvent. L'interprète s'appelle Wladyslaw

Szpilman. Il est juif et pour lui, une longue nuit commence. L'auteur connaîtra le ghetto, l'extermination des siens, l'insurrection de Varsovie puis la destruction de la ville par les Allemands. Passant à travers le froid, la faim, la solitude... il finira par rencontrer, en 1945, son sauveteur : un officier allemand, un juste nommé Wilm Hosenfeld. Après une première publication en 1946, le livre tombe sous la censure du régime communiste. Il faudra attendre 50 ans pour que le public puisse retrouver son texte à la fois sobre et émouvant, son récit étrangement distancié. Wladyslaw Szpilman eut une carrière internationale de compositeur et de pianiste. Il nous a quittés en juillet 2000.

TAGUIEFF Pierre- André, *L'effacement de l'avenir*, Galilée, Paris, 483p., 2000.

TASCHEN Angelika (Editeur), *Leni Riefenstahl - Cinq Vies - Fünf Leben - Five Lives. Une Biographie en images*, Taschen, Köln London Madrid New York Paris Tokyo, 336p., 2000.

TAYLOR Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Aubier, Paris, 142p., 1994.

THATCHER Nicole, *A literary analysis of Charlotte Delbo's concentration camp representation*, The Edwin Melle Press, Lewin, Queenstonston, Lampeter, 208p., 2000.

Charlotte Delbo, résistante communiste, déportée en janvier 1943 à Auschwitz-Birkenau, a rapporté son expérience de concentrationnaire dans d'extraordinaires récits, tels, entre autres, la trilogie *Aucun de nous ne reviendra*, *Une connaissance inutile*, et *Mesure de nos jours* ou encore la pièce de théâtre *Qui rapportera ces paroles ?* L'auteur, en portant une attention précise aux formes et à la signification très particulière de l'écriture de Delbo avoue une véritable passion à l'égard de cette oeuvre qui cherche à transmettre l'expérience éprouvée pour la livrer plei-

nement, physiquement pourrait-on dire, au lecteur. Une écriture toute entière portée à témoigner et qui, dans le même élan, magnifie l'impossibilité de dire. Une récréation poétique transgressant les genres littéraires dont les arcanes profonds sont analysés et décrits ici.

The Commission on Jewish Assets in Sweden at the Time of the Second World War - Ministry of Foreign Affairs (Auteur institutionnel), *Sweden and Jewish Assets, Final Report from the Commission on Jewish Assets in Sweden at the Time of the Second World War*, The Printing Works of the Cabinet Office and Ministries, Stockholm, 291p., 1999.

The Holocaust. Origins. Implementation. Aftermath, Routledge, Rewriting Histories, London, 300p., 2000.

THIBAUT Richard, *LOUPIAC Charlotte, Itinéraire clandestin dans la France occupée (1940-1944)*, Atlantica, Biarritz, 198p., 1999.

L'auteur, spécialiste en histoire militaire tente, à travers la trajectoire d'une résistante, Jeanne Thoorens alias Charlotte Loupiac, de s'immerger dans la vie quotidienne d'agents d'un réseau de résistance. En 1942, Charlotte Loupiac rejoint le Service de Renseignement VIDAL avec comme mission l'observation des troupes allemandes et le vol d'informations. Elle y exerce des responsabilités d'organisation et de coordination à l'échelon régional. L'auteur s'appuie sur des témoignages, des périodiques locaux et régionaux et sur les archives de Service de Renseignement VIDAL. Bien que la compilation d'autant d'archives et un dépouillement approfondi de faits collectés dans la presse alourdissent inutilement ce récit, cet ouvrage offre une chronique très agréable à parcourir sur la vie ordinaire sous l'Occupation.

TICHAUER Eva, *I was N° 20832 at Auschwitz*, Vallentine Mitchell, The library of Holocaust Testimonies, London, 97p., 2000.

TIMMERMANN Heiner, *Nationalismus und Nationalbewegung in Europa 1914-1945*, Duncker & Humboldt, Berlin, 578p., 1999.

La conférence de paix de Paris visait à une réorganisation de l'Europe en lui donnant, entre autres, une structure national-démocratique. Mais dans un système d'États souverains où prévalaient une homogénéité linguistique et culturelle, la question du nationalisme devait se poser et s'intensifier pour devenir un problème structurel réel. La souveraineté nationale, valeur suprême, n'était pas seulement constructive mais comportait des aspects destructeurs : elle a contribué à la destruction de la «communauté européenne». La société des Nations souffrait de la disproportion entre l'universalité exigée d'une part et son caractère fragmentaire effectif d'autre part. L'homogénéité des constitutions démocratiques était restée un rêve (temporaire) et la majorité des États européens est passée aux régimes totalitaires ou autoritaires.

TODOROV Tzvetan, *Facing the Genocide. Moral Life in the Concentration Camps*, Phoenix, London, 307p., 1999.

L'auteur examine et compare les capacités de cruauté, de compassion et de gentillesse des déportés dans les camps de concentration. Puisant dans une large variété de témoignages, de déportés tel Primo Levi mais interrogeant aussi la mémoire des bourreaux à l'exemple d'Albert Speer, l'auteur tente de reconstruire le portrait vivant de ceux qui souffrirent les outrages des camps. A ceux qui estimaient que la vie morale s'était éteinte dans les horreurs des camps, il a plutôt découvert un univers moralement riche, composés d'innom-

brables gestes ordinaires de dignité, d'attentions, de compassion et de solidarité. Contrairement au préjugé, la vie morale ne s'est pas éteinte dans les camps. Et il se pourrait même, nous dit Todorov, que nous y trouvions de quoi fonder une morale quotidienne à la mesure de notre temps.

TRAVERSO Enzo (Présenté par), *Le Totalitarisme. Le XXème siècle en débat*, Editions du Seuil, Paris, 923p., 2001.

La question du totalitarisme a profondément marqué la culture du XXème siècle, à la fois comme réalité historique et comme concept théorique, mais également en tant qu'arme idéologique. Ces différentes acceptations du terme se sont volontiers télescopées et le même mot n'a pas toujours eu la même signification pour ceux qui l'ont utilisé.

Enzo Traverso, historien et politologue, tente, en rassemblant un corpus de textes exhaustif, de retracer l'itinéraire de l'idée totalitaire à travers les décennies, les cultures et les sensibilités politiques. L'objectif qui a orienté son travail étant de *proposer une vision globale d'un débat intellectuel trop souvent perçu de façon partielle et fragmentaire, sous l'impact d'un événement et dans un contexte spécifique (national, culturel, politique)*. Ainsi, les essais rassemblés dans cette anthologie ne visent pas à reconstruire les faits mais à rétablir le parcours du concept et des théories en confrontant des écrits hétérogènes voire antinomiques : totalitaires et antitotalitaires, fascistes et démocrates, marxistes et libéraux, révolutionnaires et conservateurs.

Chaque texte proposé est précédé d'une présentation de l'auteur exposant les circonstances dans lesquelles il a été conçu et publié, et éventuellement des réactions qu'il a pu susciter. Afin d'en préparer la lecture, l'auteur ouvre son anthologie avec

un remarquable essai introductif dans lequel il retrace l'évolution des différentes approches de la notion de totalitarisme dans le temps et dans l'espace. Il en esquisse les lignes générales et offre quelques éléments d'une interprétation historiographique. Il ne s'agit pas de la synthèse des différents textes mais plutôt de leur mise en perspective dans le but d'en éclairer la lecture. Il suit pas à pas la «transmigration» de la problématique totalitaire : née parmi les antifascistes italiens au début des années 1920, elle fut appropriée et réélaboree par le fascisme italien et la «révolution conservatrice allemande» ; elle s'est ensuite développée et a connu une large diffusion au sein de la culture antifasciste en exil (principalement en France et aux Etats-Unis) dans les années 1930 et 1940. Parallèlement, elle commence à apparaître chez les premiers critiques de gauche du stalinisme avant de connaître son âge d'or pendant la guerre froide lorsque le concept de totalitarisme s'est transformé en véritable arme de propagande anticommuniste.

Le propos de cette anthologie est donc d'analyser les revirements idéologiques, les pérégrinations intellectuelles et les déplacements de réflexion sur la question totalitaire, de la gauche antifasciste au libéralisme anticommuniste, de l'Europe aux Etats-Unis.

Il s'agit d'un ouvrage complet et d'une grande richesse que nous recommandons vivement aux enseignants et aux chercheurs pour parfaire leur connaissance sur une question d'une importance centrale pour comprendre l'histoire du XXème siècle.

TRAVERSO Enzo, *Understanding the Nazi Genocide. Marxism after Auschwitz*, Pluto Press - The International Institute for Research and Education (IIRE), London / Sterling, Virginia, 152p., 1999.

Enzo Traverso, Professeur de Sciences politiques à l'Université d'Amiens, remet en question l'idée que le génocide nazi, s'il trouve son fondement dans la haine raciale, est l'expression du capitalisme moderne dans sa réalisation rationnelle. L'auteur soutient qu'après Auschwitz, le goulag et Hiroshima, le vieux slogan «Socialisme ou Barbarie» formulé par les marxistes européens du début du XXème siècle doit être sérieusement revu. Le choix auquel nous avons à faire face aujourd'hui ne se situe plus entre le progrès de la civilisation ou la régression vers une société sauvage, mais bien entre le socialisme, conçu comme une nouvelle civilisation, ou un socialisme destructeur des individus et vide d'humanité. Pour Traverso la révolte du ghetto de Varsovie est l'image qui doit nous appeler à nous rebeller ; pas dans l'optique d'une victoire inévitable, mais en tant qu'impératif éthique.

TRIMBUR Dominique, *De la Shoah à la réconciliation ? La question des relations RFA - Israël (1949 - 1956)*, CNRS, C.R.F.J. Centre de Recherches français de Jérusalem. Hommes et Sociétés, Paris, 447p., 2000.

Ce premier livre de Dominique Trimbur est en fait la version allégée d'une thèse de doctorat. Il traite d'une période peu connue de l'histoire (mais très intéressante) : les relations entre l'Allemagne et la communauté juive d'une part, la République fédérale et l'Etat d'Israël d'autre part. Comme l'explique l'auteur lui-même «...les acteurs de cette histoire, Juifs, Israéliens, Allemands, ont été capables de dialoguer bien plus tôt que l'on peut le concevoir à posteriori... Ils n'ont pas hésité à aller les uns vers les autres : pour essayer d'obtenir une réparation du passé, pour mieux vivre le présent, mais aussi préparer un avenir autre». L'ouvrage se compose de trois parties : les relations avant les relations (le consulat israélien de Munich et les premiers pas

de la mission israélienne de Cologne) ; l'évolution des idées israéliennes et juives concernant des relations diplomatiques entre la RFA et Israël (de la fin des années quarante au printemps de l'année 1956) ; l'évolution des idées ouest-allemandes concernant des relations diplomatiques entre la RFA et Israël (de la fin des années quarante au printemps de l'année 1956).

VAN CAUTER Joël, *Quelque chose de plus muet que le silence. Carnet d'Auschwitz*, s. Editeur, s. Ville, 26p., 2000.

VANWELKENHUYZEN Jean (Dirigé par), *Les tumultes d'un siècle*, Editions complexes, Bruxelles, 273p., 2000.

Le XXème siècle aura certainement été le siècle le plus violent de toute l'histoire de l'humanité : les deux guerres mondiales, les génocides, les idéologies totalitaires, les guerres périphériques incessantes... Aucune époque n'aura non plus vu se produire autant de bouleversements économiques, scientifiques, sociologiques... et à pareille vitesse. Dans cet ouvrage, historiens, sociologues, psychanalystes et juristes se penchent sur le siècle pour tenter de le comprendre.

VARON Laura, *The juderia. A Holocaust Survivor's Tribute to the Jewish Community of Rhodes*, Praeger, Westport, London, 166p., 15 illustrations, 1999.

La *Juderia* fut le nom du quartier juif de Rhodes où l'auteur vécut son enfance. Laura avait 13 ans lorsque survint la guerre. Elle nous raconte dans cet ouvrage ce qu'était sa communauté et ce qui lui advint. Elle raconte ensuite son propre périple, sa déportation à Auschwitz-Birkenau d'abord, et ensuite à Dachau où elle retrouva quelques amis de Rhodes. Elle passa, à la Libération, quelques mois à récupérer en Suède et s'installa en 49 au Congo belge, pays où elle demeura plus de 11 ans avant de le quitter pour les USA, lorsque les troubles qui menèrent le pays

à l'Indépendance éclatèrent. Installée à Seattle, elle témoigna dans un premier temps à l'Université de Washington (Projet d'Histoire orale) de ses années de déportation et ensuite, à partir de 1992, dans les écoles. Des deux mille habitants de la *Juderia* à Rhodes, seuls 104 survécurent aux camps.

VERHOEVEN Rian, *De restauratie van het Anne Frank Huis. «Een huis met een verhaal»*, Anne Frank Stichting, Amsterdam, [n.p.], 1993.

VIRGILI Fabrice, *La France «virile». Des femmes tondues à la libération*, Payot & Rivages, Paris, 392p., 2000.

VOEGELIN Eric, *La nouvelle science politique. Une introduction*, Editions du Seuil, L'ordre philosophique, Paris, 263p., 2000.

VOGT Ernst, *Israel - Kritik von links, Dokumentation einer Entwicklung*, Peter Hammer Verlag, Wuppertal, 230p., 1976.

VOUTEY Maurice, *L'ère hitlérienne. Chronologie 1889-1948*, GRAPHEIN - FNDIRP, Paris, 349p., 2000.

Maurice Voutey, ancien résistant, déporté dans les camps de Dachau et du Nérak, est membre de la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes. Il a enseigné l'histoire et la géographie et a publié plusieurs études historiques et biographies. Ce livre est une chronologie du nazisme et des événements qui, de près ou de loin, y sont liés. La période couverte commence le 20 avril 1889, à la naissance de Hitler, et s'achève aux procès de Nuremberg et de Tokyo en 1948. L'auteur livre les faits le plus précisément possible, de façon claire, précise et sans «artifices» inutiles.

WAHL Alfred, *Les forces politiques en Allemagne XIXe - XXe siècle*, Armand Colin, Paris, 368p., 1999.

WEINSTOCK Nathan, *Couleur espérance. La mémoire ouvrière juive autour de 1900*, Metropolis, Genève, 347p., 2000.

WEISENBORN Günter, *Une Allemagne contre Hitler*, Editions du Félin, Paris, 392p., 2000.

WEISS HALIVNI David, *Le Livre et l'Épée. Une vie d'étude à l'ombre de la Shoah*, Le Rocher, Bibliophane, Monaco, 177p., 1999.

Dans ce livre, David Weiss Halivni raconte sa vie consacrée à l'étude du Talmud. On le découvre enfant dans une petite ville du Nord de la Transylvanie, vivant pauvrement avec sa famille. Très tôt, il étudie le Talmud avec son grand-père et se montre extrêmement doué.

En 1944, à l'âge de 16 ans, l'auteur est déporté dans un camp de concentration. Bien qu'il en parle peu, cette expérience concentrationnaire va influencer toute sa vie. Après la libération, il part pour les Etats-Unis où il entreprend parallèlement des études à l'université et dans une yeshiva. Cet homme, devenu grand talmudiste, livre ici un récit émouvant où se mêlent passion et souffrance.

WENKERT Emil, *Czernowitzer Schicksale. Vom Ghetto nach Transnistrien deportiert - Jüdische Schicksale*, Hartung Gorre verlag, Konstanz, 54p., 2001.

WIEHN Erhard Roy (Editeur), *Babij Jar 1941. Das Massaker deutscher Exekutionskommandos an der jüdischen Bevölkerung von Kiew - 60 Jahre danach zum Gedenken*, Hartung Gorre Verlag, Konstanz, 205p., 2001.

WIEVIORKA Annette, MOUCHARD Claude (Sous la direction de), *La Shoah. Témoignages, savoirs, oeuvres*, Presses Universitaires de Vincenne, Cercil, 396p.

WILTZER Pierre-Marcel, *Sous les feux croisés : Parole de Préfet*, Comp'act, Chambéry, 222p., 1999.

L'auteur retrace sa vie sous l'occupation allemande lors de la 2e Guerre mondiale. D'abord sous-préfet de Belley (Ain) puis muté à Châtelleraut (Vienne), il parvien-

dra, sous le régime de Vichy, à garder intactes ses convictions morales et républicaines (il arrivera à ne jamais devoir prêter serment d'allégeance au Maréchal Pétain). Tout est relaté dans ce livre avec une grande authenticité et une grande modestie : la politique de l'époque et celle que Pierre-Marcel Wiltzer essaye au mieux de mener, les enfants d'Izieu (pour lesquels le sous-préfet fera tout ce qu'il peut), le sauvetage de Châtelleraut voué à la destruction... Le dernier chapitre est consacré à l'après-guerre : les récompenses, les commémorations, le souvenir. Pierre-Marcel Wiltzer s'est éteint en mars 1999, à l'âge de 84 ans, peu de temps après la rédaction de ses mémoires.

WINOCK Michel, *Le siècle des intellectuels*, Editions du Seuil, Points. Essai ; n°613, Paris, 885p., 1999.

WITTE Els, CRAEYBECKX Jan, MEYNEN Alain, *Political History of Belgium from 1830 onwards*, VUB Press, Bruxelles, Standaard Uitgeverij, Antwerpen, Anvers, 297p., 2000.

Cette histoire politique de la Belgique traite de la récession économique des années 80, des réformes constitutionnelles de 1988 et de 1992-93. Cet ouvrage analyse les rapports entre les groupes politiques et les problèmes se posant à eux aujourd'hui, les relations changeantes entre le parlement, le Gouvernement et le chef d'Etat titulaire. Il retrace également l'évolution de la sécurité sociale de 1944 à 1994, considérée comme le fruit de décisions politiques auxquelles plusieurs protagonistes ont participé, développant des conceptions souvent opposées. Rarement la Belgique aura vu autant de nouveaux développements : l'extrême droite ; la démonstration de masse pour les enfants assassinés ; les questions concernant la monarchie après la mort du Roi

Baudouin ; l'influence croissante des médias.

WITTGENSTEIN Ludwig, *Remarques sur le Rameau d'Or de Frazer*, l'Age d'Homme, 124p., 1982.

ZANDMAN Félix, *Il y a toujours un lendemain, Rescapé de l'Holocauste, chercheur scientifique en France, devenu fondateur et président d'une multinationale cotée à Wall Street*, Editions du Félin, Paris, 393p., 1999.

Félix Zandman est largement connu à Wall Street comme un scientifique de haut niveau et un important chef d'entreprise. *Vishay*, sa société fait partie des cinq cents premières dans le classement de *Fortune 1000*. En revanche, il est moins connu comme étant un des rares Juifs ayant survécu à la destruction, par les Allemands en 1933, du Ghetto du Grodno (Pologne) qui comptait trente mille personnes. Félix Zandman nous raconte les circonstances dans lesquelles il a échappé à la Gestapo, évoque la difficulté de survivre et le long processus de lutte intérieure qui l'a mené à la reconstruction de sa personnalité. Reconstruction qui passe par la créativité intellectuelle et la réussite professionnelle et industrielle qu'il rencontrera aux Etats-Unis où il a émigré depuis 1965. Cet ouvrage préfacé par Béate et Serge Klarsfeld raconte les souvenirs attachants, précis et francs d'un homme qui a transcendé une catastrophe personnelle pour faire de sa vie un exemple de réussite.

Zanim odeszli... / Before They Perished... / Vor der Auslöschung... / Fotografie odnalezionie w Auschwitz / Photographs Found in Auschwitz / Fotografien gefunden in Auschwitz, Kersten Brandt, Hanno Loewy, Krystyna Oleksy, Oswiecim, Auschwitz-Birkenau State Museum, 492p., 2001.

ZANGWILL Israël, *Rêveurs du Ghetto II*, Editions Complexe, L'heure furtive, Bruxelles, 328p., 2000.

Il s'agit de la réédition d'un livre paru pour la première fois en anglais en 1898. Ce succès populaire d'Israël Zangwill (écrivain prolifique, journaliste, activiste politique, né dans le ghetto de Whitechapel à Londres) donne un incomparable portrait d'une culture en transition. Cet ouvrage nous présente toute une série de protagonistes, chacun ayant son caractère, ses particularités, ses émotions. Chaque héros cherche sa voie à sa façon. Les uns tentent de trouver leur place dans l'univers juif, les autres sont attirés par la culture occidentale et chrétienne. Tous devront déjouer les pièges de la vie afin de donner un sens à leur existence. De son livre, Israël Zangwill dit «Ce livre est l'histoire d'un rêve qui ne s'est pas réalisé».

ZUCCOTTI Susan, *Under His Very Windows. The Vatican And The Holocaust In Italy*, Yale University Press, London, 408p., 2001.

Le Pape Pie XII a souvent été critiqué pour son silence à propos de l'extermination des Juifs européens pendant la Seconde Guerre mondiale. Susan Zuccotti s'est livré à une enquête minutieuse pour mettre enfin en lumière les tractations secrètes menées par le Pape et ses assistants du secrétariat d'Etat du Vatican afin d'aider les Juifs italiens. Si de nombreux ecclésiastiques ont caché et aidé des Juifs au péril parfois de leur vie, s'agissait-il d'actes isolés ou d'une réelle volonté politique du Vatican ? Ce livre très bien documenté et très objectif répond à ces questions et lève le voile sur ce que fut l'attitude des chefs politiques de l'Eglise catholique.

ZYTNIICKI Colette, *Les Juifs à Toulouse entre 1945 et 1970. Une communauté toujours recommencée*, Presses Universitaires du Mirail, Tempus - Diaspora, Toulouse, 391p., 1998.